



2008 Rapport

Activités et
Résultats

Roma



Nations Unies
Droits de l'homme

HAUT COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME

Rapport 2008

Activités et Résultats



Nations Unies
Droits de l'homme

HAUT COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME

Table des matières

Avant-propos de la Haut-Commissaire	5
I. Résumé	7
II. Rapport du HCDH pour l'année 2008	15
À propos du HCDH	16
Appui au Conseil des droits de l'homme et aux organes de suivi des traités	24
Appui aux procédures spéciales	32
Défis thématiques	39
Communication et mobilisation	58
Planification, gestion et appui aux programmes	67
Le HCDH sur le terrain	71
Introduction	71
Afrique	74
Asie et Pacifique	104
Europe, Amérique du Nord et Asie central	124
Amérique latine et Caraïbes	139
Moyen-Orient et Afrique du Nord	153
Intervention rapide	161
Institutions nationales	164
III. Fonds humanitaires	167
IV. Etats financiers de l'exercice clos le 31 December 2008	173
V. Financement et profil des donateurs	181
Annexes	
1. Organigramme	223
2. Principaux produits et résultats en 2008, mesurés à l'aune des indicateurs clés	224

Avant-propos de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme



J'ai le plaisir de présenter mon premier Rapport sur les activités et les résultats du HCDH, qui offre un compte rendu détaillé du travail accompli par le Haut-Commissariat, tant au siège que sur le terrain, tout au long de l'année 2008. Lorsque j'ai pris mes fonctions en tant que Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme en septembre de l'année dernière, j'ai découvert un groupe remarquable de nouveaux collègues qualifiés, enthousiastes et stimulants. Ceci était dû, en grande partie, à la prestation de Louise Arbour, mon prédécesseur, qui a dirigé le Haut-Commissariat aux droits de l'homme pendant plus de quatre ans, jusqu'au milieu de l'année 2008, en le guidant d'une main sûre pendant une époque de transformations, riche en opportunités mais aussi pleine de défis.

En vérité, l'année 2008 a été une année historique pour la communauté des défenseurs des droits de l'homme. Nous avons commémoré le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme par une campagne d'une année, qui a impliqué l'ensemble du système des Nations Unies et une multitude de partenaires dans le monde entier. Cette campagne s'est pourtant déroulée dans un contexte dominé par des problèmes pressants, comme la crise alimentaire, la crise financière et la crise économique qui, associées à des catastrophes naturelles et à d'autres situations d'urgence environnementales, ont mis à rude épreuve la résistance et l'esprit de solidarité de la communauté internationale, ainsi que son goût pour les nobles entreprises. Les initiatives locales, les commémorations nationales, les réunions régionales et les campagnes internationales destinées à célébrer la Déclaration universelle ont été caractérisées par une énergie, une imagination, un dévouement et une diversité qui montrent que la vision exprimée dans ce texte et sa pertinence revêtent aujourd'hui la même importance pour les gens qu'il y a soixante ans. Le monde que nous dépeint la Déclaration est un monde où les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels sont réalisés sans distinction aucune. Un monde où chaque homme, femme et enfant vit de manière digne, libéré de la faim, protégé de la violence et de la discrimination, et jouit des avantages que donnent un logement, des soins médicaux, l'enseignement et l'égalité des chances. Cette vision, à mon sens, représente la culture mondiale des droits de l'homme que nous nous efforçons d'encourager ; une vision qui ne doit pas être un facteur de dissension, mais une force unificatrice, au sein de chaque culture et entre toutes les cultures.

Dans le même temps, nous devons nous concentrer sur les difficultés qui empêchent de faire de la conception globale des droits de l'homme exposée dans la Déclaration universelle une réalité. Nous sommes entrés dans une période de perfectionnement des normes relatives aux droits de l'homme. Les méthodes et les moyens pour surveiller leur mise en œuvre ont été améliorés et des efforts plus amples sont déployés pour les appliquer. Pourtant, il ne fait pas de doute qu'il nous faudra travailler davantage et avec une détermination renouvelée, tant pour prévenir les atteintes aux droits de l'homme que pour garantir le respect plein et entier du droit. En somme, j'estime que la prévention et la mise en œuvre des normes relatives aux droits de l'homme doivent véritablement être au centre de nos activités et de nos objectifs communs, que ce soit maintenant ou dans le futur.

Le Conseil des droits de l'homme s'est engagé plus avant dans cette voie en lançant l'examen périodique universel (EPU), un mécanisme novateur qui permettra d'étudier à intervalles réguliers le bilan de tous les États membres de l'ONU en matière de droits de l'homme. En 2008, 48 premiers pays se sont soumis à l'examen. Le HCDH a aidé le Conseil tout au long de cette entreprise, sans pour autant négliger les autres tâches, en constante augmentation, que le Conseil l'a prié d'appuyer.

À l'issue d'une longue période d'expansion, le HCDH s'est attaché à consolider sa récente croissance sur le terrain ; nous y gérons 20 bureaux de pays, bureaux régionaux et bureaux autonomes et nous sommes présents au sein de plus de 30 missions de maintien de la paix et équipes de pays des Nations Unies. C'est sur le terrain qu'il est le plus facile de solliciter la coopération concrète des États afin de veiller à ce qu'ils se dotent de systèmes permettant de promouvoir globalement le respect des obligations relatives aux droits de l'homme et d'offrir, en cas de violation de ces droits, une protection ainsi que des solutions pour les victimes. Nous avons également entrepris 16 missions d'intervention rapide pour aider à parer à des crises aiguës ou à des dégradations de la situation des droits de l'homme et avons renforcé, au siège, notre capacité à gérer des requêtes, des tâches et des projets de collaboration de plus en plus complexes.

Nous savons que la pleine jouissance des droits de l'homme ne sera vraiment possible que si les parties prenantes, diverses dans leur composition mais liées par leurs objectifs et leurs actions, se rassemblent pour affirmer leur engagement à faire des droits de l'homme une réalité tangible pour tous.



Navanethem Pillay
Haut-Commissaire aux droits de l'homme

30 avril 2009

Résumé

« Où commencent donc les droits universels de l'homme ? – Dans des lieux modestes, près de chez nous », disait Eleanor Roosevelt. Tant que ces droits n'auront pas touché, partout, la vie de chaque homme, de chaque femme et de chaque enfant, notre travail ne sera pas achevé. En ma qualité de Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, je m'engage à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour que la Déclaration universelle des droits de l'homme soit pleinement appliquée. J'espère que vous me soutiendrez dans cet effort. »

La Haut-Commissaire Navanethem Pillay, lors d'une allocution prononcée devant l'Assemblée générale de l'ONU à l'occasion du 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le 10 décembre 2008.

Introduction

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a vécu plusieurs événements historiques en 2008, notamment un certain nombre d'évolutions institutionnelles importantes, l'adoption de nouveaux traités internationaux, un changement de direction en son sein et trois anniversaires éminemment symboliques.

Parmi les événements notables, citons le lancement, en avril, du nouveau mécanisme d'examen périodique universel (EPU) du Conseil des droits de l'homme, dans lequel le HCDH joue un rôle de facilitateur important. Dans le cadre de l'EPU, le bilan de chaque pays en matière de droits de l'homme est examiné par d'autres pays à intervalles réguliers. Au nombre des faits marquants, mentionnons également l'adoption par l'Assemblée générale du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui institue une procédure permettant aux individus d'obtenir réparation en cas de violation de ces droits, et l'entrée en vigueur d'un nouvel instrument juridique destiné à protéger les droits des personnes handicapées, à savoir la Convention pour la protection et la promotion des droits et de la dignité des personnes handicapées. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, précédemment installé à New York, ayant achevé de déménager à Genève, le Haut-Commissariat a enfin assumé la responsabilité de la prestation de services auprès de tous les organes de suivi des traités des Nations Unies.

L'année a également été marquée par un changement à la tête du HCDH : Navanethem Pillay, qui siégeait précédemment à la Cour pénale internationale, a succédé à Louise Arbou au poste de Haut-Commissaire. Une restructuration interne a entraîné plusieurs remaniements au sein de la direction du Haut-Commissariat et la création de plusieurs postes de hauts responsables. L'accent a été mis sur la consolidation de la croissance récente, en particulier sur le terrain, où travaillent aujourd'hui la moitié des collaborateurs du HCDH, et sur le renforcement de la capacité du Haut-Commissariat à s'acquitter de ses responsabilités statutaires, notamment en ce qui concerne le Conseil des droits de l'homme, l'EPU, les organes de suivi des traités et les procédures spéciales.

L'année 2008 a été rythmée par les anniversaires, en premier lieu les soixante ans de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. L'adoption de ce texte par l'Assemblée générale a été l'expression du premier effort concerté de la communauté internationale pour reléguer dans l'Histoire les atrocités de l'Holocauste. Quinze années séparent également 2008 de la Conférence mondiale de Vienne sur les droits de l'homme (1993), qui a abouti à la création du poste de Haut-Commissaire et par la suite à la mise en place du Haut-Commissariat sous sa forme actuelle. Enfin, lors de la journée des droits de l'homme, le 10 décembre, le HCDH a pris la tête d'une campagne mondiale visant à commémorer le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, au travers d'une série de manifestations destinées à sensibiliser l'opinion aux droits de l'homme et à souligner la responsabilité des États et d'autres acteurs concernant le respect de ces droits.

Ces événements et d'autres sont décrits en détail dans ce résumé de l'action menée par le HCDH en 2008. Le rapport décrit les nombreuses activités entreprises pendant l'année, présente une évaluation des résultats obtenus et recense quelques-unes des difficultés rencontrées. Il dresse un bilan très complet de la mise en œuvre du programme de travail du Haut-Commissariat, exposé récemment dans le Plan de gestion stratégique (PGS) pour l'exercice biennal 2008-2009. Il contient également des informations précises sur les sources de financement et les dépenses, notamment les états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2008.



La nouvelle Haut-Commissaire, Navanethem Pillay, s'adresse au Conseil des droits de l'homme à l'occasion de sa neuvième session (septembre 2008).

Le HCDH sur le terrain

Le développement des activités du HCDH sur le terrain observé au cours des dernières années a été motivé par la conviction suivante : si l'on veut que les activités du Haut-Commissariat et des divers organes de défense des droits de l'homme siégeant à Genève changent véritablement la vie des gens, il faut qu'elles touchent les détenteurs de droits au niveau national. Ceci suppose un travail intensif sur le terrain avec les gouvernements nationaux, les commissions nationales des droits de l'homme, les représentants de la société civile et tout un éventail d'acteurs locaux.

À la fin de l'année, le Haut-Commissariat disposait de 20 bureaux extérieurs – à savoir huit bureaux de pays, deux présences autonomes, neuf bureaux/centres régionaux et un bureau de liaison. Deux bureaux régionaux supplémentaires ont été ouverts, l'un à Bichkek pour l'Asie centrale, l'autre à Dakar pour l'Afrique de l'Ouest. Un bureau de pays a été fermé en Angola, en raison de l'impossibilité de parvenir à un accord avec le Gouvernement, concernant la poursuite des activités relatives aux droits de l'homme dans le pays.

Le HCDH a non seulement maintenu ses bureaux mais continué d'assister et de conseiller ses partenaires onusiens en poste sur le terrain. À la fin de l'année, 15 conseillers pour les droits de l'homme travaillaient

au sein d'équipes de pays des Nations Unies, de nouveaux conseillers ayant été déployés en Guinée, au Kenya, en République de Moldova, au Niger, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et en Fédération de Russie en 2008. Les efforts accomplis par les conseillers pour assurer la prise en compte de la dimension des droits de l'homme dans les travaux de leurs partenaires onusiens ont été couronnés de succès, comme en témoigne en partie le nombre important de Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) et d'autres documents de programmation qui intègrent les droits de l'homme. Le HCDH a également continué à appuyer les composantes droits de l'homme de 17 missions de paix des Nations Unies, recrutant des cadres supérieurs expérimentés offrant des compétences et des conseils techniques et participant au financement d'activités de protection des droits de l'homme.

La capacité du HCDH à réagir dans les plus brefs délais à une dégradation de la situation des droits de l'homme a été renforcée par le recrutement de trois collaborateurs supplémentaires au sein du Groupe d'intervention rapide et d'appui aux missions de paix et par l'achat des équipements et matériels de secours nécessaires. En 2008, le HCDH a dépêché 16 missions d'intervention rapide sur le terrain, à savoir huit en Afrique, trois au Sud-Caucase, deux en Asie, une au Moyen-Orient et une en Amérique du Sud.

En 2008, le travail accompli par le HCDH sur le terrain a contribué, entre autres choses, à :

- La rédaction et/ou à l'adoption de lois ou d'amendements législatifs à Bahreïn, au Bangladesh, en Bolivie, au Cambodge, en République démocratique du Congo, en Haïti, en Iraq, au Liban, au Lesotho, au Libéria, en Lituanie, au Népal, au Pakistan, à Palau, au Panama et au Tadjikistan.
- L'intégration de garanties relatives aux droits de l'homme dans le projet de constitution bolivienne et dans la nouvelle constitution adoptée aux Maldives.
- Une augmentation du nombre d'institutions nationales des droits de l'homme jugées suffisamment indépendantes et efficaces pour que le sous-comité d'accréditation du Comité international de coordination des institutions nationales des droits de l'homme leur accorde le statut A. Les institutions nationales de Croatie, de la Fédération de Russie, du Royaume-Uni et du Timor-Leste ont été pour la première fois accréditées avec le statut A en 2008, de sorte que le nombre d'institutions bénéficiant de ce statut est passé de 60 à 64.
- Des améliorations dans les conditions de détention, suite aux interventions menées par le HCDH dans des prisons situées en Guinée-Bissau, en Haïti, au Sud-Soudan et au Tchad.
- Une diminution des plaintes dénonçant des abus commis par la police et/ou l'adoption de codes de conduite, nouveaux ou révisés, au sein de la police au Burundi, au Cameroun, en République centrafricaine, en Côte d'Ivoire, en Équateur, au Guatemala, en Guinée-Bissau, en Haïti, au Libéria, au Népal, dans le territoire palestinien occupé, en Ouganda, au Rwanda, en Sierra Leone, au Soudan (Darfour), au Tchad et au Timor-Leste.
- Des mesures pour réduire les violences sexuelles et sexistes en Afghanistan, au Burundi, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, au Guatemala, au Soudan (Darfour) et au Tchad.
- Des plans pour introduire l'éducation aux droits de l'homme dans les écoles en Colombie, en Côte d'Ivoire, en Équateur, dans le territoire palestinien occupé et en Sierra Leone.

L'année 2008 en chiffres

100	Nombre de ratifications de traités et d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme par des États membres ; ce chiffre était égal à 63 en 2007.
16	Nombre de pays où des lois en rapport avec les droits de l'homme ont été promulguées ou initiées, suite aux conseils et à l'assistance technique du HCDH.
64	Nombre d'institutions nationales des droits de l'homme (commissions, médiateurs et autres organismes de surveillance) jugées suffisamment indépendantes et efficaces pour être accréditées avec le statut A en 2008, contre 60 en 2007
48	Nombre de pays dont le bilan en matière de droits de l'homme a été soumis au nouveau mécanisme d'examen périodique universel (EPU) du Conseil des droits de l'homme en 2008. Le HCDH appuie l'EPU, facilitant l'organisation et le déroulement des réunions et préparant des documents de synthèse sur des questions de fond, notamment des analyses sur le respect des obligations en rapport avec les traités et des documents présentant les contributions des ONG et des autres parties prenantes.
2 206	Nombre de plaintes individuelles dénonçant des violations des droits de l'homme relayées par des détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales dans des communications adressées aux gouvernements en 2008.
11 000	Nombre approximatif de membres des services de police et autres services de maintien de l'ordre que le HCDH a formés aux normes et principes relatifs aux droits de l'homme en 2008. Le Haut-Commissariat a également assuré des formations auprès du personnel des institutions nationales de défense des droits de l'homme, de juges, de parlementaires, de fonctionnaires, de militants issus de la société civile et d'autres personnes.
2,85 millions	Nombre de visiteurs consultant le site du HCDH, en hausse de 14 pour cent par rapport à 2007.
990	Nombre de collaborateurs employés à plein temps par le HCDH au 31 décembre (contre 942 l'année précédente). Plus de 500 d'entre eux sont en poste sur le terrain.
24,2 millions	Augmentation, en dollars E.-U., du montant des contributions volontaires au HCDH en 2008. Cette hausse du financement – de 95,7 millions (en 2007) à 119,9 millions de dollars – a été la plus importante jamais observée d'une année sur l'autre.

- Une meilleure connaissance des principes relatifs aux droits de l'homme chez les fonctionnaires gouvernementaux, les membres de l'armée et de la police, les juges et les militants de la société civile suite à des formations assurées en Afrique du Sud, en Bolivie, au Cambodge, en Colombie, en République démocratique du Congo, à Djibouti, en Équateur, au Guatemala, en Guinée-Bissau, en Haïti, en Iraq, au Liban, aux Maldives, au Népal, au Nicaragua, dans le territoire palestinien occupé, au Soudan, à Sri Lanka, en Thaïlande, au Timor-Leste et au Togo.
- L'intégration des droits de l'homme dans les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) du Libéria et de la Sierra Leone, ainsi que dans les Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) et les révisions des PNUAD du Botswana, de Sri Lanka, de l'Azerbaïdjan, de la Bosnie-Herzégovine, de la Géorgie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Serbie, de l'Ouzbékistan et de l'Ukraine.

Recherche et documents d'orientation

Si l'on veut que le HCDH parvienne à transcrire les normes définies à Genève en réalités sur le terrain, il faut que ses collaborateurs, ainsi que leurs collègues des autres organismes onusiens, aient accès au type approprié de documents d'orientation, de compétences, d'outils méthodologiques et de supports d'information. Au cours du dernier exercice biennal et en 2008, le HCDH a consacré d'importantes ressources supplémentaires au renforcement de ses compétences internes dans certains domaines, notamment les droits des femmes et l'égalité entre les sexes, les objectifs du Millénaire pour le développement, le droit au développement et la lutte contre la discrimination, ainsi qu'à l'élaboration des principes directeurs et des outils méthodologiques nécessaires. Parmi les résultats obtenus figurent notamment onze nouvelles publications en matière de droits de l'homme, 44 traductions de matériel de référence, ainsi que de nombreux ateliers, groupes de discussions et autres événements du même genre.

En 2008, les travaux thématiques et méthodologiques du HCDH ont contribué, entre autres, à :

- Une amélioration des supports d'orientation et des formations sur la surveillance, l'établissement des faits et les enquêtes concernant les droits de l'homme, ce qui a amélioré les compétences du Haut-Commissariat dans ce domaine et renforcé la capacité des institutions nationales des droits de l'homme.
- Une amélioration des documents d'orientation relatifs à une série de questions de fond en rapport



Des collaborateurs du HCDH à Bara, au Népal.

avec les droits de l'homme, comme la justice transitionnelle, la protection des témoins, la pauvreté, les objectifs du Millénaire pour le développement et le VIH/sida.

- Un débat plus informé sur le lien entre les articles 19 et 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui traitent de la liberté d'expression, et l'appel à la haine religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence. Ce thème a été étudié lors d'un séminaire d'experts internationaux, très apprécié et abondamment cité, organisé par le HCDH en octobre 2008.
- Une meilleure connaissance des lois qui introduisent des discriminations contre les femmes, grâce à des tables rondes, des séances d'information, des travaux d'analyse et des activités de suivi avec des États membres.
- L'introduction de modules sur les droits des femmes et l'égalité entre les sexes, appelés à faire partie intégrante de toutes les formations relatives aux droits fondamentaux assurées par le HCDH au niveau des pays.

- La mise en œuvre du Programme mondial Action 2, un programme interorganisations qui a doté les équipes de pays des Nations Unies de capacités renforcées pour intégrer la dimension des droits de l'homme dans leurs travaux et les systèmes nationaux de moyens plus solides pour protéger ces droits.
- Un meilleur accès à l'information sur les droits de l'homme moyennant la mise au point d'une base de données électronique, accessible au grand public et au personnel sur le site web et l'intranet du HCDH, et également disponible sur les intranets de partenaires onusiens.

Appui aux mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies

Ayant prêté son concours au Conseil des droits de l'homme tout au long de sa phase d'édification institutionnelle, le HCDH a continué à offrir, 23 semaines durant, un appui fondamental et technique aux diverses réunions qui ont eu lieu en 2008, notamment les sessions ordinaires et extraordinaires, les réunions d'organisation et les réunions des organes subsidiaires du Conseil, parmi lesquels figure le nouvel examen périodique universel. Le Haut-Commissariat a fait face à une charge de travail supplémentaire, résultant de son appui au Conseil mais également du concours offert aux organes de suivi des traités et aux détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales, dont le nombre a augmenté. Des ressources supplémentaires, provenant du budget ordinaire, ont été débloquées pour financer l'appui du HCDH au mécanisme d'examen périodique universel.

En 2008, l'appui du HCDH au Conseil des droits de l'homme, aux organes de suivi des traités et au système des procédures spéciales a contribué, entre autres, à :

- Un lancement réussi du nouveau mécanisme d'examen périodique universel du Conseil, dans lequel le HCDH joue un rôle important, préparant des documents de synthèse et assurant des services au cours des réunions. En organisant des séances d'information, en animant des séminaires et en dispensant une aide financière, le HCDH veillé à ce que tous les États examinés au cours de la première année soient représentés à Genève et puissent participer à l'examen.
- L'introduction par le Conseil des droits de l'homme de nouvelles méthodes de travail, comme les débats thématiques et les tables rondes, qui ont facilité l'échange d'informations et le dialogue au sein de cette instance.
- Un accès plus large des parties prenantes aux débats du Conseil des droits de l'homme, moyennant la diffusion sur le web des sessions du

Navanethem Pillay succède à Louise Arbour à la tête du Haut-Commissariat



Fête organisée par le personnel pour le départ de Louise Arbour, Genève, juin 2008

« Louise Arbour lègue aux Nations Unies un système de défense des droits de l'homme plus solide et de plus grande envergure, qui met davantage l'accent sur la justice et l'établissement des responsabilités, qui bénéficie de mécanismes de protection renforcés et qui utilise une approche plus équilibrée, concernant l'ensemble des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels »

Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU,
7 mars 2008

En juillet 2008, le HCDH a fait ses adieux à l'ex-Haut-Commissaire Louise Arbour, qui se retirait après avoir occupé ce poste pendant quatre ans. Mme Arbour a présidé aux destinées du Haut-Commissariat durant une période de croissance sans précédent, recueillant un volume important de fonds supplémentaires pour financer les activités de l'organisation ; ces fonds ont en grande partie été consacrés au renforcement des opérations du HCDH sur le terrain.

Le 28 juillet 2008, à l'occasion d'une réunion extraordinaire, l'Assemblée générale de l'ONU a confirmé la nomination de Navanethem Pillay, ressortissante sud-africaine, pour succéder à Louise Arbour au poste de Haut-Commissaire. Membre d'une minorité non blanche en Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid, avocate engagée, au service de la collectivité, Mme Pillay a défendu nombre de syndicalistes et de militants qui faisaient campagne contre l'apartheid ; elle apporte donc à cette fonction une expérience directe et personnelle des problèmes qui s'opposent à la pleine réalisation des droits de l'homme. La Haut-Commissaire a siégé dans deux des plus importantes cours pénales internationales de notre temps, passant huit ans – dont quatre en qualité de Présidente – au Tribunal pénal international pour le Rwanda, et les cinq dernières années à la Cour pénale internationale de La Haye. Ces deux juridictions traitent des formes les plus extrêmes de violations des droits de l'homme – crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide – et sont à l'avant-garde de l'exercice de la justice et de la lutte contre l'impunité au niveau international.

Conseil et du Groupe de travail sur l'examen périodique universel.

- ▶ La reconduction par le Conseil des droits de l'homme de tous les mandats thématiques au titre de procédures spéciales et à la création de deux nouveaux mandats, l'un sur les formes contemporaines d'esclavage et l'autre sur les obligations en rapport avec les droits de l'homme qui concernent l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.
- ▶ Une plus grande visibilité et une plus grande implication des procédures spéciales dans les situations de crise. Par exemple, en raison de la non-reconduction du mandat de pays relatif à la République démocratique du Congo, le Conseil a confié de nouvelles fonctions à des détenteurs de mandats thématiques, en les chargeant de rendre compte de différents aspects de la situation dans le pays. D'autres détenteurs de mandat ont poursuivi leurs travaux sur la situation au Soudan et les ont achevés au début de l'année 2008.
- ▶ Un transfert de responsabilités du Département des affaires économiques et sociales au HCDH, s'agissant de l'appui au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. La première session du Comité gérée par le Haut-Commissariat s'est ainsi tenue en janvier 2008. Le HCDH soutient désormais tous les organes de suivi des traités relatifs aux droits de l'homme.
- ▶ Une participation accrue des intervenants nationaux à l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités, au système des procédures spéciales et à l'examen périodique universel grâce à des ateliers organisés au Maroc, en Indonésie et au Panama ainsi qu'à un DVD de formation, dont la diffusion s'est poursuivie.
- ▶ Une augmentation du taux de conformité aux règles de présentation des rapports destinés aux organes de suivi des traités, grâce à une utilisation accrue des directives relatives au document de base commun. Le respect des obligations relatives à l'établissement des rapports sera encore facilité à l'avenir, lorsque tous les organes auront adopté des directives ciblées pour la préparation des documents sur des traités spécifiques.
- ▶ Un plus grand respect des règles et règlements concernant la documentation pour le Conseil des droits de l'homme et les organes de suivi des traités. La publication des documents relatifs à chaque session du Conseil des droits de l'homme sur une page spéciale du site web du HCDH a facilité leur consultation ; de même, la création d'extranets spécialisés pour chaque organe de traité a facilité l'accès aux documents des organes et réduit la nécessité de diffuser des documents papier. Les

versions révisées de certains documents ont été mises en ligne à l'avance, en attendant leur publication dans toutes les langues.

Communication et mobilisation

En sa qualité de représentante officielle des Nations Unies pour les droits de l'homme, la Haut-Commissaire est appelée à jouer un rôle d'impulsion unique, en détectant les problèmes dans ce domaine et, en décrivant et recommandant des moyens d'y remédier, de manière publique ou privée. En 2008, la Haut-Commissaire et son adjointe ont entrepris des missions officielles dans 18 pays et prononcé plus de 70 discours inauguraux dans diverses réunions internationales. La Haut-Commissaire a également pris la parole à chaque session du Conseil des droits de l'homme, eu des réunions bilatérales avec les ambassadeurs d'une centaine de pays et tenu des réunions au niveau ministériel avec les représentants d'environ 90 pays.

La Haut-Commissaire et les hauts responsables sont soutenus dans leurs efforts de communication et de mobilisation par divers groupes organisationnels, dont le Bureau exécutif de la Haut-Commissaire, la Section de la communication, le Groupe de liaison avec la société civile, la Section des relations extérieures et de la liaison avec les donateurs, et le Bureau de New York. L'investissement consenti en 2006-2007 pour renforcer la Section de la communication et le Groupe de liaison avec la société civile a sensiblement accru la visibilité du Haut-Commissariat en 2008, comme en témoignent :

- ▶ Les 4 407 articles mentionnant ou citant la Haut-Commissaire ou l'organisation en 2008, en hausse de 16 pour cent par rapport à 2007.
- ▶ La publication de tribunes ou points de vue de la Haut-Commissaire dans 52 journaux diffusés dans 46 pays.
- ▶ La fréquentation accrue du site web du HCDH, qui a accueilli 2,85 millions de visiteurs, soit une progression de 14 pour cent par rapport à 2007.
- ▶ L'engagement soutenu et la forte participation des ONG lors des sessions du Conseil des droits de l'homme, 126 à 180 organisations prenant part à chaque session, ainsi que leur vif intérêt et leur implication active durant les sessions du Groupe de travail sur l'examen périodique universel.
- ▶ Le rôle d'impulsion assumé par le HCDH dans les manifestations commémorant le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme à travers le monde, qui ont donné à des millions de gens l'occasion de se familiariser avec leurs droits, d'en parler et d'y réfléchir.

Planification, gestion et appui aux programmes

La croissance du Haut-Commissariat – qui est passé d'un effectif de quelque 500 personnes à près d'un millier – et l'élargissement de son réseau de présences sur le terrain, ont nécessité une adaptation de ses processus administratifs et un renforcement des fonctions de gestion fondamentales. Pendant l'exercice biennal 2006-2007, des ressources supplémentaires considérables ont été investies dans les domaines de la planification, du contrôle, de l'évaluation, de la gestion des ressources financières et humaines ; dans le même temps, une série de procédures normalisées ont été élaborées afin d'harmoniser les pratiques administratives dans l'ensemble de l'organisation. Le HCDH a obtenu, à compter du 1^{er} janvier 2008, une délégation de pouvoir accrue pour gérer ses ressources extrabudgétaires. Une nouvelle structure de direction, présentée dans le Cadre stratégique du Secrétaire général, a également été mise en place en 2008 : les deux divisions existantes ont fait place à quatre divisions, placées chacune sous l'autorité d'un directeur.

En janvier 2008, le HCDH a publié son deuxième Plan biennal de gestion stratégique (PGS), qui expose les réalisations escomptées et les orientations stratégiques pour la période 2008-2009. Le PGS comprenait de nouveaux indicateurs, destinés à mesurer avec plus de précision la progression du HCDH en direction des résultats attendus. À l'issue d'un examen entrepris en 2008, certains des indicateurs proposés ont été réajustés et une série de recommandations supplémentaires formulées pour renforcer le système de contrôle du Haut-Commissariat. Une méthodologie échelonnée de mise en place d'indicateurs supplémentaires a été approuvée et le système de contrôle de l'exécution intégrant ces indicateurs devrait être totalement opérationnel d'ici à la fin de l'année 2010.

En 2008, la croissance des effectifs du HCDH a connu un léger ralentissement par rapport aux deux années précédentes, bien qu'elle soit demeurée élevée au regard des tendances à plus long terme. Au cours de l'année, 48 nouveaux collaborateurs ont été recrutés, de sorte que l'effectif total est passé de 942 à 990. Les mesures instituées en 2006 pour élargir le bassin de recrutement et accroître la diversité géographique au sein du personnel ont continué à produire des effets sensibles, la proportion de collaborateurs originaires d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes et d'Europe augmentant, tandis que la proportion de membres du personnel originaires de la région Europe occidentale et autres pays chutait.

Le Haut-Commissariat est également parvenu à améliorer la qualité de l'administration sur le terrain, grâce au renforcement de l'appui administratif apporté par le siège et à la formation dispensée au personnel local. Une meilleure planification des besoins a rationalisé l'allocation des ressources au cours de l'année, ce qui a minimisé les problèmes de trésorerie et permis de débloquer en temps voulu les fonds nécessaires à l'exécution des activités.

Appui des donateurs

Au terme de sept années de croissance du soutien financier accordé à l'action du HCDH, l'année 2008 a établi un double record, puisqu'elle a été marquée par la plus forte hausse jamais observée d'une année sur l'autre, tant dans le montant des financements que dans le nombre de donateurs. Globalement, les contributions ont augmenté de 25 pour cent, passant de 85,7 millions à 119,9 millions de dollars E.-U. ; et pour la première fois, plus de la moitié des contributions ont été versées sans aucune condition limitant leur emploi à des activités spécifiques. Le nombre d'États membres contributeurs est passé de 64 à 83, une plus grande diversité géographique étant observée dans leurs rangs.

Si les résultats obtenus en 2008 étaient encourageants, les perspectives en matière de financement se sont rapidement dégradées au dernier trimestre. Au début de l'année 2009, la crise financière mondiale avait fait sombrer tous les grands bailleurs de fonds du HCDH dans la récession ou les en avait rapprochés dangereusement et soumettait les budgets publics à des contraintes croissantes. Le ralentissement actuel aura sans doute des répercussions sur le volume de l'aide extérieure et des contributions volontaires destinées aux organismes multilatéraux en 2009 et au cours des années suivantes. Il semble de plus en plus probable que le montant réel des contributions au HCDH – mesuré dans la devise du donateur – cessera d'augmenter ou chutera même légèrement en 2009 et, peut-être, à nouveau en 2010, avant que la croissance ne reprenne.

Le marasme économique, la crise alimentaire et la crise dans le secteur de l'énergie mettent en danger les moyens d'existence et les droits de centaines de millions de personnes, qui sont parmi les plus pauvres au monde ; le moment ne saurait donc être plus mal choisi pour réduire le travail de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme. Dans ce difficile contexte, le HCDH appelle tous les États membres et l'ensemble de la communauté des bailleurs de fonds à lui assurer des ressources suffisantes pour lui permettre de poursuivre son action avec le même élan.



Une femme célébrant la Journée mondiale de la santé mentale.

Rapport du HCDH pour l'année 2008



À propos du HCDH

Au sein du système des Nations Unies, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) est responsable au premier chef de l'exécution du programme de l'ONU en faveur des droits de l'homme. Dirigé par le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, une fonction créée par l'Assemblée générale en 1993, le HCDH est mandaté pour promouvoir et sauvegarder l'ensemble des droits fondamentaux à travers le monde. Le Haut-Commissariat s'emploie à améliorer la connaissance et le respect des droits de l'homme, en donnant aux individus les moyens de revendiquer leurs droits et en aidant les États à respecter ces droits. Le HCDH, qui fait partie du Secrétariat de l'ONU, siège à Genève et est représenté à New York ; il dispose en outre d'un réseau de 20 bureaux – régionaux et nationaux – couvrant les cinq continents.

Méthode

Le programme de travail actuel du HCDH est fondé sur un Plan d'action à six ans, qui porte sur la période 2006-2011 ; lancé par la précédente Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Louise Arbour, ce Plan a été confirmé par la Haut-Commissaire en exercice, Navanethem Pillay. Au nombre des priorités dégagées dans ce document, citons un engagement accru auprès des pays, qui s'accompagne d'une étroite collaboration avec les partenaires du HCDH au niveau régional, national et local, indispensable pour veiller à ce que les normes internationales relatives aux droits de l'homme soit appliquées sur le terrain, le renforcement du rôle d'impulsion de la Haut-Commissaire et le resserrement des partenariats avec les représentants de la société civile, ainsi qu'avec les institutions des Nations Unies. Afin de communiquer des stratégies plus détaillées de mise en œuvre du Plan d'action, le HCDH publie des Plans de gestion stratégique portant sur des périodes de deux ans.

Au cours de l'exercice biennal 2006-2007, le HCDH a pris des mesures pour se doter de moyens plus solides, augmentant ses effectifs de 45 pour cent, renforçant les bureaux extérieurs existants et en ouvrant plusieurs autres, perfectionnant ses compétences internes dans certains domaines thématiques et améliorant ses capacités en matière de communication,

Mandat du Haut-Commissaire aux droits de l'homme

En vertu de la résolution 48/141 de l'Assemblée générale, le Haut Commissaire aux droits de l'homme est le fonctionnaire des Nations Unies auquel incombe, « à titre principal », la responsabilité des activités menées par les Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. Il a les fonctions suivantes :

- promouvoir et protéger les droits de l'homme de chacun ;
- adresser aux organes des Nations Unies compétents des recommandations visant à améliorer la promotion et la défense de tous les droits de l'homme ;
- promouvoir et protéger le droit au développement ;
- apporter une assistance technique afin d'appuyer les activités menées dans le domaine des droits de l'homme ;
- coordonner les programmes des Nations Unies relatifs à l'éducation et à l'information dans le domaine des droits de l'homme ;
- contribuer activement à écarter les obstacles qui entravent la réalisation des droits de l'homme ;
- contribuer activement à empêcher que les violations des droits de l'homme ne persistent ;
- engager un dialogue avec les gouvernements afin de garantir le respect des droits de l'homme ;
- renforcer la coopération internationale ;
- coordonner les activités touchant la promotion et la protection des droits de l'homme dans l'ensemble du système des Nations Unies ;
- rationaliser, adapter, renforcer et simplifier les mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies.

de planification et de services administratifs. Le Plan de gestion stratégique actuel, qui porte sur l'exercice biennal 2008-2009, maintient ce cap, en mettant l'accent sur la consolidation de la croissance récente, sur l'affinement des stratégies opérationnelles et sur le renforcement de la capacité du Haut-Commissariat à évaluer sa performance et à rendre compte des résultats obtenus.

L'action du HCDH comprend trois volets : définition de normes relatives aux droits de l'homme, surveillance et mise en œuvre sur le terrain. Le Haut-Commissariat s'efforce d'offrir le meilleur appui possible, en termes de compétences, de soutien technique et de services

administratifs aux divers organismes onusiens chargés des droits de l'homme lorsque ceux-ci s'acquittent de leurs fonctions d'établissement de normes et de surveillance. En premier lieu, le HCDH assure les services de secrétariat du Conseil des droits de l'homme. Composé de 47 États membres, le Conseil est le principal organe intergouvernemental chargé des droits de l'homme au sein des Nations Unies. Il s'attaque aux violations des droits, examine le bilan des États, s'emploie à prévenir les atteintes aux droits de l'homme, intervient en cas d'urgence, fait office de tribune internationale pour le débat sur les droits de l'homme et formule des recommandations sur l'élaboration du droit international des droits de

l'homme à l'intention de l'Assemblée générale. Le Haut-Commissariat soutient également le travail des « procédures spéciales » - ces individus ou groupes d'experts indépendants chargés par le Conseil d'étudier et de surveiller la situation des droits de l'homme dans différents pays, ou les problèmes qui se posent dans des domaines spécifiques. Le Haut-Commissariat prête main-forte à ces experts indépendants lorsque ceux-ci se rendent sur le terrain, reçoivent et examinent les plaintes des individus dont les droits ont été bafoués, réalisent des études thématiques et adressent des recommandations aux États pour contribuer au traitement des problèmes en matière de droits de l'homme.

Historique

Le programme des Nations Unies en faveur des droits de l'homme s'est considérablement étoffé depuis ses débuts modestes, il y a une soixantaine d'années. Du point de vue organisationnel, il a d'abord pris la forme d'une petite division au siège de l'ONU à New York dans les années 1940. La division a ensuite déménagé à Genève et pris de l'importance, devenant le Centre pour les droits de l'homme dans les années 1980. En 1993, lors de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, les États membres ont décidé de créer une institution de défense des droits de l'homme plus solide. Quelques mois plus tard, l'Assemblée générale a voté une résolution créant le poste de Haut-Commissaire aux droits de l'homme, doté d'un vaste mandat, et transformant le Centre pour les droits de l'homme en Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Douze ans plus tard, à l'occasion du Sommet de l'ONU de 2005, des chefs d'État du monde entier se sont engagés en faveur d'une expansion sans précédent du programme des Nations Unies pour les droits de l'homme et ont reconnu la nécessité d'assurer la prise en compte systématique des droits de l'homme dans tous les aspects du travail du système des Nations Unies.

Le développement des activités des Nations Unies dans ce domaine

témoigne de la montée en puissance du mouvement international de défense des droits de l'homme depuis que l'Assemblée générale a adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme, le 10 décembre 1948. Se voulant l'expression de « l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations », la Déclaration énonce les droits fondamentaux – civils, politiques, économiques, sociaux et culturels – dont tous les êtres humains doivent jouir. Au fil des années, cette affirmation sans précédent des droits de l'homme a suscité un consensus de plus en plus large, s'imposant comme la norme à laquelle tous les gouvernements devraient adhérer. La Journée internationale des droits de l'homme, le 10 décembre, est, de fait, célébrée dans le monde entier. L'année 2008 coïncidait avec le 60^e anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle et le HCDH a appuyé une campagne internationale très réussie, organisée pour célébrer l'événement. La Déclaration, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que ses deux Protocoles facultatifs, et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, forment la « Charte internationale des droits de l'homme ».

À mesure que le droit international des droits de l'homme prenait corps, un certain nombre d'organes

ont été constitués au sein des Nations Unies pour faire face à l'évolution des problèmes dans ce domaine. Ces organes sont tantôt composés de représentants des États, dont les fonctions ont généralement été définies par la Charte, tantôt formés d'experts indépendants mandatés pour s'assurer du respect des obligations contractées par les États du fait de leur adhésion à un traité. La Commission des droits de l'homme, créée en 1946 et relevant du Conseil économique et social, était le principal organe intergouvernemental chargé des droits de l'homme au sein des Nations Unies jusqu'à ce qu'elle soit remplacée, en 2006, par le Conseil des droits de l'homme. Le Conseil, qui rend directement compte de ses travaux à l'Assemblée générale, a assumé les attributions et les responsabilités précédemment confiées à la Commission ; en outre, il est chargé de formuler des recommandations sur l'élaboration du droit international des droits de l'homme à l'intention de l'Assemblée générale et d'entreprendre un examen périodique universel pour juger de la manière dont chaque État respecte ses obligations et ses engagements en matière de droits de l'homme. Le HCDH apporte un soutien technique et administratif au Conseil.

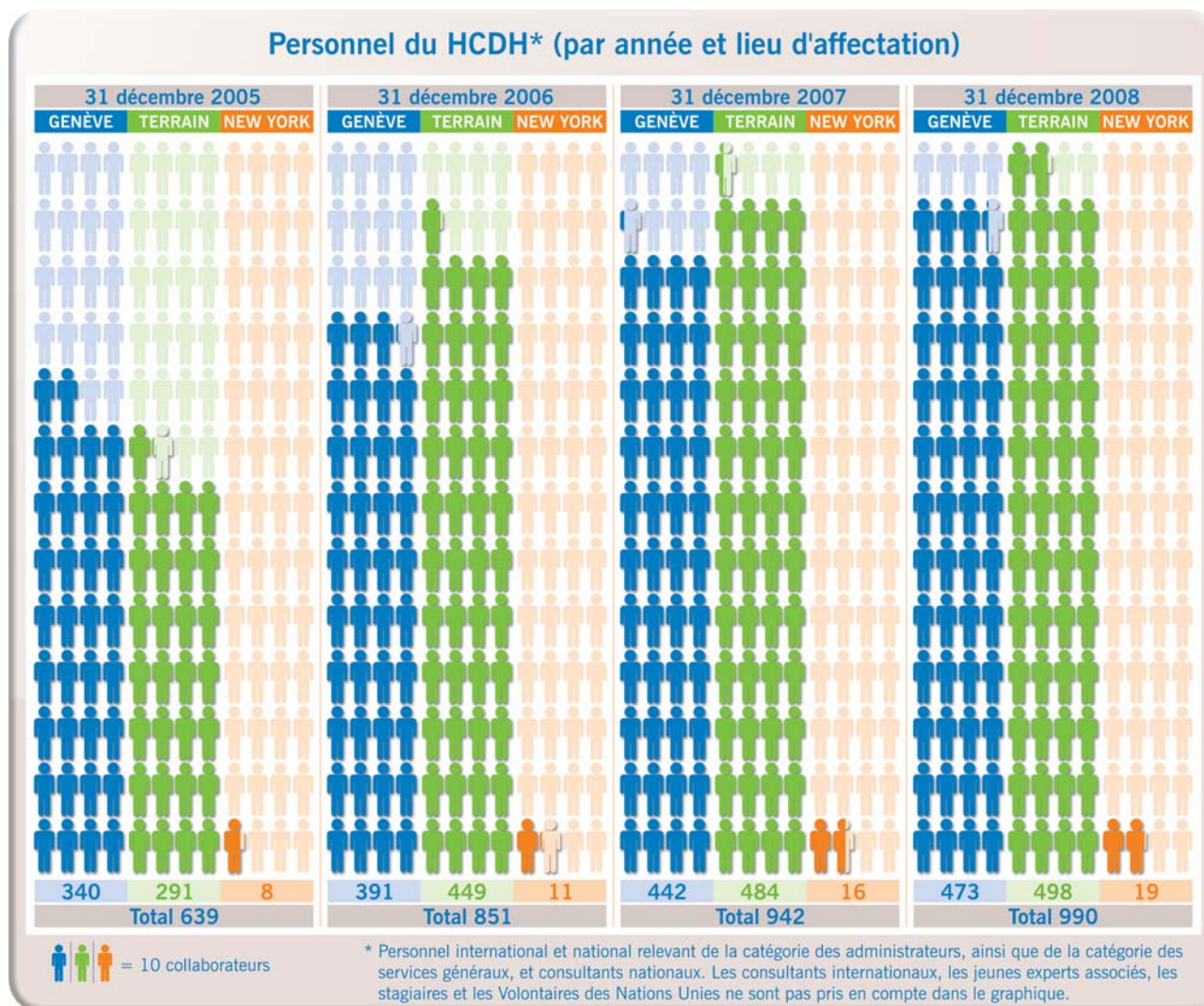
Les aspects « définition de normes » et « surveillance » du travail du HCDH s'illustrent également dans l'appui qu'il offre, sous forme d'analyses juridiques et de services administratifs, aux organes de suivi des traités fondamentaux. Composés d'experts indépendants, ces comités vérifient si les États respectent les obligations qu'ils ont contractées en adhérant à ces traités. Les comités se réunissent régulièrement pour examiner les rapports que leur soumettent les États et publient des recommandations. Certains comités, comme le Comité des droits de l'homme, qui surveille l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, examinent également les plaintes déposées par des particuliers pour dénoncer la violation des dispositions des traités. Ces décisions contribuent à l'établissement de la jurisprudence du droit international des droits de l'homme. Les « observations générales » publiées par les organes de suivi enrichissent également le corpus d'interprétations concernant les traités internationaux de protection des droits de l'homme.

Les dernières années ont été marquées par un renforcement significatif de la présence du HCDH sur le terrain. À la fin de l'année 2008, le Haut-Commissariat

général ou appuyait au total 52 présences sur le terrain, contre 47 à la fin de l'année 2007. Les bureaux extérieurs et les effectifs de terrain du HCDH jouent un rôle capital, décelant les atteintes aux droits de l'homme, les mettant en lumière et élaborant des stratégies pour y remédier en étroite coopération avec les gouvernements, le système des Nations Unies et la société civile. Ces stratégies consistent notamment à assurer une surveillance, à établir des rapports publics et à exécuter des projets de formation et d'appui technique, destinés à faciliter l'exercice de la justice, les réformes législatives, la ratification des traités relatifs aux droits de l'homme et l'éducation dans le domaine des droits de l'homme. Ces programmes sont conçus en coopération avec les États membres.

Personnel

Au 31 décembre 2008, pour s'acquitter de sa vaste mission, le HCDH employait 990 personnes, dont 498 (50 pour cent) sur le terrain, 473 (48 pour cent) à



Genève et 19 (deux pour cent) à New York. Le Haut-Commissariat soutenait également un effectif supplémentaire comprenant quelque 340 spécialistes internationaux des droits de l'homme, déployés auprès de 17 missions de paix, et 15 conseillers pour les droits de l'homme travaillant sur le terrain, au sein des équipes de pays des Nations Unies.

Structure

Basé à Genève, le HCDH dispose également d'un bureau au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York et de 20 bureaux extérieurs (chiffre au 31 décembre 2008), organisés comme suit : neuf bureaux et centres régionaux, un bureau régional de liaison, huit bureaux de pays et deux présences autonomes

(cf. carte pp. 22-23). Deux bureaux régionaux supplémentaires ouvriront leurs portes en 2009 et seront peut-être complétés par deux autres bureaux, également dotés de responsabilités régionales. Le Haut-Commissariat appuie également les composantes droits de l'homme des missions de paix des Nations Unies et déploie des spécialistes des droits de l'homme, qui travaillent en étroite collaboration avec les équipes de pays des Nations Unies et les conseillent.

Au début de l'année 2008, le Haut-Commissariat a fait l'objet d'une restructuration organisationnelle : les quatre grands services organiques ont été requalifiés en divisions, placées sous la supervision de directeurs. Ces quatre divisions sont les suivantes : la Division du Conseil des droits de l'homme et des traités, qui offre un appui technique et administratif au Conseil des droits de l'homme, aux organes de suivi des traités et à divers groupes de travail ; la Division des procédures

Le Siège du HCDH à Genève



spéciales, qui facilite les travaux des experts indépendants (détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales) auxquels le Conseil a confié des mandats relatifs à des thèmes ou à des pays spécifiques ; la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique, chargée de la supervision et de l'exécution des activités hors siège, ainsi que de l'appui aux détenteurs de mandats relatifs à des pays spécifiques ; et la Division de la recherche et du droit au développement, qui mène des recherches thématiques, dispense des conseils d'expert et produit des outils méthodologiques. Les fonctions fondamentales ayant trait à l'administration, à la planification, à la coordination, aux relations extérieures et à la communication sont gérées séparément par des sections spécialisées, placées sous la supervision directe du Haut-Commissaire adjoint. L'organigramme complet du HCDH est présenté à la page 223.

Financement du HCDH

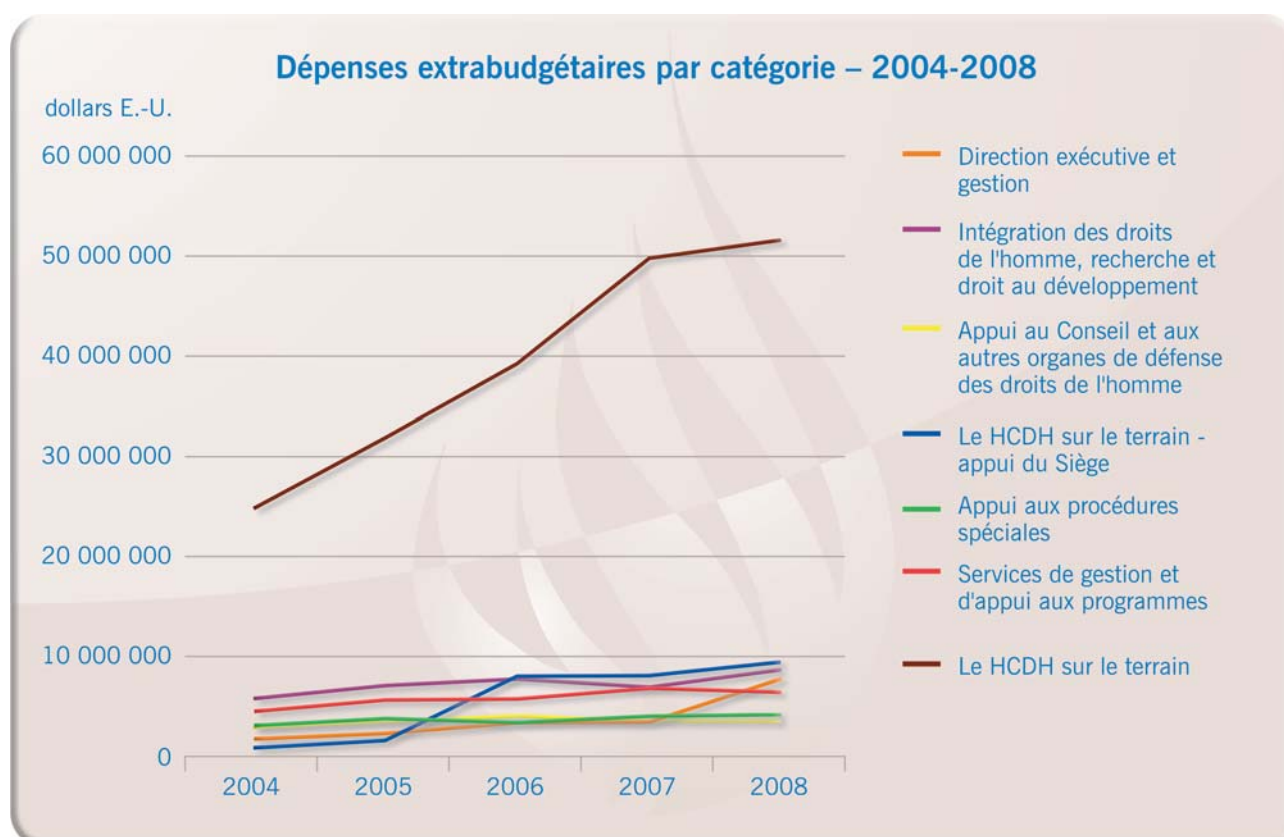
Le HCDH est financé par le budget ordinaire des Nations Unies, lequel fournit à peine plus du tiers des ressources nécessaires à l'exécution du programme de travail du Haut-Commissariat, ainsi que par des contributions volontaires, principalement versées par des États membres. Les dernières années ont été marquées par une forte tendance à la hausse, aussi bien dans le montant provenant du budget ordinaire

que dans le volume des contributions volontaires. Les ressources au titre du budget ordinaire ont augmenté d'environ 70 pour cent depuis l'exercice biennal 2004-2005 (hors ressources supplémentaires destinées à financer les nouvelles activités en rapport avec la création du Conseil des droits de l'homme, la mise en place de l'examen périodique universel et le déménagement du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, qui a quitté le Département des Affaires économiques et sociales pour s'installer au siège du HCDH). Les contributions volontaires ont augmenté de plus de 130 pour cent en quatre ans, cette hausse s'illustrant principalement dans la progression incessante des contributions non liées, lesquelles sont passées de 20 pour cent du total reçu en 2004 à 54 pour cent en 2008.

Pour de plus amples informations sur les bailleurs de fonds, les principales évolutions et les difficultés en matière de financement veuillez vous reporter aux pages 181-195 ; pour plus de détails sur le profil des donateurs institutionnels en 2008, veuillez consulter les pages 196-219.

Emploi des fonds

Le montant total des dépenses, englobant les dépenses au titre du budget ordinaire et les dépenses extrabudgétaires, a encore augmenté en 2008 pour



atteindre un nouveau record de 158,3 millions de dollars E.-U. (contre 134,8 millions en 2007). Cette hausse a suivi plusieurs années de croissance soutenue, car le HCDH s'est efforcé d'exécuter ses plans pour mettre en place un programme de protection des droits de l'homme plus opérationnel à l'échelon des pays.

Si l'on ne tient pas compte des dépenses relatives à trois fonds humanitaires distribuant des subventions, administrés par le HCDH, environ la moitié (50,4 pour cent) du montant total des dépenses – imputées sur le budget ordinaire et extrabudgétaires – ont été associées à des activités de terrain (38 pour cent du montant dépensé sur le terrain, 12,4 pour cent au siège pour l'appui direct à l'action sur le terrain). Environ 11,8 pour cent des dépenses ont été dévolues à la recherche thématique et à l'intégration des droits de l'homme, 9,7 pour cent à l'appui aux organes de suivi des traités, au Conseil des droits de l'homme et à ses divers organes subsidiaires, 9,4 pour cent à la direction exécutive et à la gestion, à la sécurité, à la collecte de fonds et à la communication, 7,7 pour cent à l'appui au programme et 6,2 pour cent au soutien des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales du Conseil.

Le montant des fonds extrabudgétaires consacrés à l'action de défense des droits de l'homme sur le terrain a connu une croissance particulièrement forte (cf. graphique p. 20). En 2008, les deux tiers environ du total des dépenses extrabudgétaires (65,9 pour cent) ont été occasionnées par des activités de terrain (55,8 pour cent des fonds dépensés sur le terrain et 10,1 pour cent au siège, pour l'appui direct à l'action sur le terrain). Les dépenses restantes se sont réparties comme suit : recherche thématique et intégration des droits de l'homme (9,3 pour cent), direction exécutive et gestion, sécurité, activités de collecte de fonds et de communication (8,3 pour cent), appui aux programmes (6,8 pour cent) appui aux détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales (4,4 pour cent), appui aux organes de suivi des traités et au Conseil des droits de l'homme (3,7 pour cent).

Les comptes financiers de l'exercice, arrêtés au 31 décembre 2008, accompagnés d'informations supplémentaires sur la ventilation des dépenses et l'allocation des contributions volontaires, sont présentés dans la IV^e partie, pp. 173-179.

Le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, rencontre le personnel du HCDH en janvier 2008



Le HCDH dans le monde





Moyen-Orient, Afrique du Nord

■ Moyen-Orient – depuis Beyrouth

Europe, Amérique du Nord, Asie centrale

■ Asie centrale – depuis Bichkek

Amérique latine, Caraïbes

■ Amérique latine – depuis Panama



Nbre de collaborateurs au 31 décembre 2008

La carte indique exclusivement le nombre de collaborateurs au siège, au bureau de New York, dans les bureaux régionaux et dans les bureaux de pays

Appui au Conseil des droits de l'homme et aux organes de suivi des traités

Le Conseil des droits de l'homme et les organes de suivi des traités sont deux éléments centraux du dispositif international de défense des droits de l'homme. Au sein du HCDH, la Division des traités et du Conseil appuie les sessions ordinaires et extraordinaires, les commissions d'enquête et les missions d'établissement des faits du Conseil ; de même, elle seconde les organes de suivi des traités dans leurs travaux, en les aidant à examiner les rapports périodiques, à adresser des recommandations aux États membres, à étudier les plaintes déposées par des particuliers, à mener des enquêtes et à entreprendre des visites. La Division collabore avec d'autres composantes du HCDH pour intégrer le travail des organes à l'action de surveillance et de renforcement des capacités que le Haut-Commissariat mène à l'échelon des pays. La Division est également responsable du traitement de tous les documents établis par le Haut-Commissariat et prête son concours au Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture.

Contexte

Conseil des droits de l'homme

Le Conseil des droits de l'homme, qui a remplacé la Commission des droits de l'homme en 2006, est un organe intergouvernemental composé de 47 États, chargé de renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme à travers le monde. Le Conseil tient trois sessions ordinaires par an et peut le cas échéant se réunir en session extraordinaire pour traiter de problèmes ou de situations spécifiques suscitant sa préoccupation. En 2008, le Conseil a tenu trois sessions extraordinaires, consacrées à la situation dans le territoire palestinien occupé, à la situation dans l'est de la République démocratique du Congo et au droit à l'alimentation. Une session extraordinaire a également été organisée en décembre, afin de commémorer le sixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'année 2008 a en outre été marquée par les sessions inaugurales des organes et des mécanismes subsidiaires du Conseil, à savoir le Comité consultatif des droits de l'homme (qui a remplacé la Sous-Commission de la promotion et de la

protection des droits de l'homme) et le Groupe de travail des situations (qui relève de la Procédure d'examen des requêtes du Conseil).

En 2008, le Conseil a commencé à étudier la manière dont les États-membres s'acquittaient de leurs obligations en matière de droits de l'homme au travers de son mécanisme d'examen périodique universel (EPU). Cet examen prend la forme d'un dialogue entre le Conseil et l'État concerné, à l'issue duquel un rapport de synthèse est produit. Ce document est ensuite soumis à l'attention du Conseil, qui l'adopte lors de la session plénière suivante. Les 192 États-membres feront tous l'objet d'un examen au cours du premier cycle quadriennal (2008-2011) de l'EPU.

Organes de suivi des traités

Les organes de suivi des traités sont des comités d'experts indépendants, élus par les États signataires, qui surveillent l'application des principaux traités relatifs aux droits de l'homme et de leurs protocoles facultatifs. En 2008, le HCDH a soutenu par son travail huit organes de suivi des traités, à savoir :

- ▶ le **Comité des droits de l'homme**, qui surveille l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de son protocole substantiel facultatif ;
- ▶ le **Comité des droits économiques, sociaux et culturels**, qui surveille l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ;
- ▶ le **Comité pour l'élimination de la discrimination raciale**, qui surveille l'application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ;
- ▶ le **Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**, qui surveille l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ;
- ▶ le **Comité contre la torture**, qui surveille l'application de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;

- ▶ le **Sous-Comité pour la prévention**, qui effectue des visites préventives dans des lieux de détention situés sur le territoire des États signataires du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
- ▶ le **Comité des droits de l'enfant**, qui surveille l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant et de ses protocoles substantiels facultatifs ;

Un nouvel instrument juridique pour protéger les personnes handicapées

Victor Pineda, un économiste et spécialiste des droits de l'homme qui souffre de dystrophie musculaire, a participé en qualité de délégué aux travaux d'un Comité des Nations Unies créé pour examiner les propositions et suggestions relatives à l'élaboration d'un traité international visant à promouvoir et à protéger les droits et la dignité des personnes handicapées. La Convention relative aux droits des personnes handicapées est entrée en vigueur le 3 mai 2008, grâce aux efforts de Victor et de milliers de gens comme lui. Les handicapés – soit plus de 600 000 millions d'individus représentant près de 10 pour cent de la population mondiale – ont commencé à être considérés comme des détenteurs de droits.

- ▶ le **Comité des travailleurs migrants**, qui surveille l'application de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

Le HCDH est chargé d'appuyer un neuvième organe de suivi, qui a entamé ses travaux en 2009. Il s'agit du Comité des droits des personnes handicapées, qui surveille l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. En collaboration avec le Département des affaires économiques, le Haut-Commissariat seconde également les travaux de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, qui se réunira une fois par an au moins pour traiter de questions de fond concernant la Convention.

Le 10 décembre 2008, l'Assemblée générale adoptait le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui fournit au Comité des droits économiques, sociaux et culturels des instruments supplémentaires pour surveiller l'application du Pacte. Lorsque le Protocole sera entré en vigueur, le HCDH apportera au Comité un appui substantiel et technique en rapport avec ses nouvelles compétences.



La Haut-Commissaire, Mme Navanethem Pillay, et le Président du Conseil des droits de l'homme, M. Martin Ihoegian Uhomoibhi.



Le Secrétaire général inaugure la salle XX du Palais des Nations, à Genève, rebaptisée « Salle des droits de l'homme et de l'Alliance des civilisations ». La salle a été rénovée avec le soutien du Gouvernement espagnol.

Les organes de suivi des traités se réunissent régulièrement tout au long de l'année pour examiner les rapports périodiques des États signataires et pour formuler des recommandations à leur intention. Cinq organes de suivi des traités, à savoir le Comité des droits de l'homme, le Comité contre la torture, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et le Comité des droits des personnes handicapées examinent également les plaintes adressées par des particuliers. Cette compétence sera étendue au Comité des travailleurs migrants et au Comité des droits économiques, sociaux et culturels lorsque cette procédure facultative aura été approuvée par le nombre requis d'États signataires. Le Comité contre la torture, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et le Comité des droits des personnes handicapées peuvent mener

des enquêtes lorsqu'ils reçoivent des renseignements dignes de foi indiquant qu'un État partie se livre à des violations graves ou systématiques des conventions. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels sera également doté de cette compétence après l'entrée en vigueur du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Activités

Conseil des droits de l'homme

Le HCDH a :

- Dispensé, 23 semaines durant, un appui technique et fondamental aux différentes réunions du Conseil, dont les sessions ordinaires et extraordinaires du Conseil, ses réunions d'organisation et les réunions de ses organes subsidiaires, y compris pour l'EPU.



Instantanés de la nouvelle salle XX.

- ▶ Contribué au bon déroulement d'un débat de haut niveau, qui a eu lieu lors de la septième session ordinaire du Conseil, en mars 2008, et auquel plus de 70 dignitaires ont participé.
- ▶ Appuyé trois sessions extraordinaires, consacrées aux violations des droits de l'homme résultant des incursions militaires israéliennes dans le territoire palestinien occupé et à la situation des droits de l'homme dans l'est de la République démocratique du Congo, ainsi que la première session extraordinaire thématique jamais organisée pour traiter du droit à l'alimentation.
- ▶ Organisé une session commémorative à l'occasion du 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont un débat de haut niveau suivi par 15 hauts dignitaires.
- ▶ Offert son concours et ses conseils au Président du Conseil et au Bureau, pendant les sessions et entre les sessions, facilitant ainsi plus de 20 réunions du Bureau.
- ▶ Facilité l'organisation de huit débats thématiques, discussions et débats de haut niveau pendant les sessions, pour traiter de questions telles que : l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les travaux du Conseil, les personnes disparues, le dialogue interculturel dans le domaine des droits de l'homme, les droits de la femme, notamment la violence à l'égard des femmes et la mortalité maternelle, l'entrée en vigueur de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et le projet de directives des Nations Unies concernant le recours à d'autres formes de prise en charge des enfants et les conditions de cette prise en charge.
- ▶ Soutenu la première session du Comité consultatif des droits de l'homme, qui entamait ses travaux en 2008.
- ▶ Appuyé la Procédure d'examen des requêtes du Conseil, y compris le Groupe de travail des communications et le Groupe de travail des situations, qui ont chacun tenu deux sessions. Quelque 3 270 plaintes ont été reçues dans le cadre de ce mécanisme en 2008. Le Groupe de travail des communications a examiné 13 404 communications relevant de la procédure.
- ▶ Facilité trois sessions du groupe de travail sur l'EPU, qui s'est réuni pendant 30 jours ouvrables en 2008

L'examen périodique universel

« Ce mécanisme offre des perspectives prometteuses pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans le monde, là où la situation est la plus sombre. [Le Conseil] pourra étudier à intervalles réguliers le bilan et les performances de chaque pays, pour tout ce qui a trait aux droits de l'homme »

Déclaration de M. Ban Ki-Moon, Secrétaire général de l'ONU, au sujet de l'examen périodique universel.

Le 15 mars 2006, l'Assemblée générale de l'ONU a approuvé, par la résolution 60/251, la création de l'examen périodique universel (EPU), dont les fonctions ont été décrites plus en détail par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution 5/1. L'EPU est un processus coopératif qui permettra, d'ici à 2011, de passer en revue le bilan de tous les pays du monde en matière de droits de l'homme. L'EPU est l'un des éléments clés du nouveau Conseil, qui rappelle aux États leurs responsabilités, concernant le respect plein et entier et la mise en œuvre de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales. L'objectif ultime de ce nouveau mécanisme est d'améliorer la situation des droits de l'homme dans tous les pays et de traiter les violations des droits indépendamment de l'endroit où elles se produisent. De par sa portée universelle, l'EPU est un mécanisme unique en son genre.

Les examens sont fondés sur trois documents. Le premier contient des informations communiquées par l'État examiné, qui peuvent prendre la forme d'un « rapport national ». Le deuxième document rassemble les renseignements transmis par les procédures spéciales, les organes de suivi des traités relatifs aux droits de l'homme et d'autres entités des Nations Unies. Le troisième présente des informations émanant d'autres parties prenantes, notamment les organisations non gouvernementales et les institutions nationales des droits de l'homme. L'examen proprement dit est mené par le Conseil des droits de l'homme au travers d'une discussion entre l'État examiné et d'autres États membres. Lors de cette discussion, chaque État membre peut poser des questions, formuler des commentaires ou adresser des recommandations à l'État examiné. Lors de la session plénière suivante, le Conseil étudie le document final présentant les résultats de l'examen et l'adopte.



et a examiné le cas de 48 pays. Le HCDH a contribué à ces travaux en élaborant pour chaque examen deux rapports de dix pages, l'un sur les conclusions et les recommandations des organes de suivi des traités et des procédures spéciales, ainsi que sur les renseignements émanant d'autres sources des Nations Unies, l'autre synthétisant les informations reçues des différentes parties prenantes, dont les organisations non gouvernementales. Le Haut-Commissariat a diffusé un compte rendu des débats dans un délai de 48 heures après chaque examen et préparé ensuite des rapports sur l'analyse du document final de l'EPU lors de la session plénière du Conseil.

- ▶ Accueilli, co-organisé et/ou soutenu, par son aide financière et ses conseils, des séminaires destinés à informer les États et d'autres parties prenantes du déroulement de l'EPU et à faciliter l'élaboration de rapports nationaux. En utilisant le Fonds de contributions volontaires pour l'EPU, récemment créé, le HCDH a offert un appui financier aux délégations de six pays en développement afin de faciliter leur participation au processus.

Organes de suivi des traités

Le HCDH a :

- ▶ Appuyé 19 sessions des organes de suivi des traités à Genève et à New York (chaque session durant entre une et trois semaines), à l'occasion desquelles 111 rapports ont été examinés. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est scindé en deux chambres, à une occasion, afin de liquider l'arriéré de rapports à examiner. Environ 150 rapports soumis par des États signataires en 2008 ont été traités.
- ▶ Examiné quelque 9 000 pièces de correspondance et enregistré au total 156 nouvelles affaires relevant de la compétence d'organes de traité. Les organes se sont penchés sur 113 communications, au sujet desquelles ils ont adopté des décisions finales.
- ▶ Entrepris des travaux qui ont abouti à l'adoption d'observations générales par le Comité des droits de l'homme, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et le Comité des droits de l'enfant.
- ▶ Facilité les visites du Sous-Comité pour la prévention de la torture au Bénin, au Mexique et en Suède.
- ▶ Facilité la première visite du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes au Luxembourg afin de juger de la suite donnée à ses observations finales.
- ▶ Animé des ateliers sur l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités et sur la mise en œuvre de leurs recommandations en Indonésie, au Panama et au Maroc ; organisé un colloque judiciaire sur l'utilisation des traités relatifs aux droits de

l'homme et des observations des organes de suivi pour la prise de décisions, à l'intention de juges originaires de six pays d'Amérique latine ; et mis à disposition des collaborateurs, qui sont intervenus en tant qu'experts et animateurs lors de huit formations organisées par des partenaires extérieurs, dont l'Organisation internationale de la Francophonie et l'Union interparlementaire.

- ▶ Encouragé l'harmonisation et l'uniformisation des travaux des organes de traités, notamment en organisant les septième et huitième réunions inter-comités des organes de suivi des traités relatifs aux droits de l'homme, ainsi que la 20^e réunion des présidents de comités.
- ▶ Prêté son concours aux organes de traités pour la mise en œuvre des procédures de suivi des observations finales et des avis relatifs aux plaintes.
- ▶ Assuré des formations sur l'utilisation des directives relatives au document de base commun, offert une assistance technique à plusieurs États pour faciliter l'établissement des rapports destinés aux organes de traités et soutenu l'élaboration de directives sur la présentation de rapports concernant des traités spécifiques et complétant les directives relatives au document commun, ainsi que leur adoption par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels.
- ▶ Perfectionné et actualisé l'Index universel des droits de l'homme (www.universalhumanrightsindex.org), un moteur de recherche en ligne, qui permet d'accéder rapidement aux recommandations et observations du dispositif de défense des droits de l'homme ; distribué plus de 500 CD-ROM contenant l'Index et plus de 4 000 brochures destinées à le promouvoir.

Étude sur la violence à l'encontre des enfants

Le HCDH a :

- ▶ Participé aux travaux des institutions onusiennes, des ONG et des autres partenaires compétents au titre du suivi de l'Étude des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants publiée en 2008.
- ▶ Contribué à la préparation de plusieurs publications et documents d'orientation, dont les lignes directrices du Conseil de l'Europe pour des stratégies nationales intégrées de lutte contre la violence infligée aux enfants.
- ▶ Organisé avec le Gouvernement mexicain un séminaire international sur la protection des droits de l'enfant dans le contexte des migrations ; contribué à la préparation du III^e Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales ; participé à deux manifestations organisées par l'UE, à savoir le Forum sur les droits de l'enfant et l'atelier régional sur le rôle des

parlementaires dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents en Europe centrale et orientale, ainsi que dans la Communauté des États indépendants.

- ▶ Coopéré avec les organes de suivi des traités relatifs aux droits de l'homme et les procédures spéciales afin de les encourager à traiter systématiquement de la violence contre les enfants dans leurs travaux.

Résultats

- ▶ Grâce au soutien et aux encouragements du HCDH, le Conseil a introduit de nouvelles méthodes de travail, telles que des tables rondes et des débats thématiques, qui ont facilité un dialogue et un partage d'informations plus dynamiques au sein du Conseil.
- ▶ Le recours systématique du HCDH au webcast pour diffuser les sessions du Conseil et du groupe de travail sur l'EPU a facilité l'accès des parties intéressées à ces réunions. Certaines ONG ont également utilisé ces webcasts à des fins de formation, pour illustrer le mode de participation aux travaux du Conseil.
- ▶ Grâce à des contributions de qualité, portant sur des questions d'organisation et de fond, le nouveau mécanisme de l'EPU, institué par le Conseil, a pu entamer ses travaux avec succès. Par des séances d'information, des séminaires et une aide financière, le HCDH a également fait en sorte que tous les États examinés soient représentés à Genève et puissent participer au processus.
- ▶ S'agissant de l'appui au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le transfert de responsabilités du Département des affaires économiques et sociales au HCDH a été géré avec succès, la première session du Comité organisée par le Haut-Commissariat se tenant en janvier 2008. Le HCDH soutient à présent tous les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme.
- ▶ Le HCDH a mieux fait connaître les organes de suivi des traités, les procédures spéciales et le mécanisme de l'EPU du Conseil des droits de l'homme et accru la participation nationale à leurs travaux en organisant des ateliers sur l'établissement des rapports destinés aux organes de traités au Maroc, en Indonésie et au Panama, et en continuant à diffuser un DVD de formation sur les organes de traités.
- ▶ Les règles de présentation des rapports que les États signataires sont tenus de soumettre aux organes de suivi des traités ont été rationalisées et le respect de ces règles s'est amélioré grâce à une utilisation accrue des directives relatives au document de base commun. Les États appliquent de plus en plus ces directives lors de l'élaboration de leurs rapports. Le respect des obligations relatives à l'établissement

des rapports sera encore facilité à l'avenir, lorsque tous les organes auront adopté des directives ciblées pour la préparation des documents sur des traités spécifiques.

- ▶ Les règles et règlements concernant la documentation pour le Conseil des droits de l'homme et les organes de suivi des traités ont été bien respectés par le HCDH. La consultation des documents relatifs à chaque session du Conseil des droits de l'homme a été facilitée par leur publication sur une page spéciale du site web du HCDH ; de même, la création d'extranets spécialisés pour chaque organe de traité a rendu l'accès aux documents des organes plus aisé et réduit la nécessité de diffuser des documents papier. Les versions révisées de certains documents ont été mises en ligne à l'avance, en attendant leur publication dans toutes les langues.
- ▶ Grâce au travail de suivi de l'Étude des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants accompli par le HCDH, un plus grand nombre de mécanismes chargés des droits de l'homme se sont penchés sur ce problème au cours de l'année 2008.

Défis et enseignements

- ▶ De nombreux États ont sollicité une aide pour préparer leurs rapports nationaux au titre de l'EPU. N'ayant pas les capacités nécessaires pour répondre individuellement à chaque État, le HCDH a organisé au cours de l'année des séances régionales et/ou sous-régionales d'information et de formation, lesquelles ont suscité une participation plus ample, permis aux participants de faire part de leurs expériences respectives et favorisé la diffusion des meilleures pratiques.
- ▶ Pour faciliter le processus d'EPU, le Conseil a prié le HCDH de préparer deux rapports de synthèse sur chaque État examiné, une compilation des conclusions et recommandations des organes de suivi des traités, des procédures spéciales et d'autres entités des Nations Unies, et un résumé des communications des intervenants concernés. Pour élaborer ces documents, le Haut-Commissariat a créé une structure interdivisions, où les collaborateurs travaillant à l'EPU sont placés dans les différentes divisions et les différents services. La mise en place de cette structure, qui a posé un certain nombre de problèmes d'organisation, a néanmoins renforcé la coopération et incité le personnel du HCDH à prendre en main le processus de l'EPU.
- ▶ Grâce à une meilleure connaissance des organes de suivi des traités, l'accès d'un plus grand nombre d'individus aux procédures de dépôt de plaintes a été facilité. Cependant, la gestion d'un nombre accru de plaintes avec des ressources limitées s'est

avérée difficile. Le Groupe des procédures de plainte a créé un autre poste d'administrateur pour faire face à l'important arriéré de plaintes russophones et défini des mesures pour améliorer un certain nombre de fonctions de la base de données sur les plaintes, ceci afin de permettre à son personnel de traiter plus rapidement les communications. Malheureusement, ces mesures se sont avérées insuffisantes pour liquider l'arriéré.

- ▶ Lors du colloque de Panama sur l'application nationale des normes internationales et de la jurisprudence des organes de défense des droits de l'homme, il est apparu clairement que les décisions des organes de suivi des traités sur les plaintes individuelles devaient être étayées par une

argumentation plus convaincante pour être prises en compte comme de possibles précédents par les juges siégeant dans des juridictions nationales. Le Groupe des procédures de plainte a continué à faire part de cette préoccupation aux membres des organes de traités concernés et l'on observe des signes d'amélioration dans l'exposé des éléments ayant motivé la décision des organes de traités.

- ▶ Les retards observés dans la nomination du Représentant spécial du Secrétaire général sur la violence à l'encontre des enfants ont affaibli la dynamique du travail de promotion du suivi de l'Étude et donné un coup d'arrêt aux activités du Groupe interorganisations.

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME : RÉSULTATS DES SESSIONS TENUES EN 2008

SESSIONS	RÉSULTATS
7 ^e session (3-28 mars et 1 ^{er} avril)	<p>Le Conseil a adopté des résolutions et des décisions sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● les droits économiques, sociaux et culturels, notamment le droit à l'alimentation et l'accès à l'eau potable et à l'assainissement ; ● l'examen et la reconduction de plusieurs mandats au titre des procédures spéciales, relatifs à des thèmes ou à des pays précis ; ● le renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme ; ● la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste ; ● un certain nombre de défis thématiques dans le domaine des droits de l'homme, dont l'extrême pauvreté, la privation arbitraire de la nationalité, les droits des personnes handicapées, les changements climatiques, la lutte contre la diffamation des religions, la prévention du génocide, l'élimination de la violence contre les femmes, les personnes disparues et les droits de l'enfant ; ● le rôle d'une bonne gouvernance dans la promotion et la protection des droits de l'homme ; ● la situation des droits de l'homme au Soudan, en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés ; ● la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ; ● le suivi de la session extraordinaire sur le Myanmar ; ● une action contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ; ● la coopération technique et les services consultatifs en République démocratique du Congo ; ● la composition du personnel du HCDH.
8 ^e session (2-18 juin)	<p>Le Conseil a adopté des résolutions et des décisions sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● les droits économiques, sociaux et culturels, y compris sur l'adoption du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels ; ● l'examen et la reconduction de plusieurs mandats relatifs à des thèmes ou des pays au titre des procédures spéciales ; ● des questions relatives aux droits de l'homme dans un certain nombre de domaines thématiques, notamment la promotion d'un ordre international démocratique et équitable ; la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; la promotion du droit des peuples à la paix ; l'extrême pauvreté ; l'élimination de la discrimination à l'encontre des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille ; ● le suivi de la session extraordinaire consacrée au Myanmar ;



SESSIONS	RÉSULTATS
	<ul style="list-style-type: none"> les documents finaux résultant de l'EPU des pays suivants : Bahreïn, Équateur, Tunisie, Maroc, Finlande, Indonésie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Inde, Brésil, Philippines, Algérie, Pologne, Pays-Bas, Afrique du Sud, République tchèque, Argentine, Gabon, Ghana, Guatemala, Pérou, Bénin, Suisse, République de Corée, Pakistan, Zambie, Japon, Ukraine, Sri Lanka, France, Tonga, Roumanie et Mali ; les services de conférence et le soutien financier au Conseil des droits de l'homme. <p>Le Conseil a également approuvé les déclarations de son Président sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> les modalités et les pratiques relatives au processus de l'EPU ; la durée des mandats au titre des procédures spéciales.
9 ^e session (8-24 septembre)	<p>Le Conseil a adopté des résolutions et des décisions sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'examen et la prorogation de plusieurs mandats relatifs à des thèmes et à des pays au titre des procédures spéciales ; des questions relatives aux droits de l'homme dans un certain nombre de domaines thématiques, notamment la solidarité internationale ; le droit au développement ; les mesures coercitives unilatérales ; les migrants ; les peuples autochtones ; la protection des civils en temps de conflit armé ; la justice de transition ; le droit à la vérité ; les personnes disparues ; les objectifs volontaires relatifs aux droits de l'homme ; l'application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ; le projet de directives des Nations Unies concernant un usage judicieux de la protection de remplacement pour les enfants et ses modalités ; la situation des droits de l'homme au Soudan ; le suivi de la session extraordinaire consacrée au droit à l'alimentation ; la session de commémoration du sixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; le renforcement du Conseil des droits de l'homme. <p>Le Conseil a également approuvé les déclarations de son Président sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> la situation des droits de l'homme en Haïti ; le suivi des modalités et des pratiques relative à l'EPU.
6 ^e session extraordinaire (23-24 janvier)	Le Conseil a adopté une résolution sur les violations des droits de l'homme résultant des attaques et des incursions militaires israéliennes dans le territoire palestinien occupé.
7 ^e session extraordinaire (22 mai)	Le Conseil a adopté par consensus une résolution relative à l'impact négatif de l'aggravation de la crise alimentaire mondiale sur la réalisation du droit à l'alimentation pour tous.
8 ^e session extraordinaire (28 novembre et 1 ^{er} décembre)	Le Conseil a adopté par consensus une résolution sur la situation des droits de l'homme dans l'est de la République démocratique du Congo.

Appui aux procédures spéciales

Qu'est-ce que les procédures spéciales ?

L'expression « procédures spéciales » désigne le système d'experts indépendants mandatés par le Conseil des droits de l'homme pour enquêter sur des atteintes aux droits de l'homme en rapport avec un thème ou un pays particulier et pour en rendre compte. Les procédures spéciales s'appliquent à toutes les catégories de droits, notamment aux droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux, et occupent une place centrale dans le dispositif de défense des droits de l'homme des Nations Unies. Indépendants et objectifs, les experts sont en outre en mesure de réagir rapidement lorsque des atteintes présumées aux droits de l'homme sont signalées, dans n'importe quelle partie du monde ; de ce fait, ils jouent un rôle essentiel dans la promotion et la protection des droits de l'homme.

Les détenteurs de mandats – rapporteurs spéciaux, représentants du Secrétaire Général, experts indépendants ou membres de groupes de travail – agissent à titre personnel. Ayant reçu leur mandat du Conseil des droits de l'homme, ils ne font pas partie du personnel des Nations Unies et ne reçoivent aucun traitement, ni aucune autre rémunération en contrepartie de leur travail. Ils font preuve d'indépendance, de probité, d'impartialité, d'équité, d'honnêteté et de bonne foi dans l'accomplissement de leur mandat.

Les détenteurs de mandats répondent à des plaintes individuelles, réalisent des études et se rendent dans des pays, offrent des conseils, font campagne sur les sujets relevant de leur compétence, s'attachent à sensibiliser l'opinion et travaillent en partenariat avec des ONG. Ils rédigent régulièrement des communications écrites à l'intention de gouvernements précis, afin d'attirer l'attention sur des situations ou des cas individuelles de violations présumées des droits de l'homme ou lancent des appels urgents en faveur des victimes présumées. Les détenteurs de mandat communiquent et coopèrent régulièrement avec les victimes réelles ou potentielles et établissent un lien unique entre les gouvernements, les institutions nationales et la société civile.

En 2008, le HCDH a appuyé 38 à 40 mandats relevant des procédures spéciales (30 mandats concernant des thèmes particuliers et huit à dix mandats s'appliquant à des pays spécifiques), ainsi qu'un comité destiné à renforcer la coordination entre les divers mandats.

La Division des procédures spéciales apporte un soutien direct à la plupart des procédures spéciales portant sur des thèmes particuliers et travaille en étroite collaboration avec les entités du Haut Commissariat qui prêtent leur concours aux titulaires de mandats par pays et aux autres procédures thématiques. La Division met à disposition ses compétences juridiques, politiques, thématiques ou relatives à l'établissement des faits, mène des travaux de recherche et d'analyse, et offre une aide pour les questions administratives et logistiques.

Les procédures spéciales en 2008 : Faits et Chiffres

En 2008, avec l'appui du HCDH, les détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales ont :

- mené 53 missions d'établissement des faits dans 48 pays ;
- adopté la version révisée du Manuel des procédures spéciales, ainsi qu'une procédure consultative interne pour l'examen des pratiques et des méthodes de travail à l'occasion de leur 15^e Réunion annuelle ;
- soumis 135 rapports (120 établis par des détenteurs de mandats thématiques), soit 79 rapports annuels et 56 rapports sur des missions dans des pays, au Conseil des droits de l'homme, ainsi que 19 rapports (élaborés par des détenteurs de mandats thématiques) à l'Assemblée générale ;
- publié 177 communiqués de presse, dont 25 pour cent de communiqués communs, émanant de deux détenteurs de mandats ou plus ;
- adressé 911 communications à 118 pays. Ces communications traitaient des cas de 2 206 individus, dont 20 pour cent de femmes. Les Gouvernements ont répondu à 34 pour cent des communications et 15 pour cent de l'ensemble des communications ont fait l'objet d'un suivi par des détenteurs de mandat.

Contexte

Le Conseil des droits de l'homme, créé en 2006, a assumé les fonctions de l'ex-Commission des droits de l'homme, y compris celles qui avaient trait aux procédures spéciales. La résolution de l'Assemblée générale instituant le Conseil des droits de l'homme confiait à ce dernier la tâche de réexaminer, d'améliorer et de rationaliser le système des procédures spéciales. À l'issue de ce processus, qui a été entamé en 2007 et s'est poursuivi en 2008, tous les mandats thématiques



Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones, M. James Anaya, rencontre des membres de communautés autochtones au Népal, en novembre 2008.

ont été prolongés et deux mandats, portant respectivement sur les formes contemporaines d'esclavage et l'accès à l'eau et à l'assainissement, ont été créés. Tous les mandats relatifs à des pays ont été reconduits, à l'exception de ceux consacrés à la République démocratique du Congo et au Libéria.

Le processus de réexamen a légitimé et renforcé les mandats existants. Une nouvelle procédure de sélection a été établie afin de veiller à ce que les détenteurs de mandat répondent aux critères les plus rigoureux en matière de compétence et d'indépendance. En 2008, le Conseil a désigné 27 nouveaux détenteurs de mandat à l'aide de cette procédure. Le Conseil a également créé de nouvelles activités pour certains détenteurs, telles qu'une consultation régionale annuelle pour le Groupe de travail sur les mercenaires et un Forum annuel sur les minorités, guidé par l'Expert indépendant sur les questions relatives aux minorités.

La session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme sur la crise alimentaire mondiale a été l'un des temps forts de l'année 2008. La session, qui s'est tenue en mai, a été convoquée à l'initiative du nouveau Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation. Le Conseil a prié les détenteurs de mandats thématiques d'examiner de près plusieurs situations critiques, en rapport notamment avec le Soudan et la République démocratique du Congo. Les détenteurs de mandats ont participé aux préparatifs de la Conférence d'examen de

Durban, destinée à faire le point sur l'application de la Déclaration et du Programme d'action adoptés lors de la Conférence mondiale contre le racisme, organisée à Durban en 2001.

Le Comité de coordination des procédures spéciales a travaillé avec le Conseil des droits de l'homme au réexamen des mandats et à l'harmonisation des méthodes de travail des détenteurs de mandats. Lors de sa 15^e réunion annuelle, le Comité a adopté la version révisée du Manuel des procédures spéciales, ainsi qu'une procédure consultative interne pour l'examen des pratiques et des méthodes de travail, tenant toutes deux compte des dispositions du Code de conduite des détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales.

Au nombre des évolutions notables observées en 2008, citons également l'apparition de nouvelles synergies entre les procédures spéciales et l'examen périodique universel (EPU), récemment mis en place. Nombre d'États examinés ont ainsi invité des détenteurs de mandat à se rendre dans leur pays. Quatre États soumis à examen ont adressé des invitations permanentes, ce qui porte à 63 le nombre total d'invitations de ce type. De plus en plus fréquemment, les États examinés abordent les questions suscitant la préoccupation des détenteurs de mandat lors du dialogue qui fait partie du processus d'EPU. En général, les recommandations du Groupe de travail sur l'EPU font également référence à ces questions.

Il existe également des liens étroits entre les travaux des procédures spéciales, les activités d'autres mécanismes de défense des droits de l'homme et l'action menée par le HCDH à l'échelon national. Les présences du HCDH sur le terrain, notamment les bureaux régionaux, les bureaux nationaux et les conseillers pour les droits de l'homme détachés auprès des équipes de pays des Nations Unies, s'emploient à soutenir les visites dans les pays, à suivre la mise en œuvre des recommandations adressées aux gouvernements, à nouer et à entretenir des relations avec les représentants de la société civile et les victimes réelles ou potentielles d'atteintes aux droits de l'homme. Les informations résultant des travaux des procédures spéciales sont indispensables pour déceler, évaluer et traiter les insuffisances dans la mise en œuvre des droits de l'homme au niveau des pays, et sont citées en référence par le HCDH pour garantir un respect accru des normes dans ce domaine. En outre, bon nombre de titulaires de mandats et la Division des procédures spéciales coopèrent étroitement avec les organes de suivi des traités pour veiller à ce que les observations finales des comités fassent référence, chaque fois que c'est opportun, aux recommandations formulées par les titulaires de mandats.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Offert un appui technique et administratif à des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales pour faciliter leurs missions d'établissement des faits, ainsi que la rédaction et la présentation des rapports en résultant au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale.
- ▶ Aidé des détenteurs de mandats à préparer plus de 900 communications, dont des lettres relatives à des allégations et des appels urgents ; contribué à la diffusion des informations relatives aux travaux des détenteurs en préparant des communiqués de presse et en organisant des conférences de presse et des interviews.
- ▶ Organisé des séances d'information et préparé des dossiers d'information ainsi que des notes d'orientation à l'intention des 27 détenteurs de mandats nommés en 2008.
- ▶ Soutenu le renforcement de la coordination entre les détenteurs de mandats, en encourageant les initiatives conjointes, notamment en ce qui concerne les missions, les rapports, les communications et les communiqués de presse, et appuyé le Comité de coordination dans ses efforts pour harmoniser la méthodologie et pour intervenir au nom des détenteurs de mandats.
- ▶ Assuré des contacts réguliers entre les détenteurs de mandats et certains intervenants clés, tels que les gouvernements, les présences du HCDH sur le terrain, les institutions des Nations Unies, la société

civile, notamment les établissements d'enseignement, et le secteur privé, dans le cadre de visites dans des pays, de consultations régionales et de sessions du Conseil des droits de l'homme. Le Haut-Commissariat a également veillé à ce que les opinions de ces intervenants soient prises en compte lors de l'analyse de nouveaux problèmes dans le domaine des droits de l'homme et de la mise en œuvre des recommandations des procédures spéciales.

- ▶ Soutenu, par des conseils et des contributions techniques, certains processus en cours au sein du Conseil, comme l'examen, la rationalisation et le perfectionnement des procédures spéciales, la mise en place de la nouvelle procédure de sélection, l'EPU et le processus d'examen de Durban.
- ▶ Organisé plusieurs consultations et séminaires à l'intention de titulaires de mandats thématiques, par exemple une réunion régionale sur les mercenaires à Moscou pour les pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale, qui a attiré des participants très divers, dont une entreprise privée de services militaires et de sécurité opérant dans la région.
- ▶ Collaboré avec d'autres composantes du Haut-Commissariat, à des questions et à des activités de fond, notamment le nouveau Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, pour renforcer la coopération et éviter la répétition inutile des mêmes travaux ; l'édition 2008 du Forum social, pour les questions concernant l'élimination de la pauvreté dans le contexte des droits de l'homme et la dimension sociale de la mondialisation ; le Forum sur les questions relatives aux minorités, dont les travaux ont été guidés par l'expert indépendant chargé de ces questions ; et l'équipe spécialement chargée des migrations au sein du HCDH, pour les questions en rapport avec les droits fondamentaux des migrants, la traite des êtres humains, les détentions arbitraires, le terrorisme et le racisme.
- ▶ Développé les supports d'information interne et externe, notamment en améliorant le site web des procédures spéciales pour sensibiliser l'opinion publique à certains problèmes de droits de l'homme traités par les détenteurs de mandats.

Résultats

- ▶ Le Conseil des droits de l'homme a reconduit tous les mandats thématiques et a créé deux mandats supplémentaires, l'un sur les formes contemporaines d'esclavage et l'autre sur les obligations de droits de l'homme concernant l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.
- ▶ La visibilité et l'implication des procédures spéciales dans les situations de crise se sont accrues. Dans le cas de la République démocratique du Congo, par exemple, le mandat relatif à ce pays n'a pas été reconduit mais le Conseil a attribué de nouvelles

fonctions à plusieurs titulaires de mandats thématiques, en les chargeant de faire rapport sur certains aspects de la situation dans le pays. D'autres titulaires de mandats ont poursuivi leurs travaux sur la situation au Soudan et les ont finalisés au début de l'année 2008.

- ▶ Des questions cruciales ont été soulevées au sein du Conseil des droits de l'homme avec le soutien des procédures spéciales et d'autres partenaires onusiens. Par exemple, en mai 2008, le Conseil a été convoqué en session extraordinaire à l'initiative du Rapporteur spécial sur le droit à la santé. Les travaux du Rapporteur ont été abondamment mis à profit par le HCDH, ainsi que par d'autres entités des Nations Unies, et ont bénéficié d'une ample diffusion dans les médias.
- ▶ Quatre pays supplémentaires (l'Australie, la République de Corée, Monaco et la Zambie) ont remis une invitation permanente à des détenteurs de mandats thématiques, ce qui porte à 63 le nombre total d'invitations de ce type.
- ▶ Le renforcement de la coordination entre les détenteurs de mandats, dû à l'action du Comité de coordination, a abouti à l'adoption de la version révisée du manuel des procédures spéciales et d'une procédure consultative interne lors de la 15^e réunion annuelle des détenteurs de mandats.
- ▶ La transition entre les détenteurs de mandat sortants et les nouveaux titulaires s'est déroulée de manière satisfaisante.
- ▶ Le HCDH a échangé plus régulièrement des informations sur des problèmes thématiques intéressant des détenteurs de mandat avec d'autres entités onusiennes – par exemple avec le Programme des Nations Unies dans le cadre du Forum sur les questions relatives aux minorités – ceci afin de renforcer leur engagement auprès des minorités lors des processus de développement.
- ▶ On a assisté à un renforcement de la coopération régionale, notamment de la coopération de plusieurs détenteurs de mandat avec le Conseil de l'Europe et d'autres organes européens ; de la coopération entre le Représentant du Secrétaire général pour les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays et l'Union africaine pour élaborer un instrument juridiquement contraignant sur la protection des déplacés internes ; et de la collaboration entre le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme et ses homologues africains, européens et latino-américains pour garantir l'application effective de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme.
- ▶ La coopération avec la société civile s'est resserrée, grâce à des consultations régulières et à des séances d'information assurées, à l'échelon national et régional, par des détenteurs de mandat en exercice ou récemment désignés.



La Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, Mme Yakin Ertürk, lors d'une conférence de presse organisée à l'occasion de sa visite au Tadjikistan, en mai 2008.

- ▶ L'accès du grand public aux informations sur les procédures spéciales a été amélioré, grâce à la création, au perfectionnement et à la traduction des pages web consacrées à la plupart des mandats et au Comité de coordination.
- ▶ Le Représentant du Secrétaire général pour les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays a élaboré et publié, en coopération avec le Projet pour les déplacés internes de l'Institut Brookings et de l'Université de Berne, un manuel destiné à faciliter la mise en œuvre des principes directeurs sur le déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays, à l'intention des législateurs et des responsables politiques.

Défis et enseignements

- ▶ Le Haut-Commissariat est de plus en plus sollicité car la demande de services pour le système des procédures spéciales augmente. Il en va de même pour les détenteurs de mandats individuels. Selon toute probabilité, le Conseil des droits de l'homme continuera à créer de nouveaux mandats, en particulier dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels. En outre, lors des sessions extraordinaires du Conseil, les détenteurs de mandats ont été priés d'entreprendre des activités urgentes, qui n'étaient pas prévues dans leur programme de travail. Ces activités nécessitent des ressources humaines et financières supplémentaires.

- L'EPU a attiré l'attention sur les procédures spéciales et offert aux détenteurs de mandats de nouvelles occasions de participer aux débats sur les problèmes de droits de l'homme à l'échelon des pays. Il est nécessaire d'assurer un suivi

coordonné des recommandations résultant de l'EPU, ainsi que des recommandations émanant des mécanismes des procédures spéciales et des autres mécanismes de défense des droits de l'homme.

Les procédures spéciales dans la pratique

Chine

Le 26 août 2008, les autorités chinoises ont libéré un prisonnier politique incarcéré de longue date, dont la détention avait été jugée arbitraire par le Groupe de travail sur la détention arbitraire en novembre 2005.

Équateur

Le Rapporteur spécial sur les peuples indigènes s'est rendu en Équateur en mai 2008 afin de contribuer au débat en cours dans le pays sur la révision de la Constitution. Cette visite avait été organisée à l'initiative de diverses organisations autochtones et du Président de l'Assemblée constituante de l'Équateur, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement. Après s'être entretenu avec un vaste éventail d'intervenants, le Rapporteur spécial a adressé une série d'observations au Gouvernement. Ces observations ont été prises en compte par l'Assemblée constituante et contribuent au débat national visant à déterminer s'il doit être fait mention dans la Constitution du caractère « plurinational » du pays, des droits collectifs, des droits sur les terres et les territoires, ainsi que du principe du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause.

Liban

Le 25 août 2008, deux hommes ont été libérés après avoir été incarcérés pendant trois ans sans avoir été inculpés. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire avait précédemment déclaré que leur détention, ainsi que celle de six autres personnes, était arbitraire.

Togo

En décembre 2008, le Rapporteur spécial sur la torture s'est félicité de la décision du Gouvernement de la

République du Togo d'abolir la peine de mort – une mesure qu'il avait recommandée à l'issue de sa mission dans le pays en 2007 (cf. A/HRC/7/3/Add. 5, para. 113).

Turquie

Le 8 octobre 2008, les Gouvernements allemand, autrichien et suisse ont annoncé qu'ils se retireraient d'un projet visant à construire un barrage et une centrale hydroélectrique à Ilisu, sur les rives du Tigre, si les autorités turques ne parvenaient pas résoudre les problèmes écologiques et sociaux associés au chantier dans un délai de 60 jours. En octobre 2006, tous les gouvernements concernés avaient reçu une communication du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, les avertissant que la construction du barrage d'Ilisu déplacerait et appauvrirait plus de 50 000 Kurdes, et inonderait la ville ancienne d'Hasankeyf, vieille de 10 000 ans.

Royaume-Uni

Dans son rapport sur sa mission au Royaume-Uni (A/HRC/7/10/Add.3), la Rapporteuse spéciale sur la liberté de religion et de croyance s'était inquiétée de ce que le blasphème soit toujours considéré comme un délit par le droit coutumier. Elle avait recommandé au Royaume-Uni de dépénaliser le blasphème en tant qu'insulte à une religion et de garantir pleinement la protection des individus contre l'incitation à la haine raciale ou religieuse. Les débats qui se sont déroulés par la suite au Parlement et un rapport publié par le Comité mixte des droits de l'homme ont fait explicitement référence aux recommandations de la Rapporteuse. En juillet 2008, de nouvelles lois abolissant les délits de blasphème et de diffamation blasphématoire sont entrées en vigueur.

Forum sur les questions relatives aux minorités

La réunion inaugurale du Forum sur les questions relatives aux minorités a été organisée les 15 et 16 décembre 2007 sur le thème « Les minorités et le droit à l'éducation ». Le Forum a attiré plus de 370 personnes, dont les délégués de plus de 40 États membres des Nations Unies et d'environ 90 organisations non gouvernementales. L'Expert indépendant sur les questions relatives aux minorités a guidé les travaux du Forum, qui se sont conclus par une série de recommandations thématiques.

Les effets des activités des sociétés militaires et de sécurité privées : réglementation et contrôle

En octobre 2008, le Groupe de travail sur les mercenaires a tenu ses consultations régionales pour la région Europe de l'Est et Asie centrale. La réunion, qui avait choisi pour thème « Les effets des activités des sociétés militaires et de sécurité privées : réglementation et contrôle », a attiré plus de 50 participants, notamment des représentants de gouvernements, des experts de la question, des membres de la société civile, des universitaires, le Comité international de la Croix-Rouge, des représentants d'organisations intergouvernementales et un représentant d'une société militaire et de sécurité privée. Le Groupe de travail a recommandé d'élaborer puis d'adopter une nouvelle convention internationale sur la réglementation des sociétés militaires et de sécurité privées, assortie d'une loi-type.

DÉTENTEURS DE MANDAT AU TITRE DES PROCÉDURES SPÉCIALES (au 31 décembre 2008)

Mandat	Date de création	Détenteur
Mandats par pays		
Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme au Burundi	2004	M. Akich OKOLA (<i>Kenya</i>)
Représentant spécial du Secrétaire général pour les droits de l'homme au Cambodge	1993	M. Yash Ghai (<i>Kenya</i>)
Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République démocratique populaire de Corée	2004	M. Vitit MUNTARBHORN (<i>Thaïlande</i>)
Expert indépendant chargé par le Secrétaire général d'examiner la situation des droits de l'homme en Haïti	1995	M. Michel FORST (<i>France</i>)
Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar	1992	M. Tomas OJEA QUINTANA (<i>Argentine</i>)
Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967	1993	M. Richard FALK (<i>États-Unis d'Amérique</i>)
Expert indépendant chargé par le Secrétaire général d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie	1993	M. Shamsul BARI (<i>Bangladesh</i>)
Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Soudan	2005	Mme Sima SAMAR (<i>Afghanistan</i>)
Mandats thématiques		
Rapporteur spécial sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard	2000	Mme Raquel ROLNIK (<i>Brésil</i>)
Groupe de travail sur les personnes d'ascendance africaine	2002	Mme Maya SAHLI (<i>Algérie</i>) M. Joe FRANS (<i>Suède</i>) Mme Monorama BISWAS (<i>Bangladesh</i>) Mme Mirjana NAJCEVSKA (<i>ex-République yougoslave de Macédoine</i>) M. Ralston Milton NETTLEFORD (<i>Jamaïque</i>)
Groupe de travail sur la détention arbitraire	1991	Mme Manuela Carmena CASTRILLO (<i>Espagne</i>) Présidente-Rapporteuse, Mme Shaheen Sardar ALI (<i>Pakistan</i>), M. Malick El Hadji SOW (<i>Sénégal</i>), M. Aslan ABASHIDZE (<i>Fédération de Russie</i>), M. Roberto GARRETON (<i>Chili</i>)
Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants	1990	Mme Najat M'jid MAALA (<i>Maroc</i>)
Rapporteur spécial sur le droit à l' éducation	1998	M. Vernor MUÑOZ VILLALOBOS (<i>Costa Rica</i>)
Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires	1980	M. Santiago CORCUERA (<i>Mexique</i>) M. Jeremy SARKIN (<i>Afrique du Sud</i>) M. Darko GÖTTLICHER (<i>Croatie</i>) M. Saeed Rajaei HORASANI (<i>République islamique d'Iran</i>), M. Olivier de FROUVILLE (<i>France</i>)
Rapporteur spécial sur les exécutions extra-judiciaires, sommaires ou arbitraires	1982	M. Philip ALSTON (<i>Australie</i>)
Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, particulièrement des droits économiques, sociaux et culturels	2000	M. Cephas LUMINA (<i>Zambie</i>)
Expert indépendant sur la question des droits de l'homme et de l' extrême pauvreté	1998	Mme María Magdalena SEPULVEDA CARMONA (<i>Chili</i>)
Rapporteur spécial sur le droit à l' alimentation	2000	M. Olivier De SCHUTTER (<i>Belgique</i>)



Mandat	Date de création	Détenteur
Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression	1993	M. Frank LA RUE LEWY (Guatemala)
Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction	1986	Mme Asma JAHANGIR (Pakistan)
Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible	2002	M. Anand GROVER (Inde)
Représentant spécial du Secrétaire général pour la question des défenseurs des droits de l'homme	2000	Mme Margaret SEKAGGYA (Ouganda)
Rapporteur spécial sur l' indépendance des juges et des avocats	1994	M. Leandro DESPOUY (Argentine)
Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones	2001	M. James ANAYA (États-Unis d'Amérique)
Représentant du Secrétaire général pour les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays	2004	M. Walter Kälin (Suisse)
Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale	2005	M. Rudi Muhammad RIZKI (Indonésie)
Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes	2005	M. Alexander Ivanovich NIKITIN (Fédération de Russie) Président-Rapporteur M. José GÓMEZ DEL PRADO (Espagne) Mme Najat AL-HAJJAJI (Jamahiriya arabe libyenne) Ms. Amada BENAVIDES DE PÉREZ (Colombie) Mme Shaista SHAMEEM (Fidji)
Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants	1999	M. Jorge A. BUSTAMANTE (Mexique)
Expert indépendant sur les questions relatives aux minorités	2005	Mme Gay J. McDOUGALL (États-Unis d'Amérique)
Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme , de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée	1993	M. Githu MUIGAI (Kenya)
Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d' esclavage , y compris ses causes et ses conséquences	2007	Mme Gulnara SHAHINIAN (Arménie)
Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans la lutte antiterroriste	2005	M. Martin SCHEININ (Finlande)
Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	1985	M. Manfred NOWAK (Autriche)
Rapporteur spécial sur les conséquences néfastes des mouvements et déversements illicites de produits et déchets toxiques et nocifs pour la jouissance des droits de l'homme	1995	M. Okechukwu IBEANU (Nigéria)
Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains , en particulier des femmes et des enfants	2004	Mme Joy Ngozi EZEILO (Nigéria)
Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises	2005	M. John Ruggie (États-Unis d'Amérique)
Expert indépendant chargé d'examiner la question des obligations en rapport avec les droits de l'homme qui concernent l'accès à l' eau potable et à l' assainissement	2008	Mme Catarina de ALBUQUERQUE (Portugal)
Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes , ses causes et ses conséquences	1985	Mme Yakin ERTÜRK (Turquie)

Défis thématiques

Le HCDH dispense des conseils juridiques et politiques et entreprend des recherches fondamentales sur un vaste éventail de questions thématiques en rapport avec les droits de l'homme. Les programmes thématiques du HCDH sont mis en œuvre par la Division de la recherche et du droit au développement, dont les travaux sont répartis entre deux services, l'un se consacrant à l'État de droit, à l'égalité et à la lutte contre les discriminations, l'autre au développement et aux questions sociales et économiques.

Démarche

La Division poursuit trois objectifs principaux :

- ▶ intégrer les droits de l'homme et leur dimension sexospécifique dans les programmes et les activités du système des Nations Unies ayant trait au développement, à l'aide humanitaire, à la consolidation de la paix et de la sécurité et à l'État de droit ;
- ▶ intégrer la promotion et la protection du droit au développement dans les partenariats forgés à travers le monde pour favoriser le développement ;
- ▶ parfaire la connaissance et la compréhension des problèmes thématiques par des activités de recherche et d'analyse, par la formation et l'élaboration d'outils méthodologiques, en vue de renforcer la promotion et la protection des droits à l'échelon des pays et de soutenir les organes de défense des droits de l'homme.

Le travail de la Division est fondé sur des recherches et des analyses menées par des spécialistes du HCDH, avec le concours d'experts extérieurs. La Division entreprend chaque année toute une série de projets de recherche, allant de travaux d'évaluation destinés à déceler les tendances qui se dessinent en matière de droits de l'homme, à des analyses juridiques des législations et des dispositions institutionnelles visant à remédier aux problèmes de droits de l'homme, en passant par le recensement des pratiques optimales dans l'application des droits de l'homme. Les résultats de ces travaux contribuent à la planification des politiques et à l'élaboration des programmes à tous les niveaux de l'organisation. Les membres de la Division travaillent en étroite liaison avec les responsables de secteurs géographiques au siège et avec le personnel

des bureaux nationaux et régionaux, communiquant leurs connaissances et les appliquant à un contexte local, menant des évaluations de besoins et participant à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies d'engagement auprès des pays. De même, ils coopèrent avec des collègues pour appuyer le Conseil des droits de l'homme, l'examen périodique universel, les procédures spéciales et les organes de suivi des traités. La Division produit une gamme de documents d'orientation, d'outils méthodologiques et de modules de formation, qui sont utilisés dans les pays et au siège pour renforcer les capacités des institutions nationales, des représentants de la société civile et d'autres partenaires. Le personnel du HCDH collabore en outre avec d'autres entités des Nations Unies pour favoriser une meilleure compréhension des droits de l'homme dans l'ensemble du système et assurer la prise en compte systématique de la dimension des droits de l'homme dans les programmes exécutés par les autres organismes et programmes de l'ONU.

Liberté d'expression et appel à la haine religieuse

Douze experts de renom, venant de diverses régions et d'horizons différents ont participé en octobre à un séminaire organisé par le HCDH à Genève pour clarifier les liens entre les articles 19 et 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques au regard de la liberté d'expression et de l'appel à la haine religieuse qui constituent une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence. Plus de 200 observateurs, dont des représentants des gouvernements, des organismes des Nations Unies, des organisations régionales, des médias et des organisations non gouvernementales ont également assisté au séminaire.

L'une des conclusions dégagées à l'issue de ces deux journées de débats était que les normes internationales existantes protégeaient pleinement la liberté d'expression, en tant que droit fondamental et habilitant, tout en offrant des garanties contre les incitations à la haine qui pourraient déboucher sur des violences et des violations massives des droits de l'homme, y compris le génocide. La difficulté consiste à veiller à ce que les divers instruments juridiques et politiques qui sont déjà à la disposition des gouvernements soient utilisés de manière efficace pour encourager davantage de tolérance et une plus grande acceptation de la diversité, notamment par l'éducation, le dialogue interconfessionnel et les échanges interculturels.



L'initiative du HCDH, « Dignité et Justice pour les détenus », était destinée à attirer l'attention sur la condition et les droits des personnes détenues à travers le monde.

État de droit et démocratie

Le Groupe chargé de l'État de droit et de la démocratie coopère avec les États membres pour cerner les aspects des législations nationales qui n'obéissent pas aux normes internationales reconnues, conseille les États membres quant aux réformes législatives et politiques nécessaires pour renforcer les systèmes de protection nationaux et procure les outils méthodologiques et les formations requises pour renforcer la capacité et l'efficacité des institutions publiques. Au sein du HCDH, le groupe offre des conseils juridiques à la direction, aux détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales, aux opérations du Haut-Commissariat sur le terrain et à des partenaires des Nations Unies. Il contribue également aux travaux de l'Équipe spéciale de la lutte contre le terrorisme en dirigeant le Groupe de travail sur la protection des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme.

Activités

Le groupe a :

- Fourni un appui juridique, entre autres au secrétariat de la mission d'établissement des faits survenus à Beit Hanoun, instituée en vertu de la résolution S-3/1 du Conseil des droits de l'homme, et à une commission chargée d'enquêter sur l'intervention de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) face aux violences xénophobes en

Afrique du Sud, ainsi que sur plusieurs affaires concernant les droits de l'homme et les systèmes de justice traditionnels, coutumiers et autochtones. Une aide technique en rapport avec la problématique des droits de l'homme a également été fournie à des juristes irakiens en Jordanie, ainsi qu'à des procureurs, des avocats et des membres de la police au Rwanda.

- Dans le domaine de la justice transitionnelle, pour lequel le Haut-Commissariat assume la fonction de chef de file au sein du système des Nations Unies, le HCDH a encouragé l'utilisation opérationnelle des normes existantes et des documents d'orientation disponibles sur l'État de droit, notamment en dispensant une formation sur l'observation des systèmes judiciaires au personnel de terrain au Libéria et en organisant un atelier d'experts à Genève. En 2008, le HCDH a finalisé sa deuxième série de publications sur les « Instruments de l'État de droit dans les pays sortant d'un conflit » ; celles-ci traitent notamment des enseignements tirés de l'expérience des tribunaux mixtes, des programmes de réparation, des amnisties, des consultations nationales sur la justice transitionnelle et des archives. Deux séminaires régionaux (pour l'Asie et le Pacifique et pour l'Afrique) ont été organisés pour faciliter l'utilisation de ces documents d'orientation dans les opérations et pour faire le point sur les activités et sur les besoins.
- Prodigué des conseils spécialisés et techniques sur des projets en rapport avec la démocratie et l'État de droit au Fonds des Nations Unies pour la démocratie (FNUD).
- Lancé des consultations sur la version provisoire des principes relatifs à l'administration de la justice par les tribunaux militaires, qui doit être examinée par le Conseil des droits de l'homme.
- Fourni des conseils d'expert sur la question de la détention pendant les opérations de paix et en temps de conflit aux présences du HCDH sur le terrain, ainsi qu'à d'autres organismes des Nations Unies ; et apporté un appui spécialisé pour la « semaine de la dignité et de la justice pour les détenus » (6-12 octobre 2008), organisée à l'initiative de la Haut-Commissaire.
- Soumis deux dossiers en qualité de consultant extraordinaire (*amicus curiae*) à des audiences de la Cour suprême cambodgienne et de la Cour constitutionnelle guatémaltèque, et appuyé la création, à titre expérimental, d'un modèle de réseau de juges sur le web, afin d'observer l'application nationale des normes internationales relatives aux droits de l'homme.
- Entrepris des recherches sur l'impact du terrorisme et des mesures anti-terroristes sur des obligations essentielles en matière de droits de l'homme, en particulier dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels. Un séminaire d'experts sur ces sujets a été organisé en novembre 2008 à Genève,

La semaine de la dignité et de la justice pour les détenus

Dans le cadre des commémorations du 60^e anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme, le HCDH a lancé, du 6 au 12 octobre 2008, la « semaine de la dignité et de la justice pour les détenus », afin d'attirer l'attention sur les droits des personnes qui sont privées de liberté. L'initiative visait à sensibiliser l'opinion au fait que les personnes incarcérées ne renoncent pas à leurs droits fondamentaux pendant qu'elles sont sous les verrous, à aider les autorités nationales à améliorer le respect des droits des détenus et à attirer l'attention de la communauté internationale sur cette problématique.

sous l'égide du Groupe de travail sur la protection des droits de l'Équipe spéciale de la lutte contre le terrorisme.

- ▶ Dispensé des conseils juridiques sur différentes questions, telles que l'autorité des Nations Unies et les privilèges et immunités du personnel du Haut-Commissariat et des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales, au HCDH et aux composantes droits de l'homme des missions de maintien de la paix.
- ▶ Accru son engagement auprès du personnel compétent de la Cour pénale internationale, notamment en ce qui concerne la détention, la protection des témoins et les poursuites.
- ▶ Organisé des réunions d'experts sur la protection des témoins et les commissions nationales d'enquête, et aidé l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à élaborer une loi type et un accord type sur la protection des témoins. Le HCDH a également prêté son concours technique au Gouvernement argentin pour organiser une conférence internationale sur ce sujet en octobre 2008.



Résultats

- ▶ En Argentine, des juges ont approfondi leurs connaissances et ont pu se faire part de leurs expériences respectives sur la protection des témoins et l'application des normes internationales en matière de droits de l'homme, grâce à des réseaux consacrés à ces sujets, créés à titre expérimental sur le web.
- ▶ Le personnel des Nations Unies et les intervenants nationaux connaissent mieux les normes internationales et les bonnes pratiques relatives aux processus de justice transitionnelle, grâce aux nouveaux instruments sur la justice transitionnelle et aux formations sur leur utilisation dans les États qui sortent d'un conflit.
- ▶ Les documents d'orientation sur les normes internationales relatives à la protection des témoins ont été améliorés.
- ▶ Les accords utilisés par le HCDH pour ouvrir des bureaux nationaux et des bureaux régionaux ont gagné en cohérence, depuis l'élaboration d'accords types.

Défis et enseignements

- ▶ Les travaux entrepris en 2008 ont mis en évidence la nécessité d'insister sur l'indivisibilité, l'indissociabilité et l'interdépendance des droits de l'homme, notamment des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, en particulier pour encourager une prise en compte adéquate des droits de l'homme lors de l'élaboration des programmes au sein du système des Nations Unies.
- ▶ En raison de la forte rotation du personnel de terrain, en particulier dans les opérations de maintien de la paix, il importe de déployer des efforts pour diffuser et mieux faire connaître les normes internationales en matière de droits de l'homme et les documents d'orientation sur la justice transitionnelle, pour faciliter leur application et assurer une politique uniforme dans ce domaine.

Lutte contre la discrimination

La lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, ainsi que l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, figurent au nombre des priorités du HCDH. Le Groupe de la lutte contre la discrimination offre son appui, sur des questions de fond et d'organisation, aux mécanismes créés au titre du suivi de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, ainsi qu'au processus de préparation de la Conférence d'examen de Durban. Le groupe est également chargé de veiller à ce que les efforts pour

combattre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée s'étendent à toutes les entités du système des Nations Unies.

Activités

Le groupe a :

- ▶ Assuré des services à l'occasion des sessions annuelles des mécanismes créés pour donner suite à la Déclaration et au Programme d'action de Durban, notamment le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine et le Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.
- ▶ Offert un appui sur des questions de fond et d'organisation au Comité spécial chargé par le Conseil des droits de l'homme d'élaborer des normes complémentaires, et préparé des rapports sur des questions relatives au racisme, à la discrimination raciale, à la xénophobie et à l'intolérance qui y est associée, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil et de l'Assemblée générale.
- ▶ Dans le cadre des préparatifs de la Conférence d'examen de Durban, fixée au mois d'avril 2009, le HCDH a prêté son concours au comité préparatoire de la Conférence et à son bureau, au Groupe de travail intergouvernemental intersessions, à composition non limitée, et au groupe de travail informel des « amis de la présidence », et il a assuré différents services pour les réunions préparatoires régionales qui ont été organisées à Brasilia (Brésil) et à Abuja (Nigéria). Le Haut-Commissariat a également offert un appui pour faciliter les négociations, officielles ou informelles, au sujet du projet de document final de la Conférence.
- ▶ Afin de célébrer la journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le HCDH a organisé un débat de haut niveau sur le thème « La dignité et la justice, pierres angulaires de la lutte contre la discrimination raciale ».
- ▶ Entrepris des recherches et rédigé des principes directeurs sur les législations nationales relatives au racisme, à la discrimination raciale, à la xénophobie et à l'intolérance qui y est associée.

Résultats

- ▶ Le public a été sensibilisé au processus de préparation de la Conférence d'examen de Durban et en a mieux saisi les enjeux.
- ▶ Le HCDH a organisé et appuyé les réunions visant à préparer la Conférence d'examen.
- ▶ Le HCDH s'est acquitté de ses obligations vis-à-vis du Conseil des droits de l'homme et de l'Assemblée générale, concernant la préparation et la présentation de rapports.



Participante à la septième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones.

Défis et enseignements

- ▶ Les préparatifs de la Conférence d'examen de Durban ont considérablement accru la charge de travail du Groupe chargé de la lutte contre la discrimination et l'ont empêché de mener à terme un certain nombre de projets de coopération technique sur des questions connexes.

Peuples autochtones et minorités

Les peuples autochtones et les minorités sont fréquemment victimes de discriminations et font partie des catégories sociales les plus défavorisées dans bon nombre de pays. Au sein du HCDH, le Groupe chargé des peuples autochtones et des minorités s'emploie à améliorer la protection de leurs droits à l'échelon

international et national par différentes stratégies, consistant notamment à renforcer les lois, les politiques et les pratiques et à promouvoir la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, la Déclaration sur les minorités et d'autres normes essentielles.

Activités

Le groupe a :

- ▶ Organisé la réunion inaugurale du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, coordonné les activités du Groupe interorganisations sur les minorités et joué un rôle actif au sein du Groupe d'appui interorganisations sur les questions autochtones.
- ▶ Prodigué une aide technique dans un certain nombre de pays et de régions, dispensant notamment une formation à des parlementaires en République du Congo afin de faciliter le vote d'une loi sur les peuples autochtones.
- ▶ Lancé un projet régional sur la promotion des droits des personnes d'ascendance africaine en Bolivie, en Équateur et au Pérou, et coopéré avec des organes régionaux, dont la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et le Conseil de l'Europe.
- ▶ Œuvré à la promotion de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones et des principes directeurs du Groupe des Nations Unies pour le développement, contribué au guide de référence sur les minorités et le développement du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et au projet du PNUD et de l'Union interparlementaire, « Promouvoir des parlements inclusifs ».
- ▶ Organisé des consultations afin d'obtenir les informations nécessaires à l'élaboration de nouvelles directives, notamment sur les peuples autochtones qui vivent volontairement dans l'isolement, sur les peuples autochtones et les industries extractives et sur les activités de maintien de l'ordre dans les sociétés multiculturelles.
- ▶ Produit une gamme de supports d'information, dont des bulletins sur les peuples indigènes et les minorités publiés à intervalles réguliers, une brochure et une affiche relatives à la Déclaration sur les droits des peuples autochtones, et des directives sur l'élaboration de stratégies d'engagement auprès des pays, axées sur les minorités.
- ▶ Mis en place cinq programmes de bourses (programmes pour les autochtones en anglais, en espagnol et en russe, programmes pour les minorités en anglais et en arabe) prévoyant dix mois de formation, en partenariat avec des universités situées en Espagne (Bilbao) et en Fédération de Russie (Moscou), et en étroite coopération avec diverses institutions, dont l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, l'Organisation internationale du travail (OIT),

l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le PNUD.

Résultats

- ▶ Les efforts déployés par le HCDH pour mettre en place et appuyer le nouveau Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones ont ouvert une nouvelle voie pour traiter les problèmes des peuples indigènes en matière de droits de l'homme.
- ▶ La Déclaration sur les droits des peuples autochtones joue désormais un rôle central dans la promotion de leurs droits et est de plus en plus utilisée comme une référence normative au niveau international, régional et local.
- ▶ L'engagement auprès des gouvernements et des parlements nationaux sur les questions autochtones a abouti à des améliorations concrètes dans les lois et politiques relatives aux peuples autochtones et aux minorités ; par exemple, en République du Congo, un projet de loi sur les peuples autochtones a été perfectionné et en Amérique latine, une attention accrue est accordée aux préoccupations des personnes d'ascendance africaine.

Bourses pour les autochtones et les minorités

Les programmes de bourses pour les autochtones et les minorités réunissent des experts autochtones et des individus membres de minorités nationales, ethniques, religieuses ou linguistiques et leur fournissent des informations sur le système et les mécanismes des Nations Unies qui s'occupent des droits de l'homme en général, et plus spécifiquement des droits des minorités et des peuples autochtones. Les évaluations des programmes réalisées à ce jour montrent que les formations permettent non seulement aux boursiers d'améliorer leur connaissance des droits des peuples autochtones et des minorités, mais leur donnent confiance en eux-mêmes et les incitent à assumer des responsabilités au sein de leurs organisations et de leurs communautés. Ainsi, en 2008, un ex-boursier autochtone a été élu au Parlement sâme de Finlande. Les boursiers sont invités à promouvoir et à protéger les droits de leur communauté après leur retour dans leur pays, en utilisant les mécanismes de défense des droits de l'homme, en particulier les procédures spéciales. Nombre d'entre eux dirigent également des activités de formation, transmettant les connaissances qu'ils ont acquises. En octobre 2008, un boursier appartenant à la minorité biharie du Bangladesh a formé 15 membres de sa communauté, qui vivaient dans six camps différents. Grâce à cette formation, les étudiants ont pris conscience de leurs droits et des activités de formation supplémentaires ont été demandées.



Membres d'une association qui milite pour les droits des femmes dans la région du Bundelkhand, en Inde.

- ▶ Les questions relatives aux peuples autochtones et aux minorités sont intégrées de manière plus systématique dans les travaux des institutions onusiennes et dans l'exécution des programmes des Nations Unies dans divers pays et régions.
- ▶ Les questions relatives aux peuples autochtones et aux minorités sont plus systématiquement prises en compte dans les travaux des organes de suivi des traités et des mécanismes des procédures spéciales, suite aux efforts de sensibilisation menés auprès des ONG et d'autres intervenants clés.
- ▶ Vingt-neuf boursiers (15 hommes et 14 femmes) issus de populations autochtones et minoritaires, récemment formés, sont aujourd'hui en mesure d'utiliser les mécanismes de défense des droits de l'homme, au bénéfice de leur communauté, et de diriger des activités de formation locales dans les 20 pays qu'ils représentent.

Défis et enseignements

- ▶ Le Groupe devra coopérer étroitement avec les bureaux extérieurs pour répondre à la demande croissante d'assistance ciblée pour les questions touchant aux peuples autochtones et aux minorités et pour mieux faire connaître la Déclaration sur les droits des peuples autochtones et d'autres documents essentiels.
- ▶ Certains événements récents, comme la mise en place du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones et du Forum sur les questions minoritaires, rendent une étroite coopération entre

les organes des Nations Unies compétents encore plus nécessaire pour assurer un impact maximal à l'action de l'ONU dans ce domaine.

Droits des femmes et égalité des sexes

Que ce soit en temps de paix ou pendant les conflits, les atteintes aux droits fondamentaux motivées par des inégalités profondes et tenaces entre les sexes et par la discrimination généralisée à l'égard des femmes sont une constante. Créé à la fin de l'année 2006, le Groupe des droits fondamentaux des femmes et de l'égalité des sexes cherche à traiter toute une série de problèmes en rapport avec les droits des femmes, en accordant une importance particulière à l'intégration de la dimension sexo-spécifique et à la prise en compte systématique des droits des femmes dans les programmes et les activités de planification du HCDH et des autres composantes du système des Nations Unies.

Activités

Le groupe a :

- ▶ Achevé et publié deux analyses juridiques sur les poursuites contre les personnes s'étant rendues coupables de violences sexuelles pendant ou après un conflit et sur l'utilisation, à titre temporaire, de mesures spéciales relatives aux droits économiques et sociaux, en vue de garantir l'accès des femmes

violées à la justice dans les pays qui sortent d'un conflit. Les études peuvent être consultées sur le site web du HCDH.

- Lancé une nouvelle étude sur les lois discriminatoires, afin d'aider les gouvernements à définir les mécanismes qui permettraient d'éliminer la discrimination *de jure* à l'égard des femmes.
- En collaboration avec des intervenants gouvernementaux et non gouvernementaux, le Groupe a organisé des tables rondes au sein du Conseil des droits de l'homme et y a participé ; ces débats étaient consacrés à la violence à l'égard des femmes, à la mortalité maternelle en tant qu'atteinte aux droits fondamentaux et à l'intégration d'une dimension sexospécifique dans les travaux du Conseil.
- Appuyé le personnel du HCDH présent sur le terrain dans son action de défense des droits des femmes ; le Groupe a notamment aidé le bureau du HCDH en Colombie à finaliser une stratégie sexospécifique, dispensé une formation de suivi à des défenseurs des droits de l'homme palestiniens pour faciliter l'élaboration d'une stratégie de lutte contre les crimes d'honneur et assuré des formations sur la violence sexiste au Soudan, dans le territoire palestinien occupé, ainsi qu'à l'intention d'ONG irakiennes et de juges originaires des Émirats arabes unis.
- Afin d'améliorer l'intégration des questions liées à l'égalité hommes-femmes au sein du HCDH, le Groupe a formé un Groupe de référence de haut niveau, chargé de suivre et de guider l'évaluation

qui doit être réalisée dans l'ensemble du Haut-Commissariat en 2009, organisé des permanences hebdomadaires sur ces questions et approuvé la création d'une Équipe spéciale pour les droits des femmes et l'égalité des sexes, qui entamera ses travaux en 2009.

- Commandé des analyses juridiques des lois internationales, régionales et nationales sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre ; ces études serviront de point de départ à l'élaboration de normes et de politiques en 2009.
- Participé à un certain nombre de réunions internationales sur les droits des femmes et les questions d'égalité entre les sexes, dont : la 43^e session de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et le Forum des ONG qui y est associé (Swaziland), le VI^e Forum pour le développement de l'Afrique (Addis-Abeba), centré sur l'autonomisation des femmes et la lutte contre la violence, la réunion annuelle de planification stratégique d'Amnesty International, consacrée à la dernière phase de sa campagne pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, et le Forum UE-ONG sur l'application des nouvelles directives communautaires relatives à la violence contre les femmes et à l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, organisé sous la présidence française de l'Union européenne. Le HCDH a également continué à participer activement à la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit.

« Des membres à part entière et égaux de la famille humaine »

« Les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, transsexuels sont des membres à part entière et égaux de la famille humaine et ont le droit d'être traités comme tels », a déclaré la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Mme Navanethem Pillay, à l'occasion d'un débat de haut niveau sur les droits de l'homme, l'orientation sexuelle et l'identité de genre qui s'est déroulé le 18 décembre 2008 au siège de l'ONU à New York.

« Aucun être humain ne devrait être privé de ses droits fondamentaux à cause de son orientation sexuelle ou de son identité de genre. Aucun être humain ne devrait être victime de discriminations, de violences, de sanctions pénales ou d'abus à cause de son orientation sexuelle ou de son identité de genre.

Certes, le législateur ne peut, d'un trait de plume, effacer des décennies de préjugés et d'intolérance, mais nous devons impulser le changement. La tâche qui nous incombe, et le défi que nous devons relever, c'est de dépasser le débat qui vise à déterminer si tous les êtres humains ont des droits – car toutes ces questions ont été enterrées il y a bien longtemps par la Déclaration universelle – et de nous attacher plutôt à assurer le climat propice à leur exercice », a observé la Haut-Commissaire.



En Californie, des manifestantes appellent à la suppression des discriminations fondées sur l'orientation sexuelle.

Résultats

- Les prises de position juridiques du HCDH, relatives à divers aspects de l'accès des victimes de violences sexuelles à la justice, ont jeté les bases nécessaires à la protection des droits des femmes pendant et après les conflits ; elles permettront également de promouvoir et d'élaborer d'autres instruments, principes directeurs et ressources pédagogiques dans ce domaine.
- La collaboration directe avec les procédures spéciales, notamment en ce qui concerne les violences à l'encontre des femmes et la torture, a débouché sur des interventions stratégiques visant à promouvoir les droits des femmes et amélioré la compréhension de la relation entre les conditions de logement et la violence conjugale.
- Suite au travail accompli par le groupe pour attirer l'attention sur le caractère discriminatoire de

certaines lois – débats, séances d'information, analyses et suivi auprès des États membres, entre autres – une résolution sur ce sujet a été proposée au sein du Conseil des droits de l'homme.

Défis et enseignement

- Des activités de renforcement des capacités, associées à de nouvelles analyses juridiques, à des recherches et à l'élaboration de ressources pédagogiques dans les domaines prioritaires seront nécessaires si l'on veut susciter des changements significatifs dans le domaine de l'égalité des sexes et des droits des femmes. Les divergences d'interprétation quant à l'intégration et à la prise en compte systématique des questions d'égalité entre les sexes ont également suscité des difficultés.

Le programme mondial Action 2 : Unis dans l'action en faveur des droits de l'homme

Le programme mondial Action 2, lancé en 2004 pour une durée de trois ans et prolongé d'un an en 2007, s'est conclu en décembre 2008. Le programme a été conçu comme une initiative interorganisations destinée à renforcer la capacité des équipes de pays à intégrer des approches fondées sur les droits de l'homme dans leurs activités, et à aider les gouvernements et la société civile à édifier des systèmes nationaux de protection des droits de l'homme. Un petit secrétariat, situé dans les locaux du HCDH à New York, a appuyé le programme et son Équipe spéciale interorganisations, présidée par le Haut-Commissariat, en étroite collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement, qui a assuré la fonction d'agent administratif, et avec le concours d'un Groupe de référence pour l'ensemble du système. Au total, le Programme Action 2 a déboursé plus de neuf millions de dollars E.-U., provenant des contributions de la Belgique, de la Finlande, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Suède.

Plus de 60 équipes de pays ont bénéficié de l'appui direct du programme, par exemple sous forme de services consultatifs, de mises de fonds initiales destinées au renforcement des capacités et à la programmation commune, ainsi que de ressources pédagogiques et de formations (Afghanistan, Brésil, Cameroun, Cap-Vert, Colombie,

Indonésie, Kirghizistan, République de Moldova, Rwanda, Sri Lanka, Tanzanie, Uruguay), et moyennant le déploiement de spécialistes des droits de l'homme (Indonésie, Kirghizistan, Maldives, République de Moldova, Nicaragua, Niger, Papouasie-Nouvelle Guinée et Rwanda). Une série de supports pédagogiques communs relatifs à l'approche fondée sur les droits de l'homme ont été élaborés en vue d'une diffusion dans l'ensemble du système des Nations Unies et plus d'un millier de membres du personnel ont bénéficié d'une formation. Le programme Action 2 a également produit un certain nombre de notes d'orientation sur des questions clés, telles que les systèmes de protection nationaux, l'interaction avec les organes de suivi des traités et les procédures spéciales, et formulé des suggestions sur le mandat des groupes chargés de thèmes spécifiques en matière de droits de l'homme, afin d'améliorer la coordination à l'intérieur des pays. Les bilans et commentaires des organisations et/ou des équipes de pays des Nations Unies indiquent que le programme s'est avéré utile pour répondre aux besoins dans les pays. On y dénote également une appréciation très positive du rôle de direction assumé par le HCDH, ainsi qu'un sentiment de satisfaction quant à l'esprit de coopération interorganisations qu'il a encouragé.

Le HCDH a œuvré à l'intégration des droits de l'homme avec le concours de

différents partenaires institutionnels, les principaux étant le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Bureau de la coordination des activités de développement, le Département des affaires économiques et sociales, le Département de l'information, le Département des opérations de maintien de la paix, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation internationale du travail, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la santé, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'École des cadres du système des Nations Unies.

La phase d'exécution se terminant en décembre 2008, la période comprise entre le 1^{er} et le 31 mars sera consacrée à la finalisation des activités, à l'évaluation et à l'établissement des rapports finaux. Dans le même temps, un nouveau processus interorganisations s'attachera à définir les prochaines étapes – en cherchant à déterminer comment les résultats positifs et les enseignements d'Action 2 peuvent être encore renforcés par la collaboration, l'appui incessant à l'intégration des droits de l'homme et la cohérence à l'échelle du système.



Le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, avec des participants du Forum économique mondial à Davos en 2008.

- Le groupe devra s'acquitter d'une tâche supplémentaire, consistant à diriger et coordonner la mise en œuvre des recommandations formulées à l'issue de l'évaluation des questions de parité hommes-femmes qui sera réalisée dans l'ensemble du Haut-Commissariat en 2009.

Objectifs du Millénaire pour le développement et droit au développement

Dans son Plan d'action de 2005, la Haut-Commissaire s'engageait à resserrer la collaboration du HCDH avec les autres entités du système des Nations Unies et les partenaires nationaux afin d'intégrer les droits de l'homme dans toute la gamme des activités de développement, y compris dans le domaine des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), de la réduction de la pauvreté et de la lutte contre le VIH/sida.

Activités

Intégration des droits de l'homme

Le HCDH a :

- Appuyé l'intégration des droits de l'homme au sein du système des Nations Unies, en s'attachant tout particulièrement à renforcer l'appui aux coordonnateurs résidents, pour leur permettre de promouvoir plus aisément les droits de l'homme en tant que valeur commune à toutes les entités du système, et à coordonner les activités d'intégration au sein des équipes de pays. Le HCDH a contribué à des programmes d'initiation et d'orientation, ainsi qu'à d'autres formations destinées aux coordonnateurs résidents, et dispensé des orientations politiques et des formations sur l'intégration des droits de l'homme et l'application d'une approche fondée sur les droits de l'homme au personnel des équipes des Nations Unies opérant en Équateur, en Iran, au Libéria, en République de Moldova et en Serbie.
- Entrepris des activités afin de consolider les liens et de garantir une plus grande cohérence opérationnelle

entre l'approche fondée sur les droits de l'homme et d'autres principes essentiels guidant la programmation des Nations Unies, à savoir l'égalité des sexes, le respect de l'environnement, le renforcement des capacités et la gestion axée sur les résultats. En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), des modules didactiques sur les approches fondées sur les droits de l'homme et la viabilité écologique ont été élaborés pour compléter le dossier de formation commun et intégrés aux programmes de formation exécutés par le PNUE dans différentes régions.

- Présidé le troisième atelier interorganisations sur l'application de l'approche fondée sur les droits de l'homme, qui a fait le point sur les progrès accomplis dans l'intégration des droits de l'homme au sein du système des Nations Unies et recueilli des idées concernant le suivi, afin de renforcer la collaboration interinstitutions et d'appuyer les efforts d'intégration au niveau des pays.
- Contribué aux travaux du Groupe des Nations Unies pour le développement et du Réseau sur la gouvernance du Comité d'aide au développement (OCDE) lors de la préparation du troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui vise à faire en sorte que les politiques d'aide et de développement des donateurs respectent les engagements internationaux pris par ces derniers dans le domaine des droits de l'homme.

Droits de l'homme et réduction de la pauvreté

Le HDCH a :

- Appuyé des initiatives prises à l'échelon du pays au Libéria afin d'appliquer une approche fondée sur les droits de l'homme à la stratégie nationale de réduction de la pauvreté et aux politiques nationales, et assurer qu'une dimension droits de l'homme soit intégrée dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.
- Finalisé des publications dont la rédaction avait été entamée en 2007, à savoir « Revendiquer les OMD : une approche fondée sur les droits de l'homme », un guide pratique destiné aux décideurs et aux praticiens, qui vise à renforcer la prise en compte

des droits de l'homme dans les politiques axés sur les OMD et la programmation des Nations Unies ; une série de directives sur les droits de l'homme, la santé et les stratégies de réduction de la pauvreté, conjointement élaborées par le HCDH et l'OMS pour aider décideurs et praticiens à intégrer les droits de l'homme dans l'action menée dans le secteur de la santé et dans les stratégies nationales de réduction de la pauvreté ; et une brochure intitulée « Les droits de l'homme et les objectifs du Millénaire pour le développement ».

- ▶ Lancé, en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Université d'Oslo, l'initiative « Dialogues pour l'action : droits de l'homme et OMD », qui a organisé deux ateliers régionaux, le premier à Johannesburg en partenariat avec la Commission sud-africaine des droits de l'homme, et le second à Bangkok, en coopération avec la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique. Ces deux manifestations ont réuni des intervenants provenant de 14 pays pour définir des approches fondées sur les droits de l'homme applicables à des stratégies nationales de développement axées sur les OMD et déterminer les possibilités de suivi à l'échelon des pays en 2009.
- ▶ Organisé une série de consultations avec des États membres, des représentants de la société civile et des organes internationaux de défense des droits de l'homme sur le projet de principes directeurs pour « L'application des normes et critères relatifs aux droits de l'homme dans le contexte de la lutte contre l'extrême pauvreté » conformément à la résolution 7/27, adoptée en mars 2008 par le Conseil des droits de l'homme.
- ▶ Assuré des services d'organisation et d'aide technique lors de la première session du Forum social, qui se réunit à Genève depuis qu'il est devenu un mécanisme du Conseil des droits de l'homme.

Droit au développement

Le HCDH a :

- ▶ Prêté son concours à l'Équipe spéciale de haut niveau sur la mise en œuvre du droit au développement et au Groupe de travail sur le droit au développement.
- ▶ Organisé un atelier et un débat à caractère international avec des représentants de la société civile afin de discuter du financement du développement, envisagé sous l'angle des droits de l'homme et plus spécifiquement du droit au développement, recueillant ainsi des contributions utiles pour le processus de préparation de la Conférence de Doha, consacrée à l'examen du financement du développement.
- ▶ Fourni des contributions relatives aux droits de l'homme à un processus préparatoire qui a impliqué

l'ensemble des Nations Unies et a abouti au Forum de haut niveau organisé à Accra en septembre 2008 pour faire le point sur l'application de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et entrepris un projet conjoint avec l'UNICEF et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) en vue de réaliser une étude sur l'efficacité de l'aide, les droits fondamentaux et l'égalité des sexes.

- ▶ Co-organisé, et participé à, des tables rondes sur les droits de l'homme, le commerce et les problèmes en rapport avec les échanges internationaux, en attirant l'attention sur les liens qui existent entre ces questions, en vue de préparer une publication sur le commerce et les droits de l'homme.
- ▶ Offert un appui technique et administratif à l'Expert indépendant sur la solidarité internationale, en accordant une attention particulière à la coopération internationale en tant qu'élément essentiel du droit à la solidarité.

Intégrer les droits de l'homme dans le financement des programmes de développement

Fonder le développement sur les normes et les principes relatifs aux droits de l'homme, c'est veiller à ce que les politiques et les programmes de développement tiennent compte équitablement du point de vue et des besoins des populations locales et orientent la plus grande partie de l'aide sur les secteurs les plus défavorisés de la société, selon un atelier consacré à « L'Intégration des droits de l'homme dans le financement du développement ». L'atelier, conjointement organisé par le HCDH et des groupes de la société civile en septembre 2008, a réuni des experts et des défenseurs des droits de l'homme provenant de différentes régions pour examiner un certain nombre de domaines thématiques traités par le Consensus de Monterrey sous l'angle des droits de l'homme. Le Consensus adopté à Monterrey (Mexique) en 2002 vise à « faire disparaître la pauvreté, à relancer une croissance économique soutenue et à promouvoir le développement durable à mesure que nous avançons dans l'instauration d'un système économique mondial vraiment sans exclusive et équitable ».

VIH/sida et droits de l'homme

Le HDCH a :

- ▶ Dispensé aux opérations du HCDH sur le terrain et à ses partenaires des Nations Unies des conseils d'expert sur les mesures de lutte contre le VIH fondées sur les droits, notamment des conseils techniques au niveau des pays sur l'intégration des normes en matière de droits de l'homme dans la législation relative au VIH.
- ▶ Informé les organes de suivi des traités, les détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales et le Conseil des droits de l'homme de l'évolution de la situation, de sorte que ces organes

Lever les restrictions aux voyages liées au VIH

La Cellule internationale de réflexion sur les restrictions aux voyages liées au VIH, composée de représentants des gouvernements, des Nations Unies, d'autres organisations intergouvernementales et d'entités de la société civile, s'est réunie à Genève en avril afin d'élaborer une stratégie pour encourager la levée des restrictions qui limitent les déplacements des personnes séropositives à travers le monde. La cellule a fait valoir que ces restrictions posaient de graves problèmes en matière de droits de l'homme, notamment parce qu'elles portaient atteinte aux principes de l'égalité et de la non-discrimination, de la liberté de mouvement et du droit à la vie privée. La cellule a résolu de se réunir régulièrement pendant six mois afin d'élaborer des recommandations sur l'élimination des restrictions aux voyages liées au VIH.

de défense des droits de l'homme ont adopté des recommandations traitant spécifiquement du VIH.

- ▶ Appelé à réserver une place centrale à la protection des droits de l'homme dans l'intervention contre le sida, notamment lors de la Réunion de haut niveau sur le sida, de la Conférence internationale sur le sida et de la Conférence internationale sur le sida et les infections sexuellement transmissibles en Afrique.
- ▶ Contribué aux travaux de la Cellule internationale de réflexion sur les restrictions aux voyages liées au VIH, qui a élaboré des recommandations visant à supprimer les restrictions à la liberté de circulation des personnes vivant avec le VIH. Une soixantaine de pays appliquent des restrictions de cette nature.
- ▶ Fourni des subventions pour constituer une base de données sur les atteintes aux droits fondamentaux des personnes vivant avec le VIH et pour renforcer la capacité de la Commission rwandaise des droits de l'homme à intégrer les questions relatives au VIH dans ses travaux.



Jeunes Indiennes lors d'une manifestation organisée à New Delhi à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la traite des enfants.

Traite des êtres humains

Le HCDH a :

- ▶ Continué à élaborer et à promouvoir une approche fondée sur les droits de l'homme dans tous les aspects de la lutte contre la traite, notamment en préparant des directives et en créant des guides pratiques relatifs à l'intégration des droits dans la lutte contre la traite des êtres humains.
- ▶ Renforcé ses partenariats avec d'autres institutions onusiennes et des organisations intergouvernementales, y compris dans le cadre de l'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains, et participé à des consultations sur des projets communs de renforcement des capacités au niveau national.
- ▶ Participé au troisième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents, qui s'est tenu au Brésil en novembre 2008, et organisé un atelier sur les droits de l'homme et la lutte contre la traite des enfants, dans lequel le Rapporteur spécial sur la traite des êtres humains, le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, le Président du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, diverses entités des Nations Unies et des représentants de la société civile ont joué un rôle clé.
- ▶ Appuyé un projet de recherche sur les vulnérabilités sexospécifiques, la traite et les droits fondamentaux

dans l'ouest du Népal, exécuté par le Bureau du Rapporteur national de la Commission népalaise des droits de l'homme.

Indicateurs relatifs aux droits de l'homme

- ▶ Le HCDH a créé des exemples supplémentaires d'indicateurs pour un certain nombre de droits de l'homme – droits civils et politiques et droits économiques, sociaux et culturels – en appliquant le cadre conceptuel et méthodologique sur l'utilisation des indicateurs afin de promouvoir et de surveiller la mise en œuvre des traités relatifs aux droits de l'homme (cf. HRI/MC/2008/3)
- ▶ Des ateliers et des consultations sur les indicateurs relatifs aux droits de l'homme ont été organisés à l'intention de divers acteurs intervenant au niveau des pays, notamment des institutions nationales des droits de l'homme, des organismes gouvernementaux chargés de l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités, des instituts de statistiques, des ONG et des équipes de pays des Nations Unies.
- ▶ Le cadre de définition des indicateurs, élaboré par le HCDH en consultation avec des intervenants clés, a été validé lors de la septième réunion intercomités des organes de suivi des traités, en juin 2008 (HRI/MC/2008/3).

Initiatives relatives à la bonne gouvernance et à la lutte contre la corruption

- ▶ Co-organisé, en coopération avec le PNUD et la société civile, un atelier sur la corruption et les droits de l'homme lors de la 13^e Conférence internationale contre la corruption qui s'est tenue à Athènes en 2008. L'atelier a attiré l'attention sur les effets de la corruption, en termes de droits de l'homme, et sur la valeur ajoutée d'une stratégie anti-corruption fondée sur les droits.

Résultats

- ▶ Suite aux efforts concertés du HCDH, le Comité des politiques du Secrétariat général a adopté une décision historique sur les droits de l'homme et le développement à un moment crucial de l'année 2008, imprimant un nouvel élan aux engagements du système des Nations Unies en faveur des droits de l'homme et clarifiant le rôle central des droits de l'homme, aussi bien dans les programmes de développement que dans le dispositif des coordonnateurs résidents.
- ▶ Le HCDH a fourni un appui aux pays, ainsi que des publications et des analyses thématiques de qualité sur différents sujets – OMD, pauvreté, VIH/sida et droits de l'homme –, répondant ainsi à de nombreuses demandes émanant du personnel de terrain et d'autres partenaires clés. Parmi les

réalisations notables, citons le renforcement des partenariats avec l'UNICEF, la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, le Programme des Nations Unies pour le développement et divers acteurs de la société civile, forgés dans le cadre de l'initiative « Dialogues pour l'action : les OMD et les droits de l'homme ».

- ▶ Le programme mondial Action 2 a été mené à terme ; cette initiative interorganisations avait été lancée en 2004 pour aider les équipes de pays des Nations Unies à intégrer une approche fondée sur les droits dans leurs travaux et pour améliorer les systèmes nationaux de protection des droits de l'homme.
- ▶ Le kit pédagogique commun, utilisé par plusieurs institutions onusiennes, s'est enrichi de modules supplémentaires, ce qui a contribué à doter le système des Nations Unies de capacités plus solides pour appliquer une approche fondée sur les droits de l'homme dans les programmes de développement et de lutte contre le VIH/sida.
- ▶ Du fait de la participation du HCDH, le programme d'action d'Accra, approuvé en septembre 2008, a exprimé une volonté politique sans précédent et largement partagée de veiller à ce que les politiques d'aide respectent les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Droits et objectifs

En 2008, le HCDH a publié un ouvrage intitulé *Revendiquer les objectifs du Millénaire pour le développement : une approche fondée sur les droits de l'homme*. L'objectif de cette nouvelle publication est de montrer que l'application des normes et pratiques relatives aux droits de l'homme peut aider à combler de graves lacunes dans les activités axées sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Elle énonce, entre autres, l'idée suivante : une approche du développement fondée sur les droits considère les gens comme des *acteurs* qui revendiquent leurs droits, et non comme des *bénéficiaires passifs* des organisations caritatives ou des services de l'État.

Défis et enseignements

- ▶ Il est nécessaire de poursuivre les efforts pour soutenir le rôle d'impulsion des équipes de pays des Nations Unies, notamment en dispensant des formations et des conseils ciblés aux hauts fonctionnaires pour leur permettre de promouvoir avec plus d'efficacité le renforcement des capacités nationales de défense des droits de l'homme.
- ▶ Il est indispensable de renforcer les partenariats au sein du système des Nations Unies pour produire des résultats tangibles dans ce domaine d'intervention ; cependant, il s'agit d'un travail de



Un bénévole d'une association discute avec des femmes qui ont trouvé un abri au gymnase Saint-Merri, à Paris.

longue haleine, dont les effets ne sont visibles qu'à long terme.

- Le cadre pour les indicateurs relatifs aux droits de l'homme doit être rendu accessible à un groupe plus large d'utilisateurs au niveau des pays, au moyen de supports et d'outils didactiques. Ces supports et outils feront l'objet d'une diffusion plus ample en 2009.

Questions économiques et sociales

Le Groupe des droits de l'homme et des questions économiques et sociales fournit des orientations politiques et des conseils au Haut-Commissariat et à ses présences sur le terrain et coopère avec le système des Nations Unies ainsi qu'avec d'autres partenaires à la réalisation des droits dans les domaines suivants : droits économiques, sociaux et culturels, droits de l'homme et handicap, droits de l'homme et monde des affaires, changements climatiques et migrations.

Activités

Droits économiques, sociaux et culturels

Le groupe a :

- Appuyé les activités du Groupe de travail chargé d'élaborer un protocole facultatif au Pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels, notamment des consultations officielles et une consultation régionale en Égypte.
- Achevé plusieurs supports de renforcement des capacités sur les droits économiques, sociaux et

culturels, dont un document répondant à des questions fréquemment posées dans ce domaine, un manuel de formation, une « boîte à outils » incluse dans un CD-ROM, une note d'orientation sur les droits de l'homme dans le contexte de la crise alimentaire mondiale et des fiches d'information sur le droit à la santé.

- Animé un atelier pilote sur les droits économiques, sociaux et culturels à l'intention de 35 spécialistes des droits de l'homme en poste sur le terrain au Libéria et mené une mission d'évaluation technique en Haïti et au Népal.
- Rédigé des déclarations politiques pour la Haut-Commissaire et la Haut-Commissaire adjointe ; ces déclarations traitaient notamment de l'incidence de la crise alimentaire mondiale sur les droits de l'homme, du droit à la santé et du droit à l'accès à l'eau, ainsi que du droit à un logement convenable et à une protection contre les expulsions forcées,.
- Renforcé les partenariats institutionnels du HCDH avec l'ONU-Habitat, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et d'autres partenaires du système des Nations Unies intervenant dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels, notamment dans le cadre de programmes de travail communs.

Droits de l'homme et handicap

Le groupe a :

- Élaboré des documents d'information sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées et sur son Protocole facultatif, dont une étude thématique sur les principales mesures juridiques nécessaires à la ratification et à la mise en



Des adolescents handicapés jouent au football dans le cadre des activités destinées à commémorer la journée internationale de la paix au Libéria.

œuvre du texte, un « Questions-Réponses » sur la Convention et le Comité des droits des personnes handicapées, une publication sur la Convention et la lutte antimines, conjointement préparée avec le Service de la lutte antimines, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'UNICEF, et des supports de formation sur les droits des personnes handicapées à l'intention des acteurs intervenant dans ce domaine.

- ▶ Coprésidé le Groupe interorganisations d'appui à la Convention et dirigé l'élaboration d'un plan d'action stratégique pour la mise en œuvre du texte à l'intention du système des Nations Unies.
- ▶ Soutenu l'intégration des droits des personnes handicapées dans les travaux des détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales, en particulier pour les mandats sur la torture et le droit à l'éducation.
- ▶ Commandé des études spécialisées qui ont formulé des recommandations pour faciliter l'accès des personnes handicapées aux locaux du Haut-Commissariat.
- ▶ Favorisé une meilleure connaissance et une meilleure compréhension de la Convention en participant à de nombreuses conférences et réunions et en menant des missions d'assistance technique aux Maldives, ainsi qu'en Fédération de Russie.
- ▶ Assuré une formation sur la Convention, à l'intention de 35 spécialistes des droits de l'homme déployés sur le terrain et de 40 représentants d'organisations de la société civile défendant les droits des personnes handicapées au Libéria.

Droits de l'homme et entreprises

Le groupe a :

- ▶ Élaboré, ou contribué à, une série de publications sur les entreprises et les droits de l'homme, dont un guide intitulé « Human Rights Translated : A Business Reference Guide » (conjointement réalisé avec le Pacte mondial, l'International Business Leaders Forum et le Centre Castan pour les droits de l'homme de l'Université Monash), la version révisée d'un module de formation en ligne destiné aux entreprises, le tome III de la publication « *Embedding Human Rights in Business Practices* » et des chapitres sur ce sujet pour la version révisée du manuel du HCDH sur la surveillance en matière de droits de l'homme.
- ▶ Appuyé les travaux du Représentant spécial du Secrétaire Général chargé de la question des droits de l'homme et des entreprises transnationales, notamment l'élaboration d'un cadre analytique sur cette question fondé sur trois principes, entériné par le Conseil des droits de l'homme en juin 2008.
- ▶ Participé aux activités du Pacte global, conservant la responsabilité conjointe des services de secrétariat destinés au Groupe de travail sur les droits de l'homme.
- ▶ Organisé des formations pilotes sur les entreprises et les droits de l'homme à l'intention de 35 spécialistes des droits de l'homme en poste au Libéria et de 20 représentants d'associations locales en Afrique du Sud et conjointement animé un atelier d'experts sur les peuples autochtones et les industries extractives en Fédération de Russie.





Enfants déplacés puisant de l'eau au Soudan.

- Élaboré une stratégie d'engagement auprès des pays à l'intention de présences du HCDH sur le terrain afin de faciliter l'intégration de la problématique droits de l'homme-entreprises dans leur travail.

Changements climatiques et environnement

- À l'issue de consultations avec des partenaires clés du système des Nations Unies et des ONG compétentes, une étude thématique sur la relation entre changements climatiques et droits de l'homme a été élaborée, conformément à la résolution 7/23 du Conseil des droits de l'homme.
- La Haut-Commissaire, la Haut-Commissaire adjointe et le HCDH ont bénéficié d'orientations analytiques et politiques sur le traitement de la dimension droits de l'homme dans les changements climatiques.

Résultats

- Avec l'adoption par l'Assemblée générale du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, une étape significative a été franchie en décembre 2008 en direction de la reconnaissance de l'importance de ces droits et du renforcement de leur justiciabilité.
- L'élaboration de supports d'information et de formation sur des thèmes économiques et sociaux a favorisé une meilleure compréhension des droits économiques, sociaux et culturels, de la Convention sur les droits des personnes handicapées et de son

Protocole facultatif au sein du Haut-Commissariat, chez les partenaires nationaux et dans l'ensemble des Nations Unies.

- Grâce à l'assistance technique qui leur a été apportée en matière de droits économiques, sociaux et culturels, les présences du HCDH sur le terrain ont très nettement accru leur collaboration avec leurs homologues nationaux dans ce domaine. Citons, à titre d'exemple, la publication d'un rapport sur le droit à l'alimentation au Timor-Leste, la réalisation d'études sur le droit au logement et les expulsions forcées au Kirghizistan et au Kazakhstan, ainsi que sur le logement, les terres et la restitution des biens immobiliers et fonciers à l'issue d'un conflit en Ouganda du Nord.
- L'entrée en vigueur de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et de son Protocole facultatif en mai 2008 a sensiblement renforcé la protection de ces droits internationalement et au niveau national.
- Suite aux inspections destinées à vérifier l'accessibilité des locaux du HCDH, une équipe spéciale a été formée en interne et chargée de veiller au respect par le HCDH de la Convention relative aux droits des personnes handicapées en ce qui concerne l'accessibilité physique, l'informatique et les directives administratives et relatives au personnel, afin d'augmenter l'égalité des chances en matière d'emploi au HCDH.
- La stratégie d'engagement auprès des pays et la publication de documents sur la problématique

droits de l'homme-entreprises ont renforcé la capacité des bureaux extérieurs du HCDH en matière d'analyse et de surveillance des obligations et responsabilités dans ce domaine.

- Du fait de la participation du HCDH au Groupe de travail du Pacte mondial sur les droits de l'homme, il a été convenu de recenser les « bonnes pratiques » observées dans l'application des principes du Pacte relatif aux droits de l'homme, ce qui fournira de meilleures orientations aux entreprises participant à l'initiative.
- Les liens entre les changements climatiques et les droits de l'homme ont été clarifiés et l'on a attiré l'attention sur les conséquences des changements climatiques pour les droits de l'homme, en particulier au sein de l'ONU.

Le renforcement de la protection des droits économiques, sociaux et culturels

« L'établissement d'une procédure de communication au titre du Protocole international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, marquera véritablement un jalon dans l'histoire des droits de l'homme universels, signifiant avec force et sans équivoque que tous les droits ont la même valeur et la même importance et renvoyant aux oubliettes l'idée selon laquelle les recours juridiques et quasi-judiciaires ne sauraient s'appliquer à la protection des droits économiques, sociaux et culturels. »

Louise Arbour, ancienne Haut-Commissaire aux droits de l'homme,
31 mars 2008.

Le 10 décembre 2008, l'Assemblée générale adoptait le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Le Protocole permet, pour la première fois, à des individus de s'adresser à des instances internationales pour obtenir réparation en cas de violation de leurs droits économiques, sociaux et culturels, grâce à l'établissement d'une procédure de communication (dépôt de plaintes par des particuliers) et d'une procédure d'enquête. Le fait que le Protocole ait été officiellement adopté le 10 décembre 2008, c'est-à-dire lors de la journée internationale des droits de l'homme, et pendant la commémoration du sixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, est éminemment symbolique. Pendant de nombreuses années, le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels a été le seul grand traité de défense des droits de l'homme dépourvu de mécanisme de dépôt de plaintes. Le Protocole facultatif confirme que tous les droits de l'homme ont la même valeur et la même importance, comme le prévoyait initialement la Déclaration universelle, et remédie à une lacune fort ancienne du dispositif international de protection des droits de l'homme.

Défis et enseignements

- Si les efforts visant à favoriser la compréhension et la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels ont donné lieu à un certain nombre de progrès en la matière, l'on a toujours tendance, au niveau national et international, à considérer ces droits comme secondaires, de sorte qu'il n'existe pas de stratégie claire pour en assurer l'application et la surveillance. Il est toujours difficile d'obtenir un engagement systématique, de haut niveau, susceptible de produire des changements significatifs sur ces questions.

Méthodologie, éducation et formation

Si l'on veut faire progresser la protection et la promotion des droits de l'homme, il est indispensable de disposer d'outils de qualité, aptes à soutenir la mise en œuvre et la programmation, l'éducation et la formation dans ce domaine. Au sein du HCDH, le Groupe des méthodologies, de l'éducation et de la formation élabore des documents d'orientation et décrit les pratiques optimales afin d'aider le Haut-Commissariat et d'autres intervenants à mener leur action en faveur des droits de l'homme, tout en concevant et en assurant des formations. Le groupe se concentre sur l'évaluation et la planification, la surveillance et l'investigation, l'éducation et la formation dans le domaine des droits de l'homme, ainsi que sur la protection des droits de l'homme dans les opérations de paix. Il offre également un appui méthodologique général adapté à l'évolution des besoins et améliore la connaissance des droits grâce à son programme de publications et à une bibliothèque d'ouvrages de référence.

Activités

Évaluation et planification relatives aux droits de l'homme

Le groupe a :

- Appuyé l'essai sur le terrain des méthodologies précédemment mises au point pour faciliter le développement, dans l'ensemble du Haut-Commissariat, des stratégies d'engagement auprès des pays élaborées en 2007.
- Offert des conseils sur les plans nationaux d'action en faveur des droits de l'homme aux bureaux extérieurs du HCDH et aux gouvernements et élaboré une page de ressources électroniques pour faciliter le partage des connaissances.

- ▶ Participé aux travaux du Groupe interorganisations sur le système d'information et de formation des coordonnateurs humanitaires.

Surveillance et enquêtes relatives aux droits de l'homme

Le groupe a :

- ▶ Rédigé la version définitive d'un ouvrage sur la protection des victimes, des témoins, des sources et des autres personnes coopérant avec le HCDH dans le cadre du travail de surveillance et d'enquête du Haut-Commissariat, à paraître au premier trimestre 2009.
- ▶ Produit de nouveaux documents sur la « collecte d'informations à des fins d'analyse », « l'analyse en vue de l'action stratégique » et « l'utilisation de stratégies de visibilité » afin de faciliter la surveillance, l'établissement des faits et la protection dans le domaine des droits de l'homme.
- ▶ Participé, en coopération avec le Groupe de travail du module de protection des Nations Unies, à la rédaction, à l'essai sur le terrain et à la révision du manuel interorganisations pour la protection des déplacés internes.
- ▶ Réalisé des évaluations post-mission après le déploiement rapide de spécialistes des droits de l'homme au Kenya, en Bolivie, en Somalie, et à Beit Hanoun, dans le territoire palestinien occupé, dans le cadre d'un nouvel exercice destiné à recenser les enseignements et les meilleures pratiques et à améliorer ainsi l'action du HCDH dans ce domaine.
- ▶ Achevé l'essai sur le terrain d'une nouvelle base de données sur les atteintes aux droits de l'homme et

entrepris de réviser la base en s'appuyant sur les résultats obtenus pendant la phase pilote. En 2008, des plans prévoyant la mise en service progressive de la base de données dans les bureaux sur le terrain, dans la limite des ressources disponibles, ont été approuvés.

- ▶ Organisé des stages de formation sur les techniques de surveillance et de protection des droits de l'homme à l'intention de 48 conseillers, issus du HCDH et des composantes droits de l'homme de missions de paix, en Asie et en Amérique latine ; sur les techniques de surveillance et d'établissement des faits auprès de 35 membres du personnel du HCDH prêtant leur concours à des détenteurs de mandats au titre de procédures spéciales, ainsi que pour 40 personnes, membres d'institutions nationales des droits de l'homme ou du personnel d'ONG en Éthiopie et au Timor-Leste.

Éducation et formation aux droits de l'homme

Le groupe a :

- ▶ Apporté un appui méthodologique à la conception et à l'exécution d'activités de formation aux droits de l'homme, destinées aux présences du HCDH sur le terrain, aux composantes droits de l'homme d'opérations de maintien de la paix, à des entités des Nations Unies et à des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux intervenant au niveau national et international.
- ▶ Publié une série de bonnes pratiques, concernant des initiatives nationales d'intégration de l'éducation aux droits de l'homme dans les systèmes scolaires nationaux, sur le site web du HCDH.

Séance de formation sur la conception, la gestion et l'exécution des activités de formation, à l'intention du personnel du HCDH





Séance de formation des membres de la police ougandaise, assurée par le HCDH en janvier 2008.

- ▶ Facilité une action commune d'appui aux initiatives nationales d'éducation aux droits de l'homme, en réunissant et en soutenant le Comité de coordination pour l'éducation aux droits de l'homme dans le système scolaire, composé de 12 entités des Nations Unies.
- ▶ Consolidé et assuré un stage d'initiation d'une durée de deux semaines, destiné à renforcer les compétences et les connaissances thématiques des spécialistes des droits de l'homme du HCDH, affectés à un premier poste sur le terrain.
- ▶ Formé 20 spécialistes des droits de l'homme, nationaux et internationaux, ainsi que 10 boursiers autochtones ou membres de minorités, à la méthodologie et aux techniques avancées de formation aux droits de l'homme.

Les droits de l'homme dans les missions de paix

Le groupe a :

- ▶ Aidé à définir le rôle du HCDH dans la réforme du secteur de la sécurité, en organisant un atelier et en produisant une étude interne sur la réforme, envisagée sous l'angle des droits de l'homme, en coordination avec des partenaires.
- ▶ Contribué, en y intégrant la dimension des droits de l'homme, à des directives destinées aux missions de maintien de la paix, dont les Principes et directives sur les opérations de maintien de la paix (doctrine fondamentale) ; une directive sur les affaires civiles ; une directive sur l'évaluation des services de police et des autres organes de maintien de l'ordre ainsi qu'une directive sur la détention préventive pendant les opérations de paix (version provisoire).
- ▶ Préparé, en coopération avec la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT), un stage de formation des instructeurs pour la police tchadienne, lequel a été classé parmi les bonnes pratiques méritant d'être reproduites. Le stage a permis de former certaines unités de la police avant leur déploiement.
- ▶ Mis au point des modules de formation sur les arrestations, la détention, l'usage de la force et l'utilisation des armes à feu à l'intention des unités de police constituées et de la police des Nations Unies, en coopération avec le Service intégré de formation du Département de l'appui aux missions/Département des opérations de maintien de la paix.
- ▶ Fourni des supports de formation, des conseils méthodologiques et du personnel pour appuyer l'exécution de programmes destinés aux hauts responsables des missions de paix.
- ▶ Mis en ligne plus de 300 documents d'orientation et de référence sur l'intranet du Département des opérations de maintien de la paix (DPKO) et lancé le nouveau centre de documentation électronique sur les droits de l'homme dans les opérations de paix, consultable par l'ensemble du personnel en poste à Genève et sur le terrain.

Appui méthodologique général et gestion des connaissances

Le groupe a :

- ▶ Actualisé le dossier documentaire enregistré sur CD-ROM, destiné aux conseillers en matière de droits de l'homme, qui contient des documents d'orientation et de référence sur le HCDH, les règlements des Nations Unies et les instruments internationaux, ainsi que des rapports, des manuels et d'autres publications sur la problématique des droits de l'homme visant à faciliter le travail du personnel du Haut-Commissariat.
- ▶ Réalisé une enquête en interne, en sollicitant l'avis des utilisateurs, sur les instruments d'orientation et de formation du HCDH, afin de déterminer les thèmes sur lesquels il était nécessaire de produire de nouveaux documents et de se renseigner sur les besoins du personnel.

Ouvrages de référence et publications

Le groupe a :

- ▶ Continué à proposer des informations bibliographiques et en ligne provenant de la bibliothèque du HCDH.
- ▶ Diffusé 11 nouvelles publications et 44 traductions d'ouvrages de référence sur les droits de l'homme, certains de ces documents étant publiés en coopération avec d'autres institutions des Nations Unies.
- ▶ Distribué plus de 125 000 exemplaires des publications du HCDH dans 117 pays.

Résultats

- ▶ L'élaboration de documents d'orientation et de formations sur la surveillance, l'établissement des faits et les enquêtes dans le domaine des droits de l'homme ont contribué à la professionnalisation du HCDH et doté les institutions nationales de capacités plus solides pour assurer cette fonction au niveau national. Ce travail a également conduit à l'harmonisation internationale de la méthodologie dans ce domaine.
- ▶ Les droits de la femme et l'égalité entre les sexes ont été effectivement intégrés à toutes les activités de formation.
- ▶ Un projet sous-régional sur les pratiques optimales et la coordination des initiatives visant à promouvoir l'éducation aux droits de l'homme dans les systèmes scolaires de l'Asie du Sud-Est, coparrainé avec le bureau de l'UNESCO à Bangkok, a abouti à la constitution d'équipes nationales pour l'éducation aux droits de l'homme dans divers pays ; ces équipes impliquaient des acteurs clés, issus de ministères de l'éducation et d'ONG de la région.

- ▶ L'amélioration de la coordination avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions a favorisé l'intégration des droits de l'homme dans un certain nombre de directives et d'autres orientations de ces partenaires.
- ▶ Les partenariats forgés avec des établissements d'enseignement et des ONG dans divers secteurs ont débouché sur la production de documents d'orientation spécialisés, de qualité, dans un certain nombre de domaines novateurs.
- ▶ Grâce à l'amélioration des services en ligne de la bibliothèque du HCDH, les membres du personnel ont désormais la possibilité, à partir de n'importe quel lieu d'affectation, de communiquer directement à travers des pages web, ce qui leur permet de transmettre des demandes d'ouvrages, de suggérer de nouvelles acquisitions et de réserver des documents au titre du prêt. Plus de 3 500 visiteurs individuels ont consulté le catalogue.
- ▶ Les efforts soutenus qui ont été déployés pour promouvoir les principales publications du HCDH en espagnol auprès de lecteurs potentiels en Amérique latine ont entraîné une augmentation très nette de la demande émanant de cette région. Des efforts semblables sont prévus dans d'autres régions en 2009.
- ▶ L'accès aux informations sur les droits de l'homme s'est amélioré, grâce à la constitution d'une base de données de documentation électronique, que le public et le personnel du HCDH peuvent consulter via le site web et l'intranet du Haut-Commissariat, et via l'intranet du Département des opérations de maintien de la paix.

Défis et enseignements

- ▶ La formation est une fonction clé du HCDH ; cependant, il importe de déployer des efforts plus énergiques pour veiller à ce qu'elle réponde à des normes de qualité communes et repose sur des méthodologies efficaces. En 2009, des ressources plus importantes seront consacrées à l'établissement de bonnes pratiques communes dans ce domaine et à l'application d'instruments d'évaluation pour mesurer l'impact des formations assurées par le HCDH.
- ▶ Les bilans post-missions réalisés à l'issue des missions d'établissement des faits et d'autres missions faisant appel au personnel prêt au déploiement rapide ont été d'une grande utilité pour intégrer les enseignements tirés de l'expérience et une démarche d'amélioration permanente dans la culture organisationnelle, d'une manière qui permettra de les appliquer à d'autres secteurs d'intervention du HCDH.

Communication et mobilisation

La capacité de la Haut-Commissaire à contribuer au débat international sur la problématique des droits de l'homme repose sur un engagement incessant auprès des États membres, des médias, de la société civile et des partenaires du HCDH au sein du système des Nations Unies. Si presque toutes les composantes du Haut-Commissariat participent peu ou prou à cet effort, cinq groupes organisationnels, dépendant tous du Service de la Direction exécutive et de la gestion, jouent un rôle particulièrement important à cet égard : le Bureau exécutif de la Haut-Commissaire et de la Haut-Commissaire adjointe, la Section des relations extérieures et de la liaison avec les donateurs, la Section des communications, le Groupe de liaison avec la société civile et le bureau de New York.

Rôle d'impulsion

En septembre 2008, Navanethem Pillay, qui siégeait précédemment à la Cour pénale internationale, a succédé à Louise Arbour à la tête du Haut-Commissariat. En sa qualité de représentante officielle des Nations Unies pour les questions touchant aux droits de l'homme, la Haut-Commissaire est appelée à jouer un rôle d'impulsion important, en contribuant à sensibiliser l'opinion aux problèmes dans ce domaine et à stimuler

le débat sur les moyens d'y remédier efficacement. La Haut-Commissaire et son adjointe sont secondées dans leurs tâches par un petit bureau exécutif qui prodiguent des conseils sur les orientations fondamentales, ainsi qu'un appui administratif, et coordonnent les recommandations et les communications provenant d'autres entités du Haut-Commissariat.

En 2008, le HCDH a appuyé une vaste gamme d'événements et d'initiatives destinés à célébrer le sixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Tout en organisant son propre programme de manifestations, dont bon nombre se sont déroulées à l'échelle nationale, le Haut-Commissariat a encouragé d'autres départements et organismes des Nations Unies à commémorer l'anniversaire en attirant l'attention sur l'importance que revêtaient certains articles de la Déclaration dans leurs propres domaines d'intervention et en appliquant une approche fondée sur les droits à leurs efforts respectifs. Dans le cadre des commémorations, la semaine du 6 au 12 octobre 2008 a été consacrée à une initiative spéciale, destinée à sensibiliser l'opinion aux droits et à la condition des détenus. Cette initiative, qui s'accompagnait d'un éventail d'activités réunies sous le slogan « Dignité et justice pour les détenus », a été menée en collaboration avec de nombreuses institutions nationales des droits de l'homme, travaillant dans diverses régions du monde.



La Haut-Commissaire adjointe en visite dans un camp de réfugiés somaliens au Kenya (octobre 2008)

Activités

En 2008, la Haut-Commissaire et son adjointe ont :

- ▶ Entrepris, à elles deux, 18 missions officielles en Allemagne, en Colombie, en Côte d'Ivoire, en Égypte, en Géorgie, au Guatemala, en Haïti, au Kenya, au Kirghizistan, au Libéria, au Mexique, au Népal, au Pakistan, au Qatar, au Royaume-Uni, en Slovénie, en Suède et en Thaïlande.
- ▶ Continué à communiquer de manière régulière et confidentielle avec des États membres, afin d'examiner certains problèmes en matière de droits de l'homme, concernant des questions générales ou des affaires individuelles.
- ▶ Prononcé plus de 70 discours inauguraux.
- ▶ Pris la parole devant le Conseil des droits de l'homme à chacune de ses sessions – y compris lors d'un débat interactif de six heures organisé le 7 mars 2008, où la Haut-Commissaire de l'époque, Mme Louise Arbour, est intervenue – et prononcé des discours à l'occasion de diverses réunions des Nations Unies, s'exprimant notamment sur la crise alimentaire mondiale lors du sommet de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture à Rome et devant l'Assemblée générale réunie en plénière le 10 décembre 2008 pour commémorer le soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.
- ▶ Pris la tête des efforts visant à préparer la Conférence d'examen de Durban, qui devait se tenir en 2009 pour examiner les obstacles à la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, approuvés lors de la Conférence mondiale de 2001 contre le racisme. Tout en assurant des services auprès du comité préparatoire et de son bureau, le HCDH a appuyé une série de réunions de préparation régionales, ainsi que la planification de la conférence proprement dite.

La prévention et la punition sont essentielles : le soixantième anniversaire de la Convention relative au crime de génocide

Les États sont responsables au premier chef de la prévention du génocide, a déclaré la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Mme Navanethem Pillay, le 9 décembre 2008, alors que le monde commémorait le 60^e anniversaire de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. La Haut-Commissaire a insisté sur la nécessité de punir les génocidaires. Si la communauté internationale partage une responsabilité collective, concernant la prévention du génocide, c'est en premier lieu aux États qu'il appartient de mettre un terme à ce crime, a souligné Mme Pillay, indiquant qu'à cet égard, leur rôle était fondamental et leur intérêt plus élevé. En décembre 2008, 140 États avaient ratifié la Convention.



La Haut-Commissaire rencontre le Président colombien lors de sa visite à Bogotá (octobre 2008)

Résultats

- ▶ Malgré la période de transition due au changement intervenu dans la direction du HCDH, la Haut-Commissaire et son adjointe ont entrepris de nombreuses missions officielles dans des pays. Ces voyages ont continué d'attirer l'attention sur l'action du HCDH en faveur des droits de l'homme et sur des problèmes plus spécifiques se posant dans un certain nombre d'États.
- ▶ Le dialogue incessant que la Haut-Commissaire a entretenu avec des autorités gouvernementales a abouti à la résolution d'un certain nombre d'affaires individuelles et contribué à la modification de politiques nationales dans le domaine des droits de l'homme.
- ▶ Divers outils de communication, tels que des discours, des articles d'opinion parus dans des journaux et des communiqués de presse, ont sensibilisé l'opinion de par le monde aux normes et principes en matière de droits de l'homme et aux activités du HCDH. Pour la première fois, un article de la Haut-Commissaire a été publié dans une revue médicale, ce qui a transmis un message orienté sur les droits de l'homme aux professionnels de la santé.
- ▶ Le rôle de coordination des activités organisées en l'honneur du soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme assumé par la Haut-Commissaire s'est avéré déterminant pour attirer l'attention dans le monde entier. Le HCDH prévoit de réaliser une étude sur l'impact de la campagne de commémoration.

Défis et enseignements

- ▶ La nécessité de s'acquitter d'un grand nombre de nouveaux mandats, confiés par des organes législatifs des Nations Unies, met à rude épreuve les capacités du HCDH, qui a des difficultés à faire face à des situations préoccupantes dans le domaine des droits de l'homme et à se consacrer aux priorités existantes.

- L'attention que les médias accordent aux missions de la Haut-Commissaire dans les pays demeure inégale. Si les médias locaux ont abondamment traité de ces visites, il est nécessaire d'intensifier l'engagement auprès des médias internationaux au sujet des missions dans les pays.
- La contribution et la participation du HCDH aux processus d'élaboration des politiques et de prise de décisions au siège de l'ONU à New York doivent être renforcées, afin d'intégrer plus pleinement et plus efficacement les droits de l'homme dans les efforts entrepris par les Nations Unies dans le domaine de la paix et de la sécurité, du développement et de l'aide humanitaire.

Relations extérieures et liaison avec les donateurs

La Section des relations extérieures et de la liaison avec les donateurs est chargée de mobiliser suffisamment de ressources extrabudgétaires auprès des États membres et de l'ensemble de la communauté des donateurs, dans une quantité suffisante pour permettre au HCDH d'exécuter son programme. À cette fin, la Section s'emploie à mieux faire connaître et comprendre l'action du Haut-Commissariat à travers le monde et à susciter un appui aux objectifs, aux priorités et aux stratégies de mises en œuvre exposées dans son Plan biennal de gestion stratégique.

Activités

La section a :

- Organisé, à Genève, 24 séances d'information sur un éventail de sujets en rapport avec les droits de l'homme, dont des séances semestrielles sur le travail de terrain mené par le HCDH dans chaque région du monde, à l'intention de tous les États-membres.
- Assuré la liaison avec les représentants de donateurs existants ou potentiels, en poste à Genève ou à New York, communiquant des informations sur différents aspects du travail du HCDH, organisant des consultations officielles avec les délégations de pays donateurs, sollicitant des contributions et négociant des accords de financement.
- Adressé régulièrement des rapports écrits sur l'exécution des activités et l'emploi des fonds aux donateurs et préparé l'édition 2007 du Rapport annuel du HCDH sur ses activités et ses résultats.
- Entrepris des missions à Bruxelles, Berlin et Washington afin de renforcer les relations avec les donateurs et d'accroître le soutien à l'action du Haut-Commissariat.
- Déployé, durant la période qui a précédé le sixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, un effort particulier pour élargir l'éventail des donateurs, en nouant des contacts avec un plus grand nombre de donateurs potentiels, notamment avec des États membres qui n'avaient jamais versé de contributions au HCDH ou dont les contributions avaient été rares.

Résultats

- Le montant total des contributions est passé de 95,7 millions de dollars E.-U. en 2007 à 119,9 millions en 2008 — soit une augmentation de 24,2 millions, ou 25 pour cent. C'est la plus forte augmentation d'une année sur l'autre que le HCDH ait obtenue depuis ses débuts.
- Pour la première fois, plus de la moitié des contributions reçues en 2008 n'étaient pas réservées à un usage précis. Le montant total des contributions non liées est passé de 40,9 millions de dollars E.-U. en 2007 à 64,6 millions en 2008, soit une hausse de 23,7 millions.
- Le nombre de donateurs institutionnels s'est accru, passant de 72 à 93. Quelque 83 États membres (soit 19 de plus qu'en 2007) ont offert une contribution en 2008 ; de plus, on a observé une plus grande diversité géographique dans les rangs des pays donateurs.

Défis et enseignements

- L'appel de la Haut-Commissaire, qui a invité le plus grand nombre d'États possible à manifester leur soutien à la Déclaration universelle des droits de l'homme en appuyant le HCDH pendant la période qui a précédé le sixième anniversaire, a joué un rôle non négligeable dans la mobilisation d'un soutien financier plus ample. En 2009, la difficulté consistera à persuader les pays qui ont offert leur première contribution en 2008 à renouveler leur soutien et à rejoindre les rangs des donateurs réguliers.
- La crise économique mondiale, associée à la plus grande volatilité des taux de change, posera de graves problèmes de financement au HCDH en 2009. Tous les grands pays donateurs connaissent aujourd'hui une récession ou en sont proches et doivent faire face à des contraintes budgétaires plus fortes ; de ce fait, les bailleurs de fonds ne seront guère en mesure de continuer à accroître le montant de leurs contributions. Certains pays seront sans doute contraints de réduire leurs dépenses en matière d'aide extérieure, y compris leurs contributions à l'ONU. En outre, le HCDH risque de voir encore diminuer le montant de ses financements en raison de l'évolution des taux de change observée depuis la mi-2008. À la fin du mois

de mars 2009, les devises de la plupart des 20 premiers pays donateurs s'étaient considérablement dépréciées par rapport à 2008, bon nombre de monnaies perdant un tiers de leur valeur, voire plus.

Pour de plus amples informations sur le financement, veuillez vous reporter aux pages 181-195.

Le bureau à New York

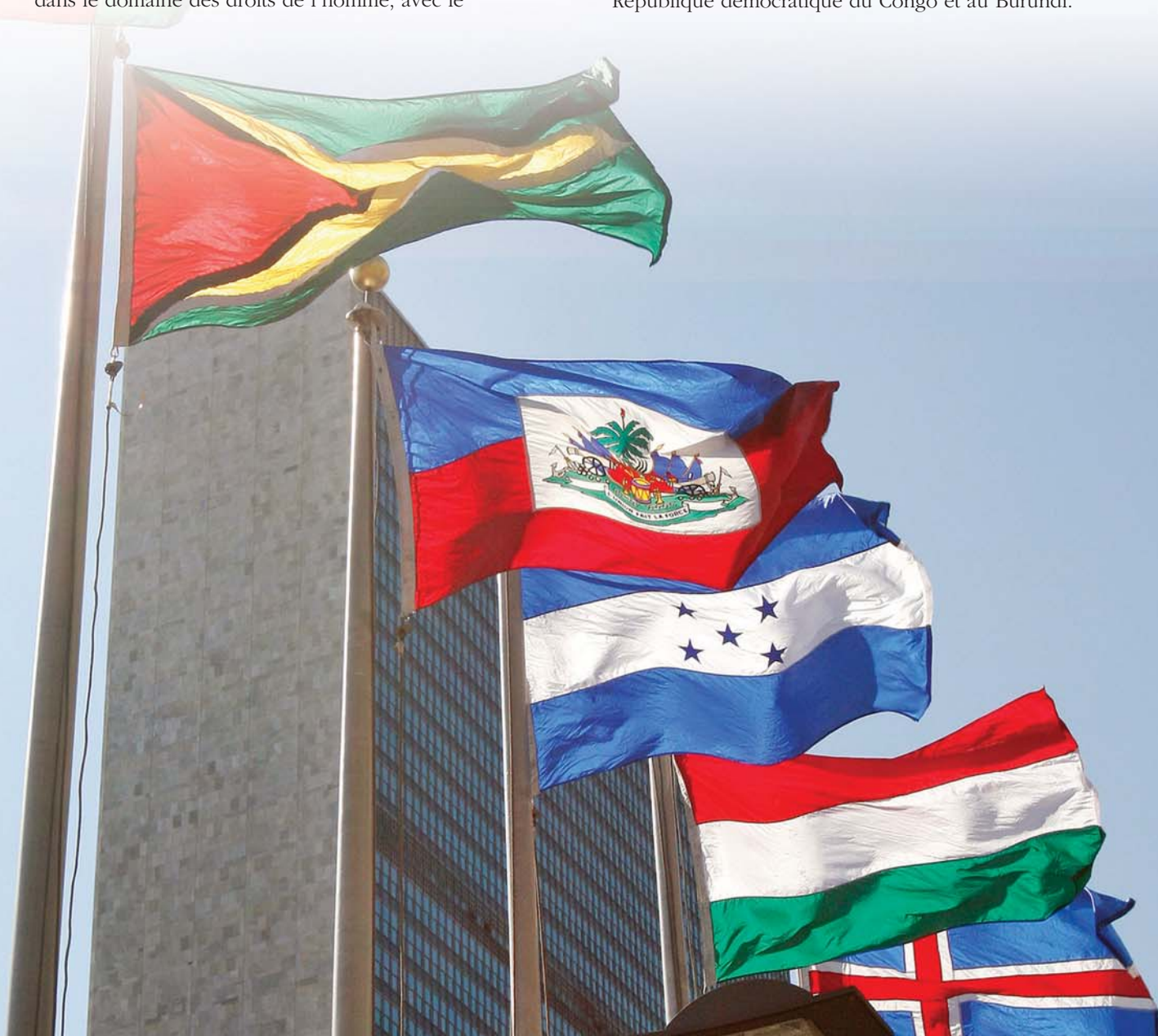
Le bureau du Haut-Commissariat à New York est chargé de veiller à ce que les droits de l'homme soient systématiquement pris en compte dans les débats de haut niveau qui ont lieu au Siège de l'ONU à New York et, de manière plus générale, transcrits dans l'action de tous les partenaires du HCDH au sein du système des Nations Unies. Si le bureau de New York assure une fonction de liaison importante, concernant notamment les relations avec les donateurs et les relations extérieures, il accomplit également un travail de fond dans le domaine des droits de l'homme, avec le

concours d'administrateurs spécialistes de la paix et de la sécurité, du développement, des affaires humanitaires, des affaires économiques et sociales, de l'État de droit, ainsi que de l'égalité des sexes et des droits des femmes, entre autres sujets.

Activités

Le bureau de New York a :

- ▶ Offert un appui et des conseils à la Troisième Commission de la 63^e Assemblée générale, ainsi qu'à la Cinquième Commission et au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB).
- ▶ Suivi les travaux de l'Assemblée générale et des organes intergouvernementaux chargés des questions économiques et sociales, dont le Conseil économique et social et ses commissions techniques, ainsi que les travaux de divers mécanismes interorganisations.
- ▶ Suivi les débats du Conseil de sécurité et participé à la préparation de missions en République centrafricaine et au Tchad, en Somalie, en République démocratique du Congo et au Burundi.



- ▶ Apporté ses compétences et ses connaissances en matière d'égalité des sexes à plusieurs réunions et forums, dont la 52^e session du Comité de la condition de la femme, la huitième session du Réseau interinstitutions pour les femmes et l'égalité des sexes, la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit, le Groupe de travail interorganisations et le Fonds d'affectation spéciale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, et l'Équipe spéciale pour la prévention de l'exploitation et de la violence sexuelles, créée par le Comité exécutif pour la paix et la sécurité et le Comité exécutif pour les affaires humanitaires.
- ▶ Mis à disposition son expertise sur les questions en rapport avec l'État de droit et la justice transitionnelle en collaborant avec d'autres départements des Nations Unies et en participant aux travaux du Groupe de coordination et de conseil sur l'État de droit.
- ▶ Géré le projet « indicateur d'État de droit » en collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix.
- ▶ Présidé le Groupe consultatif pour les programmes du Fonds des Nations Unies pour la démocratie et participé aux travaux du Conseil consultatif du Fonds.
- ▶ Contribué aux activités de l'Équipe de soutien à la lutte antiterroriste en présidant le Groupe de travail sur la protection des droits de l'homme dans la lutte antiterroriste.
- ▶ Accueilli dans ses locaux le secrétariat du programme mondial Action 2 et présidé les réunions de l'équipe interorganisations constituée pour en superviser la mise en œuvre et la clôture au 31 décembre 2008 ; organisé les troisièmes consultations annuelles interorganisations au sujet d'une approche fondée sur les droits de l'homme, durant lesquelles les différentes possibilités de mise en place du mécanisme destiné à succéder à Action 2 ont été examinées.
- ▶ Organisé, au titre de la commémoration du sixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, une série de tables rondes réparties sur 12 mois, intitulée « Nouvelle série de dialogues sur les droits de l'homme », en collaboration avec le Comité des ONG sur les droits de l'homme, des États membres, des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales, des universitaires, des organisations de la société civile, le Département de l'information des Nations Unies et d'autres partenaires.
- ▶ Organisé, en collaboration avec le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la première consultation sur la crise alimentaire mondiale envisagée sous l'angle des droits de l'homme, avec la participation de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, d'organismes et de départements des Nations Unies et d'ONG internationales de premier plan.

Résultats

- ▶ L'Assemblée générale a approuvé l'allocation de fonds supplémentaires au HCDH pour permettre la mise en œuvre d'un certain nombre de décisions et de recommandations du Conseil des droits de l'homme. Le Cadre stratégique du Secrétaire général, notamment la partie du texte traitant du programme des Nations Unies pour les droits de l'homme (« Programme 19 »), a été approuvé à l'issue d'un vote au sein de la Troisième Commission.
- ▶ Des entités clés des Nations Unies ont accepté de continuer à soutenir l'intégration des droits de l'homme dans les opérations et les programmes de développement du système des Nations Unies, notamment la description claire, dans l'exposé de mission des coordonnateurs résidents, de leur rôle et de leurs responsabilités concernant la protection et la promotion des droits de l'homme au niveau national.
- ▶ Les instruments d'orientation du HCDH sur la justice transitionnelle et l'État de droit ont été de plus en plus utilisés par ses partenaires onusiens à New York et pris en compte dans les stratégies adoptées par le système des Nations Unies pour encourager la bonne gouvernance.
- ▶ En participant aux Groupes de travail de l'Équipe de soutien à la lutte antiterroriste, le HCDH a veillé à ce que la dimension droits de l'homme se reflète dans leurs activités et dans leurs résultats.
- ▶ Le programme mondial Action 2, qui entrait dans sa dernière année en 2008, a été achevé à la fin du mois de décembre. Trente-sept pays ont bénéficié de financements et trois conseillers pour les droits de l'homme ont été déployés pour prêter main-forte aux coordonnateurs résidents en République de Moldova, au Niger et en Papouasie-Nouvelle Guinée ; des évaluations des besoins et un appui défini en conséquence ont été assurés pour faciliter l'intégration des droits de l'homme dans les pays pilotes sélectionnés dans le cadre de l'initiative « Unis dans l'action » (Uruguay, Tanzanie, Rwanda, Viet Nam) ; au niveau mondial, l'équipe de formateurs qualifiés, chargés du module commun de formation à l'approche fondée sur les droits de l'homme, a été étoffée ; enfin, le réseau HuriTalk a entrepris de mettre au point un portail sur la programmation fondée sur les droits de l'homme, à l'intention des praticiens (pour de plus amples informations, veuillez vous reporter à la page 46).
- ▶ Attirant en moyenne plus de 250 personnes par séance, la nouvelle série de dialogues sur les droits de l'homme a offert une tribune pour échanger des vues sur des sujets d'actualité, comme les nouveaux médias et les droits de l'homme, le droit à un travail décent à l'époque de la mondialisation, la lutte contre le racisme, la réalisation de la responsabilité

de protéger, l'intégration des droits de l'homme dans les efforts de maintien de la paix et de lutte contre le terrorisme, la réconciliation entre les peuples autochtones et les États, et l'impact de la crise alimentaire et de la crise financière sur le droit à l'alimentation et d'autres droits économiques, sociaux et culturels. Les médias ont abondamment traité de la nouvelle série de dialogues.

Communication

En 2008, le travail de la Section de communication a été dominé par la campagne d'information destinée à célébrer, tout au long de l'année, le soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Avec l'appui du HCDH, un éventail de partenaires, parmi lesquels figuraient les membres de la famille des Nations Unies, des institutions nationales, les acteurs de la société civile, les médias, les milieux enseignants et les États membres, ont pris diverses

initiatives de mobilisation et de communication afin de sensibiliser l'opinion aux droits de l'homme et d'améliorer la protection des populations vulnérables. Au deuxième trimestre 2008, la section a également entrepris d'élaborer des stratégies et des documents pour une campagne d'information destinée à soutenir la Conférence d'examen de Durban.

Activités

La section a :

- ▶ Produit des documents d'information ainsi que des rubriques pour le site web du HCDH, et diffusé des points de presse et des interviews avec les médias pour appuyer la mise en œuvre de l'actuel Plan de gestion stratégique.
- ▶ Préparé et mis en ligne des articles de fond illustrés de photos, de vidéos ou de commentaires audio sur le site web de l'organisation afin de décrire les travaux du HCDH et ceux des mécanismes de défense des droits de l'homme qu'il appuie.
- ▶ Distribué aux médias et/ou mis en ligne sur le site web du HCDH des clips vidéo ou audio



Commémoration du soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme à Bangkok (décembre 2008)

On a commémoré tout autour du monde le sixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme



L'appel du Secrétaire général, invitant la famille étendue des Nations Unies et ses partenaires à travers le monde à participer aux commémorations du sixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, a donné naissance à toutes sortes d'initiatives dans des dizaines de pays. Il ne fait pas de doute que cette charte internationale, remarquable et intemporelle, demeure la référence absolue des défenseurs des droits de l'homme, des titulaires de droits et des détenteurs d'obligations.

Des élèves des écoles primaires aux ministères des Affaires étrangères, des spectacles de rue aux conférences internationales, des affiches d'abris-bus aux documentaires télévisés, la liste des personnes impliquées et des activités entreprises est longue et variée. S'il est impossible de dire combien d'individus et d'organisations ont répondu à l'appel du Secrétaire général, on peut assurer avec certitude qu'en 2008, grâce à cette campagne, des millions de gens se sont familiarisés avec leurs droits fondamentaux, en ont parlé et y ont réfléchi.

La Haut-Commissaire aux droits de l'homme a joué un rôle d'impulsion au sein du système des Nations Unies, apportant des conseils d'expert et des informations fondamentales à ses partenaires, ainsi qu'aux orateurs et participants des nombreuses réunions nationales et internationales organisées tout au long de l'année. Les présences du HCDH sur le terrain, ont associé un vaste engagement à des activités de sensibilisation, en coopération avec divers partenaires et entités des Nations Unies. Le slogan du sixantième anniversaire, *Dignité et justice pour nous tous*, publié en six langues et accompagné d'un logo spécial, a été utilisé sur toutes sortes

de supports, dont des timbres, des T-shirts, des drapeaux, des pièces de monnaie, des livres, des brochures et des affiches. Le 14 novembre, il a même été envoyé dans l'espace sur la navette Endeavour, lancée à partir du Centre spatial Kennedy en Floride.

Par des sessions commémoratives extraordinaires, l'Assemblée générale de l'ONU et le Conseil des droits de l'homme ont célébré la vitalité de la Déclaration, qui n'a rien perdu de sa force aujourd'hui. Lors de l'Assemblée générale, organisée à New York à l'occasion de la journée des droits de l'homme, le 10 décembre, le prix 2008 des droits de l'homme a été décerné à sept lauréats, pendant une session qui a duré toute la journée. Deux jours plus tard, devant le Conseil des droits de l'homme à Genève, le Secrétaire général a rendu hommage aux auteurs de la Déclaration. [Ils]... ont proclamé la dignité inhérente à tous les êtres humains et leur égalité...[et]... établi un lien sans équivoque entre discrimination et dénuement et marginalisation », a observé M. Ban.

La Haut-Commissaire aux droits de l'homme a souligné l'universalité des droits consacrés par la Déclaration, « un petit document composé de 30 articles qui a sans doute eu plus d'effets sur l'humanité que n'importe quel autre document de l'histoire de notre temps ». Lors des deux sessions, des représentants des États membres ont exprimé leur soutien à la Déclaration et aux manifestations destinées à en commémorer l'anniversaire.

Le fleuron des activités commémoratives du HCDH a été un projet intitulé *Histoires de droits de l'homme par des réalisateurs, des artistes et des écrivains*, entrepris en partenariat avec l'organisation non gouvernementale *Art for the World* et financé en grande partie par l'Union européenne, avec des fonds supplémentaires fournis par la France. Le projet comprenait une série de films courts, accompagnés d'un livre et de plusieurs affiches. Un film a été

créé à partir de 22 courts-métrages conçus par des réalisateurs de renom, originaires du monde entier, qui ont fait appel à leur talent narratif, artistique et technique pour exprimer les principes relatifs aux droits de l'homme sous différentes formes, allant du simple conte à des représentations plus symboliques. Le livre rassemble des entretiens avec les réalisateurs, des photos de plateau et des textes rédigés par des écrivains de renommée internationale, dont plusieurs prix Nobel. Les affiches ont été dessinées par les lauréats d'un concours international, lancé auprès des étudiants des facultés des beaux-arts. Projeté simultanément dans plusieurs lieux à l'occasion de la première, le 10 décembre, le film continuera d'être proposé dans des festivals tout au long de l'année 2009 et distribué à des fins pédagogiques.

Le Département de l'information des Nations Unies a également mené un certain nombre d'initiatives en rapport avec le sixantième anniversaire, dont beaucoup avec l'appui du HCDH ; citons notamment la 61^e Conférence du Département de l'information pour les ONG, organisée sur le thème *Les défenseurs prennent la parole* à Bruxelles, avec le concours de la Commission européenne et du site www.KnowYourRights2008.org. L'exposition *Dessiner les droits de l'homme*, composée de dessins qui donnent à réfléchir, nés sous le crayon de caricaturistes connus dans le monde entier, a ouvert ses portes à New York avant de se rendre à Bruxelles, Vienne, Paris et Genève.

En octobre, la Haut-Commissaire s'est servie de l'anniversaire de la Déclaration pour attirer l'attention sur les droits des personnes privées de liberté, qui vivent dans des prisons et dans d'autres lieux de détention. Un rapport accompagné d'études de cas et de témoignages personnels sur les activités menées par les institutions nationales des droits de l'homme, qui sont les principaux partenaires du HCDH dans ce projet, paraîtra prochainement.

concernant : la première journée de la Haut-Commissaire à son poste, ses missions en Colombie et en Haïti, le programme annuel de bourses pour les autochtones, la Convention pour la prévention du génocide et le sixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

- ▶ Rédigé des notes d'information sur plus de 30 sujets dans une langue simple et vivante, à l'intention du grand public ; ces notes ont été distribuées par l'intermédiaire de réseaux partenaires et sur le site web du HCDH.
- ▶ Diffusé quelque 160 photographies, utilisées sur le site web du HCDH ou proposées à l'extérieur..
- ▶ Continué à travailler à la reconfiguration du site web du HCDH. Une refonte complète du site a été prévue et la première phase de l'opération a débuté en novembre, avec une enquête en ligne auprès des internautes.
- ▶ Organisé des séances d'information pour 1 917 élèves, éducateurs, fonctionnaires, journalistes en cours de formation et candidats au poste de guide aux Nations Unies, originaires de 25 pays, ainsi que pour la composante droits de l'homme du Programme d'études de trois semaines organisé chaque année par le Service d'information des Nations Unies à Genève à l'intention des étudiants de troisième cycle.
- ▶ Fourni des informations et des mises à jour sur les préparatifs de la Conférence d'examen de Durban, au moyen d'un nouveau site spécialisé, de notes d'information et d'un bulletin électronique, tous ces supports étant illustrés d'un nouveau logo.

Résultats

- ▶ La visibilité du HCDH dans la presse et dans les médias électroniques s'est accrue, avec notamment 4 407 articles mentionnant ou citant la Haut-Commissaire ou l'organisation en 2008 (contre 3 800 en 2007 et 3 300 en 2006).
- ▶ Des tribunes de la Haut-Commissaire sont parues dans au moins 52 publications diffusées dans 46 pays (en 2007, des tribunes analogues étaient parues dans 75 publications distribuées dans 60 pays et en 2006, dans 84 journaux publiés dans 45 pays).
- ▶ Au total, la Haut-Commissaire a assuré 35 conférences de presse, points de presse et interviews avec des journalistes (contre 45 en 2007 et 70 en 2006)
- ▶ Le nombre de visites uniques sur le site web du HCDH a augmenté de 14 pour cent, passant de 2,5 millions en 2007 à 2,85 millions en 2008.

Défis et enseignements

- ▶ Le site web, qui constitue une précieuse source d'information, présente néanmoins certains défauts. L'analyse du site et de l'enquête auprès des utilisateurs entreprise en 2008 a abouti à une série de recommandations qui seront appliquées en 2009, dans la limite des fonds disponibles. La version modernisée du site procurera une plate-forme conviviale pour les supports d'information du HCDH, notamment les notes d'information, les reportages, les photos, les vidéos et les travaux produits par différents services, ce qui en fera un instrument plus influent et plus efficace pour la réalisation des droits de l'homme.

Liaison avec la société civile

Le Groupe de liaison avec la société civile est chargé d'appuyer les relations du HCDH avec des acteurs de la société civile intervenant à travers le monde et de faciliter l'accès de ces derniers au dispositif de défense des droits de l'homme des Nations Unies. En 2008, le groupe s'est attaché en priorité à rallier l'appui de la société civile à l'examen périodique universel et à encourager la coopération des ONG avec la Conférence d'examen de Durban et ses processus préparatoires. À la fin de l'année, le groupe, qui avait fonctionné jusqu'alors avec deux membres seulement, prévoyait de recruter deux administrateurs supplémentaires.

Activités

Le groupe a :

- ▶ Produit un guide exhaustif et convivial sur les modalités d'accès aux mécanismes et mandats des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, à l'intention des acteurs de la société civile. Des préparatifs ont été entrepris pour traduire l'ouvrage, intitulé « Working with the UN Human Rights Programme : A Handbook for Civil Society », dans plusieurs langues officielles de l'ONU et pour le mettre en ligne.
- ▶ Rédigé, en coopération avec le Service de liaison de l'ONU avec les organisations non gouvernementales, une brochure de présentation en anglais et en français, intitulée « Les droits de l'homme et le système des Nations Unies : des clés pour agir ». Cette brochure a été réalisée pour commémorer le sixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à titre de contribution à la 61^e Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, qui s'est tenue à Paris en septembre.

- ▶ Mené une initiative à l'échelle du Haut-Commissariat pour appuyer l'engagement des ONG auprès de la Conférence d'examen de Durban et de ses processus préparatoires, prévoyant notamment l'attribution d'une aide financière aux ONG désireuses d'assister aux réunions régionales de Brasilia et d'Abuja et la publication d'un bulletin électronique à leur intention.
- ▶ Offert des conseils et un appui logistique aux ONG qui assistaient aux sessions ordinaires et extraordinaires du Conseil des droits de l'homme, notamment en les tenant informées des derniers développements par courrier électronique.
- ▶ Coopéré avec des collègues travaillant à l'examen périodique universel et des ONG pour veiller à ce que des informations exactes sur le processus, le calendrier et les délais soient communiquées en temps utile aux acteurs de la société civile.
- ▶ Facilité 78 séances d'information et réunions interactives à Genève et donné plus de 1 500 réponses à des demandes de renseignements individuelles.
- ▶ Continué à enrichir sa base de données, sur laquelle repose une grande partie du travail de communication et de sensibilisation mené auprès des ONG implantées à travers le monde. En 2008, la priorité a été accordée aux régions et aux secteurs sous-représentés.

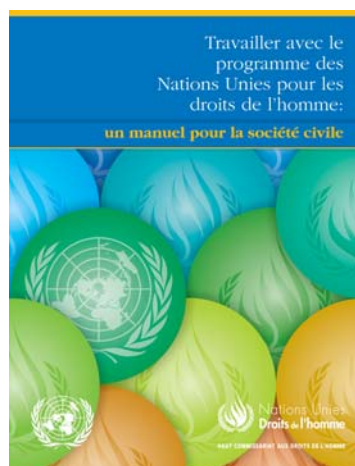
Résultats

- ▶ L'ample diffusion d'informations actualisées et dignes de foi ainsi que de directives sur l'interaction des ONG avec les organes et mécanismes des Nations Unies chargés des droits de l'homme a grandement facilité l'accès des acteurs de la société civile à ces mécanismes.

- ▶ La capacité de communication et de sensibilisation du HCDH a été renforcée par l'augmentation du nombre total de profils détaillés d'ONG figurant dans la base de données du groupe ; à la fin de l'année 2008, celle-ci contenait 1 290 entrées, soit une hausse de plus de 27 pour cent par rapport à l'année précédente.

Défis et enseignements

- ▶ Le bulletin électronique publié pour faciliter l'interaction des ONG avec les membres de la Conférence d'examen de Durban a donné lieu à des retours d'information très positifs. Des commentaires supplémentaires seront sollicités afin de déterminer si un bulletin à caractère plus général serait utile aux ONG et aux autres acteurs de la société civile désireux de se renseigner sur les mécanismes de défense des droits de l'homme.



Planification, gestion et appui aux programmes

La transcription des idées exposées dans le Plan d'action de la Haut-Commissaire dans la réalité et la mise en œuvre des propositions plus détaillées figurant dans le Plan de gestion stratégique ont nécessité un effort soutenu de gestion des ressources financières et humaines, et une volonté constante d'améliorer les procédures internes et les processus de gestion. Au cours de l'exercice biennal 2006-2007, le Haut-Commissariat a mis en œuvre un programme de réforme interne destiné à renforcer des fonctions de gestion essentielles et à améliorer la planification et la coordination dans l'ensemble de l'organisation. En 2008, l'accent a été mis en priorité sur le perfectionnement du système de contrôle de la performance et sur le renforcement des capacités administratives dans les opérations du HCDH sur le terrain.

Politiques, planification, suivi et évaluation

La Section des politiques, de la planification, du suivi et de l'évaluation travaille, en étroite coopération avec les autres services du HCDH, à la mise en œuvre de la vision stratégique de la Haut-Commissaire ; elle veille à ce que celle-ci se traduise en priorités concrètes et en procédures et plans opérationnels, à ce que l'exécution fasse l'objet d'un suivi adéquat, à ce que des enseignements soient dégagés et les résultats évalués. La section est également chargée de déceler les éventuelles lacunes dans les politiques du HCDH, aussi bien en ce qui concerne les questions internes que les défis thématiques en matière de droits de l'homme, et d'aider le cas échéant à définir des positions de politique générale. En 2008, les priorités consistaient à veiller à ce que les collaborateurs du Haut-Commissariat soient mieux informés des politiques approuvées, à améliorer le processus de planification stratégique et à encourager un plus grand partage des connaissances et des expériences au sein du personnel, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des stratégies du HCDH.

Activités

La section a :

- ▶ Publié le Plan de gestion stratégique pour l'exercice 2008-2009, en anglais et en français, et dirigé la rédaction du Plan relatif à la période 2010-2011.
- ▶ Revu et amélioré le processus de planification stratégique en vue de la préparation du Plan de gestion stratégique 2010-2011.
- ▶ Réexaminé et perfectionné, en collaboration avec un cabinet de conseil, le système de contrôle de la performance du HCDH au moyen d'un processus consultatif ; la section a notamment organisé un atelier technique avec des collaborateurs du siège et de neuf présences sur le terrain pour valider la série d'indicateurs perfectionnés, ainsi qu'une table ronde sur les indicateurs avec des cadres supérieurs en poste au siège et sur le terrain afin de discuter du système et de contribuer à son perfectionnement.
- ▶ Dirigé le processus interne d'examen et d'évaluation de l'action du HCDH en 2008.
- ▶ Offert son assistance technique pour une évaluation de l'intégration des droits de l'homme au niveau national, une évaluation du projet de coopération technique du HCDH en Chine, et une évaluation des résultats obtenus par le HCDH dans la prise en compte des questions d'égalité entre les sexes. La section a également prêté son concours au Bureau des services de contrôle interne des Nations Unies (BSCI) lors de la conception et de l'exécution des premières phases de l'évaluation du programme global du Haut-Commissariat.
- ▶ Rédigé la version définitive de quatre procédures normalisées, destinées à rationaliser les pratiques internes, et élaboré un mécanisme pour déceler les insuffisances dans les politiques du HCDH concernant la gestion et les questions de fond ; le lancement aura lieu en 2009.

Résultats

- ▶ Des mécanismes et des principes directeurs internes, concernant notamment la planification, le contrôle et l'établissement de rapports, la détection des lacunes dans les politiques, l'élaboration et la diffusion des politiques, ont été établis afin

d'accroître la cohérence interne et de garantir une planification et un contrôle efficaces.

- Les indicateurs de performance précédemment définis, perfectionnés, sont plus précis et plus mesurables, et une méthodologie de suivi échelonnée a été adoptée.
- L'évaluation de la performance réalisée par le HCDH en matière d'intégration des droits de l'homme a fourni de précieux enseignements, qui seront pris en compte dans le prochain Plan de gestion stratégique.

Défis et enseignements

- Le HCDH doit veiller à ce que ses collaborateurs disposent des connaissances théoriques spécialisées et de l'expérience technique qui sont à la base de l'élaboration des politiques, de la planification des programmes, du suivi et de l'évaluation. Il est nécessaire de professionnaliser les fonctions de planification, de suivi et d'évaluation à travers l'organisation. Les compétences uniques, en matière de droit de l'homme, des membres du personnel également chargés d'assurer des fonctions de

planification et de gestion des programmes seraient renforcées par une connaissance plus approfondie de la gestion axée sur les résultats ; c'est pourquoi la Section des politiques, de la planification, du suivi et de l'évaluation étudie actuellement les moyens qui permettraient d'y parvenir.

Gestion et appui aux programmes

Le HCDH, qui fait partie du Secrétariat de l'ONU, bénéficie à ce titre des services administratifs communs fournis par l'Office des Nations Unies à Genève. Au sein du Haut-Commissariat, les fonctions administratives sont assurées par le Service de la gestion et de l'appui aux programmes –qui regroupe 77 collaborateurs répartis dans quatre sections, gérant les finances et le budget, les ressources humaines, les technologies de l'information et les services généraux (déplacements, logistiques, achats et tenue des registres), ainsi que dans un Groupe de perfectionnement du personnel créé au cours de l'année.

Suivi de la performance

Le Plan de gestion stratégique (PGS) pour l'exercice 2008-2009 présentait un ensemble d'indicateurs destinés à aider le HCDH à mesurer ses progrès en direction des neuf réalisations escomptées. Des indicateurs ont été définis afin d'évaluer la performance, à la fois au niveau international et au niveau national. Les indicateurs ont été présentés comme des instruments en cours de perfectionnement, car les données de référence n'avaient pas encore été déterminées, un certain nombre d'indicateurs demandaient à être revus et perfectionnés et le suivi de la performance exigeait une augmentation des capacités du personnel et la mise en place d'une technologie informatique spécialisée. Néanmoins, les indicateurs décrits dans le PGS 2008-2009 représentaient un pas en avant important et un progrès par rapport au cadre plus rudimentaire proposé dans le PGS 2006-2007.

En 2008, la Section des politiques, de la planification, du suivi et de l'évaluation a dirigé un processus

consultatif afin de remédier aux éventuelles insuffisances du cadre d'indicateurs proposé et de doter le HCDH des éléments nécessaires à la mise en place d'un système efficace de suivi de la performance. Les indicateurs ont été perfectionnés, devenant plus précis et plus faciles à mesurer. Dans le même temps, le processus a permis de sensibiliser les collaborateurs du HCDH à cette question, au travers de discussions et de procédures de validation impliquant les cadres supérieurs et le personnel, aussi bien au siège que sur le terrain.

À la suite de ces efforts, une approche échelonnée a été adoptée pour « opérationnaliser » le système de suivi de la performance. Le suivi d'un ensemble fondamental d'indicateurs, ainsi que l'établissement des rapports correspondants, ont débuté en 2008 ; quelques indicateurs supplémentaires seront ajoutés en 2009, lorsque les mesures visant à renforcer la capacité de collecte de données auront été appliquées. D'ici

à 2010, le HCDH disposera d'un système de suivi de la performance qui lui permettra de contrôler et d'évaluer sa performance, aussi bien au niveau international qu'au niveau national, en se reportant à un ensemble complet d'indicateurs.

L'approche tient compte de la nécessité de passer des évaluations anecdotiques de résultats à un instrument de gestion efficace, fondé sur des mesures qualitatives et quantitatives des résultats et utilisant une méthodologie rationnelle de collecte et de traitement des données. Elle accorde également l'attention voulue à la nécessité de professionnaliser la fonction d'évaluation à travers le HCDH. Cette approche progressive permettra au Haut-Commissariat d'accroître sa capacité de suivi au moyen de structures techniques et organisationnelles et à l'aide de ses ressources humaines, et de garantir une gestion et une utilisation adéquates des informations produites.



Participants au programme d'orientation pour le nouveau personnel du HCDH, juillet 2008.

Actions

La section a :

- ▶ Assumé, après avoir reçu une délégation de pouvoir du Contrôleur des Nations Unies, la responsabilité de gérer toutes les ressources extrabudgétaires, notamment d'affecter les crédits, de surveiller l'emploi des fonds, et de vérifier les dépenses engagées au titre d'accords conclus avec d'autres organisations sur le terrain.
- ▶ Appliqué des méthodologies révisées de planification extrabudgétaire et d'établissement des budgets ordinaires, afin de réduire les délais et le nombre d'étapes nécessaires pour produire des prévisions de coûts et d'accroître la fiabilité et l'exactitude de ces dernières.
- ▶ Géré 118 procédures de recrutement pour pourvoir de nouveaux postes ou des postes existants, ainsi que pour assurer des remplacements et des missions temporaires.
- ▶ Révisé et rationalisé les procédures internes en matière de déplacements et traité plus de 3 000 autorisations de déplacements et demandes d'indemnités ou de remboursement, au bénéfice de membres du personnel, de détenteurs de mandats et de participants à des réunions.
- ▶ Lancé, en interne, un nouveau système en ligne, afin d'améliorer la planification et l'organisation des voyages et d'autoriser un suivi plus rapproché des arrangements.
- ▶ Créé un Groupe de perfectionnement du personnel afin de promouvoir et de favoriser au sein de l'organisation une culture de l'apprentissage permanent, qui soutiendra les collaborateurs dans leurs efforts pour consolider leurs compétences et leur progression professionnelle.
- ▶ Rétabli un programme d'orientation du personnel permanent afin d'aider les nouvelles recrues à mieux comprendre l'histoire, la structure et le mandat du HCDH, ainsi que leur rôle au sein du Haut-Commissariat.
- ▶ Entrepris des missions sur le terrain afin de prêter main-forte au personnel pour des questions relevant de l'administration générale, des ressources humaines, des finances et du budget, de la logistique et des achats, et de l'informatique.

- ▶ Organisé avec efficacité la fermeture du bureau du HCDH en Angola, dans les plus brefs délais et dans des conditions difficiles.
- ▶ Achevé un manuel présentant toute la gamme des directives et procédures administratives utilisées dans les bureaux extérieurs, de l'ouverture d'un bureau à la liquidation d'une mission.
- ▶ Poursuivi ses efforts pour améliorer la connectivité des réseaux informatiques entre Genève et les bureaux extérieurs, ceci en vue de renforcer la coordination et le partage d'informations.
- ▶ Modernisé le site web du HCDH, afin de le rendre conforme aux normes d'accessibilité des Nations Unies pour les personnes handicapées.

Résultats

- ▶ Au total, 48 personnes ont rejoint le HCDH en 2008 (dont l'effectif est passé de 942 personnes au 31 décembre 2007 à 990 au 31 décembre 2008).
- ▶ La diversité géographique a continué de croître au sein du personnel, du fait de l'application de mesures internes, visant à élargir au maximum le bassin de recrutement.
- ▶ La qualité de l'administration s'est améliorée au sein des présences sur le terrain, en raison du renforcement de l'appui administratif apporté par le siège et de la formation assurée auprès du personnel administratif local pour le familiariser avec les politiques et procédures internes, ainsi qu'avec le règlement et les règles des Nations Unies.
- ▶ Quatre boursiers originaires des pays les moins développés ont achevé un programme spécial de quatre mois, créé avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, à l'aide des contributions volontaires du personnel du HCDH.
- ▶ Les renseignements plus complets qui ont été communiqués aux détenteurs de mandats, ainsi que les séances d'information plus approfondies organisées à leur intention ont abouti à une meilleure compréhension des besoins et des contraintes et réduit les problèmes liés aux voyages et autres questions en rapport avec l'appui.
- ▶ Une meilleure planification des besoins financiers a permis d'allouer des ressources en fonction des besoins et de veiller à ce que les fonds nécessaires à l'exécution des activités soient disponibles.

Défis et enseignements

- ▶ La fermeture du bureau du HCDH en Angola a illustré la nécessité d'une planification rigoureuse et d'une supervision étroite. Depuis, des instructions et des listes de contrôle ont été élaborées et intégrées au manuel administratif destiné au personnel de terrain.
- ▶ Une meilleure information se traduit par une meilleure exécution et une meilleure observation des procédures. Des séances d'information organisées le plus tôt possible, et des explications fournies d'emblée peuvent grandement faciliter les interactions, aussi bien avec les clients qu'avec les parties prenantes.

Une bourse de droits de l'homme pour les étudiants des pays les moins développés

Avec l'assistance de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), le HCDH a lancé la première bourse pour les droits de l'homme à l'intention des étudiants des pays les moins développés en 2007 ; cette bourse est financée par les prix décernés à la Haut-Commissaire et par d'autres sommes d'argent offertes par le personnel du HCDH, par un journal canadien et par diverses ONG. Ayant reçu plus de 2 000 candidatures, le Haut-Commissariat en a retenu quatre : celle de Mahbuba Ahmed, membre d'une ONG œuvrant pour le développement social au Bangladesh, de Narcisse Dongar, qui participe à un projet non gouvernemental en faveur des enfants qui gardent des troupeaux de bovins au Tchad, de Vera Mussah, une infirmière qui aide des victimes de violences sexuelles au Libéria et d'Hari Chandra Sharma, qui a grandi dans un camp de réfugiés au Népal, où il travaillait comme éducateur spécialiste des droits de l'enfant.

Grâce aux bourses qui leur ont été attribuées, ces quatre personnes ont acquis une connaissance approfondie des Nations Unies et du HCDH. En particulier, elles se sont familiarisées avec les mécanismes et les instruments auxquels les ONG peuvent recourir pour faire respecter les droits de l'homme. Les boursiers ont également apprécié l'occasion qui leur était offerte de tirer parti des connaissances et de l'expérience des autres lauréats du programme. La présence des boursiers, ainsi que leurs points de vue, se sont également avérés enrichissants pour le HCDH, qui espère organiser des programmes similaires au cours des années à venir.

Le HCDH sur le terrain : Introduction

Notre conception de l'action sur le terrain

La Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique orchestre le dialogue que le HCDH entretient avec les pays au sujet des problèmes de droits de l'homme. Travaillant en coopération avec d'autres composantes du Haut-Commissariat, la Division associe à son action ses partenaires au sein de l'ONU, les acteurs gouvernementaux, les organisations régionales, les représentants de la société civile et les institutions nationales des droits de l'homme pour faire en sorte que :

- ▶ les autorités nationales soient mieux informées des normes internationales relatives aux droits de l'homme et de la manière optimale de les transposer en lois, réglementations et politiques ;
- ▶ les fonctionnaires gouvernementaux et les représentants de la société civile soient mieux armés pour parer aux problèmes de droits de l'homme ;
- ▶ les autorités de l'État soient conscientes de leurs obligations et définissent des remèdes efficaces, afin de supprimer les entraves à l'exercice des droits de l'homme ;
- ▶ les détenteurs de droits soient mieux protégés ;
- ▶ le HCDH dispose de moyens plus efficaces pour répondre, sur le terrain, aux besoins qui se présentent dans le domaine des droits de l'homme ;
- ▶ le HCDH soutienne son personnel et les autres collaborateurs des Nations Unies qui travaillent sur le terrain.

Le Haut-Commissariat coopère avec les pays à différents niveaux. La forme la plus intensive de coopération est celle assurée par l'intermédiaire de ses présences sur le terrain. En 2008, deux bureaux régionaux, respectivement responsables de l'Asie centrale (Bichkek) et de l'Afrique de l'Ouest (Dakar), sont devenus pleinement opérationnels ; parallèlement, des conseillers pour les droits de l'homme ont été détachés auprès d'équipes des Nations Unies opérant en Guinée, au Kenya, en République de Moldova, au Niger, en Papouasie-Nouvelle Guinée et en Fédération de Russie. Le HCDH a supprimé cinq présences sur le terrain : à Santiago du Chili (bureau régional), en Angola (bureau de pays), au Guyana, aux Maldives, au Pakistan (conseillers pour les droits de l'homme) et en Éthiopie/Érythrée (mission de paix). À la fin de l'année, le Haut-Commissariat gérait ou appuyait 52 présences sur le terrain, contre 47 à la fin de l'année 2007.

Types de présences sur le terrain

La décision d'implanter une présence sur le terrain est prise en consultation avec le gouvernement concerné, en tenant compte de la situation des droits de l'homme, des conditions de sécurité, de certains facteurs politiques, des ressources humaines et financières disponibles, des arrangements administratifs et de l'ampleur des activités à entreprendre.

Bureaux de pays

Pour établir un bureau de pays, le HCDH négocie avec le gouvernement du pays hôte un mandat prévoyant l'observation de la situation des droits de l'homme, la protection de ces droits, des activités de coopération technique et la présentation de rapports publics. Les mandats des bureaux de pays, normalisés, font l'objet d'un accord avec les gouvernements concernés ; les domaines d'intervention spécifiques de chaque bureau de pays sont déterminés en coopération avec les gouvernements sur la base d'une évaluation des problèmes en matière de droits de l'homme, des acteurs nationaux et internationaux menant un travail dans ce domaine et des moyens les plus efficaces dont dispose le HCDH pour remédier aux déficits constatés dans la réalisation des droits de l'homme. Des rapports sur le travail des bureaux et sur la situation des droits de l'homme dans les pays hôtes sont régulièrement présentés au Conseil des droits de l'homme, pour que celui-ci se penche sur les problèmes exposés et envisage d'autres mesures.

À la fin de l'année 2008, le Haut-Commissariat disposait de huit bureaux de pays, situés en Bolivie, au Cambodge, en Colombie, au Guatemala, au Mexique, au Népal, en Ouganda et au Togo, ainsi que deux bureaux autonomes implantés au Kosovo (Serbie) et dans le territoire palestinien occupé. Le HCDH a fermé son bureau en Angola à la fin du premier semestre 2007 et prévoit d'en ouvrir un en Mauritanie en 2009.

Bureaux régionaux

Dans la mesure du possible, les bureaux régionaux complètent les compétences des bureaux de pays en leur offrant un appui sur des questions institutionnelles et thématiques, assorti si nécessaire d'un soutien pour

des problèmes spécifiques. Ils se concentrent sur les problèmes transversaux, à dimension régionale, qui se posent dans le domaine des droits de l'homme. Ils prêtent également main-forte aux gouvernements nationaux, pour la mise en œuvre des recommandations des procédures spéciales et des organes de suivi des traités, ainsi que pour les affaires en rapport avec l'examen périodique universel. Les bureaux coopèrent étroitement avec les organisations intergouvernementales à vocation régionale ou sous-régionale.

À la fin de l'année 2008, le HCDH disposait de bureaux régionaux en Afrique de l'Est (Addis-Abeba), en Afrique australe (Pretoria), en Afrique de l'Ouest (Dakar) en Asie du Sud-Est (Bangkok), dans le Pacifique (Suva), au Moyen-Orient (Beyrouth), en Asie centrale (Bichkek) et en Amérique centrale (bureau situé à Panama et complété par un bureau de liaison à Santiago du Chili), ainsi que d'un centre sous-régional pour l'Afrique centrale (Yaoundé). En 2008, le Gouvernement du Qatar et le Haut-Commissariat ont conclu un mémorandum d'accord relatif à l'ouverture d'un Centre de formation et de documentation sur les droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe. Le bureau régional pour l'Amérique latine (Santiago du Chili) rouvrira au début de l'année 2009. Au cours de cette même année, un autre bureau régional devrait ouvrir ses portes en Europe (Bruxelles). Le HCDH envisage d'implanter des bureaux pour l'Asie du Sud-Ouest et l'Afrique du Nord.

Composantes droits de l'homme des missions de paix

Le HCDH soutient les composantes droits de l'homme des missions de paix, en offrant des conseils spécialisés et un appui fonctionnel aux acteurs des Nations Unies qui participent à des missions intégrées. Les composantes droits de l'homme des missions de paix ont une double chaîne hiérarchique : elles sont responsables devant le chef de la mission et devant la Haut-Commissaire.

Conformément aux résolutions du Conseil de sécurité, les composantes droits de l'homme des missions de paix s'attachent à :

- ▶ mener des activités d'observation, de collecte d'informations, d'investigation et d'établissement de rapports concernant la situation des droits de l'homme ;
- ▶ veiller à ce que les processus de paix favorisent la justice et l'équité ;
- ▶ prévenir et réparer les atteintes aux droits de l'homme ;
- ▶ renforcer les capacités et les institutions de protection des droits de l'homme ;
- ▶ intégrer les droits de l'homme dans l'ensemble des activités et des programmes des Nations Unies.

À la fin du mois de décembre 2008, 17 missions de paix menaient une action de protection et de promotion des droits de l'homme dans le cadre de leur mandat, intervenant en Afghanistan, au Burundi, en République centrafricaine, en République démocratique



Camp pour personnes déplacées internes en République démocratique du Congo.

du Congo, en Côte d'Ivoire, au Darfour (Soudan), en Géorgie, en Guinée-Bissau, en Haïti, en Iraq, au Kosovo (Serbie), au Libéria, en Sierra-Leone, en Somalie, au Soudan, au Tchad et au Timor-Leste.

En juin 2008, le Département des opérations de maintien de la paix, le Département des affaires politiques et le HCDH ont publié une directive commune sur l'établissement de rapports publics par les composantes droits de l'homme des missions de paix ; l'objet de cette directive était d'harmoniser les procédures d'établissement des rapports thématiques et périodiques appliquées dans les différentes missions. Le HCDH prête son concours technique, parfois accompagné d'un appui financier, aux missions de paix intégrées. Le Haut-Commissariat participe également aux missions interdépartementales d'évaluation technique préalables à la conception des opérations de paix et à leur mise en place.

Conseillers pour les droits de l'homme auprès des équipes de pays

Les conseillers pour les droits de l'homme aident les coordonnateurs résidents, les chefs des institutions des Nations Unies et les équipes de pays à intégrer les droits de l'homme dans les stratégies relatives aux programmes et dans leur mise en œuvre. Les conseillers sont déployés à la demande des coordonnateurs résidents et s'acquittent généralement des fonctions suivantes :

- ▶ conseiller le coordonnateur résident et l'équipe de pays des Nations Unies sur les stratégies à adopter pour constituer des capacités nationales de défense des droits de l'homme ou pour les renforcer, conseiller et former les institutions nationales indépendantes de protection des droits de l'homme ;
- ▶ conseiller les titulaires d'obligations sur les meilleures méthodes pour promouvoir les valeurs normatives des Nations Unies ;
- ▶ créer des réseaux avec des acteurs issus de l'ensemble de la société civile et leur offrir une aide pratique ;
- ▶ offrir un appui opérationnel aux activités de formation et/ou de renforcement des capacités nationales dans le domaine des droits de l'homme, notamment aux activités menées dans le cadre du programme Action 2.

Au 31 décembre 2008, 15 conseillers pour les droits de l'homme étaient déployés en Équateur, en Guinée, en Indonésie, au Kenya, en République kirghize, en ex-République yougoslave de Macédoine, en République de Moldova, au Nicaragua, au Niger, en Papouasie-Nouvelle Guinée, en Fédération de Russie, au Rwanda, en Serbie, à Sri Lanka et au Sud-Caucase (conseiller en poste à Tbilissi, responsable de la

Géorgie, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie). Les conseillers pour les droits de l'homme en mission au Guyana, aux Maldives et au Pakistan ont cessé leurs activités au début de l'année 2008. Il est prévu de déployer des conseillers en Albanie, dans la région des Grands Lacs (Bujumbura) et au Tadjikistan en 2009.

Appui du siège aux opérations sur le terrain

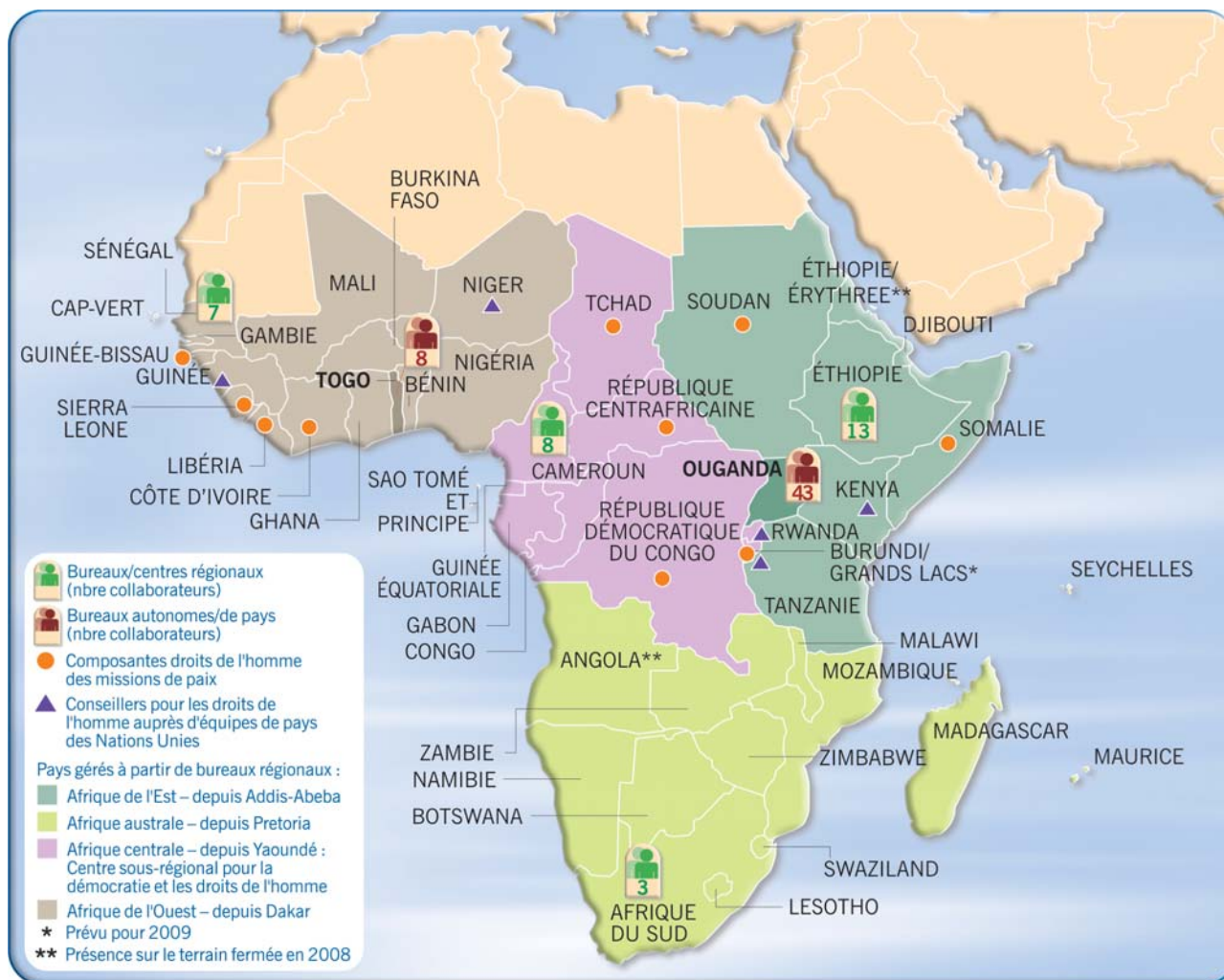
En 2008, la Division des opérations sur le terrain et de la coopération employait 101 personnes au siège. La Division renforce l'appui du siège aux services extérieurs et suit de près l'évolution des situations en matière de droits de l'homme, notamment par l'intermédiaire de l'équipe d'intervention rapide du Haut-Commissariat, en accordant une attention particulière aux secteurs où le HCDH ne dispose d'aucune présence sur le terrain. La coordination interne sur les initiatives menées dans les pays a été renforcée, notamment avec les organes de suivi des traités, les procédures spéciales, le Conseil des droits de l'homme, l'examen périodique universel et les domaines thématiques.

Coopération avec les organisations humanitaires

Le HCDH participe aux activités de la communauté humanitaire par son travail au sein du Comité permanent interorganisations (CPI), du Comité exécutif pour les affaires humanitaires, du Groupe de travail du module global de protection, du Groupe des coordonnateurs humanitaires, du Comité directeur de ProCap (Projet de renforcement des capacités de protection) et du Sous-groupe de travail du CPI sur les mesures préalables et la planification des mesures d'urgence. Le Haut-Commissariat s'efforce d'intégrer les droits de l'homme dans la programmation et les politiques relatives aux activités humanitaires en participant aux mécanismes interorganisations, ainsi qu'au travail des modules de protection sur le terrain.

Sur le terrain, le personnel du HCDH se consacre de plus en plus à l'intégration des droits de l'homme dans les activités d'aide humanitaire menées au lendemain des catastrophes naturelles, ainsi qu'à la préparation et à la mise en œuvre des Plans d'action humanitaire communs et des procédures d'appel global. La participation du HCDH aux procédures d'appel global a été facilitée par l'appui plus coordonné du siège et par la rationalisation résultant de l'alignement sur le processus de planification budgétaire.

Le HCDH sur le terrain : Afrique



Type de présence	Localisation
Bureaux de pays	<ul style="list-style-type: none"> Angola** Ouganda Togo
Bureaux et centres régionaux	<ul style="list-style-type: none"> Afrique australe (Pretoria, Afrique du Sud) Afrique centrale (Yaoundé, Cameroun) Afrique de l'Est (Addis-Abeba, Éthiopie) Afrique de l'Ouest (Dakar, Sénégal)
Composantes droits de l'homme des missions de paix des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> Burundi République centrafricaine République démocratique du Congo Côte d'Ivoire Darfour (Soudan) Éthiopie/Érythrée** Guinée-Bissau Libéria Sierra Leone Somalie Soudan Tchad
Conseillers pour les droits de l'homme auprès d'équipes de pays des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> Guinée Kenya Niger Rwanda

** Fermé en 2008

Malgré la diversité des cultures et des pays, on observe en Afrique un certain nombre de problèmes communs dans le domaine des droits de l'homme. Si plusieurs États ont organisé des élections pacifiques et régulières en 2008, dans d'autres pays, on a eu recours à la violence pour falsifier les résultats du scrutin et des membres de l'opposition politique, des journalistes, ainsi que des chefs de file de la société civile ont été réduits au silence à l'approche des élections. La crise financière et les changements climatiques ont aggravé la pauvreté et accru la proportion de la population dépendante de l'aide alimentaire. Associés à un sentiment d'exaspération croissant provoqué par la mauvaise gouvernance, ces facteurs ont entraîné une agitation sociale de plus en plus vive, dont un certain nombre d'émeutes et de manifestations massives, souvent réprimées avec brutalité par les forces de l'ordre. Les conflits qui troublaient le Soudan, le Tchad, la Somalie et la région orientale de la République démocratique du Congo se sont poursuivis, dans un climat d'atteintes généralisées aux droits de la personne, notamment sous forme de violences sexuelles et sexistes et de viols, et ont provoqué des déplacements massifs de population.

Quelques évolutions bienvenues ont cependant été observées dans le domaine institutionnel. La Cour africaine de justice a achevé sa fusion avec la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples ; le Réseau africain d'institutions nationales de défense des droits de l'homme s'est étoffé, accueillant de nouveaux

membres, et a gagné en importance. Un certain nombre d'États ont coopéré avec le système des organes de suivi des traités, accomplissant des progrès remarquables dans l'établissement des rapports ; plusieurs pays ont pris des mesures en vue d'abolir la peine de mort.

Le HCDH en Afrique : exemples d'impact en 2008

Promotion de changements législatifs et politiques :

- ▶ Au **Cameroun**, le Gouvernement a préparé une loi destinée à protéger les droits des peuples autochtones.
- ▶ En **République centrafricaine**, le code pénal et la législation militaire ont fait l'objet d'une révision destinée à les rendre compatibles avec les normes internationales en matière de droits de l'homme et le droit humanitaire international.
- ▶ En **Côte d'Ivoire**, le Gouvernement a mis en place de nouvelles politiques pour lutter contre la traite des êtres humains et la corruption, ainsi que pour poursuivre les auteurs de violations des droits de l'homme.
- ▶ En **République démocratique du Congo**, le Parlement a adopté une loi destinée à protéger les personnes atteintes du VIH/sida de la discrimination et de la stigmatisation.
- ▶ En **Guinée-Bissau**, un code de conduite a été élaboré à l'intention de la police.
- ▶ Au **Libéria**, la Stratégie nationale relative à la réforme du secteur de la sécurité comprend des dispositions relatives aux droits de l'homme.
- ▶ Au **Soudan du Sud**, le Gouvernement a reconnu la nécessité de mettre en œuvre un programme d'aide juridique.

Appui à l'éducation et à la formation dans le domaine des droits de l'homme :

- ▶ En **Ouganda**, la formation assurée auprès du personnel de la Commission des droits de l'homme et du Centre de coopération militaro-civile a entraîné une intensification des efforts de surveillance, de sensibilisation et de médiation concernant les droits de l'homme dans les camps et dans les régions de retour.
- ▶ En **Côte d'Ivoire**, 100 clubs des droits de l'homme ont été créés dans des écoles et des collèges. Ces clubs ont élaboré des plans d'action et entrepris, de manière indépendante, de nombreuses activités pour sensibiliser l'opinion publique.
- ▶ En **Guinée-Bissau**, les sessions de formation organisées à l'intention des journalistes et des professionnels des médias ont contribué à une augmentation du nombre d'émissions de radio consacrées aux droits de l'homme et à la création d'un réseau de défense des droits de l'homme, formé de journalistes.
- ▶ En **Sierra-Leone**, la formation dispensée à des procureurs de police, à des présidents de tribunaux locaux et à des membres du personnel pénitentiaire a contribué à quelques améliorations dans l'administration de la justice, notamment une réduction du nombre d'affaires en attente et un respect accru pour les droits de l'homme dans l'administration de la justice.

Renforcement des institutions nationales de défense des droits de l'homme :

- ▶ Au **Cameroun**, la Commission nationale des droits de l'homme s'est vu accorder l'autonomie financière.
- ▶ En **République centrafricaine**, les autorités ont constitué un comité national, chargé de rédiger un projet de loi sur la création d'une institution nationale des droits de l'homme en accord avec les Principes de Paris.
- ▶ En **République démocratique du Congo**, le Sénat a adopté un projet de loi sur la création d'une institution nationale des droits de l'homme ; le texte a ensuite été soumis à l'Assemblée nationale.
- ▶ **Djibouti** a mis en place une commission nationale des droits de l'homme.
- ▶ En **Éthiopie**, le personnel de la Commission nationale des droits de l'homme a reçu une formation ; un site web et un centre de documentation sur les droits de l'homme ont été créés.
- ▶ En **Guinée**, un Observatoire national des droits de l'homme a vu le jour ; il pourrait s'agir d'une première étape en vue de la création d'une institution nationale de défense des droits de l'homme fondée sur les Principes de Paris.
- ▶ Au **Lesotho**, les recommandations du HCDH relatives à la mise en place d'une commission nationale des droits de l'homme ont été acceptées par les autorités et seront intégrées à un texte de loi qui devrait être publié prochainement.

Promotion de la présentation de rapports aux organes de suivi des traités :

- ▶ L'**Angola** a finalisé son document de base commun et soumis son premier rapport au Comité des droits économiques, sociaux et culturels.
- ▶ À **Djibouti**, un comité interministériel a été constitué pour coordonner le processus d'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités.



- ▶ L'**Éthiopie** a soumis son document de base commun au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, achevant également le rapport en souffrance attendu par ce même Comité.
- ▶ Le **Rwanda** a présenté ses rapports au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et au Comité des droits de l'homme. Les rapports destinés au Comité des droits économiques, sociaux et culturels et au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale ont également été préparés.
- ▶ Le **Sénégal** a achevé des rapports en retard et les a soumis à trois organes de suivi des traités.
- ▶ En **Sierra Leone**, le cabinet a adopté une stratégie nationale pour l'établissement des rapports destinés aux organes de traités, ainsi qu'un cadre institutionnel pour la préparation des rapports de pays.
- ▶ En **Ouganda**, l'Équipe ougandaise spécialement chargée de la surveillance et de l'établissement de rapports a rendu compte de l'application du Protocole facultatif sur les enfants dans les conflits armés au Comité des droits de l'enfant et mis la dernière main à un Plan d'action pour les enfants dans les conflits armés.

Appui aux initiatives en matière de justice transitionnelle :

- ▶ Au **Burundi**, des activités de sensibilisation ont suscité un vaste débat sur la justice transitionnelle dans l'opinion et préparé le terrain pour des consultations nationales, qui devraient débiter en 2009.
- ▶ Au **Libéria**, la Commission vérité et réconciliation a soumis le premier volume de son rapport final au président et à l'assemblée le 19 décembre 2008.
- ▶ En **Sierra Leone**, des recommandations essentielles de la Commission vérité et réconciliation, concernant notamment les lois sur l'égalité entre les sexes, la loi sur les droits de l'enfant et les premières phases d'un programme de réparations, ont été mises en œuvre.
- ▶ En **Somalie**, une clause relative à la justice et à la réconciliation a été incluse dans l'accord de Djibouti et un groupe de travail mixte, réunissant des représentants du Gouvernement fédéral de transition et de l'Alliance pour la seconde libération de la Somalie, a été formé.
- ▶ Au **Togo**, un Décret présidentiel portant création d'une Commission vérité, justice et réconciliation, a été adopté.

Appui aux mécanismes de surveillance, d'enquête et de réparation concernant les violations des droits de l'homme :

- ▶ Au **Burundi**, des juges ont bénéficié d'une formation en matière de droits de l'homme. Le suivi systématique d'affaires précises de violations des droits de l'homme, moyennant des interventions auprès des autorités compétentes, a abouti, dans bien des cas, à leur règlement.
- ▶ En **Côte d'Ivoire**, des fonctionnaires du ministère de la Justice et des droits de l'homme ont entrepris des missions sur le terrain pour observer les conditions de vie dans les prisons et ont organisé des réunions publiques avec la communauté et les autorités civiles et militaires.
- ▶ En **République démocratique du Congo**, un réseau de protection des victimes et des témoins a été constitué et cinq permanences juridiques ouvertes pour apporter une aide aux victimes de viols et d'autres formes de violence sexuelle.
- ▶ En **Ouganda**, les gouvernements locaux des districts de Lira, Kitgum, Gulu et Pader ont créé des services spécialement chargés d'observer la situation des droits de l'homme et d'intégrer une approche fondée sur les droits de l'homme dans les plans de développement des districts.
- ▶ Au **Tchad**, le respect des délais légaux de détention provisoire se serait amélioré à l'issue de visites dans les structures de détention, menées par les spécialistes des droits de l'homme de la mission intégrée des Nations Unies.
- ▶ En **Guinée-Bissau**, des détenus ont reçu des soins médicaux et des produits non alimentaires de première nécessité du fait de l'observation régulière de leur situation humanitaire et du respect de leurs droits fondamentaux.
- ▶ Au **Soudan du Sud**, plusieurs personnes détenues illégalement ont été libérées à la suite d'interventions et il a été fait appel d'un certain nombre de condamnations à mort.

Intégration des droits de l'homme aux politiques et aux programmes du système des Nations Unies :

- ▶ Des activités relatives aux droits de l'homme ont été intégrées dans des Plans-cadres d'aide au développement élaborés ou en cours d'élaboration en **Angola** et au **Botswana**, ainsi que dans des documents de stratégie de réduction de la pauvreté en **Sierra Leone** et au **Libéria**.
- ▶ En **Guinée-Bissau**, les questions d'égalité entre les sexes ont été prises en compte dans des programmes de coopération pour le développement, au titre d'efforts entrepris pour mettre en œuvre la Résolution 1325 du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité.
- ▶ Au **Kenya**, un réseau de coordonnateurs des activités relatives aux droits de l'homme, recrutés parmi les représentants d'institutions des Nations Unies, a été formé.
- ▶ Au **Niger**, les droits de l'homme ont été intégrés au plan d'action stratégique et au plan d'action annuel du Programme des Nations Unies pour le développement.

En 2008, le HCDH disposait de deux bureaux de pays en Afrique, situés en Ouganda et au Togo, et de quatre bureaux/centres régionaux implantés à Addis-Abeba (Afrique de l'Est), à Dakar (Afrique de l'Ouest), à Pretoria (Afrique australe) et à Yaoundé (Afrique centrale). Le Haut-Commissariat a appuyé les composantes droits de l'homme de 12 missions de paix des Nations Unies, déployées au Burundi, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Côte d'Ivoire, au Darfour (Soudan), en Éthiopie/Érythrée, en Guinée-Bissau, au Libéria, en Sierra-Leone, en Somalie, au Soudan et au Tchad. En complément du conseiller pour les droits de l'homme déployé au Rwanda, le HCDH a détaché des conseillers en Guinée, au Kenya et au Niger. En mai, le Haut-Commissariat a fermé son bureau extérieur en Angola, en raison de l'échec des négociations sur la reconduction officielle de son mandat dans le pays. Un groupe composé de 16 fonctionnaires internationaux et de quatre agents administratifs s'occupe du continent depuis le siège, surveillant les situations préoccupantes et dispensant un appui administratif et fonctionnel aux présences sur le terrain. Dans le même temps, le Haut-Commissariat a continué à soutenir les travaux des Experts indépendants chargés d'examiner la situation des droits de l'homme au Burundi, en Somalie et en République démocratique du Congo, de l'Expert indépendant chargé de la coopération technique et des services consultatifs au Libéria et du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Soudan.

Bureaux de pays

Angola

Date d'ouverture	mai 2003
Date de fermeture	mai 2008
Effectif au 31 mai 2008	19 pers.
Dépenses en 2008	1 356 692 dollars E.-U.

Après son accession à l'indépendance en 1975, l'Angola a subi 27 années de guerre civile, auxquelles un accord de paix a mis fin en avril 2002. Depuis, l'Angola s'est consacré à la consolidation de la paix, à la reconstruction de ses infrastructures, à la réinstallation de milliers de réfugiés et de déplacés internes et au renforcement de son cadre institutionnel de protection des droits de l'homme. Des élections législatives – les premières depuis 16 ans – ont été organisées en septembre 2008. Le scrutin s'est déroulé dans le calme mais des ONG ont fait part de leur préoccupation quant à certaines irrégularités. Le pays souffre toujours

d'un certain nombre de problèmes : liberté d'expression limitée, impunité et pauvreté généralisée.

Le HCDH a géré un bureau de pays en Angola pendant cinq ans, de mai 2003 à mai 2008. En 2008, le bureau a été fermé à la demande des autorités angolaises, au motif que la représentation du HCDH n'était plus nécessaire. Le Gouvernement s'est dit reconnaissant du soutien précieux que le Haut-Commissariat avait accordé au cours des cinq années précédentes et a affirmé que sa décision de ne pas reconduire le mandat ne devait en aucun cas être interprétée comme un recul de l'État face à ses obligations en matière de droits de l'homme ou une volonté de mettre fin à sa coopération avec le HCDH. Le Haut-Commissariat continuera d'entretenir un dialogue avec le Gouvernement angolais, comme il le fait avec tous les gouvernements, afin de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Prêté son concours pour l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités, aidant le Gouvernement à préparer le document de base commun et le premier rapport de l'Angola au Comité des droits économiques, sociaux et culturels. Le HCDH a également aidé des organisations de la société civile à élaborer un rapport parallèle.
- ▶ Dispensé à des organisations de la société civile une formation sur les mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies, assortie d'une aide financière pour leur permettre d'assister à la session du Conseil des droits de l'homme en mars 2008.
- ▶ Organisé une consultation annuelle sur le Programme commun de réforme de la justice avec le ministère de la Justice, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et engagé, avec le cabinet du Ministre de la Justice, des discussions sur l'amélioration de la méthodologie et des mécanismes de coordination du programme commun de formation à l'observation des droits de l'homme.
- ▶ Évalué l'impact du programme de formation aux droits de l'homme assuré par le HCDH auprès de policiers pendant la période 2003-2007.
- ▶ Recensé les acteurs intervenant dans le domaine des droits de l'homme et évalué leurs besoins dans plusieurs provinces, en coopération avec les Comités provinciaux de défense des droits de l'homme.
- ▶ Offert un appui opérationnel et des conseils techniques réguliers au Médiateur, aux Comités provinciaux des droits de l'homme et au Conseil de coordination pour les droits de l'homme.

Résultats

- L'engagement de l'Angola auprès du système de défense des droits de l'homme des Nations Unies a été renforcé, comme en témoignent, en partie, la finalisation d'un document de base commun et la présentation du premier rapport du pays au Comité des droits économiques, sociaux et culturels.
- L'équipe des Nations Unies dans le pays a accepté d'appliquer une approche fondée sur les droits de l'homme pour élaborer le prochain Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.
- Le Groupe de travail technique sur la protection a favorisé la coordination interorganisations pour les questions en rapport avec les droits de l'homme et la protection.

Défis et enseignements

- Le HCDH a dû conserver une certaine souplesse, indispensable pour s'adapter aux retards, annulations et modifications qui ont émaillé sa collaboration avec les institutions angolaises et pour tirer parti d'occasions politiques imprévues de promouvoir les droits de l'homme.
- Le bureau de pays a été fermé en mai 2008, avant que le HCDH ait pu achever de renforcer les institutions nationales et de les doter des moyens nécessaires pour se charger du travail précédemment assuré par le Haut-Commissariat dans le domaine des droits de l'homme. N'étant plus présent dans le pays, le HCDH recherchera d'autres moyens de renouer sa collaboration avec ces institutions, afin d'aider à remédier aux déficits dans les capacités.

Angola : Dépenses en 2008

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	736 460
Consultants	-	-
Voyages officiels	-	173 559
Services contractuels	-	48 195
Dépenses générales de fonctionnement	-	119 927
Fournitures et achats	-	40 412
Séminaires, subventions et contributions	-	63 521
Sous-total	-	1 182 074
Coûts d'appui au programme	-	174 618
TOTAL	-	1 356 692

Togo

Date d'ouverture	2006
Effectif au 31 décembre 2008	5 pers.
Dépenses en 2008	1 267 724 dollars E.-U.

Une nouvelle dynamique politique s'est fait jour au Togo depuis la conclusion de l'Accord de paix en août 2006 et les élections législatives qui se sont déroulées sans violences en 2007. En 2008, on a assisté à des améliorations dans l'exercice des droits civils et politiques, en particulier pour ce qui est de la liberté d'expression, et le nombre d'affaires de détention arbitraire signalées a diminué. Cependant, l'impunité perdure, notamment en ce qui concerne les violences commises dans le contexte des élections présidentielles de 2005.

Depuis son ouverture en novembre 2006, le bureau du HCDH au Togo s'est efforcé de doter les autorités et les institutions nationales de capacités plus solides pour s'acquitter de leurs obligations en matière de droits de l'homme, notamment la mise en œuvre des 22 engagements relatifs à la démocratie et aux droits de l'homme pris avec l'Union européenne en avril 2004, des recommandations adressées par le HCDH à l'issue de sa mission d'établissement des faits en 2005, et des recommandations formulées par divers organes de suivi des traités et mécanismes spéciaux des Nations Unies.



Activités

Le HCDH a :

- ▶ Organisé des consultations nationales afin de sensibiliser les acteurs nationaux à la problématique de la justice transitionnelle et à la mise en place d'une Commission vérité et réconciliation.
- ▶ Surveillé la situation des droits de l'homme et prêté assistance aux personnes dont les droits avaient été bafoués, en intervenant directement auprès du Gouvernement et d'autres institutions compétentes.
- ▶ Organisé, à l'échelon national, six séminaires et réunions sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme. Environ 300 parlementaires, représentants de commissions nationales des droits de l'homme et membres du personnel du ministère des Droits de l'homme, de l'armée nationale, de la police et d'ONG y ont pris part.
- ▶ Organisé 167 réunions sur la justice transitionnelle dans cinq régions administratives du pays ; ces manifestations ont attiré quelque 2 000 participants, dont des membres d'ONG, de groupes de jeunes, d'associations de femmes et de groupes religieux locaux, des étudiants, des avocats, des magistrats, des fonctionnaires, des journalistes, des dirigeants locaux de la police et de l'armée, ainsi que des chefs traditionnels.
- ▶ Participé à des ateliers conjointement organisés par le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique et le Comité international de la Croix-Rouge, ainsi qu'à des activités communes de suivi de la situation des réfugiés rapatriés, entreprises avec l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).
- ▶ Soutenu la mission du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme.
- ▶ Formé la Commission interministérielle pour les rapports d'État à la préparation des rapports destinés aux organes de suivi des traités, en offrant également une aide technique à cet effet.
- ▶ Commémoré le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, notamment en organisant un débat sur l'incidence de la Déclaration sur la législation nationale, ainsi qu'un atelier sur l'administration de la justice auprès d'agents pénitentiaires, et en distribuant 3 000 exemplaires du texte.
- ▶ Formé des administrateurs de programme de l'équipe de pays des Nations Unies aux techniques élémentaires d'intégration des droits de l'homme dans les activités de programmation pour le développement.

Résultats

- ▶ Les consultations nationales organisées par le HCDH au sujet de la mise en place d'une Commission vérité et réconciliation ont abouti à l'adoption d'un décret présidentiel portant création de la Commission vérité et réconciliation. Les consultations ont également sensibilisé la société civile à la lutte contre l'impunité et renforcé sa capacité à y participer.
- ▶ Les interventions directes du HCDH auprès des autorités, au sujet de 80 affaires de violations des droits de l'homme ont entraîné des améliorations tangibles dans la vie des individus victimes de ces atteintes.
- ▶ Les activités de formation, ainsi que les séminaires et réunions organisés à l'échelle nationale, ont amélioré la connaissance et la compréhension des principes et des normes en matière de droits de l'homme au sein des groupes cibles, qui comprenaient des législateurs, des fonctionnaires et des représentants d'ONG.

Défis et enseignements

- ▶ Il est toujours difficile de gérer les grandes attentes suscitées par ce petit bureau. En dépit d'améliorations récentes, le Togo continue à subir les conséquences d'un passé dominé par la violence politique et par des problèmes complexes en matière de droits de l'homme, dont le traitement exigera du temps et des efforts soutenus. Le bureau devrait continuer à mettre l'accent sur les efforts et les initiatives visant à promouvoir la consolidation de la paix, la démocratie, la bonne gouvernance et une culture de respect des droits de l'homme.

Togo : Dépenses en 2008		
	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	481 198
Consultants	-	78 644
Voyages officiels	-	97 524
Services contractuels	-	104 002
Dépenses générales de fonctionnement	-	82 458
Fournitures et achats	-	19 327
Séminaires, subventions et contributions	-	258 727
Sous-total	-	1 121 880
Coûts d'appui au programme	-	145 844
TOTAL	-	1 267 724

Ouganda

Date d'ouverture	2005
Effectif au 31 décembre 2008	43 pers.
Dépenses en 2008	3 407 341 dollars E.-U.

La situation en matière de droits de l'homme et de sécurité a continué à s'améliorer en Ouganda du Nord et du Nord-Ouest en 2008 ; 75 pour cent des déplacés internes, dont le nombre est estimé à 1,8 million, ont ainsi regagné leur localité d'origine. Le processus de paix de Juba, entamé deux ans auparavant, a subi un violent coup d'arrêt en décembre 2008 : l'Ouganda, la République démocratique du Congo et le Sud-Soudan ont en effet lancé une opération militaire conjointe contre des bases de l'Armée de résistance du Seigneur (*Lord's Resistance Army, LRA*) implantées dans l'est du Congo, après que la LRA eut refusé de signer un accord de paix définitif. Au niveau national, on a continué à signaler des tortures et d'autres formes de mauvais traitements. Un certain nombre de progrès, concernant la réduction de l'extrême pauvreté, l'augmentation de la scolarisation dans le primaire et la lutte contre des maladies de grande ampleur, telles que le VIH/sida et le paludisme, ont été observés en Ouganda. Cependant, le pays présente de fortes disparités régionales et les indicateurs montrent que les objectifs nationaux de réduction des taux de mortalité maternelle et des enfants de moins de cinq ans à l'échéance 2015, fixés dans le cadre du Programme du Millénaire pour le développement, ont peu de chances d'être atteints.

La fonction première du bureau de pays du HCDH est de protéger et d'autonomiser les populations qui vivent dans les régions touchées par des conflits, situées au nord et au nord-ouest de l'Ouganda. En raison de l'amélioration générale de la situation des droits de

l'homme et de la sécurité observée dans le pays, en 2008, le HCDH a accordé la priorité au renforcement de la capacité locale de surveillance et de traitement des violations des droits de l'homme commises pendant et après les conflits. À la fin de l'année, le Haut-Commissariat disposait de six bureaux sous-régionaux ou de district, situés à Gulu, Pader, Kitgum (Acholiland), Lira (Lango), Soroti (Teso), et Moroto (Karamoja), en complément de son siège de Kampala et d'un bureau de liaison à Kotido (Karamoja).

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Formé 2 239 policiers, 950 membres de l'armée, 60 membres des administrations locales, 25 enquêteurs de la Commission ougandaise des droits de l'homme et 30 membres du Centre de coopération civilo-militaire.
- ▶ Impulsé des efforts de sensibilisation afin de trouver des solutions durables à la situation des déplacés internes et de créer des conditions propices à leur retour, et participé à des missions communes dans les camps et dans les régions de retour.
- ▶ Dispensé des conseils techniques sur les droits des personnes handicapées et prôné la ratification de la Convention s'y rapportant.
- ▶ Organisé des réunions de sensibilisation sur les droits de l'homme et les réparations à l'intention d'intervenants clés, dont des chefs traditionnels et des dirigeants politiques locaux à Acholiland, Lango et Teso.
- ▶ Intensifié son dialogue sur les enfants et les conflits armés avec le Gouvernement.
- ▶ Dirigé le plaidoyer relatif aux droits et aux questions de genre au sein de l'Équipe des Nations Unies spécialement chargée du VIH/sida et aidé la Commission ougandaise de réforme de la législation à rédiger le projet de loi sur la prévention du VIH/sida.



- ▶ Encouragé l'intégration des droits de l'homme auprès des membres de l'équipe des Nations Unies dans le pays, notamment en formant 36 collaborateurs d'institutions onusiennes.
- ▶ Prêté son concours au Programme des Nations Unies pour le développement, afin de faciliter l'application d'une stratégie de réalisation des objectifs du Millénaire fondée sur les droits de l'homme.
- ▶ Effectué une analyse de la situation des droits de l'homme dans le cadre du bilan décennal du Plan d'action ougandais pour l'élimination de la pauvreté, qui doit servir de point de départ à l'élaboration d'un nouveau Plan de développement national.
- ▶ Conseillé l'équipe des Nations Unies dans le pays sur les éléments « droits de l'homme » du secteur de la justice et du maintien de l'ordre public et offert des orientations techniques pour les documents de politique générale du Comité permanent interorganisations.
- ▶ Formé plus de 90 fonctionnaires des administrations locales à l'application d'une approche fondée sur les droits de l'homme.
- ▶ Appuyé la coopération du Gouvernement et de la société civile avec les mécanismes et initiatives de défense des droits de l'homme des Nations Unies, notamment en ce qui concerne l'établissement des rapports dus au titre des principaux traités.
- ▶ Un rapport de recherche thématique sur le logement, les terres et les droits de propriété en Ouganda du Nord, fondé sur les activités d'observation du retour des déplacés internes menées par le HCDH, a été achevé.

Résultats

- ▶ La connaissance des droits de l'homme s'est améliorée et les procédures disponibles pour remédier aux atteintes aux droits de l'homme ont été utilisées de manière plus systématique au sein de la police, de l'armée et du système judiciaire en Ouganda du Nord.
- ▶ À l'issue des formations assurées par le HCDH, la Commission des droits de l'homme et le Centre de coopération civilo-militaire ont intensifié leurs efforts de surveillance, de sensibilisation et de médiation dans les camps et dans les régions accueillant des populations de retour.
- ▶ Suite à l'action de plaidoyer menée par le Haut-Commissariat, les gouvernements locaux des districts de Lira, Kitgum, Gulu et Pader ont créé des services de droits de l'homme dans leurs districts respectifs. Ces services sont chargés d'observer la situation des droits de l'homme et d'intégrer l'approche fondée sur les droits dans les plans de développement élaborés à l'échelle des districts.
- ▶ Grâce au travail de sensibilisation et de recherche mené dans le domaine de la justice transitionnelle,



Le personnel du HCDH interroge des victimes de violations des droits de l'homme en Ouganda.

les principaux intervenants ont compris que le droit d'obtenir réparation était un droit fondamental. La campagne de mobilisation entreprise par la suite par un groupe de la société civile, la Coalition pour la justice transitionnelle en a donné la preuve. Au cours de cette campagne, la Coalition a recommandé d'inclure les réparations dans le mandat du Groupe de travail sur la justice transitionnelle, créé par le Gouvernement. Un groupe de la société civile spécialiste des problèmes des femmes en temps de conflit a élaboré un plan d'action pour renforcer l'engagement des femmes dans la justice transitionnelle, notamment en attirant l'attention sur la dimension sexospécifique des réparations.

- ▶ À l'initiative du HCDH, l'Équipe ougandaise spécialement chargée de la surveillance et de l'établissement de rapports a soumis un rapport sur l'application du Protocole facultatif sur les enfants dans les conflits armés au Comité des droits de l'enfant et aidé à finaliser un Plan d'action pour les enfants dans les conflits armés.
- ▶ Des institutions spécialisées des Nations Unies ont demandé à ce que la formation sur les indicateurs en matière de droits de l'homme dispensée à leur personnel soit élargie, notamment en ce qui concerne les droits à l'alimentation, à la santé et à l'éducation.

Défis et enseignements

- ▶ La présence des ONG et leur capacité à entreprendre une action en faveur des droits de l'homme varient d'une région du pays à l'autre, les insuffisances les plus marquées étant observées en

Ouganda du Nord et au Karamoja. Comme la participation des ONG renforce la légitimité de l'action de défense des droits de l'homme et l'enrichit de nouveaux points de vue, leur faible nombre et l'insuffisance de leurs capacités posent des problèmes.

- Pour remédier au déficit de capacités, il faut non seulement assurer des formations mais aussi élaborer des projets d'assistance technique et des propositions politiques visant à produire des changements institutionnels. De plus, les futurs programmes devraient être orientés sur une plus grande institutionnalisation des efforts de formation du HCDH, en particulier en les reliant aux services de formation des organes concernés.

Ouganda : Dépenses en 2008		
	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	2 253 582
Consultants	-	6 231
Voyages officiels	-	55 681
Services contractuels	-	18 822
Dépenses générales de fonctionnement	-	240 712
Fournitures et achats	-	101 706
Séminaires, subventions et contributions	-	338 613
Sous-total	-	3 015 346
Coûts d'appui au programme	-	391 995
TOTAL	-	3 407 341

Bureaux et centres régionaux

Centre sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale (Yaoundé, Cameroun)

Date d'ouverture	2001
Effectif au 31 décembre 2008	8 pers.
Dépenses en 2008	1 118 262 dollars E.-U.

En Afrique centrale, le respect des droits de l'homme et la démocratie souffrent toujours de graves insuffisances. Si les droits de l'homme sont expressément garantis par la Constitution dans certains pays, leur transposition dans la législation est loin d'être effective. Les discriminations contre les minorités ethniques, les femmes et les enfants demeurent extrêmement préoccupantes et les systèmes judiciaires ont besoin d'être renforcés, sur le plan juridique et financier.

Certains secteurs de l'Afrique centrale sont toujours en proie à des conflits, tandis que l'impunité et les déficits démocratiques menacent la stabilité à long terme de la sous-région. Il existe des institutions nationales des droits de l'homme dans la plupart des pays, mais celles-ci ne satisfont pas aux Principes de Paris en termes d'indépendance, de montant des budgets, de locaux et de personnel. On assiste néanmoins à une prise de conscience croissante de ces insuffisances et dans plusieurs pays, des mesures sont engagées pour améliorer la situation.

Le Centre pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale a été créé par une résolution de l'Assemblée générale ; situé à Yaoundé, il mène ses activités sous les auspices du HCDH. En 2008, le Centre a orienté ses efforts sur l'égalité entre les sexes et l'émancipation des femmes, la traite des enfants, la non-discrimination à l'égard des peuples autochtones, la justice transitionnelle, l'État de droit et les normes relatives aux droits de l'homme dans le travail de la police.

Activités

Le centre a :

- Mené trois missions en République du Congo pour dispenser des formations sur des questions en rapport avec les droits de l'homme à des représentants du Gouvernement et à des parlementaires, et pour appuyer l'établissement de la Commission congolaise des droits de l'homme.
- Organisé au Gabon, en collaboration avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, une conférence régionale sur la traite des enfants à l'intention de 26 participants originaires de Guinée équatoriale, du Cameroun, du Gabon et de la République du Congo.
- Assuré un stage de « formation des formateurs » d'une durée de quatre jours sur la justice transitionnelle, au bénéfice de 13 participants provenant de six pays de la sous-région.
- Formé le personnel des Nations Unies à la méthodologie de programmation fondée sur les droits de l'homme.
- Préparé, en coopération avec l'Organisation internationale du travail, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Fonds mondial pour la nature, une évaluation de la situation des droits des peuples autochtones au Cameroun, en vue d'aborder les problèmes décelés dans le prochain Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté du Cameroun et les futurs projets des Nations Unies.
- Formé 15 participants originaires d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest à l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, en collaboration

avec l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture.

- ▶ Contribué à des programmes de formation dans deux écoles de police du Cameroun, en élaborant des modules d'une durée de trois heures sur les normes relatives aux droits de l'homme pour des représentants des forces de l'ordre ; animé quatre stages dans une école supérieure sous-régionale, à l'intention de policiers responsables du maintien de l'ordre, ainsi que trois stages dans un centre de formation national, pour des gendarmes chargés des enquêtes criminelles, avec 25 à 30 participants par stage ; et coorganisé une conférence sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées au Cameroun.
- ▶ Coopéré avec l'équipe des Nations Unies en Guinée équatoriale afin de définir la contribution de l'ONU aux politiques nationales de lutte contre le VIH/sida.
- ▶ Continué à participer aux réunions périodiques de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et du Comité consultatif des Nations Unies pour la paix et la sécurité en Afrique centrale.

Résultats

Le centre a :

- ▶ Constitué un réseau sous-régional de formateurs spécialistes de la justice transitionnelle, qui échangent des informations depuis la naissance du réseau.
- ▶ Fourni des éclaircissements sur les divergences entre les lois nationales relatives aux droits des femmes et les traités internationaux dont le Cameroun est signataire, afin d'aider le Gouvernement et le Parlement à rédiger des lois compatibles avec les obligations internationales du pays. Le ministère de la Promotion de la femme et de la famille a indiqué qu'il souhaiterait poursuivre l'étude des différences décelées avec le HCDH.
- ▶ À l'issue des interventions du HCDH et de ses contributions techniques, et en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, le Gouvernement camerounais a préparé un texte de loi pour protéger les droits des peuples autochtones.
- ▶ Suite aux conseils techniques prodigués par le Haut-Commissariat, la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés a obtenu son autonomie financière.

Défis et enseignements

- ▶ L'action menée par le HCDH a montré qu'il était nécessaire d'accorder la priorité à l'engagement auprès des organisations régionales pour obtenir un impact maximal avec des moyens limités.

- ▶ Le HCDH est en mesure d'aider les institutions nationales de défense des droits de l'homme en Afrique centrale à intensifier leur coopération, en échangeant des informations et en se faisant part de leurs expériences, et à entreprendre des bilans à l'échelle sous-régionale.
- ▶ Le centre sous-régional pourrait s'acquitter plus efficacement de sa mission s'il était doté d'un mandat complet, incluant un travail d'enquête et d'observation sur la situation des droits de l'homme, au lieu d'un mandat limité à la promotion et la coopération technique.

Centre sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale : Dépenses en 2008

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	528 611	15 839
Consultants	-	21 705
Voyages officiels	91 203	67 792
Services contractuels	-	26 674
Dépenses générales de fonctionnement	53 100	62 434
Fournitures et achats	38 373	19 947
Séminaires, subventions et contributions	49 000	102 401
Sous-total	760 287	316 792
Coûts d'appui au programme	-	41 183
TOTAL	760 287	357 975

Bureau régional pour l'Afrique de l'Est (Addis-Abeba, Éthiopie)

Date d'ouverture	2001
Effectif au 31 décembre 2008	13 pers.
Dépenses en 2008	1 010 165 dollars E.-U.

La situation des droits de l'homme en Afrique de l'Est ne s'est pas sensiblement améliorée en 2008. La Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée a été dissoute, en raison de l'impasse dans laquelle se trouvait depuis fort longtemps le conflit frontalier entre les deux pays. L'environnement juridique de plus en plus restrictif pour les journalistes comme pour les ONG en Éthiopie, l'escalade incessante de la violence en Somalie, les tensions persistantes à la frontière entre l'Érythrée et Djibouti, associés à la crise alimentaire mondiale, ont menacé la paix et la sécurité, déjà fragiles dans la région.

Le bureau régional pour l'Afrique de l'Est est chargé de coopérer et de dialoguer avec l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et les pays de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique, en se consacrant en priorité à l'Éthiopie, à Djibouti et à la Tanzanie, où le HCDH n'est pas présent. Le HCDH œuvre au renforcement des capacités de défense des droits de l'homme de la CEA et de la Commission de l'Union africaine, coopère avec les équipes et les bureaux des Nations Unies dans les pays cibles afin d'appuyer une approche de programmation fondée sur les droits de l'homme, et aide les acteurs nationaux à se donner les moyens de protéger et de promouvoir les droits de l'homme.

Activités

Le bureau régional a :

- ▶ Organisé une réunion consultative à l'occasion de la 43^e session de la Commission africaine sur les droits de l'homme et des peuples, qui s'est tenue au Swaziland.
- ▶ Facilité des réunions du sous-groupe de l'Union africaine pour les droits de l'homme, la justice et la réconciliation, dans le cadre du programme décennal de renforcement des capacités mis en œuvre par les Nations Unies à l'intention de l'Union africaine.
- ▶ Participé à des conférences régionales et internationales organisées par la CEA, dont la conférence Union africaine-CEA des ministres des finances, de la planification et du développement économique, la première conférence panafricaine sur la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées, la neuvième Réunion consultative régionale et le sixième Forum pour le développement de l'Afrique, consacré aux droits de la femme.
- ▶ Organisé un atelier sous-régional sur l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités à l'intention de 62 membres de services gouvernementaux, d'institutions nationales des droits de l'homme, de la société civile et des Nations Unies, provenant d'Éthiopie, d'Érythrée, de Djibouti, de Tanzanie, du Kenya, du Soudan, du Burundi, du Rwanda et de l'Ouganda. Formé 68 autres membres de services gouvernementaux, d'institutions nationales des droits de l'homme et de la société civile, originaires d'Éthiopie et de Djibouti, à la préparation de rapports pour les organes de traités.
- ▶ Aidé à mettre en place le module de protection éthiopien, qui organise des réunions régulières rassemblant de nombreux acteurs nationaux et internationaux.
- ▶ Co-organisé une conférence nationale sur les droits de l'homme à Djibouti à l'intention de 70 représentants

du gouvernement, de la société civile, des institutions nationales et des Nations Unies, afin d'examiner les réalisations et les besoins du pays dans ce domaine.

- ▶ Formé 67 collaborateurs des Nations Unies en provenance d'Éthiopie et de Tanzanie, dont des chefs d'organismes, à l'approche de programmation fondée sur les droits de l'homme.
- ▶ Co-organisé, en collaboration avec l'équipe des Nations Unies en Tanzanie et la Commission tanzanienne des droits de l'homme et de la bonne gouvernance, une conférence nationale sur la situation des droits de l'homme dans le pays. Quelque 150 participants, issus de services gouvernementaux, de la société civile et d'institutions nationales, y ont assisté.
- ▶ Pris des dispositions pour permettre à cinq membres du comité ad hoc de coordination interministériel de l'Éthiopie d'assister à des sessions des organes de suivi des traités et de se familiariser avec leur mode de fonctionnement.

Résultats

- ▶ À l'issue des efforts déployés par le HCDH pour favoriser la prise en compte systématique des droits de l'homme, cette problématique a été de plus en plus intégrée aux conférences régionales et internationales de l'Union africaine et de la CEA ; de plus, la Conférence panafricaine sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées a débouché sur un appel à l'action, exhortant les États à ratifier et à mettre en œuvre le texte.
- ▶ Le HCDH a prôné, avec succès, la création d'un comité interministériel à Djibouti afin de coordonner le processus d'établissement des rapports destinés aux organes de traités et au Conseil des droits de l'homme. Le rapport de Djibouti au titre de l'examen périodique universel a de ce fait été présenté dans les délais.
- ▶ Suite aux activités de renforcement des capacités du HCDH, l'Éthiopie a pu remettre son document de base commun, ainsi que des rapports attendus depuis longtemps, au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples.
- ▶ Le Haut-Commissariat a contribué au renforcement des capacités de la Commission éthiopienne des droits de l'homme en assurant des formations auprès de son personnel et en mettant en place un site web et un centre de documentation sur les droits de l'homme. Par la suite, la Commission a assumé la responsabilité des activités initialement entreprises par le HCDH.
- ▶ À l'issue des efforts de plaidoyer entrepris par le HCDH, une commission nationale des droits de l'homme a vu le jour à Djibouti et ses membres ont été désignés.

Défis et enseignements

- ▶ À Djibouti, le HCDH a eu des difficultés à élargir l'éventail de ses partenaires potentiels du fait de la faiblesse des capacités au niveau national, en particulier au sein de la société civile.
- ▶ En 2008, le Haut-Commissariat n'a pu travailler en Érythrée, en raison de la réticence des autorités à coopérer avec des organismes onusiens ayant leur siège en Éthiopie.

Bureau régional pour l'Afrique de l'Est : Dépenses en 2008		
	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	554 376
Consultants	-	10 100
Voyages officiels	-	58 972
Services contractuels	-	29 954
Dépenses générales de fonctionnement	-	87 600
Fournitures et matériels	-	21 500
Séminaires, subventions et contributions	-	131 450
Sous-total	-	893 951
Coûts d'appui au programme	-	116 214
TOTAL	-	1 010 165

Bureau régional pour l'Afrique australe (Pretoria, Afrique du Sud)

Année d'ouverture	1998
Effectif au 31 décembre 2008	3 pers.
Dépenses en 2008	568 562 dollars E.-U.

En 2008, la dégradation de la situation au Zimbabwe a eu des répercussions négatives sur les droits de l'homme dans l'ensemble de la région. L'aggravation des crises dont souffrait le pays dans le domaine de la gouvernance, de la santé, de l'éducation, des biens fonciers/immobiliers et de la sécurité alimentaire, et l'effondrement de l'économie, asphyxiée par une hyperinflation battant tous les records, ont entraîné un exode de migrants et de demandeurs d'asile en direction des pays avoisinants. En mai 2008, ces mouvements de population ont déclenché une vague de violences xénophobes en Afrique du Sud ; les milliers de personnes déplacées par les événements ont été accueillies dans des camps temporaires aménagés par les autorités sud-africaines avec le concours de l'ONU. Une épidémie de choléra, apparue en août au Zimbabwe, a fait au bout du compte plus de 3 000

victimes et s'est propagée dans les pays voisins, ce qui a nécessité une intervention humanitaire coordonnée et efficace de la part de la communauté internationale.

Le bureau régional du HCDH à Pretoria offre des conseils et une assistance en matière de droits de l'homme aux gouvernements et aux membres de la société civile en Afrique du Sud, en Angola, au Botswana, aux Comores, au Lesotho, à Madagascar, au Malawi, à Maurice, au Mozambique, en Namibie, aux Seychelles, au Swaziland, en Zambie et au Zimbabwe. Le bureau s'engage également auprès d'organisations régionales et sous-régionales, et travaille en étroite coopération avec les équipes de pays des Nations Unies afin de faciliter la prise en compte systématique des droits de l'homme dans les programmes de développement.

Activités

Le bureau régional a :

- ▶ Co-organisé deux grandes conférences, traitant respectivement des entreprises et des droits de l'homme, et des droits de l'homme et des objectifs du Millénaire pour le développement, en Afrique du Sud.
- ▶ Organisé, en collaboration avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, un atelier régional sur les droits de l'homme et les migrations ;
- ▶ Dispensé des formations et transmis des informations pour faciliter la création ou le renforcement d'institutions nationales des droits de l'homme au Lesotho, en Zambie et à Maurice.
- ▶ Assuré des formations sur l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités et à l'examen périodique universel à l'occasion de plusieurs séminaires et conférences d'envergure régionale, et lors d'activités menées au niveau national au Mozambique, en Zambie et au Botswana.
- ▶ Participé à la mission d'assistance du Comité des Nations Unies sur la lutte contre le terrorisme à Madagascar.
- ▶ Coopéré étroitement avec l'équipe des Nations Unies aux Comores pour mettre au point une stratégie destinée à intégrer les droits de l'homme dans les efforts du Gouvernement pour la consolidation de la paix.
- ▶ Élaboré, en concertation avec l'équipe des Nations Unies au Zimbabwe, une stratégie à moyen terme pour apporter au Gouvernement d'unité nationale une assistance en matière de droits de l'homme, portant sur la Constitution, l'établissement d'une commission des droits de l'homme, la justice transitionnelle, la réconciliation nationale et la formation des forces de sécurité aux droits fondamentaux.

- Communiqué à la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDA) une stratégie pour créer une Commission des droits de l'homme de la CDA et facilité la participation du Tribunal de la CDA à un atelier organisé par le HCDH à l'échelle mondiale afin de traiter du bilan des mécanismes régionaux de défense des droits de l'homme.
- Coopéré étroitement avec la Commission des droits de l'homme et la société civile sud-africaines pour assurer des formations et communiquer des informations à l'occasion de nombreux séminaires, traitant de sujets tels que le renforcement des mécanismes régionaux de défense des droits de l'homme, les droits de l'homme et les associations religieuses, les droits de l'homme et le maintien de la paix et les droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme.

Résultats

- Les institutions nationales de défense des droits de l'homme ont été renforcées en Zambie et à Maurice ; au Lesotho, le projet de loi sur la création d'une commission nationale intégrera les recommandations du HCDH.
- Après que le Haut-Commissariat eut apporté une assistance technique, les droits de l'homme ont été davantage pris en compte dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement du Botswana.

Défis et enseignements

- En raison de ses dimensions modestes, de l'étendue géographique de son mandat et de son budget limité, le bureau a continué à s'appuyer sur la coopération avec des partenaires nationaux et régionaux pour entreprendre des activités conjointes, tout en contribuant au renforcement des capacités nationales.

Bureau régional pour l'Afrique australe : Dépenses en 2008		
	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	359 116
Consultants	-	-
Voyages officiels	-	45 050
Services contractuels	-	7 000
Dépenses générales de fonctionnement	-	41 718
Fournitures et matériels	-	11 700
Séminaires, subventions et contributions	-	38 568
Sous-total	-	503 152
Coûts d'appui au programme	-	65 410
TOTAL	-	568 562

Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest (Dakar, Sénégal)

Date d'ouverture	2007
Effectif au 31 décembre 2008	7 pers.
Dépenses en 2008	639 201 dollars E.-U.

En 2008, l'Afrique de l'Ouest a souffert de la hausse du prix des denrées alimentaires, qui a entraîné des manifestations dans plusieurs pays de la sous-région, à savoir le Burkina-Faso, la Côte d'Ivoire et le Sénégal. La situation a été aggravée par les catastrophes naturelles, notamment des inondations, qui ont touché des populations au Sénégal, en Sierra Leone, au Ghana, au Togo, au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Si la consolidation de la paix et la gouvernance démocratique ont sensiblement progressé grâce au bon déroulement d'élections en Guinée-Bissau et au Ghana, les problèmes de sécurité posés par le trafic de stupéfiants à travers la région, l'instabilité politique et le non-respect du droit continuent à susciter l'inquiétude.

Le bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest complète l'action menée par les présences du HCDH dans la région, à savoir les conseillers pour les droits de l'homme déployés en Guinée et au Niger, le bureau de pays implanté au Togo et les composantes droits de l'homme des missions de paix opérant en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Libéria et en Sierra Leone. Le bureau régional s'emploie également à remédier à certaines questions, en rapport avec l'impunité et l'État de droit, les migrations, la traite des personnes, et les droits économiques, sociaux et culturels ; dans le même temps, il cherche à faciliter l'intégration d'une approche fondée sur les droits de l'homme dans les travaux des équipes de pays des Nations Unies et d'autres partenaires, dont des organisations sous-régionales.

Activités

Le bureau régional a :

- Organisé à Dakar, en coopération avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), une conférence régionale sur la protection des réfugiés et les migrations internationales en Afrique de l'Ouest en novembre 2008, et présidé le groupe de travail sur le traitement des problèmes de protection des droits de l'homme.
- Coopéré étroitement avec l'équipe des Nations Unies au Sénégal pour former 58 membres du personnel de l'ONU et représentants de partenaires gouvernementaux, de la société civile et de

l'institution nationale de protection des droits de l'homme à l'approche de programmation fondée sur les droits de l'homme.

- ▶ Participé à la 15^e Conférence internationale sur le SIDA et les infections sexuellement transmissibles en Afrique, qui s'est tenue à Dakar en décembre et qui a attiré plus de 5 000 personnes, venues du monde entier. En particulier, le bureau a présidé une session sur la mise en place d'un environnement juridique propice à la lutte contre le VIH.
- ▶ Commémoré, en collaboration avec ses partenaires onusiens et nationaux au Sénégal, le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, notamment en observant les conditions de vie dans les centres de détention, en organisant des tables rondes sur le thème « Dignité et Justice pour nous tous » et en menant une campagne massive de sensibilisation, au moyen de concerts assurés par des chanteurs locaux, de pièces jouées par des groupes de théâtre et de poésies rédigées par des écoliers.
- ▶ Offert une assistance en matière de droits de l'homme au Gouvernement du Cap-Vert, dans le cadre du programme « Unis dans l'action ».

Résultats

- ▶ Les relations entre le Gouvernement sénégalais et les mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies se sont améliorées. En particulier, grâce aux conseils techniques prodigués à l'organisation nationale de protection des droits de l'homme et à la commission nationale des droits de l'homme, des rapports attendus depuis longtemps ont été préparés et soumis à trois organes de traités ; de plus, une invitation officielle a été adressée au Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation.

Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest : Dépenses en 2008

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	298 909	6 800
Consultants	-	-
Voyages officiels	42 826	17 324
Services contractuels	6 400	-
Dépenses générales de fonctionnement	25 498	8 417
Fournitures et matériels	45 300	88 732
Séminaires, subventions et contributions	-	71 000
Sous-total	418 933	192 273
Coûts d'appui au programme	3 000	24 995
TOTAL	421 933	217 268

Appui aux missions de paix des Nations Unies

Bureau pour la justice et les droits de l'homme intégré au Burundi

Le bureau du HCDH au Burundi, ouvert en 1995, a fusionné avec le Bureau intégré des Nations Unies dans ce pays en 2007. La nouvelle composante droits de l'homme, connue sous le nom de Division des droits de l'homme et de la justice, coopère avec le Gouvernement burundais afin d'observer la situation des droits de l'homme, de recommander des réformes législatives, de lutter contre l'impunité et de rendre le système judiciaire plus efficace et plus crédible. En 2008, la Division s'est attelée à deux nouvelles tâches de toute première importance ; il s'agissait d'aider le Gouvernement à s'acquitter de ses obligations, concernant la création d'une commission nationale indépendante des droits de l'homme et le lancement d'un processus de justice transitionnelle.

Activités

La division a :

- ▶ Observé la situation des droits de l'homme dans les 17 provinces du pays, en étroite collaboration avec ses partenaires sur place, et produit divers rapports, dont des rapports publics, mensuels et hebdomadaires.
- ▶ Formé 254 magistrats aux instruments internationaux de protection des droits de l'homme, 120 membres du personnel pénitentiaire aux normes fondamentales en matière de droits de l'homme, 1 076 magistrats aux principes déontologiques et 12 formateurs nationaux à la gestion des cours et des tribunaux ; ceux-ci ont à leur tour formé 205 procureurs, juges, clerks et greffiers.
- ▶ Organisé une série d'audiences itinérantes afin d'accélérer les procès et de réduire le nombre de détentions provisoires. La division a également appuyé la rénovation de sept prisons à travers le pays.
- ▶ Soutenu la construction ou la rénovation de 17 tribunaux locaux et l'exécution des jugements de tribunaux dans trois provinces du nord du pays.
- ▶ Facilité la mise en place de mécanismes de justice transitionnelle en organisant des consultations nationales sur ces mécanismes, trois ateliers sur la justice transitionnelle à l'intention de membres du Conseil œcuménique du Burundi et 14 sessions de sensibilisation à la problématique de la justice transitionnelle auprès de représentants d'institutions religieuses, de membres de la société civile et d'étudiants dans diverses provinces.
- ▶ Aidé le Gouvernement à établir la Commission nationale des droits de l'homme en se conformant aux Principes de Paris et organisé des ateliers et d'autres séances de sensibilisation à ces principes.

- ▶ Élaboré et mis en œuvre une stratégie intégrée de lutte contre la violence sexuelle et sexiste, impliquant l'ensemble des Nations Unies ; celle-ci a abouti à l'organisation de 148 sessions de sensibilisation au profit de 8 172 personnes à travers le pays, de trois stages de formation des formateurs et de quatre sessions de formation à l'intention de représentants des forces de l'ordre et de journalistes.
- ▶ Prêté son concours technique au Gouvernement pour l'aider à s'acquitter de ses obligations, concernant la présentation de rapports à des organes de suivi des traités et au titre de l'examen périodique universel. À l'issue de ce programme, un groupe de coordonnateurs ministériels, chargé de la rédaction des rapports destinés aux organes de traités, a été formé.
- ▶ Organisé, en collaboration avec l'Union interparlementaire, un atelier de sensibilisation aux observations finales formulées par le Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dans son rapport sur le Burundi.
- ▶ Assuré des formations régulières, à différents niveaux hiérarchiques, auprès de membres des forces de sécurité nationales, des services de renseignements et de la police.
- ▶ Appuyé deux missions de l'Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme au Burundi, en juin et en novembre 2008.

Résultats

- ▶ Les rapports régulièrement publiés sur les droits de l'homme et les forums organisés à des fins d'apprentissage, de dialogue et d'échange d'informations ont constitué autant de sources d'information fiables, qui ont sensibilisé la population aux atteintes aux droits fondamentaux.
- ▶ Le suivi systématique d'affaires spécifiques de violations des droits de l'homme, assuré auprès des autorités compétentes au niveau national et régional, a abouti à plusieurs reprises à leur résolution.
- ▶ En juin 2008, au terme d'une action de promotion assurée en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Burundi a ratifié le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, qui traite de l'implication des enfants dans les conflits armés.
- ▶ Les activités de sensibilisation ont suscité un vaste débat public sur la justice transitionnelle et préparé le terrain pour les consultations nationales qui devraient débuter en juin 2009.
- ▶ L'accès à la justice s'est amélioré, grâce à la rénovation et à la construction de tribunaux locaux dans l'ensemble du pays, à l'exécution de nombreux jugements qui étaient restés lettre morte et à la professionnalisation du personnel judiciaire moyennant des activités de formation.

Défis et enseignements

- ▶ Le système d'administration de la justice continue à souffrir d'un déficit de confiance au sein de la population, en raison de son manque d'indépendance, de la faiblesse de ses structures de suivi des responsabilités et de l'accumulation chronique des affaires en souffrance, malgré les quelques progrès réalisés dans ces domaines.
- ▶ La recherche de la paix s'est accompagnée d'un certain nombre de compromis entre les parties, prévoyant notamment l'intégration de milliers d'anciens combattants rebelles dans les structures de l'État, y compris dans les services de police et les forces de défense. Ces éléments doivent recevoir une formation adéquate, notamment en ce qui concerne les conséquences de leur travail sur les droits de l'homme, au début de leur incorporation.

Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine

En dépit d'élections régulières, la République centrafricaine a subi vingt années d'instabilité politique. La Section chargée des droits de l'homme au sein du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BONUCA), qui est soutenue par le HCDH, observe la situation des droits de l'homme, contribue au renforcement des capacités de promotion et de protection des droits de l'homme des institutions nationales, épaulé le système judiciaire dans sa lutte contre l'impunité et aide les autorités nationales à protéger les droits des populations les plus vulnérables. La Section des droits de l'homme dispose d'un bureau principal à Bangui, complété par trois bureaux régionaux situés à Bambari, Bossangoa et Bouar, et ouvre actuellement un quatrième bureau régional à Paoua. Elle est composée de 18 personnes.

Activités

La section a :

- ▶ Diffusé, à l'issue de ses activités d'observation, son premier rapport public sur la situation des droits de l'homme en octobre 2008.
- ▶ Animé dix sessions de sensibilisation et de formation à l'intention de policiers et d'autres représentants de l'État, notamment des représentants des autorités locales et du ministère de la Défense.
- ▶ Organisé huit sessions de formation à l'intention de contingents de la Mission de consolidation de la paix ; ces sessions ont traité du mandat de la BONUCA et de questions à caractère plus général concernant la République centrafricaine, comme la violence sexuelle et sexiste et les moyens de remédier aux atteintes aux droits de l'homme.

- ▶ Organisé, dans le cadre du 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, une campagne de sensibilisation dans toutes les communes de Bangui et dans toutes les préfectures du pays, ainsi que dans la prison principale, avec l'appui d'une ONG locale et des autorités centrafricaines.
- ▶ Prêté son concours au Rapporteur spécial sur les exécutions extra-judiciaires, sommaires ou arbitraires lors de sa mission en République centrafricaine en février 2008.
- ▶ Conseillé le Gouvernement quant à la création d'une institution nationale indépendante des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris.
- ▶ Aidé les autorités nationales à réviser le code pénal et la législation militaire.

Résultats

- ▶ Les autorités ont institué un comité national, chargé de formuler des conseils sur le texte de loi qui créera une institution nationale des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris.
- ▶ Les autorités se sont montrées plus disposées à coopérer avec le BONUCA et le HCDH sur des questions de protection des droits de l'homme, y compris pour des affaires spécifiques de violation de ces droits.
- ▶ Le Gouvernement a invité le Représentant du Secrétaire général pour les personnes déplacées dans leur propre pays à mener une mission de suivi dans le pays.
- ▶ Les activités de défense des droits de l'homme ont été mieux intégrées dans les travaux des organismes onusiens, notamment dans ceux du Groupe de travail sur la protection, du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et du Fonds des Nations Unies pour la population.
- ▶ Le code pénal et la législation militaire ont fait l'objet de révisions destinées à garantir leur conformité avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme et avec le droit humanitaire ; cependant, les versions amendées des textes n'ont pas encore été adoptées par l'Assemblée nationale.

Défis et enseignements

- ▶ En République centrafricaine, les principaux défis ont toujours trait à l'impunité, à la gouvernance démocratique et à l'État de droit ; il est donc nécessaire de poursuivre les efforts pour aider les autorités à traduire en justice les auteurs présumés de violations des droits de l'homme, pour encourager le respect de l'État de droit et pour lutter contre la corruption au sein du système judiciaire et de l'appareil de sécurité. À cet égard, il

importera de renforcer le mandat d'observation de la Section des droits de l'homme, notamment en prévision du prochain processus électoral.

Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad

La Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT) a été mise en place en 2007 afin d'aider à créer les conditions de sécurité propices au retour volontaire, sécurisé et durable des réfugiés et des déplacés internes, suite à la dégradation de la situation sécuritaire dans la zone frontalière entre le Soudan, le Tchad et la République centrafricaine. Au sein de la MINURCAT, la Section des droits de l'homme est chargée de promouvoir et de protéger les droits de l'homme, en se concentrant sur la violence sexuelle et sexiste, les enfants-soldats et l'impunité. À l'heure actuelle, la Section dispose de quatre bureaux régionaux au Tchad (Abéché, Farchana, Iriba and Goz Beïda), ainsi que d'un bureau de liaison situé à N'Djamena.

Activités

La section a :

- ▶ Enregistré 119 incidents, dont 32 attaques contre des ONG, 34 attaques contre des civils, 15 cas séparés d'atteintes aux droits de l'enfant, concernant pour la plupart le recrutement dans des forces armées, et 20 actes de violence sexuelle et sexiste. Le plus souvent, les victimes ont signalé leur cas à la police, avec l'assistance de la MINURCAT. La Mission a assuré le suivi de ces affaires avec les autorités, pour veiller à ce que les enquêtes et les poursuites se déroulent conformément à la loi.
- ▶ Dispensé à 500 membres de la police tchadienne responsables des camps et de la sécurité dans la zone frontalière (Détachement Intégré de Sécurité) une formation sur les principes et les normes en matière de droits de l'homme, le respect des droits de l'homme dans l'administration de la justice et la situation des droits de l'homme à l'est du Tchad.
- ▶ Offert une assistance technique au ministère tchadien des Droits de l'homme et de la Promotion des libertés, lors de la préparation d'un forum national destiné à élaborer un plan d'action national pour les droits de l'homme.
- ▶ Prêté une assistance technique à des organisations de la société civile, afin de les doter de moyens plus solides pour surveiller la situation des droits de l'homme et signaler les violations et abus dans ce domaine, et animé trois séminaires de sensibilisation à la violence sexuelle et sexiste à l'intention de femmes accueillies dans des camps de réfugiés.
- ▶ Tenu régulièrement des réunions avec les acteurs concernés, parmi lesquels figuraient des organismes



des Nations Unies, des organisations humanitaires non gouvernementales à vocation nationale ou internationale, et des autorités locales, afin de traiter des problèmes de droits de l'homme et de formuler des recommandations en vue de mesures correctives.

- Organisé 85 visites dans des sites qui accueillait des déplacés internes, des camps de réfugiés et des villages situés à l'est du Tchad afin d'observer des cas précis de violation des droits de l'homme.
- Rendu systématiquement compte de la situation des droits de l'homme à l'est du Tchad au travers de rapports quotidiens, hebdomadaires et mensuels, ainsi que par des rapports spécifiques.
- Mené des visites hebdomadaires dans des centres de détention à l'est du Tchad, afin d'observer les conditions de détention et le traitement réservé aux détenus.

Résultats

- Avec l'aide de la MINURCAT, plusieurs victimes, en particulier de violences sexuelles et sexistes, ont pu faire entendre leur cause par un tribunal.
- Suite aux recommandations de la Section, le ministère des Droits de l'homme a réuni plusieurs acteurs nationaux intervenant dans ce domaine afin de définir un plan d'action commun, axé sur la promotion et la protection des droits de l'homme au Tchad. Par le passé, en raison de la situation politique au Tchad, les entités officielles et les représentants de la société civile évitaient de travailler ensemble, en particulier sur des sujets sensibles comme les droits de l'homme.

- À l'issue des visites régulièrement menées dans les centres de détention, le respect de la durée légale de détention préventive s'est très nettement améliorée.

Défis et enseignement

- L'insécurité ambiante limite les déplacements des spécialistes des droits de l'homme, entravant leur travail. Les escortes, obligatoires pour toutes les missions à l'extérieur de la base, ne sont pas toujours disponibles.
- Certaines convictions et pratiques culturelles tenaces continuent de faire obstacle au respect des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne les violences sexuelles et sexistes. En outre, il n'existe pas de système judiciaire efficace dans la plus grande partie du Tchad oriental, ce qui entrave les efforts déployés pour s'attaquer à l'impunité.

Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI)

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), créée en 2004, doit, en vertu de son mandat, faciliter l'application de l'Accord de paix de Linas-Marcoussis et des autres accords pertinents signés par les parties ivoiriennes. Le HCDH appuie la Division des droits de l'homme de l'ONUCI, chargée d'entreprendre des activités de formation, de plaidoyer et de sensibilisation, en prodiguant en outre une assistance technique, pour remédier aux principaux problèmes dans le domaine des droits de l'homme,

notamment la lutte contre l'impunité et le respect des droits des femmes et des enfants. La division emploie 61 personnes, en poste au siège d'Abidjan et dans les neuf bureaux régionaux implantés à travers le pays.

Activités

La division a :

- ▶ Observé quotidiennement la situation des droits de l'homme et entrepris des missions spéciales pour enquêter sur des violations présumées.
- ▶ Œuvré avec le ministère de l'Éducation nationale à l'intégration des droits de l'homme dans les programmes scolaires, créé 100 nouveaux clubs des droits de l'homme dans des écoles et des collèges et dispensé des formations et des conseils pour renforcer la capacité des 100 clubs existants.
- ▶ Mené une campagne d'information pour sensibiliser l'opinion à la problématique des droits de l'homme ; dans ce cadre, la division a organisé 40 émissions de radio hebdomadaires, imprimé et distribué 100 000 brochures, organisé six séances d'information à l'intention de journalistes et de membres du corps diplomatique, entrepris diverses activités de sensibilisation, dont des forums, dans neuf localités pour célébrer la journée internationale des droits de l'homme, produit quatre brefs documentaires télévisés sur des thèmes précis, et organisé des ateliers à Abidjan et dans diverses régions pour expliquer les liens entre certains problèmes de droits de l'homme et le processus électoral.
- ▶ Offert chaque mois une assistance technique et un appui substantiel à la Commission nationale des droits de l'homme, et organisé huit stages de formation au travail d'investigation, de collecte d'informations et de compte rendu sur les violations des droits de l'homme, ainsi que sur l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités, à l'intention des 50 membres et 20 collaborateurs de la Commission nationale des droits de l'homme.
- ▶ Organisé des formations au profit de 20 000 membres des forces armées ivoiriennes, des services de police et du système judiciaire, en mettant l'accent sur les droits des femmes et des enfants, ainsi que sur le respect des droits fondamentaux dans le contexte des élections ; assuré 50 séminaires, conférences et campagnes de sensibilisation sur la problématique des droits de l'homme à l'intention des autorités locales, des ONG et de la société civile dans 18 régions ; et formé 500 membres du personnel d'ONG locales au travail d'enquête et de collecte d'informations sur les atteintes aux droits de l'homme.
- ▶ Prêté son concours au Haut-Commissaire aux droits de l'homme par intérim et aux Rapporteurs spéciaux sur les déchets toxiques et l'éducation lors de leurs visites dans le pays.

Résultats

- ▶ À la suite des activités de coopération technique et de plaidoyer destinées à renforcer la capacité du ministère de la Justice et des droits de l'homme, le personnel du ministère a entrepris quatre missions d'une durée de trois jours sur le terrain, afin d'observer les conditions de vie dans les prisons et d'organiser des réunions publiques avec la communauté et les autorités civiles et militaires pour traiter de la situation des droits de l'homme. Un rapport circonstancié sur ces activités a été rédigé et communiqué à des intervenants nationaux.
- ▶ Plusieurs clubs des droits de l'homme se sont dotés de plans d'action et ont mené, de manière autonome, de nombreuses activités de sensibilisation aux droits de l'homme.
- ▶ Suite à la présentation de rapports publics et à la rédaction de contributions aux rapports du Secrétaire général auprès du Conseil de sécurité, le Gouvernement a instauré de nouvelles politiques concernant la lutte contre la traite des êtres humains et la corruption, et les poursuites contre les responsables de violations des droits de l'homme.
- ▶ À l'issue des interventions et des rapports de l'ONUCI sur la violence sexuelle et sexiste, le Gouvernement a formé des magistrats au traitement de ce problème.

Défis et enseignements

- ▶ Il sera difficile de maintenir les droits de l'homme au centre du processus politique pendant les prochaines élections législatives et présidentielles. La Division des droits de l'homme de l'ONUCI s'est rendue en mission d'étude auprès du Bureau des droits de l'homme de la MONUC afin d'échanger des informations et tirer parti de l'expérience de son homologue concernant la gestion des problèmes de droits de l'homme dans les situations de sortie de conflit.

Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme en République démocratique du Congo

Le Bureau des Nations Unies pour les droits de l'homme en République démocratique du Congo (BNUDH) réunit la Division des droits de l'homme de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) et le bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Ces deux entités ont été pleinement intégrées et le BNUDH fonctionne dans le respect de leurs mandats respectifs. En vertu de ces mandats, le bureau mène un vaste éventail d'activités de promotion et de protection des droits de l'homme, notamment des efforts pour lutter contre la violence sexuelle, renforcer les capacités des fonctionnaires, des militaires et des

policiers, ainsi que des membres de la société civile, et enquêter sur les violations des droits de l'homme. Le BNUDH dispose d'un siège à Kinshasa et de 18 bureaux extérieurs ; il emploie 131 personnes.

Activités

- ▶ En étroite collaboration avec ses partenaires sur place et les autorités locales, le BNUDH a surveillé la situation des droits de l'homme et documenté les violations à travers le pays, produisant chaque semaine ou chaque mois divers rapports publics, complétés par des rapports spéciaux.
- ▶ À l'occasion du 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le bureau a organisé une campagne de sensibilisation d'une durée de trois mois à Kinshasa et dans les provinces, à l'intention de représentants des pouvoirs publics, des forces de sécurité, de la société civile, des écoles, des universités et de la population dans son ensemble. Ces activités comprenaient, entre autres, des productions théâtrales, des exposés sur certains thèmes suivis d'un débat et des manifestations.
- ▶ Au sein de l'Équipe spéciale des Nations Unies contre la violence sexuelle, le BNUDH a été chargé de coordonner l'application du Plan d'action destiné à réduire l'impunité pour tous les crimes sexuels. Le bureau a également élaboré un plan en six points pour s'attaquer aux causes premières de l'impunité

dont jouissent les auteurs de violences sexuelles et s'attache actuellement à le mettre en œuvre, de concert avec le ministère de la Justice.

- ▶ Le BNUDH a offert une assistance juridique à des victimes de viols et d'autres formes de violence sexuelle.
- ▶ Le bureau a dispensé une formation sur les droits de l'homme à des membres des services de sécurité, à des parlementaires, au personnel judiciaire, à des journalistes et à des organisations de la société civile.
- ▶ Le BNUDH a organisé des séminaires sur la création d'une institution nationale des droits de l'homme à l'intention d'acteurs de premier plan, parmi lesquels figuraient des députés et des représentants de la société civile.

Résultats

- ▶ Un projet de loi relatif à la création d'une institution nationale des droits de l'homme a été adopté par le Sénat le 6 juin 2008 et soumis à l'Assemblée nationale le 11 juin.
- ▶ À l'issue des activités de sensibilisation menées auprès des députés, le 24 juin 2008, le Parlement a adopté puis promulgué une loi destinée à protéger les personnes atteintes du VIH/sida de la discrimination et de la stigmatisation.
- ▶ Cinq permanences juridiques ont été ouvertes dans le Maniema, dans la province de l'Équateur, dans la



La conclusion de l'accord de paix entre les mouvements rebelles et le gouvernement de la République démocratique du Congo est accueillie avec joie (janvier 2008).

Un inventaire des violations des droits de l'homme en République démocratique du Congo

En juillet 2008, une équipe d'enquêteurs du HCDH est arrivée en avant-garde en République démocratique du Congo afin de « répertorier » les violations graves des droits de l'homme et du droit humanitaire perpétrées pendant une période de dix ans – de 1993 à 2003 – et de les décrire.

L'initiative, qui bénéficie du soutien du Secrétaire général et de l'appui des autorités congolaises, est destinée à aider la lutte contre l'impunité en RDC et à servir de point de départ à la mise en place d'éventuels mécanismes de justice transitionnelle. Tout en établissant un inventaire historique des

souffrances passées, l'opération évaluera les capacités du système judiciaire national et formulera des propositions sur les mécanismes de justice transitionnelle qui pourraient traiter les violations mises au jour.

Le projet est mené par le HCDH en étroite coordination avec trois principaux partenaires d'exécution : le Département des opérations de maintien de la paix, la Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo (MONUC) et le Programme des Nations Unies pour le développement. Les travaux, déjà bien avancés à la fin de l'année 2008, devraient être achevés d'ici la fin du mois de mai 2009, un

rapport final devant être soumis à la Haut-Commissaire aux droits de l'homme pendant la première semaine du mois de juin.

Le financement a été assuré par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour le développement, qui a servi d'agent administratif pour le projet. Au 31 décembre 2008, le montant des contributions affectées au projet s'élevait à 2,8 millions de dollars, provenant des donateurs suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, République de Corée, The John D. and Catherine T. McArthur Foundation, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

province Orientale, ainsi qu'au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. Ces antennes viennent en aide aux victimes de viols et d'autres formes de violence sexuelle.

- ▶ Avec l'aide du BNUDH, un réseau de protection des victimes et des témoins a été constitué par des organisations de la société civile. Le réseau, qui opère dans neuf provinces, a d'ores et déjà organisé le déménagement de plusieurs victimes et témoins et leur a offert une assistance médicale, psychosociale, socio-économique et juridique. Parallèlement, les autorités congolaises se sont davantage engagées dans les affaires de protection, en particulier au niveau judiciaire, s'agissant de la protection des victimes et des témoins.

Défis et enseignements

- ▶ La lutte contre l'impunité représente toujours le défi le plus important dans le domaine des droits de l'homme en République démocratique du Congo. Bien qu'elles se soient expressément engagées à combattre l'impunité, les autorités congolaises n'ont toujours pas donné des preuves concrètes de leur volonté, notamment en arrêtant et en jugeant les auteurs de graves atteintes aux droits de l'homme.
- ▶ Les nombreuses violations des droits de l'homme ont pour cause profonde, et commune, l'incapacité systémique de l'État congolais à recueillir et à redistribuer les abondantes richesses procurées par les ressources naturelles du pays pour garantir l'exercice des droits fondamentaux ; il importe donc de déployer des efforts pour veiller à ce que les revenus issus de l'exploitation de ces ressources et d'autres entreprises atteignent les coffres de l'État.

Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE)

La Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE) a été créée par le Conseil de sécurité en juillet 2000 pour faciliter et surveiller l'application, dans la zone de sécurité temporaire, de l'accord de cessation des hostilités conclu par les deux pays. Le HCDH a aidé la MINUEE à surveiller la zone de sécurité temporaire et les secteurs adjacents, ainsi qu'à enquêter sur les allégations d'incidents transfrontaliers et de violations des droits de l'homme. La situation a commencé à se dégrader sensiblement en 2006, ce qui a eu un effet négatif sur la capacité de la mission à s'acquitter de son mandat. En juillet 2008, une résolution du Conseil de sécurité (1827) a mis fin au mandat de la MINUEE, à compter du 31 juillet.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Surveillé le retour et la réinstallation de 113 000 déplacés internes.
- ▶ Eu des discussions régulières avec les autorités locales et ses partenaires dans les deux pays afin de coordonner les politiques et les pratiques relatives aux droits de l'homme et de prodiguer des conseils à ce sujet.
- ▶ Coopéré avec les groupes de travail sur les droits de l'homme des équipes des Nations Unies déployées en Éthiopie et en Érythrée, afin d'échanger des informations et de coordonner les stratégies, les activités et les programmes en matière de droits de l'homme.

Résultats

- L'observation du retour et de la réinstallation des déplacés internes a abouti à une réduction du nombre de cas signalés d'enlèvements, de détentions, de disparitions et d'autres formes de violations des droits de l'homme de part et d'autre de la frontière.

Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau

Le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau a été créé en 1999 pour traiter certains problèmes, notamment l'instabilité politique, les interventions militaires fréquentes et l'incapacité des institutions publiques à assurer des services essentiels et une protection adéquate. Le HCDH aide la composante droits de l'homme du bureau, formée de deux personnes, à entreprendre des activités de surveillance et d'investigation, d'éducation aux droits de l'homme, de coopération technique et d'intégration des droits de l'homme dans le travail des partenaires des Nations Unies. Le pays a organisé des élections législatives libres et transparentes en 2008 et un nouveau Gouvernement a pris ses fonctions au début de l'année 2009.

Activités

La composante droits de l'homme a :

- Formé 59 policiers originaires de Bolama et de Buba aux normes relatives aux droits de l'homme ; 30 participants issus de l'équipe des Nations Unies à l'application de la Résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité ; et 35 journalistes et autres professionnels du secteur au rôle des médias dans la promotion et la protection des droits de l'homme.
- Collaboré avec la Ligue des droits de l'homme, la Commission pour la paix et pour la justice, la Croix-Rouge et l'ONG humanitaire espagnole AIDA, afin de créer et de gérer un forum sur la situation humanitaire dans les prisons.
- Observé les procès de dissidents militaires suspects, arrêtés suite à l'attaque lancée le 23 novembre contre la résidence du Président, pour veiller à ce que les audiences se déroulent dans la légalité, la transparence et le respect des droits de l'homme.
- Commémoré, en coopération avec des partenaires nationaux et internationaux, le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que la journée internationale des droits de l'homme. Parmi les activités organisées, citons des événements sportifs, des manifestations culturelles, de sensibilisation et d'information, des conférences, et une cérémonie officielle à laquelle des centaines d'intervenants ont assisté.

Résultats

- La composante a élaboré un code de conduite pour les policiers après avoir mené des activités de sensibilisation auprès d'eux et organisé un atelier destiné à intégrer les normes relatives aux droits de l'homme dans leur travail.
- Les préoccupations sexospécifiques ont été intégrées aux programmes de coopération pour le développement, moyennant l'élaboration d'un cadre global d'application de la résolution 1325 du Conseil de sécurité.
- À l'issue de la formation dispensée à des journalistes et à des professionnels des médias, le nombre d'émissions de radio consacrées aux droits de l'homme a augmenté et un réseau de journalistes a été créé.
- Grâce à la surveillance régulière du respect des droits de l'homme et de la situation humanitaire des détenus, exercée par le forum humanitaire, les détenus ont reçu des soins médicaux ainsi que des produits non alimentaires de première nécessité.

Défis et enseignements

- Le renforcement des relations de travail avec l'équipe des Nations Unies, dans un pays où il n'y avait pas de présence intégrée de l'ONU, a joué un rôle déterminant dans la réalisation des objectifs les plus fondamentaux en matière de droits de l'homme.

Mission des Nations Unies au Libéria

La Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) a été créée en septembre 2004. La Section des droits de l'homme et de la protection, qui bénéficie de l'appui du HCDH, surveille la situation des droits de l'homme et présente des rapports publics, mène des activités de sensibilisation auprès de la population et œuvre à la mise en place d'institutions nationales, ainsi qu'à leur renforcement. En 2008, la section s'est employée à favoriser l'intégration d'une approche fondée sur les droits de l'homme dans les programmes des Nations Unies et du Gouvernement. Elle s'est consacrée en priorité aux droits économiques, sociaux et culturels, aux droits des personnes handicapées, à l'observation des procès et des structures de détention, et aux réparations dans le contexte de la justice transitionnelle. La Haut-Commissaire adjointe s'est rendue au Libéria en mai 2008.

Activités

La section a :

- Animé trois ateliers afin de former l'équipe des Nations Unies dans le pays, de hauts fonctionnaires et des représentants de la société civile à la méthodologie de programmation fondée sur les droits de l'homme.

- ▶ Surveillé la situation des droits de l'homme dans le pays, en accordant une attention nouvelle à l'observation des systèmes juridiques et du respect des droits économiques, sociaux et culturels.
- ▶ Participé aux travaux de l'Équipe spéciale chargée des questions d'invalidité, aidant à former des ONG à la surveillance de l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, entrée en vigueur en mai 2008.
- ▶ Soumis, à la requête du ministère de la Justice, des commentaires sur des projets d'amendements à la loi relative à la Commission nationale indépendante des droits de l'homme, et aidé des organisations de la société civile à présenter leurs propres observations.
- ▶ Exécuté des programmes de renforcement des compétences auprès de la police nationale libérienne et des membres de la police des Nations Unies afin de parfaire leur connaissance des droits de l'homme et de consolider les normes relatives au maintien de l'ordre, constituant notamment un groupe de formateurs internes.
- ▶ Offert des conseils pour l'élaboration du projet de loi sur la protection de l'enfance et travaillé avec des acteurs nationaux et locaux à l'amélioration des conditions de vie dans les orphelinats et des conditions en matière d'adoptions internationales.
- ▶ Continué à appuyer 36 clubs des droits de l'homme, composés d'enfants et de jeunes, à travers le Libéria ; grâce à ces clubs, les enfants disposent d'un forum pour approfondir leurs connaissances des droits de l'homme et de leurs responsabilités en la matière et d'un lieu sûr pour débattre des questions qui les touchent.
- ▶ Publié un rapport sur la situation des droits de l'homme au Libéria pendant la période novembre 2007-juin 2008.

Résultats

- ▶ Suite à l'assistance du HCDH, le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté reflétait une approche de programmation fondée sur les droits de l'homme.
- ▶ Les droits de l'homme ont été pris en compte dans la Stratégie relative à la réforme du secteur de la sécurité, qui comprend des dispositions destinées à assurer un équilibre ethnique et géographique, ainsi que la parité des sexes, au sein des Forces armées du Libéria.
- ▶ La Commission vérité et réconciliation a soumis le premier volume de son rapport final au président et au parlement le 19 décembre 2008. Des volumes supplémentaires et des annexes devraient être présentés d'ici le mois de juin 2009.

Défis et enseignements

- ▶ Le principal défi provient toujours de l'absence de commission nationale opérationnelle, en dépit des interventions incessantes des organisations nationales et internationales.

Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone

Le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (BINUCSIL), créé en août 2008, a pris le relais du Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone (BINUSIL). Au sein du BINUCSIL, la Section des droits de l'homme et de l'État de droit aide le Gouvernement à créer des conditions propices à l'établissement d'une paix, d'une sécurité et d'un développement durables. Parmi ses priorités, citons le renforcement des capacités nationales de promotion et de protection des droits de l'homme, en particulier celle de la Commission nationale, l'application des recommandations de la Commission vérité et réconciliation et la consolidation de l'État de droit, par la promotion de l'indépendance du système judiciaire et le renforcement des capacités de la police et de l'administration pénitentiaire.

Activités

La section a :

- ▶ Surveillé la situation des droits de l'homme dans le pays et publié des rapports réguliers, dont deux rapports thématiques traitant respectivement des élections et de la violence sexuelle et sexiste.



- ▶ Mené des programmes de renforcement des capacités et de formation sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit, au profit de plus de 700 défenseurs des droits de l'homme, 400 chefs traditionnels, 100 procureurs de police, 55 policiers chargés du maintien de la paix et 100 fonctionnaires de l'Administration.
- ▶ Assuré des services consultatifs et techniques auprès de la Commission des droits de l'homme, concernant notamment l'élaboration de textes réglementaires pour la gestion des plaintes et l'établissement d'un plan d'action stratégique à trois ans.
- ▶ Offert au Gouvernement une assistance consultative et technique ainsi qu'une formation sur les rapports destinés aux organes de suivi des traités.
- ▶ Organisé, avec le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, une conférence nationale sur l'intégration des droits de l'homme dans le programme des écoles secondaires, ce qui a abouti à l'adoption d'une stratégie à cette fin.
- ▶ Mené un certain nombre d'activités pour commémorer le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; la section a notamment organisé des émissions de radio, ainsi que 48 ateliers de sensibilisation dans différentes communautés et écoles à travers le pays, au bénéfice de plus de 5 000 personnes ; érigé 18 panneaux d'affichage pour illustrer des articles de la Déclaration dans différentes régions ; produit et distribué des supports promotionnels, dont 2 000 cassettes et 3 000 CD musicaux sur la Déclaration.
- ▶ Ouvert quatre centres de documentation intégralement équipés, afin d'accueillir des ONG de défense des droits de l'homme dans quatre districts et de faciliter ainsi leurs activités de surveillance, de sensibilisation et de mobilisation.
- ▶ Élaboré des supports éducatifs sur l'approche fondée sur les droits de l'homme à l'intention des partenaires intervenant dans le pays, assuré 32 émissions hebdomadaires sur la radio des Nations Unies et facilité les premières étapes d'un processus visant à dresser un plan d'action national pour les droits de l'homme.

Résultats

- ▶ Le Gouvernement a attaché davantage d'importance à la protection des droits de l'homme, en l'inscrivant parmi ses domaines d'intervention prioritaires, en lançant l'élaboration de nouvelles lois et en commençant à soutenir des programmes en rapport avec les droits.
- ▶ Le cabinet a adopté une stratégie nationale pour l'élaboration des rapports destinés aux organes de suivi des traités et s'est doté d'un cadre institutionnel pour la préparation des rapports de pays.
- ▶ Les droits de l'homme ont été intégrés à un certain nombre de stratégies de consolidation de la paix et

de cadres pour le développement, dont la Stratégie de consolidation de la paix, le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté et le Cadre de coopération pour la consolidation de la paix.

- ▶ L'administration de la justice s'est quelque peu améliorée ; on a notamment observé une réduction dans le nombre d'affaires en souffrance, un respect accru pour les droits de l'homme dans l'administration de la justice, grâce à la formation des procureurs de police, des présidents des tribunaux locaux et du personnel pénitentiaire, et un léger raccourcissement des délais d'établissement des chefs d'accusation et des actes d'accusation.
- ▶ On a assisté à quelques progrès dans le domaine des droits des femmes, comme en témoigne l'élection de femmes au Parlement et dans les conseils municipaux de districts très conservateurs. Six femmes ont été élues dans un district qui n'avait auparavant jamais confié de fonctions politiques à une femme.
- ▶ Certaines recommandations clés de la Commission vérité et réconciliation ont été mises en œuvre, concernant notamment les lois sur l'égalité de traitement des hommes et des femmes, la loi sur les droits de l'enfant et les premières phases d'un programme de réparations.

Défis et enseignements

- ▶ En dépit des nouvelles lois, les violences sexistes, y compris les viols et les violences conjugales n'ont pas diminué et les statistiques sont effrayantes. Les communautés continuent à régler les affaires de violence conjugale par des moyens extrajudiciaires. Il est nécessaire de sensibiliser davantage les communautés à cette problématique et de poursuivre les efforts de réforme de la législation.
- ▶ La Commission sierra-léonaise des droits de l'homme est un pilier du système national de défense des droits de l'homme, mais c'est une institution encore jeune. Il est nécessaire de poursuivre l'aide au renforcement des capacités et d'apporter un appui budgétaire adéquat.

Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie

Au cours de l'année 2008, le processus de paix de Djibouti a débouché sur un accord entre le Gouvernement fédéral de transition et l'Alliance pour la seconde libération de la Somalie. Le conflit s'est néanmoins poursuivi et des gangs armés se sont livrés à des actes de piraterie, à des enlèvements et à d'autres activités criminelles. Dans un tel contexte, la situation des droits de l'homme s'est dégradée, ce qui a motivé le rétablissement, en juin 2008, d'un Groupe intégré des

droits de l'homme au sein du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie (UNPOS). Le Groupe offre un appui et des conseils relatifs aux droits de l'homme au Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie, à l'UNPOS, à l'équipe de pays des Nations Unies, au Gouvernement fédéral de transition, à l'Alliance pour la seconde libération de la Somalie, aux autorités locales et à la société civile.

Activités

Le groupe a :

- ▶ Entrepris quatre missions de surveillance et d'établissement des faits en Somalie, ainsi que quatre missions dans le camp de réfugiés de Dadaab, situé au nord-est du Kenya, pour y observer la situation des droits de l'homme.
- ▶ Établi des relations de travail étroites avec la société civile, le Gouvernement fédéral de transition, l'Alliance pour la seconde libération de la Somalie, les autorités du « Puntland » et du « Somaliland » et le corps diplomatique.
- ▶ Appuyé le processus de paix impulsé par le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie et veillé à ce que les droits de l'homme et la justice soient inclus dans l'accord de Djibouti (article 9).
- ▶ Animé un atelier sur la justice transitionnelle, avec la participation d'experts provenant du siège du HCDH à Genève, de membres du comité de haut-niveau créé au titre de l'Accord de Djibouti, de membres de la société civile somalienne et de représentants de l'Union africaine, de l'Union européenne, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et du Département des affaires politiques.
- ▶ Apporté un appui technique et administratif à deux missions de l'Expert indépendant chargé de la Somalie, ainsi qu'à des missions entreprises par le Rapporteur spécial sur les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, la Haut-Commissaire adjointe et une équipe d'évaluation technique du HCDH.

Résultats

- ▶ Le réseau de protection et d'observation des droits de l'homme, composé de partenaires nationaux et internationaux, dont des organisations de la société civile somalienne, a été étendu.
- ▶ Un groupe de travail mixte sur la justice et la réconciliation, réunissant des représentants du Gouvernement fédéral de transition et de l'Alliance pour la seconde libération de la Somalie, a été formé en vertu de l'Accord de Djibouti.

- ▶ La promotion et la protection des droits fondamentaux, y compris des droits de la femme, ont été intégrés dans les activités et les programmes pertinents des organismes onusiens.

Défis et enseignements

- ▶ La situation sécuritaire en Somalie (phase IV dans tous les secteurs à l'exception de Mogadiscio, où la phase V a été activée) n'a pas permis d'entreprendre des missions ou des activités de formation approfondies sur le terrain. Les déplacements des missions chargées des droits de l'homme étaient limités par des restrictions ; après les attentats-suicides lancés contre des installations de l'ONU au nord-ouest de la Somalie, ils ont été complètement suspendus. La vérification des informations demeure très difficile et bien souvent, le Groupe a dû se limiter à enregistrer les allégations.

Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour

L'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) a été créée par la résolution 1769 du Conseil de sécurité des Nations Unies, adoptée le 1^{er} janvier 2008, afin de contribuer aux efforts visant à protéger et à promouvoir les droits de l'homme au Darfour, en prêtant une attention particulière aux groupes vulnérables et à la protection des civils, ainsi que pour aider à la mise en œuvre de l'Accord de paix pour le Darfour et de tout accord ultérieur. Le HCDH appuie la composante droits de l'homme de la MINUAD, qui mène des activités de surveillance et d'établissement de rapports, de renforcement des capacités et de sensibilisation dans le domaine des droits de l'homme. En complément de son siège, situé à El Fascher, la composante droits de l'homme dispose de quatre bureaux locaux et de 11 avant-postes militaires au Darfour, ainsi que d'un bureau de liaison implanté à Khartoum.

Activités

La composante droits de l'homme a :

- ▶ Entrepris 235 missions sur le terrain pour observer la situation des droits de l'homme au Darfour et publié 36 rapports de synthèse hebdomadaires, participé à huit rapports destinés au Conseil de sécurité et contribué au rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans l'application des Résolutions 1325 et 1820 du Conseil de sécurité. Ces rapports ont fourni les informations les plus complètes et les plus à jour sur la situation des droits de l'homme au Darfour.
- ▶ Entrepris des activités de renforcement des capacités auprès des institutions publiques, dont un atelier sur les normes destinées à garantir des procès équitables



Résidentes de Silea, au Darfour-Ouest.

pour des juges et des avocats au Darfour-Sud, un atelier sur les violences sexistes pour 50 policiers soudanais et un atelier de sensibilisation aux droits de l'homme pour 25 membres du personnel de la prison d'Ardamata, au Darfour-Ouest.

- ▶ Organisé des ateliers de formation et d'information afin de renforcer la capacité de défense des droits de l'homme des organisations de la société civile, notamment quatre ateliers sur la violence contre les femmes, trois ateliers de formation des formateurs sur la violence sexuelle, deux ateliers sur les concepts fondamentaux en matière de droits de l'homme pour des membres de l'Administration autochtone du Darfour-Ouest et un atelier de formation sur la justice transitionnelle.
- ▶ Assuré des activités d'orientation et d'initiation aux droits de l'homme auprès de 352 membres de la police civile et observateurs militaires de la MINUAD, ainsi qu'un atelier sur l'égalité des sexes, les droits fondamentaux et la législation soudanaise à l'intention de responsables militaires de la coordination pour l'égalité des sexes.
- ▶ Conseillé la commission législative gouvernementale sur les modifications requises pour remédier aux insuffisances de la législation actuelle et notamment de la loi de 1991 sur les activités criminelles.

Résultats

- ▶ Création du Forum pour les droits de l'homme au Darfour, au sein duquel de hauts fonctionnaires et des coordonnateurs locaux se réunissent régulièrement pour discuter de manière constructive et transparente des questions, des préoccupations, des évolutions et des recommandations relatives aux droits de l'homme, ainsi que des mesures prises par les autorités dans des affaires spécifiques, et pour améliorer la situation générale des droits de l'homme dans la province.
- ▶ Au Darfour-Nord, le Comité d'État chargé de lutter contre la violence à l'égard des femmes a été renforcé du fait de l'appui de la MINUAD à la création de sous-comités dans cinq localités ; ces sous-comités permettront de mieux surveiller les atteintes aux droits des femmes, d'apporter un soutien aux victimes et d'entreprendre des campagnes de prévention.
- ▶ Mise en place, au sein des Bureaux des Procureurs des États du Darfour-Ouest et du Darfour-Nord, de bibliothèques juridiques mettant des textes et des ouvrages de droit à la disposition des juges, des procureurs, des avocats, des étudiants, des professeurs et des représentants de la société civile.

Défis et enseignements

- ▶ Au Darfour, le passage de la Phase III à la Phase IV du plan de sécurité a eu des conséquences importantes pour les spécialistes des droits de l'homme, dont bon nombre ont été réinstallés à titre provisoire. Il est également devenu de plus en plus difficile de se déplacer par la route pour mener des activités d'observation de routine ou pour enquêter sur des violations des droits de l'homme. Le nombre et l'étendue des missions d'observation ont de ce fait été limités.
- ▶ En dépit des assurances fournies par le Gouvernement, les observateurs des droits de l'homme continuent de se voir refuser l'accès sans entrave à toutes les personnes détenues au Darfour en raison du conflit, notamment aux personnes retenues dans les centres de détention des services de sécurité du territoire et de renseignement militaire.

Mission des Nations Unies au Soudan

Par la résolution 1590 du mois de mars 2005, le Conseil de sécurité a créé la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord de paix global entre le Gouvernement du Soudan et le Mouvement/l'Armée populaire de

libération du Soudan. Depuis la mise en place de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) en janvier 2008, la MINUS se consacre exclusivement à l'observation et à la promotion des droits de l'homme au Soudan du Sud et du Nord, sans intervenir au Darfour. Cette réorientation survenue en 2008 a permis au bureau des droits de l'homme de la MINUS de renforcer ses activités de surveillance et d'établissement de rapports, concernant la manière dont le Gouvernement d'unité nationale s'acquitte des obligations contractées au titre des traités internationaux sur les droits de l'homme à Khartoum, dans les trois zones de transition entre le nord et le sud, et au Soudan du Sud. Les activités de renforcement des capacités et la promotion des normes internationales relatives aux droits de l'homme dans ces zones ont également été jugées prioritaires.

Activités

- ▶ Au Soudan du Nord, enquêtes, observation et établissement de rapports sur les arrestations et les détentions arbitraires, les mauvais traitements et les tortures infligées aux détenus, les restrictions à la liberté de la presse et l'ingérence dans le travail des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme, les condamnations à mort et les

Au Soudan, des déplacés internes reçoivent une aide alimentaire d'urgence.



expulsions dans le cadre de projets de construction de barrages hydroélectriques.

- ▶ Dans les zones de transition, enquêtes, observation et présentation de rapports sur les insuffisances dans l'administration de la justice, les arrestations et les détentions arbitraires, ainsi que sur l'établissement des responsabilités pour les violations commises lors des affrontements de mai 2008 à Abyei.
- ▶ Au Soudan du Sud, enquêtes, observation et établissement de rapports sur les agressions sexuelles et les meurtres de civils commis par les forces de sécurité et d'autres acteurs armés, sur l'impunité dont bénéficient les acteurs étatiques, sur les droits des femmes dans le droit coutumier, sur les insuffisances dans l'administration de la justice, ainsi que sur les détentions et les arrestations arbitraires, la discrimination contre les groupes vulnérables et les rapatriés, et l'impact de l'exploitation pétrolière sur les droits de l'homme.
- ▶ Au Soudan du Sud, série de visites dans des prisons, menées avec des juges, des procureurs et des parlementaires, formation du personnel pénitentiaire aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, assistance juridique pour les détenus vulnérables et les condamnés à mort.
- ▶ Formation, assistance technique et appui logistique à la Commission sud-soudanaise des droits de l'homme.
- ▶ Élaboration des versions provisoires de divers manuels de formation, destinés aux policiers du Soudan du Nord et du Sud.
- ▶ Organisation d'un certain nombre d'ateliers et de sessions de formation sur le respect des obligations en matière de droits de l'homme, à l'intention de parlementaires, de représentants des autorités locales, de juges (coutumiers et nommés par l'État), d'organes chargés de faire respecter la loi et d'organisations de la société civile à travers le pays.

Résultats

- ▶ Les interventions menées tout au long de l'année 2008 ont favorisé la présentation d'une version améliorée de la loi d'habilitation, respectant dans une très grande mesure les Principes de Paris, pour la Commission des droits de l'homme ; le texte a été voté par l'Assemblée législative du Soudan du Sud en février 2009.
- ▶ Au Soudan du Sud, les interventions ont entraîné la libération de plusieurs personnes détenues illégalement ; de plus, il a été fait appel d'un certain nombre de condamnations à mort.
- ▶ Au Soudan du Sud, du fait de la poursuite des activités de sensibilisation et d'assistance technique, le Gouvernement a reconnu qu'un programme d'aide juridique était nécessaire et le projet de loi sur l'assistance juridique a été adopté au début de l'année 2009.

Défis et enseignements

- ▶ L'impossibilité d'accéder aux prisons du Soudan du Nord, ainsi qu'aux structures de détention et à certains postes de police du Soudan du Sud a entravé le travail.
- ▶ Les efforts incessants déployés par le bureau des droits de l'homme de la MINUS pour mettre en place un mécanisme officiel de dialogue avec le Gouvernement d'unité nationale se sont avérés infructueux.
- ▶ Le Procureur de la Cour pénale internationale a annoncé son intention de demander un mandat d'arrêt pour le Président du Soudan, en raison des crimes de guerre commis au Darfour, ce qui a engendré une certaine méfiance à l'égard du bureau des droits de l'homme de la MINUS au sein de certaines institutions gouvernementales du Soudan du Nord. Les déplacements du personnel ont été soumis à des restrictions, qui ont eu une incidence négative sur les activités d'observation et qui ont limité les occasions d'accomplir un travail de sensibilisation fructueux. Des visites officielles de représentants du HCDH ont été annulées car les visas nécessaires n'ont pas été accordés.

Conseillers pour les droits de l'homme auprès des équipes de pays

Guinée

Plus de deux décennies de mauvaise gouvernance ont fait sombrer la Guinée dans une crise politique et socio-économique. Au lendemain du décès du président Lansana Conté, qui gouvernait le pays depuis 1984, une junte militaire a pris le pouvoir. La junte a créé un organe de gouvernement, le Conseil national pour la démocratie et le développement, avec l'assentiment de la majorité de la population, qui voyait là le meilleur moyen d'assurer une transition politique dans le calme. Le 28 mai 2008, le HCDH a déployé un conseiller auprès de l'équipe des Nations Unies en Guinée, afin de renforcer la capacité de l'équipe à intégrer les droits de l'homme dans ses programmes et de stimuler la coopération de la Guinée avec les mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Organisé des ateliers et des séminaires sur la création d'une institution nationale des droits de l'homme, à l'intention de représentants de l'État et de la société civile.

- ▶ Entamé des consultations en vue d'appuyer les travaux de la Commission nationale d'enquête sur les violations des droits de l'homme commises en janvier et février 2007.
- ▶ Animé huit ateliers sur les droits fondamentaux, les procédures spéciales et l'examen périodique universel, au bénéfice de 480 participants issus de services gouvernementaux ou de la société civile, à Conakry et dans diverses préfectures.

Résultats

- ▶ Le Premier ministre a créé un Observatoire national des droits de l'homme, ce qui constitue peut-être une première étape en vue de la mise en place d'une institution nationale fondée sur les Principes de Paris. De même, le Gouvernement a créé un service des droits de l'homme au sein du ministère de la Justice et nommé un conseiller pour les droits de l'homme auprès du Premier ministre.
- ▶ Dans le cadre de la série d'ateliers organisés à travers le pays, les participants ont rédigé un programme pour les droits de l'homme, qui a été officiellement présenté au Gouvernement lors d'une manifestation organisée à Conakry pour commémorer le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Défis et enseignements

- ▶ Le conseiller pour les droits de l'homme a tiré parti des ateliers organisés à travers le pays pour constituer, dans chaque localité, un petit groupe de personnes chargées de recommander des améliorations à la protection des droits de l'homme. À ce jour, sept groupes ont été formés et cinq d'entre eux ont participé à l'organisation des manifestations commémorant le 60^e anniversaire de la Déclaration.

Kenya

L'affectation d'un conseiller pour les droits de l'homme auprès de l'équipe des Nations Unies au Kenya a été motivée par le bouleversement de l'ordre social et l'augmentation dramatique des violations des droits de l'homme observées au lendemain des élections présidentielles de décembre 2007, dont les résultats ont été violemment contestés. Le conseiller, qui s'est vu confier le mandat habituel de renforcement de l'approche de programmation fondée sur les droits de l'homme au sein de l'équipe de pays, doit en outre secondar les Nations Unies dans l'élaboration et l'application d'une stratégie d'assistance aux acteurs nationaux pour les questions en rapport avec l'établissement des responsabilités, l'impunité et la justice transitionnelle.

Activités

Le conseiller a :

- ▶ Participé à des efforts interorganisations de protection des déplacés internes, consistant notamment à élaborer des stratégies communes et à entreprendre des missions conjointes dans les camps de déplacés.
- ▶ Sensibilisé les parties prenantes aux droits de l'homme, à l'occasion de la visite de la Haut-Commissaire adjointe au Kenya, en octobre 2008.
- ▶ Organisé la première célébration de la journée des droits de l'homme au Kenya, en collaboration avec le Gouvernement, l'Institution nationale des droits de l'homme, la société civile et la communauté internationale ; tous ces intervenants ont participé aux activités au niveau central et local. Une série de forums publics ont été organisés ; deux forums ont notamment eu lieu dans les districts nord et sud de la Vallée du Rift, durement touchés par les violences post-électorales qui ont éclaté à la fin de l'année 2007 et au début de l'année 2008.

Résultats

- ▶ Un réseau de coordonnateurs des activités relatives aux droits de l'homme a été constitué au sein des institutions onusiennes. Grâce à la création de ce réseau, les occasions de coopérer sur des questions relatives aux droits de l'homme ont été multipliées.

Niger

Après plus de dix années d'instabilité, le Gouvernement du Niger s'emploie à consolider la démocratie et l'État de droit et à améliorer la mise en œuvre des droits de l'homme. Le conseiller pour les droits de l'homme auprès de l'équipe des Nations Unies au Niger a été déployé le 17 juillet 2008 afin de s'acquitter du mandat suivant : offrir des conseils sur les stratégies de renforcement des capacités nationales de défense des droits de l'homme, former les membres de l'équipe des Nations Unies et les acteurs nationaux intervenant dans ce domaine à l'approche de programmation fondée sur les droits de l'homme, et mener diverses activités de formation.

Activités

Le conseiller a :

- ▶ Contribué à l'intégration d'une approche fondée sur les droits de l'homme dans le plan d'action stratégique et le plan d'action annuel du Programme des Nations Unies pour le développement.

- ▶ Organisé, en collaboration avec l'équipe des Nations Unies dans le pays et le ministère de la Justice, plusieurs activités pour observer le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, notamment une formation pour 45 journalistes et 50 représentants de la société civile, des activités de sensibilisation dans des lycées de Niamey et diverses activités culturelles, dont des chansons et des pièces de théâtre.
- ▶ Facilité, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population, la création de clubs des droits de l'homme dans quatre lycées de Niamey. Le programme sera étendu à la province en 2009.
- ▶ Prodigué à la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés fondamentales des conseils sur la rédaction d'un programme de stages de formation sur les Principes de Paris et le fonctionnement des institutions nationales des droits de l'homme, à l'intention des commissaires.

Résultats

- ▶ Les droits de l'homme ont été intégrés au plan d'action stratégique et au plan d'action annuel du Programme des Nations Unies pour le développement.
- ▶ Des intervenants nationaux de premier plan, dont des ministères, ont manifesté leur volonté de coopérer et de dialoguer avec le conseiller pour les droits de l'homme afin de faire progresser la réalisation des droits de l'homme.

Rwanda

Avec l'appui du programme mondial Action 2, le HCDH a déployé un conseiller pour les droits de l'homme auprès de l'équipe des Nations Unies au Rwanda en octobre 2007. Le conseiller est chargé d'aider l'équipe à intégrer les principes relatifs aux droits de l'homme dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, ainsi que dans le Document opérationnel commun ; il doit également apporter une assistance technique au Gouvernement pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations concernant l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités et la mise en œuvre de leurs recommandations.

Activités

Le conseiller a :

- ▶ Organisé, avec la Commission nationale des droits de l'homme, trois sessions de formation à l'approche de programmation fondée sur les droits de l'homme et à la gestion axée sur les résultats à l'intention de hauts fonctionnaires, de représentants des autorités locales, de chefs d'institutions des Nations Unies et de membres de la société civile.
- ▶ Dispensé à 35 procureurs, policiers et membres de l'Association du barreau une formation sur l'État de droit et l'administration de la justice.



- ▶ Offert au ministère de la Justice et à des autorités judiciaires des conseils sur l'intégration des principes internationaux relatifs aux droits de l'homme dans la procédure judiciaire.
- ▶ Appelé les autorités rwandaises à ratifier les principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et à entamer un dialogue constructif avec l'équipe spéciale des organes de suivi des traités.
- ▶ Assuré une formation des formateurs dans le domaine des droits de l'homme, à l'intention de 30 professeurs du cycle secondaire.

Résultats

- ▶ À l'issue d'une formation relative à l'approche fondée sur les droits de l'homme, le ministère de la Planification économique et des Finances s'est engagé à utiliser le module de formation auprès de son personnel, à l'échelle nationale et locale.
- ▶ La formation sur les droits de l'homme et l'administration de la justice, assurée en décembre 2008, a abouti à un partenariat avec la police nationale, la Cour suprême et le bureau du procureur, destiné à définir les moyens d'intégrer les droits de l'homme dans leurs travaux.
- ▶ Le Rwanda a présenté ses rapports au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des

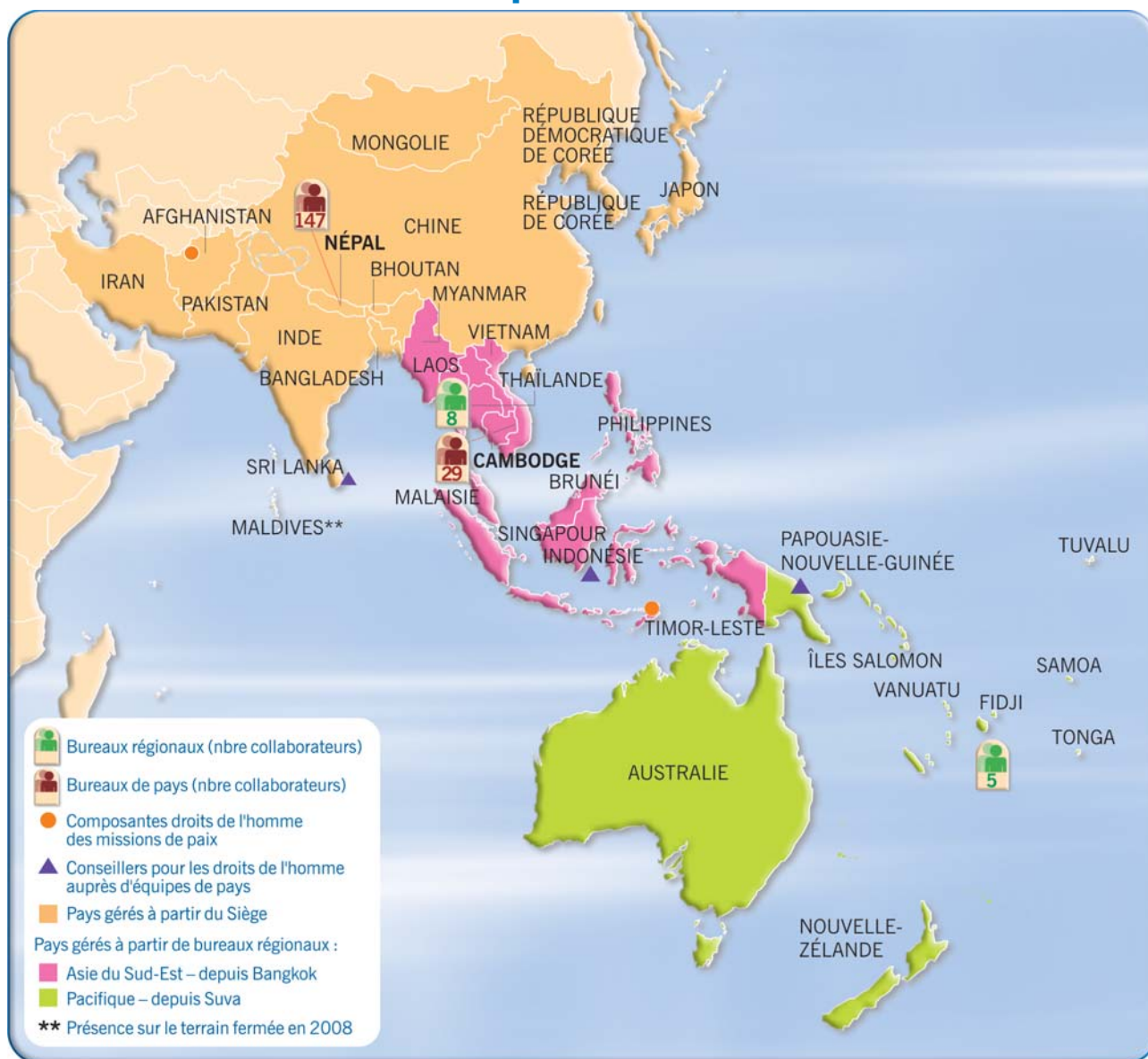
femmes et au Comité des droits de l'homme ; les deux organes de suivi des traités examineront respectivement ces documents en février et en mars 2009. Les rapports destinés au Comité des droits économiques, sociaux et culturels et au Comité pour l'élimination de discrimination raciale ont également été préparés et sont en cours de validation.

- ▶ À la suite des interventions du HCDH, le Rwanda a signé trois traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et trois protocoles facultatifs et retiré ses réserves au sujet de deux traités (portant sur l'article 9 de la Convention sur le crime de génocide et l'article 13 de la Convention relative aux droits économiques, sociaux et culturels).

Défis et enseignements

- ▶ Du fait des résultats obtenus par le conseiller pour les droits de l'homme en 2008, les institutions gouvernementales, les organismes des Nations Unies et les organisations de la société civile ont adressé davantage de demandes d'assistance. Il est toujours aussi difficile d'accorder la priorité à certaines interventions plutôt qu'à d'autres.

Le HCDH sur le terrain : Asie et Pacifique



Type de présence	Localisation
Bureaux de pays	<ul style="list-style-type: none"> Cambodge Népal
Bureaux régionaux	<ul style="list-style-type: none"> Asie du Sud-Est (Bangkok, Thaïlande) Pacifique (Suva, Îles Fidji)
Composantes droits de l'homme des missions de paix des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> Afghanistan Timor-Leste
Conseillers pour les droits de l'homme auprès d'équipes de pays des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> Indonésie Maldives** Papouasie-Nouvelle-Guinée Sri Lanka

** Fermé en 2008

La région Asie-Pacifique, qui s'étend de l'Iran et de l'Afghanistan à l'ouest aux îles du Pacifique à l'est, est une région diverse et dynamique, qui abrite les deux tiers de la population mondiale. Nombre de pays ont connu d'importantes transitions démocratiques en 2008 mais dans d'autres, les divisions politiques se sont accentuées. Si le Népal a continué à se remettre de longues années de conflit, les combats se sont intensifiés dans plusieurs parties de la région. La pauvreté, l'inégalité entre les hommes et les femmes et les pratiques discriminatoires demeurent profondément enracinées. Les effets de la hausse du prix des denrées alimentaires et du pétrole, et de la crise

économique mondiale par la suite, se sont fait sentir avec beaucoup d'acuité dans la région et ont engendré des problèmes supplémentaires en termes d'emploi et de migrations. L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est a pris des dispositions pour créer le premier organe régional de protection des droits de l'homme.

En 2008, le HCDH disposait de bureaux de pays au Cambodge et au Népal, ainsi que de bureaux régionaux à Bangkok (pour l'Asie du Sud-Est) et à Suva (pour le Pacifique). Les deux bureaux régionaux ont été renforcés par l'arrivée d'effectifs supplémentaires. Des efforts ont été déployés en vue d'ouvrir un troisième bureau régional, responsable de l'Asie du Sud et de

Le HCDH en Asie et dans le Pacifique : exemples d'impact en 2008

Appui aux institutions nationales de défense des droits de l'homme

- ▶ En **Afghanistan**, une équipe renforcée a été créée au sein de la Commission indépendante des droits de l'homme et spécialement chargée d'enquêter sur les affaires ayant entraîné le décès de civils.
- ▶ En **Indonésie**, un programme provisoire commun a été élaboré pour appuyer les trois institutions nationales des droits de l'homme.
- ▶ Au **Timor-Leste**, l'institution nationale des droits de l'homme, la Provedoria de Direitos Humanos e Justiça, a bénéficié d'une assistance technique et d'une augmentation de son budget, qui a presque doublé. La Provedoria a ouvert des enquêtes sur 119 nouvelles affaires et s'est montrée plus désireuse et mieux en mesure de faire des déclarations publiques, au travers de communiqués de presse et de rapports.

Appui à la formation et à l'éducation dans le domaine des droits de l'homme

- ▶ Au **Népal**, le HCDH a aidé à constituer, au sein de la Police népalaise et de la Force de police armée, une équipe de formateurs aux droits de l'homme qui instruisait, à la fin de l'année 2008, le personnel de ces services dans le cadre de programmes d'initiation ou de perfectionnement.
- ▶ Au **Timor-Leste**, un certain nombre d'instituteurs, enseignant dans les 13 districts du pays, possèdent à présent des connaissances de base sur les méthodologies à appliquer pour intégrer les droits de l'homme dans les programmes scolaires.

Aide à l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités

- ▶ L'**Afghanistan**, les **Maldives** et la **Papouasie-Nouvelle-Guinée** ont bénéficié d'une aide pour préparer le document de base commun servant à l'établissement de rapports destinés aux organes de suivi des traités.
- ▶ L'**Afghanistan** a établi son rapport sur la mise en œuvre de la Convention internationale relative aux droits économiques, sociaux et culturels ; une unité de soutien aux droits de l'homme a en outre été créée au sein du ministère de la Justice afin d'aider le Gouvernement à s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des traités relatifs aux droits de l'homme.
- ▶ Le **Cambodge** a soumis son premier rapport au Comité des droits économiques, sociaux et culturels.

Renforcement de l'obligation de rendre compte

- ▶ Au **Cambodge**, la Cour suprême a renvoyé une affaire relative à l'assassinat du syndicaliste Chea Vichea en 2004 devant la Cour d'appel pour réexamen, après que le HCDH ait soumis, en qualité de consultant extraordinaire, un mémoire attirant l'attention sur plusieurs violations fondamentales du droit international des droits de l'homme commises par des juridictions inférieures.
- ▶ Au **Cambodge**, le HCDH a, de concert avec des ONG, travaillé avec les pouvoirs publics pour obtenir la libération de dizaines de personnes détenues arbitrairement dans des « centres de réinsertion sociale » ; parmi ces personnes figuraient des enfants, des personnes handicapées et des personnes atteintes du VIH/sida.
- ▶ Au **Népal**, grâce à un travail juridique et à des activités de sensibilisation, quatre officiers de l'armée ont été inculpés d'homicide volontaire dans l'affaire de Maina Sunuwar, une jeune fille de 15 ans morte en 2004, pendant sa garde à vue dans les locaux de l'Armée népalaise. Les enquêtes et interventions du HCDH ont également incité le Gouvernement à constituer des commissions judiciaires spéciales, chargées d'enquêter sur les actes de violence et les atteintes graves aux droits de l'homme ; cependant, les conclusions de ces commissions n'ont pas été rendues publiques.
- ▶ Au **Timor-Leste**, la police a publié des directives interdisant à son personnel d'agresser physiquement ou de menacer des citoyens ; parallèlement, des responsables de graves violations des droits de l'homme, dont des membres de la police et de l'armée, ont été traduits en justice.

l'Asie de l'Ouest, mais son emplacement n'a pu être confirmé en 2008. Le HCDH a également appuyé les missions de paix des Nations Unies en Afghanistan et au Timor-Leste et maintenu des conseillers pour les droits de l'homme en Indonésie, aux Maldives, au Pakistan et à Sri Lanka. Un nouveau conseiller a été déployé en Papouasie-Nouvelle-Guinée en février et le spécialiste en poste aux Maldives a mis un terme à ses activités en septembre. Au siège, un groupe composé de neuf fonctionnaires internationaux et de quatre membres du personnel administratif s'occupe de la région, surveillant les situations préoccupantes, établissant des notes de synthèse et dispensant un appui fonctionnel et administratif aux présences sur le terrain. Le Haut-Commissariat a continué à soutenir les travaux des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales chargés du Cambodge, de la République démocratique de Corée et du Myanmar, ainsi que les détenteurs de mandats thématiques lors de leurs missions dans la région. La précédente Haut-Commissaire a effectué une visite au Pakistan en juin et la Haut-Commissaire adjointe s'est rendue au Népal en février.

Bureaux de pays

Cambodge

Date d'ouverture	1993
Effectif au 31 décembre 2008	29 pers.
Dépenses en 2008	2 297 702 dollars E.-U.

Au cours des dernières années, la forte croissance économique et la stabilité politique relative dont a bénéficié le Cambodge ont favorisé une diminution de la violence, qui n'atteint plus les niveaux observés dans les années 1990. Il est néanmoins indispensable de réformer le système judiciaire et certaines institutions clés si l'on veut préserver ces acquis et s'attaquer à l'impunité. La paix a amené le développement dans son sillage, et de nouvelles formes de violations des droits de l'homme – expulsions en milieu rural et urbain, spoliation des terres – sont apparues. Une politique efficace de réforme agraire est nécessaire pour protéger les droits fonciers des franges les plus pauvres de la

Commémoration du 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme à Phnom Penh (décembre 2008).



population urbaine, des agriculteurs des plaines, des populations autochtones et d'autres groupes particulièrement vulnérables. Les défenseurs des droits de l'homme sont victimes d'un harcèlement incessant. Les élections législatives du 25 juillet 2008 se sont déroulées sans violences notables ; cependant, en raison des restrictions à la liberté d'expression et de réunion, il a été difficile aux Cambodgiens de faire entendre leurs préoccupations et de participer de manière significative au processus politique et décisionnel. En septembre 2008, le Conseil des droits de l'homme a reconduit le mandat (sous un autre titre) du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge, un nouveau titulaire devant être désigné en mars 2009.

Le HCDH aide le Gouvernement à s'acquitter de ses obligations internationales et à mettre en œuvre une législation adéquate dans le domaine des droits de l'homme. Tout en prodiguant son aide dans certaines affaires individuelles d'atteintes aux droits de l'homme, en 2008, le bureau s'est concentré sur l'impunité, les déficits démocratiques, les défaillances de certaines institutions, la pauvreté et les inégalités dans le monde, et la discrimination. Une grande partie du travail du bureau consiste à promouvoir une meilleure intégration des droits de l'homme dans l'action de l'équipe de pays des Nations Unies et à créer des conditions aptes à favoriser la participation des organisations de la société civile et des citoyens à la vie publique et politique. Le mémorandum d'accord conclu par le HCDH et le Cambodge vient à expiration le 1^{er} mai 2009 et des pourparlers relatifs à sa reconduction sont en cours.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Observé les élections législatives de juillet 2008, afin de repérer les cas graves de violences, d'intimidation ou de limitation des libertés fondamentales pendant le processus électoral.
- ▶ Examiné des affaires de restrictions à la liberté d'expression, à la liberté de réunion et à la liberté d'association, d'arrestations illégales, de violation grave des garanties offertes par la procédure pénale et d'expulsions et y a réagi en alertant les autorités, en proposant des solutions et en encourageant le Gouvernement royal à mener des enquêtes dignes de foi sur les allégations signalées et à fournir des recours utiles.
- ▶ Participé au processus de consultation de la population relatif à la rédaction d'une loi sur les réunions pacifiques et joué un rôle clé dans la mise en conformité du texte avec les normes internationales.
- ▶ Offert des conseils juridiques pour la rédaction d'un décret d'application relatif à l'enregistrement des

terres des peuples autochtones, qui prévoyait des consultations avec les communautés autochtones, ainsi que pour la préparation d'une communication commune sur le projet de décret, présentée avec des donateurs et des organismes onusiens intervenant dans le secteur foncier.

- ▶ Participé aux deux Groupes de travail techniques, traitant respectivement des questions foncières et de la réforme juridique et judiciaire, ainsi qu'au groupe informel de donateurs se consacrant à la lutte contre la corruption.
- ▶ Organisé des ateliers sur la collecte d'informations relatives aux violations des droits de l'homme pour les mécanismes des procédures spéciales, à l'intention de plus d'une centaine de représentants d'organisations et de communautés locales du nord-ouest et du nord-est du pays.
- ▶ Continué à suivre les débats des formations extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens en vue d'étudier comment les procès pourraient avoir un impact positif sur l'administration de la justice au Cambodge.
- ▶ Entrepris de manière systématique des visites dans les prisons et des évaluations des conditions de détention au titre du nouveau programme d'appui à la réforme du système pénitentiaire, avec le concours des autorités compétentes, qui ont fait preuve d'un esprit coopératif. Trois prisons ont été choisies comme établissements pilotes pour la mise en œuvre du volet eau et assainissement du programme.
- ▶ Animé, en coopération avec l'Organisation internationale du travail, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le ministère des Affaires sociales, un atelier de sensibilisation à la Convention sur les droits des personnes handicapées et à son Protocole facultatif.

Résultats

- ▶ À l'initiative du bureau de pays, la Haut-Commissaire a soumis à la Cour suprême du Cambodge, en qualité de consultant extraordinaire (*amicus curiae*), un dossier sur le meurtre du syndicaliste Chea Vichea en 2004 ; dans ce document, la Haut-Commissaire a attiré l'attention sur plusieurs violations du droit international des droits de l'homme commises par des juridictions inférieures. Lors d'un jugement appelé à faire date, la Cour suprême a mis en liberté provisoire sous caution les deux hommes reconnus coupables du meurtre et renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel pour réexamen.
- ▶ En coopération avec des ONG, le HCDH est intervenu auprès des autorités publiques afin d'obtenir la libération de dizaines de gens, dont des enfants, des personnes handicapées et des

personnes vivant avec le VIH/sida, qui étaient détenus arbitrairement dans des « centres de réinsertion sociale ». On a observé depuis une modification progressive et positive de la gestion des centres.

- ▶ Avec l'assistance et les conseils techniques du HCDH, le Cambodge a présenté son rapport initial, attendu depuis 1994, au Comité des droits économiques, sociaux et culturels.
- ▶ Grâce à l'appui juridique et technique fourni par le Haut-Commissariat, un projet de loi sur la création d'une institution nationale des droits de l'homme a été finalisé ; en outre, le concept d'indépendance institutionnelle, ainsi que la teneur des Principes de Paris, sont devenus beaucoup plus familiers aux organisations de la société civile et au Gouvernement.
- ▶ Les efforts incessants du HCDH dans le domaine des droits fonciers et du droit au logement ont conduit l'équipe de pays des Nations Unies et le coordonnateur résident à inscrire ces questions au nombre des priorités du prochain cycle de programmation.
- ▶ La décision historique prise en 2007 par le Conseil constitutionnel, réaffirmant que les tribunaux devaient tenir compte de l'âge du coupable en fixant les peines, a continué à produire des effets, les juges respectant largement cette décision lorsqu'ils prononçaient des sentences à l'encontre de délinquants juvéniles.
- ▶ Le site web du HCDH au Cambodge, très complet, est le premier site extérieur intégralement présenté dans une autre langue que l'anglais ; toutes les rubriques rédigées en anglais ont été traduites en khmer.

Défis et enseignements

- ▶ Le Haut-Commissariat continue à développer son programme au Cambodge en vue de consolider son action de coopération technique et de renforcement des capacités, tant avec ses homologues gouvernementaux qu'avec la société civile. Cette approche est motivée par le fait qu'un travail de protection efficace est fondé sur le dialogue et la confiance, deux éléments indispensables favorisés par un engagement équilibré, multidimensionnel, durable et concret auprès du Gouvernement et de la société civile.

Cambodge : Dépenses en 2008

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	1 027 262	180 615
Consultants	768	70 647
Voyages officiels	52 440	61 275
Services contractuels	25 300	133 850
Dépenses générales de fonctionnement	161 987	218 399
Fournitures et achats	35 015	109 338
Séminaires, subventions et contributions	19 000	89 531
Sous-total	1 321 772	863 655
Coûts d'appui au programme	-	112 275
TOTAL	1 321 772	975 930

Népal

Date d'ouverture	2005
Effectif au 31 décembre 2008	147 pers.
Dépenses en 2008	10 931 750 dollars E.-U.

En 2008, des progrès importants ont été accomplis dans la consolidation du processus de paix entamé au Népal. L'élection de l'Assemblée constituante, organisée en avril, a débouché sur la formation d'un Gouvernement, qui est plus largement représentatif de la société népalaise qu'aucun de ses prédécesseurs. Le nouveau Gouvernement a pris d'importants engagements dans le domaine des droits de l'homme, bien que le traitement des conséquences et des causes profondes du conflit, notamment une impunité persistante, ainsi qu'une inégalité et des discriminations structurelles, n'ait que faiblement progressé. Sur le plan de la sécurité, la situation est demeurée précaire, en particulier dans la région méridionale du Teraï, où les dysfonctionnements des institutions et les ingérences politiques ont compromis les droits de la population, notamment le droit à la vie, le droit à la liberté et le droit à la sécurité.

Le bureau du HCDH au Népal a été ouvert en mai 2005, au lendemain du cessez-le-feu conclu par l'Armée népalaise et les insurgés maoïstes. Le mémorandum d'accord qui régit actuellement les rapports entre le HCDH et le Gouvernement, fondement juridique de l'action du Haut-Commissariat dans le pays, expire en juin 2009, et des pourparlers relatifs à sa reconduction sont en cours avec les autorités. La mission au Népal est la plus importante présence du HCDH sur le terrain ; elle doit s'acquitter d'un vaste mandat, consistant à surveiller la situation des droits de l'homme, à présenter des rapports publics, et à renforcer la capacité nationale de promotion et de

protection des droits de l'homme. En 2008, suite à l'évolution de la situation des droits de l'homme, le HCDH au Népal a réorienté son action sur trois domaines d'une importance primordiale : le renforcement des institutions nationales de défense des droits de l'homme et de la société civile ; l'impunité, l'État de droit et l'établissement des responsabilités ; et la discrimination, notamment en ce qui concerne l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels. Le bureau travaille en étroite collaboration avec des organismes onusiens ainsi qu'avec d'autres partenaires internationaux et nationaux, notamment la Commission nationale des droits de l'homme.

Activités

Le bureau a :

- ▶ Présenté sept rapports publics sur divers aspects de la situation des droits de l'homme, notamment sur les violences pré-électorales, sur l'élection de l'Assemblée constituante et sur des disparitions en rapport avec le conflit dans le district de Bardiya, en s'appuyant sur les activités de surveillance et d'investigation de cinq bureaux auxiliaires implantés dans des districts.
 - ▶ Exercé une surveillance préventive afin de réduire les risques de violences et de violations des droits de l'homme, notamment lors des manifestations qui se sont déroulées dans le Terai avant les élections, et tout au long de la période électorale.
 - ▶ Assuré une formation à la problématique des droits de l'homme, à l'intention du personnel des forces de sécurité, ainsi que des activités ciblées de renforcement des capacités visant à remédier à certains problèmes décelés lors de la surveillance,
- comme le recours excessif de la police à la force pour contenir la foule, ainsi que le recours à la torture et aux mauvais traitements pendant les gardes à vue.
 - ▶ Recommandé d'établir les responsabilités pour les violations des droits de l'homme commises pendant et après le conflit, notamment en engageant des poursuites dans les affaires les plus emblématiques.
 - ▶ Continué à prêter son concours au ministère de la Paix et de la Reconstruction, à la Commission nationale des droits de l'homme et à la société civile afin de faciliter la mise en place de mécanismes crédibles de justice transitionnelle ; le bureau a notamment formulé des commentaires sur un projet de loi visant à ériger les disparitions forcées en infraction au regard du droit pénal et à créer une commission d'enquête sur les disparitions, fourni des conseils techniques sur la création d'une Commission vérité et réconciliation à des ONG et à des donateurs, et mené des activités de sensibilisation sur la justice transitionnelle afin d'encourager la participation des femmes et des groupes traditionnellement marginalisés.
 - ▶ Soutenu le processus de rédaction de la constitution en offrant un appui juridique important et en coordonnant les travaux d'acteurs clés, nationaux, onusiens et non gouvernementaux.
 - ▶ Offert une formation de base à des représentants du Gouvernement sur le système de rapport aux organes de traités et une formation plus spécialisée à des représentants du Gouvernement et de la société civile dans les cinq régions.
 - ▶ Assuré plus de 60 activités de renforcement des capacités au profit de 2 200 personnes, parmi lesquelles figuraient des défenseurs des droits de



Un membre du personnel du HCDH observe une manifestation organisée par la Ligue des jeunesses communistes au Népal (février 2008).



Élections au Népal (avril 2006)

l'homme, des dirigeants de mouvements de jeunes et d'étudiants, des représentants de peuples autochtones, des Dalits, des journalistes et des universitaires. Le bureau a mis l'accent sur le renforcement des moyens de protection des droits de l'homme à l'échelon des régions et des districts, souvent isolés de la capitale, et mis en place des réseaux de défense des droits de l'homme.

- ▶ Œuvré à la promotion des droits des femmes au Népal en menant des activités de protection et de renforcement des capacités, consistant notamment à créer des réseaux pour coordonner les stratégies face aux problèmes sexospécifiques, à protéger l'action des défenseurs des droits des femmes et en recommandant d'améliorer le cadre législatif pour protéger ces droits.
- ▶ Créé, en partenariat avec la Commission nationale des droits de l'homme, une affiche illustrant les articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'affiche a été amplement reproduite dans les journaux et diffusée dans des lieux publics. Le 60^e anniversaire de la Déclaration a également été célébré par un festival de cinéma à Katmandou, qui a remporté un vif succès auprès du public.
- ▶ Facilité la visite officielle du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones et prêté son concours au Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés lors de sa mission en décembre.

Résultats

- ▶ Les enquêtes et les interventions du HCDH ont, à plusieurs reprises, incité le Gouvernement à former des commissions judiciaires spéciales pour faire la lumière sur de graves violences et atteintes aux droits de l'homme. Cependant, les conclusions de ces commissions n'ont pas été divulguées publiquement ou n'ont pas été suivies de mesures de la part du Gouvernement.
- ▶ À la suite des conseils prodigués par le HCDH, des projets de lois ont fait l'objet d'amendements destinés à les rendre conformes aux normes internationales et aux pratiques optimales en matière de droits de l'homme. Le texte destiné à créer une commission d'enquête sur les disparitions et à ériger en infraction les disparitions forcées figurait au nombre de ces projets de loi.
- ▶ Les interventions du HCDH et de ses partenaires ont contribué à empêcher le vote d'un avant-projet de loi portant création d'une Commission vérité et réconciliation, qui était entaché de certaines imperfections. Plus tard dans l'année, le Gouvernement a lancé un nouveau processus de consultation sur le texte, avec l'appui du HCDH.
- ▶ Les interventions et les travaux juridiques menés avec des partenaires pour que des poursuites soient engagées dans les affaires emblématiques ont produit des résultats positifs ; quatre officiers de l'armée ont notamment été inculpés d'homicide volontaire dans l'affaire Maina Sunuwar, une jeune

filles de 15 ans morte en 2004, lors de sa garde à vue dans les locaux de l'Armée népalaise.

- La présence de spécialistes des droits de l'homme du HCDH dans les rues des villes du Terai central et oriental au début de l'année 2008, à une époque où les tensions politiques devenaient de plus en plus vives et où les manifestations se multipliaient à l'approche du scrutin du 8 avril destiné à élire l'Assemblée constituante, a, selon un avis amplement partagé, prévenu ou atténué les violences. La surveillance exercée le jour des élections a apaisé les tensions et empêché des exactions dans certaines localités, notamment dans le district de Ramechhap et au Terai oriental.
- Suite à la formation dispensée par le HCDH, à la fin de l'année, tant la police népalaise que la force de police armée disposaient de formateurs aux droits de l'homme compétents, qui instruisaient leur personnel dans le cadre de programmes d'initiation ou de perfectionnement. Grâce aux activités d'observation menées par le HCDH lors des manifestations, la police est intervenue avec davantage de professionnalisme et le nombre d'incidents caractérisés par un usage excessif de la force a diminué.
- Les défenseurs des droits de l'homme ont été mieux à même d'observer la situation des droits de l'homme, d'en rendre compte et de faire campagne au sujet de certains problèmes, grâce aux activités de formation et de mentorat du HCDH.
- L'engagement du Haut-Commissariat dans un plus grand nombre d'activités de formation lui a permis de renforcer ses relations avec des interlocuteurs essentiels, tels que la communauté des défenseurs des droits de l'homme et d'autres acteurs de la société civile, les médias, les forces de sécurité, la Commission nationale des droits de l'homme et les autorités gouvernementales. En outre, l'éventail des partenaires s'est élargi, englobant notamment des ONG qui représentent des catégories de population vulnérables et marginalisées.
- Le HCDH ayant assumé la direction du module interorganisations de protection, une approche fondée sur les droits de l'homme a, pour la première fois, été appliquée lors d'une intervention en situation d'urgence.

Défis et enseignements

- En 2008, le bureau du HCDH au Népal a fait l'objet d'une restructuration, accompagnée d'une réduction de son budget et de ses effectifs, ce qui témoigne de l'amélioration continue de la situation sur le terrain et permet au Haut-Commissariat de se consacrer avec plus d'efficacité à ses priorités à long terme, en particulier le renforcement de la capacité institutionnelle nationale. De nouvelles approches

ont également été élaborées pour améliorer la collaboration avec certains partenaires clés, dont la Commission nationale des droits de l'homme.

- La résistance aux efforts déployés pour mettre fin à l'impunité demeure l'un des principaux obstacles à la promotion des droits de l'homme au Népal. À ce jour, personne n'a été déclaré responsable des violations des droits de l'homme perpétrées pendant et après le conflit. En outre, le Gouvernement n'a pas diffusé publiquement les conclusions des commissions spéciales formées pour enquêter sur des actes de violence ou des atteintes aux droits de l'homme, ou n'y a pas donné suite. La plupart des décisions de la Cour suprême relatives à des violations des droits de l'homme et des recommandations du HCDH sont restées lettre morte.

Népal : Dépenses en 2008

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	7 808 447
Consultants	-	38 497
Voyages officiels	-	363 919
Services contractuels	-	118 296
Dépenses générales de fonctionnement	-	988 840
Fournitures et achats	-	174 229
Séminaires, subventions et contributions	-	181 887
Sous-total	-	9 674 115
Coûts d'appui au programme	-	1 257 635
TOTAL	-	10 931 750

Bureaux Régionaux

Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est

Date d'ouverture	2002
Effectif au 31 décembre 2008	8 pers.
Dépenses en 2008	1 147 125 dollars E.-U.

En 2008, l'ensemble de l'Asie du Sud-Est a été confronté à de graves problèmes en matière de droits de l'homme, notamment les effets du cyclone Nargis au Myanmar, les répercussions des crises alimentaire et financière mondiales, la poursuite de conflits internes violents, qui ont provoqué des déplacements de population prolongés, des restrictions à la pleine jouissance du droit à la liberté d'opinion, d'expression, de pensée, de conscience et de religion, et la nécessité de lutter contre l'impunité, l'exploitation sexuelle des enfants, la traite

des personnes, tout en sauvegardant les droits des réfugiés et des travailleurs migrants. Pour poursuivre dans un registre plus positif, il convient de signaler l'entrée en vigueur de la Charte de l'Association des Etats de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui a ouvert la voie à la création, au sein de l'ASEAN, d'un organe de défense des droits de l'homme. Toujours en 2008, plusieurs pays de la région ont ratifié des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et participé aux commémorations de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Gouvernement lui ayant adressé une invitation, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, récemment désigné, a entrepris sa première visite dans le pays.

Le bureau régional du HCDH à Bangkok s'occupe du Brunéi Darussalam, du Cambodge, de l'Indonésie, de la République démocratique populaire lao, de la Malaisie, du Myanmar, des Philippines, de Singapour, de la Thaïlande, du Timor-Leste et du Viet Nam. Dans le cas du Cambodge, de l'Indonésie et du Timor-Leste, le travail du bureau complète celui d'autres présences du HCDH sur le terrain. En 2008, le bureau entendait en priorité appuyer la création de structures de promotion et de protection des droits de l'homme à l'échelon national et régional, améliorer la coordination des activités relatives aux droits de l'homme et apporter un concours technique relatif à l'examen périodique universel, à l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités internationaux et à un certain nombre de domaines thématiques.

Activités

Le bureau a :

- ▶ Entrepris des activités de sensibilisation et de formation concernant la ratification des traités onusiens de défense des droits de l'homme, notamment en Thaïlande, l'établissement des rapports destinés au Comité contre la torture et les méthodes de travail du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.
- ▶ Offert un appui et des conseils techniques sur la création d'un organe de défense des droits de l'homme au sein de l'ASEAN.
- ▶ Dispensé des conseils aux institutions des Nations Unies présentes dans la région et des formations sur l'intégration des droits de l'homme dans leur travail.
- ▶ Rassemblé et analysé des informations sur la situation des droits de l'homme dans l'ensemble de la région et constitué une base de données afin d'assurer le suivi des affaires et des communications avec les procédures spéciales.
- ▶ Coorganisé une réunion régionale de deux jours, « Dialogues pour l'action », consacrée aux objectifs du Millénaire pour le développement et aux droits de l'homme, à l'intention de 50 représentants de gouvernements, d'institutions nationales des droits de l'homme, d'organismes des Nations Unies et d'organisations de la société civile opérant dans la région.
- ▶ Formé 175 responsables de la Direction thaïlandaise des affaires pénitentiaires à la mise en œuvre de la Convention contre la torture et organisé un atelier de formation pour des représentants du Gouvernement sur l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme et la protection des personnes soumises à une forme de détention ou d'emprisonnement.
- ▶ Assuré une formation sur le rôle des organisations non gouvernementales et des institutions nationales des droits de l'homme thaïlandaises dans la promotion et la protection des droits de l'homme, auprès de 19 membres d'organisations ou d'institutions de cette nature.
- ▶ Coorganisé, avec l'Organisation internationale du travail, une réunion régionale sur l'amélioration de la législation relative aux personnes handicapées, au bénéfice de 50 personnes représentant des gouvernements, des syndicats et des organisations de la société civile ; noué un partenariat avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique afin de créer un groupe interorganisations d'appui régional à la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.
- ▶ Soutenu des initiatives visant à renforcer les commissions nationales des droits de l'homme en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande, notamment en ce qui concerne leur participation à l'examen périodique universel et l'application des recommandations des organes de suivi des traités et des procédures spéciales. Soutenu un atelier national au Viet nam sur l'EPU.
- ▶ Facilité la mission du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar.
- ▶ Pour commémorer le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Commission thaïlandaise des droits de l'homme et l'équipe de pays des Nations Unies ont produit une publication donnant la parole à des femmes, des hommes, des filles et des garçons pour lesquels les droits inscrits dans chaque article de la Déclaration revêtaient une importance particulière.

Résultats

- ▶ La ratification des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités ont suscité davantage d'intérêt, comme en témoignent les nombreuses demandes d'assistance récemment adressées.
- ▶ Les institutions régionales et les équipes de pays des Nations Unies ont fait preuve d'une plus grande

capacité à intégrer une approche fondée sur les droits de l'homme dans leurs activités, comme le montrent plusieurs documents de planification stratégique.

- Un réseau étendu d'ONG a été mis en place, suite aux activités de formation menées par le HCDH ; il a de ce fait été plus facile au Haut-Commissariat et à diverses ONG nationales de communiquer directement, pour s'attaquer plus efficacement aux problèmes de droits de l'homme.
- Le Secrétariat de l'ASEAN, le Groupe de travail sur le mécanisme de défense des droits de l'homme de l'ASEAN, le Groupe de travail de la société civile sur l'ASEAN et les droits de l'homme, et d'autres acteurs clés ont une meilleure connaissance des éléments requis pour créer un mécanisme crédible de défense des droits de l'homme, à vocation régionale.

Défis et enseignements

- La stratégie visant à encourager les groupes de travail thématiques au sein des diverses équipes de pays des Nations Unies dans la région pour qu'elles utilisent les recommandations des organes de suivi des traités dans leur travail quotidien s'est révélée utile pour impliquer les équipes de pays dans des activités spécifiques de promotion des droits de l'homme.

Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est : Dépenses en 2008

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	784 042
Consultants	-	-
Voyages officiels	-	26 409
Services contractuels	-	40 700
Dépenses générales de fonctionnement	-	55 383
Fournitures et achats	-	11 580
Séminaires, subventions et contributions	-	97 904
Sous-total	-	1 016 018
Coûts d'appui au programme	-	131 107
TOTAL	-	1 147 125

Bureau régional pour le Pacifique (Suva, Fidji)

Date d'ouverture	2005
Effectif au 31 décembre 2008	5 pers.
Dépenses en 2008	772 220 dollars E.-U.

La région Pacifique comprend un grand nombre de petites communautés insulaires, qui sont extrêmement isolées, tant sur le plan géographique que politique. La pauvreté et les inégalités, deux phénomènes généralisés qui touchent la plus grande partie de la région, ont été aggravées au début de l'année 2008 par une forte hausse du prix des denrées alimentaires et du pétrole. Si l'on excepte le cas de l'Afrique subsaharienne, la région Pacifique est celle qui a le moins progressé dans ses efforts pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. En 2008, certains pays ont pris des mesures positives pour souscrire à des traités fondamentaux de défense des droits de l'homme, puisque l'on a assisté à six ratifications, à une signature et à une adhésion. Cependant, les avancées en direction de la création d'un mécanisme régional de protection des droits de l'homme – précédemment approuvée dans le Plan pour le Pacifique du Forum des îles du Pacifique – ont été minimes.

Le bureau du HCDH pour la région Pacifique est situé à Suva (Fidji) et gère les 16 pays membres du Forum des îles du Pacifique, à savoir l'Australie, les Îles Cook, les Îles Fidji, les Îles Marshall, les États fédérés de Micronésie, Kiribati, Nauru, Nioué, la Nouvelle-Zélande, Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu. En 2008, le HCDH entendait en premier lieu encourager un respect accru des normes internationales relatives aux droits de l'homme en engageant des pays dans le mécanisme d'examen périodique universel, analyser les failles de la législation destinée à protéger les prisonniers et sensibiliser l'opinion aux droits de l'homme.

Activités

Le bureau a :

- Achievé une analyse des lois actuelles sur les pouvoirs en matière d'arrestation et de détention dans le Pacifique ; les conclusions de l'étude seront publiées au début de l'année 2009.
- Coorganisé trois présentations et ateliers de formation sur le mécanisme d'examen périodique universel, à l'intention de gouvernements et d'acteurs de la société civile de la région.
- Commémoré le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme en organisant la projection d'un film, en diffusant des émissions télévisées sur les droits de l'homme à travers la

région, en lançant un concours d'affiches et en distribuant des supports d'information.

- ▶ Distribué aux médias régionaux des communiqués de presse sur des problèmes d'actualité en rapport avec les droits de l'homme.
- ▶ Organisé, en coopération avec l'Union internationale pour la conservation de la nature et l'Équipe régionale de documentation sur les droits, une table ronde d'une journée sur la sécurité humaine et les changements climatiques, mettant l'accent sur les droits de l'homme.
- ▶ Effectué plusieurs présentations sur les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et les procédures spéciales et tenu des réunions bilatérales avec des organisations gouvernementales, non gouvernementales et régionales afin de débattre de la ratification et de l'application des traités.
- ▶ Facilité une réunion entre le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, l'Équipe régionale de documentation sur les droits, le Forum Asie-Pacifique, la Commission australienne des droits de l'homme, la Commission néo-zélandaise des droits de l'homme et d'autres acteurs ; à cette occasion, il a été convenu d'organiser des réunions semestrielles pour échanger des informations sur la situation des droits de l'homme dans le Pacifique.

Résultats

- ▶ Les efforts déployés par le HCDH pour promouvoir et expliquer le mécanisme d'examen périodique universel et pour aider les États à se préparer à y participer ont, semble-t-il, encouragé un plus grand respect formel des normes internationales en matière de droits de l'homme, comme en témoignent l'augmentation du nombre de ratifications dans la région et l'intensification des travaux de préparation des rapports dus au titre des traités.
- ▶ Une meilleure connaissance des droits de l'homme dans la région, en particulier au sein de la société civile, a favorisé une plus grande reconnaissance du caractère universel des normes relatives aux droits de l'homme et une augmentation du nombre de demandes adressées par des ONG pour obtenir des renseignements supplémentaires sur les droits de l'homme et le système de défense des droits de l'homme des Nations Unies.

Défis et enseignements

- ▶ L'approche de développement fondée sur les droits de l'homme est peu connue ou rarement appliquée dans la région. Les questions économiques, sociales et culturelles et les problèmes de développement ne sont en général pas envisagés sous l'angle des droits. En 2009, le HCDH s'attachera tout

particulièrement à promouvoir une approche de développement fondée sur les droits à travers la région.

- ▶ Compte tenu du nombre élevé de pays et de l'immensité de la zone géographique couverte par le bureau régional, il s'est avéré difficile de cibler les efforts et d'assurer un suivi adéquat. En 2009, le Haut-Commissariat entend élaborer une stratégie pour orienter ses efforts dans le Pacifique sur un nombre limité de priorités immédiates, tout en réalisant un bilan de la protection des droits de l'homme dans la région pour aider à la définition de priorités à plus long terme. Le travail du conseiller pour les droits de l'homme en Papouasie-Nouvelle-Guinée sera de plus en plus intégré au travail du bureau régional.

Bureau régional pour le Pacifique : Dépenses en 2008

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	479 951
Consultants	-	-
Voyages officiels	-	43 294
Services contractuels	-	5 800
Dépenses générales de fonctionnement	-	73 436
Fournitures et achats	-	39 450
Séminaires, subventions et contributions	-	41 450
Sous-total	-	683 381
Coûts d'appui au programme	-	88 840
TOTAL	-	772 220

Composantes droits de l'homme des missions de paix des Nations Unies

Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan

L'Afghanistan, miné par trois décennies de conflit, a continué à faire face à de graves problèmes dans le domaine des droits de l'homme en 2008.

L'intensification du conflit armé a entraîné une augmentation de 40 pour cent du nombre de victimes civiles. Le conflit a également amoindri la capacité des pouvoirs publics à assurer des services essentiels, notamment en matière de justice et de sécurité. Certains problèmes de droits de l'homme déjà anciens, comme l'extrême pauvreté, la discrimination et la violence à l'égard des femmes, ont continué d'inspirer une vive inquiétude ; par

ailleurs, il régnait dans le pays un climat d'impunité généralisée, traduisant en partie un manque de volonté politique de s'attaquer aux violations présentes et passées des droits de l'homme. Le Plan d'action pour la paix, la réconciliation et la sécurité, adopté en 2005, n'a pas atteint les objectifs fixés pour la fin de l'année 2008. La multiplication des atteintes à la liberté d'expression, les tentatives systématiques d'intimidation des défenseurs des droits de l'homme et la réintroduction de la peine de mort ont suscité des préoccupations particulières.

Le HCDH s'emploie, au sein du Groupe des droits de l'homme de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), à intégrer les droits de l'homme et à en promouvoir le respect dans toutes les composantes de la mission et dans toutes les activités menées par celle-ci. Au nombre des objectifs essentiels du HCDH, citons la prévention et le traitement des violations des droits de l'homme, le renforcement des capacités et la consolidation des institutions nationales ainsi que de la société civile, et enfin l'intégration des droits de l'homme dans tous les programmes des Nations Unies. En 2008, le HCDH entendait en priorité déployer des efforts pour améliorer la protection des civils, les droits des femmes, la liberté d'expression, les droits économiques, culturels et sociaux, la justice transitionnelle, et pour appuyer la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan.

Activités

Le groupe a :

- ▶ Suivi des affaires individuelles de violations des droits fondamentaux, notamment des affaires ayant trait aux droits des femmes, aux droits fonciers, aux droits de propriété, au droit au logement et à la détention arbitraire.
- ▶ Constitué une base de données électronique pour enregistrer des informations relatives aux victimes civiles, développé des Notes d'instruction sur des questions en rapport avec la protection des civils, dispensé au personnel de la mission une formation intensive sur la protection des civils et d'autres sujets, tels que la collecte et l'analyse d'informations, l'établissement de rapports et la sensibilisation.
- ▶ Coprésidé le module de protection pour l'Afghanistan, participé à l'élaboration d'une stratégie commune de protection des civils et mené, avec les autres membres du module, des activités de sensibilisation relatives à la protection des civils, à l'inventaire des cas et à l'analyse des insuffisances auprès des intervenants internationaux, ainsi que du Parlement et du Gouvernement afghan.
- ▶ Participé à la mise en place de l'équipe spéciale de pays chargée du mécanisme de surveillance et d'information sur les enfants et les conflits armés, conformément à la Résolution 1612 (2005) du Conseil de sécurité, notamment en offrant des





conseils sur les priorités, en constituant une base de données pour suivre les incidents et en élaborant un outil commun d'évaluation. Le HCDH a également contribué à la rédaction du huitième rapport du Secrétaire général sur les enfants dans les conflits armés.

- ▶ Continué à appuyer le processus d'établissement des rapports d'État destinés aux organes de suivi des traités, en participant au comité national chargé de diriger l'élaboration des rapports pour le Comité des droits de l'enfant.
- ▶ Entrepris un projet pilote sur la pauvreté, envisagée sous l'angle des droits de l'homme, et sur la manière dont l'application du plan national de lutte contre la pauvreté pourrait faire progresser l'exercice des droits de l'homme dans les régions montagneuses du centre du pays.
- ▶ Aidé l'Afghanistan, qui se soumettra à l'examen périodique universel en 2009, à se préparer à cette échéance, en facilitant la préparation des communications du Gouvernement et des autres intervenants et en organisant un atelier de formation sur le processus d'examen.
- ▶ Encouragé le respect des droits des femmes en organisant des ateliers et des formations sur l'égalité entre les sexes, la justice pénale et la détention arbitraire ; divers intervenants, dont des responsables des forces de l'ordre, des dirigeants communautaires et des chefs religieux y ont participé.
- ▶ Exécuté, en collaboration avec la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan et deux associations de victimes, un projet de représentation théâtrale afin de sensibiliser la population à la problématique de la justice transitionnelle, d'examiner les moyens de faire la

lumière sur les violations passées des droits de l'homme et de renforcer les associations de victimes.

- ▶ Entamé des discussions avec des collaborateurs des services de police compétents, des magistrats et des membres de la société civile dans les huit régions du pays afin de promouvoir les conclusions d'un rapport à paraître sur la détention arbitraire en Afghanistan et d'encourager des mesures concrètes pour lutter contre la détention arbitraire et l'impunité, en accordant une importance particulière aux problèmes des femmes.
- ▶ Offert un appui très complet au Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, lors de sa mission en Afghanistan, qui s'est déroulée du 4 au 15 mai 2008.
- ▶ Apporté une assistance technique au bureau du coordonnateur résident afin de faciliter l'intégration d'une approche fondée sur les droits de l'homme dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2010-2013.

Résultats

- ▶ La publication, en septembre, d'un rapport sur les victimes civiles, soutenue par un travail de sensibilisation et un dialogue intensif avec les forces internationales a mieux fait connaître et comprendre les évolutions en matière de pertes au sein de la population civile, ainsi que les mesures nécessaires pour réduire les morts évitables.
- ▶ Grâce à l'appui coordonné des institutions des Nations Unies présentes en Afghanistan, une équipe d'enquête renforcée a été créée au sein de la Commission indépendante des droits de l'homme pour faire la lumière sur les décès de civils, dans le

cadre d'une stratégie globale visant à élaborer un système efficace de protection des droits de l'homme en Afghanistan.

- ▶ Les fonctionnaires des services compétents et les membres du système judiciaire ont été sensibilisés aux problèmes suscités par le traitement des détenus en Afghanistan ; ils se sont en conséquence engagés à coopérer avec la communauté internationale pour y remédier.
- ▶ La protection offerte aux femmes victimes de violences s'est améliorée, du fait de l'ouverture de centres de conseil à Parwan et à Jalalabad, assurée en partenariat avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM). Ces centres offrent un hébergement et un accompagnement aux femmes victimes de violences et sont accessibles 24 heures sur 24, sept jours sur sept.
- ▶ En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement et avec l'assistance de donateurs, le groupe a créé une unité de soutien aux droits de l'homme au sein du ministère de la Justice ; cette unité aidera le Gouvernement à s'acquitter des obligations qui lui incombent au titre des traités internationaux de défense des droits de l'homme, conformément aux composantes du Pacte pour l'Afghanistan.
- ▶ Suite au projet exécuté par le HCHD au sein du ministère des Affaires étrangères pour faciliter l'établissement des rapports destinés aux organes de traités, l'Afghanistan a produit son document de base commun et son rapport sur l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.
- ▶ Le groupe a suscité des débats sur la justice transitionnelle à travers le pays, grâce aux représentations théâtrales données sur ce sujet dans six régions et retransmises à la télévision nationale ; les représentations ont été suivies « d'assemblées générales » réunissant tous les habitants de chaque localité, durant lesquelles les victimes et d'autres intervenants ont pu exprimer leur opinion sur cette problématique.

Défis et enseignements

- ▶ La dégradation incessante de la situation sécuritaire a gravement entravé l'action dans le domaine des droits de l'homme. L'un des principaux enseignements est que les initiatives visant à améliorer la protection des civils, au travers d'efforts concertés avec d'autres acteurs des Nations Unies et des intervenants de la société civile, ont une grande importance car elles garantissent un usage optimal des ressources et évitent la duplication des mécanismes et des projets existants.
- ▶ Il existe un rapport étroit entre les circonstances dans lesquelles la pauvreté apparaît et perdure et le degré

d'observation ou de non-observation des normes internationales relatives aux droits de l'homme. En 2009, l'un des défis importants consistera à discerner les éléments qui influent sur le niveau de pauvreté dans les différentes régions ; il s'agira notamment de déterminer quelles politiques gouvernementales ont une incidence négative sur le niveau de pauvreté et comment l'impossibilité d'accéder à la justice influe sur la pauvreté.

- ▶ Parmi les problèmes mis en évidence par le Gouvernement lors de la préparation du rapport d'État pour l'examen périodique universel, citons la difficulté d'obtenir des données diversifiées pertinentes et de bonne qualité. Il a de ce fait été malaisé de déterminer qui était victime de la discrimination et de l'exploitation, ainsi que les implications de cet état de fait pour les stratégies de réduction de la pauvreté.

Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste

La Section des droits de l'homme et de la justice transitionnelle est une composante de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (MINUT). Son mandat, d'une large portée, englobe la surveillance et l'établissement de rapports, le renforcement des capacités, la réforme du secteur de la sécurité et la justice transitionnelle. Par le biais de son Programme de coopération technique, le HCDH collabore avec la MINUT pour offrir des formations et des conseils techniques aux fonctionnaires et aux membres des ONG, renforcer les institutions nationales et promouvoir la justice transitionnelle. En 2008, l'accent a été mis sur la consolidation d'institutions clés au sein de l'Administration, du système de maintien de l'ordre et de l'appareil judiciaire. Les attentats perpétrés contre le Président et le Premier ministre en février, suivis par la déclaration de l'état de siège et par des opérations conjointes de la police et de l'armée, ont entraîné une augmentation des violations des droits de l'homme, notamment des mauvais traitements, un recours excessif à la force et des menaces.

Activités

- ▶ Dans quatre bureaux auxiliaires, des équipes ont observé des problèmes essentiels en matière de droits de l'homme, concernant notamment les violations commises pendant l'état de siège, le respect du droit à l'alimentation, la protection des groupes vulnérables et l'accès à la justice. Une équipe thématique chargée des déplacés internes a surveillé le processus de retour et attiré l'attention des autorités sur des questions importantes, touchant aux droits de l'homme.

- ▶ La section a veillé à ce que certains projets de lois, concernant notamment le code pénal, la protection des victimes et des témoins ainsi que les violences conjugales, respectent les normes internationales relatives aux droits de l'homme.
- ▶ Un procureur, rémunéré à l'aide de fonds fournis par le HCDH, a entamé ses travaux en mars 2008, en se concentrant sur les individus soupçonnés d'être mêlés à des violations des droits de l'homme et des crimes en rapport avec la crise de l'année 2006. La MINUT a participé à un groupe de travail spécialisé sur les réparations et organisé des consultations avec des députés et des représentants de la société civile, afin de débattre de la mise en place d'un programme de réparations pour les victimes de violations graves des droits de l'homme commises entre 1974 et 1999.
- ▶ La section a continué à soutenir le bureau du Médiateur (Provedoria de Direitos Humanos et Justiça), notamment en offrant des conseils sur certaines questions d'actualité en matière de droits de l'homme, comme les droits des personnes handicapées, les déplacés internes et l'état de siège. Deux membres de la section ont été détachés auprès du bureau du Médiateur dans le cadre d'une mission à temps partiel, et la MINUT a mené des activités conjointes d'observation de la situation des droits de l'homme. Un projet commun de renforcement des capacités, mis en œuvre par le HCDH et le Programme des Nations Unies pour le développement afin d'appuyer le bureau du Médiateur, s'est également poursuivi en 2008.
- ▶ La section a organisé 30 séances de formation aux droits de l'homme pour des ONG, ainsi que neuf débats de sensibilisation à l'échelon des districts, traitant de sujets tels que les projets de loi, l'établissement des responsabilités et la justice transitionnelle, au bénéfice de 150 participants issus d'ONG, des médias, des autorités locales et de la police.
- ▶ Des formations aux droits de l'homme ont été assurées auprès de 400 policiers timorais, de 46 gradés de l'armée et de 200 membres de la police de la MINUT.
- ▶ La section a publié une brochure sur les droits de l'homme à l'intention des Falantil-Forças Armadas de Defesa de Timor-Leste (F-FDTL) et entamé une procédure d'enquête et de vérification au sein de la police nationale du Timor-Leste. Parmi les policiers soumis à cette procédure de certification, il a été établi que 800 s'étaient rendus coupables d'infractions mineures à la discipline (absentéisme, consommation

Célébration de la journée internationale de la paix au Timor-Leste (septembre 2008).



d'alcool pendant le service) et que 70 étaient confrontés à des problèmes plus graves, dont des poursuites judiciaires et des allégations de violations des droits de l'homme. Les mesures à prendre pour remédier à la situation n'ont pas encore été déterminées, mais la Mission a fait valoir que les cas graves devraient être exclus des services de police.

- ▶ Seize microprêts pouvant atteindre un montant unitaire de 1 000 dollars E.-U. ont été accordés à des ONG pour leur permettre de mener des activités de promotion des droits de l'homme dans les districts. Six ONG ont été sélectionnées pour recevoir des subventions au titre du projet « Aider les communautés tous ensemble », conjointement exécuté par le HCDH et le Programme des Nations Unies pour le développement.
- ▶ Vingt séances de formation à l'éducation dans le domaine des droits de l'homme ont été assurées auprès de 356 instituteurs dans 13 districts, pour traiter de l'intégration des droits de l'homme dans le programme scolaire national.
- ▶ La Mission a présenté deux rapports publics, à savoir un rapport sur le secteur de la sécurité et l'accès à la justice pendant la période du 1^{er} septembre au 30 juin 2008 et un rapport thématique sur le droit à l'alimentation.
- ▶ La section a produit et distribué une gamme de supports promotionnels, présentant des articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Résultats

- ▶ À la suite de plaintes de la MINUT et d'autres acteurs au sujet de violations des droits de l'homme commises pendant l'état de siège, la police a publié des directives interdisant formellement à son personnel de menacer ou d'agresser physiquement des citoyens.
- ▶ Si les mécanismes d'établissement des responsabilités sont demeurés faibles, certaines affaires ont été portées devant les tribunaux grâce aux efforts de la MINUT : un policier, qui s'était rendu coupable d'une exécution extrajudiciaire en 2007, a été condamné à six ans de prison, un commissaire divisionnaire et trois autres policiers ont été traduits en justice pour avoir incendié une maison en 2007, 14 membres des F-FDTL ont reçu un blâme pour des violations commises pendant l'état de siège et quatre membres des F-FDTL ont été incarcérés pour avoir tué des policiers en 2006.
- ▶ La poursuite des activités de mentorat et d'appui a contribué au renforcement du bureau du Médiateur, qui a ouvert des enquêtes sur 119 affaires supplémentaires et s'est montré plus désireux et mieux à même de diffuser des déclarations publiques, au travers de communiqués de presse et de rapports. Le bureau du Médiateur a également

ouvert sa première antenne locale dans le district d'Oecussi en décembre 2008.

- ▶ Les interventions réitérées de la MINUT en faveur d'une augmentation des ressources du bureau du Médiateur ont contribué à une forte hausse de son budget annuel : celui-ci a presque doublé, atteignant 869 000 dollars E.-U. pour 2009.
- ▶ Avec le concours du procureur financé par le HCDH, la Commission d'enquête a rendu une décision et poursuivi ses investigations sur 11 affaires, dont certaines impliquaient de hauts gradés de l'armée.
- ▶ Suite à la formation dispensée par la MINUT, un certain nombre d'instituteurs, enseignant dans les 13 districts du Timor-Leste, possèdent à présent des connaissances de base sur la manière d'intégrer les droits de l'homme dans le programme scolaire et sur les méthodologies pédagogiques qui peuvent être utilisées.
- ▶ Les partenaires non gouvernementaux ont une meilleure connaissance des principes fondamentaux relatifs aux droits de l'homme et de l'utilisation d'une base de données sur les droits de l'homme.
- ▶ Les médias nationaux ont traité de la publication des rapports de la MINUT sur les droits de l'homme, ce qui a sensibilisé l'opinion à des sujets qui n'étaient pas abordés ailleurs, comme le nombre de violations des droits de l'homme perpétrées pendant l'état de siège.

Le prix Sergio Vieira de Mello pour les droits de l'homme

Au terme d'une session extraordinaire du Parlement national, réunie le 10 décembre pour commémorer le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, deux « prix Sergio Vieira de Mello pour les droits de l'homme », les premiers de cette nature au Timor-Leste, ont été présentés dans le cadre d'une initiative de la Présidence de la République démocratique du Timor-Leste, soutenue par la MINUT. Ces prix, destinés à récompenser des contributions exceptionnelles à la promotion et à la protection des droits de l'homme, seront décernés chaque année, sensibilisant ainsi la population du pays au rôle important que jouent les défenseurs des droits de l'homme. Le Parlement national s'est également engagé à tenir chaque année, à la date du 10 décembre, une session plénière consacrée aux droits de l'homme.

Défis et enseignements

- ▶ En dépit d'une augmentation des activités des institutions gouvernementales et judiciaires dans les districts, les ONG demeurent en général implantées à Dili. Ceci limite leur capacité à mener des activités de surveillance et de promotion des droits de l'homme dans les districts et illustre la nécessité de conserver une présence et des programmes de la MINUT à l'extérieur de la capitale.

- La publication d'un rapport sur le droit à l'alimentation a permis d'attirer l'attention sur cette question et de faire comprendre que les droits de l'homme ne se limitent pas aux droits civils et politiques. Les recherches effectuées pour établir ce rapport ont également offert à la MINUT d'importantes occasions de renforcer ou de nouer des relations avec des partenaires spécialistes du développement et de l'aide humanitaire.
- La volonté politique d'établir les responsabilités en matière de violations, présentes ou passées, des droits de l'homme demeure faible et se heurte parfois à un désir marqué de privilégier la réconciliation au détriment de la justice.

Conseillers pour les droits de l'homme auprès des équipes de pays des Nations Unies

Indonésie

Dans le cadre du programme mondial Action 2, le HCDH a détaché en août 2007 un conseiller pour les droits de l'homme auprès de l'équipe des Nations Unies en Indonésie. Ce spécialiste est chargé d'appuyer l'intégration des droits de l'homme dans l'action de l'équipe de pays et de renforcer la coopération avec les institutions d'État et la société civile pour les questions touchant aux droits de l'homme.

Activités

Le HCDH a :

- Fourni des conseils sur l'intégration des droits de l'homme dans le travail de l'équipe de pays, en particulier dans les activités de programmation conjointes concernant les provinces d'Aceh, de Nusa Tenggara Timur et de Papouasie.
- Formé 30 collaborateurs d'organismes des Nations Unies impliqués dans la lutte contre le VIH/sida à l'approche de programmation fondée sur les droits de l'homme.
- Reformé le Groupe de travail sur l'égalité des sexes et les droits fondamentaux des femmes au sein de l'équipe de pays, lequel s'est employé à soutenir la mise en œuvre des recommandations, jusqu'à présent non suivies d'effets, du Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- Appuyé un atelier sur l'application des recommandations des organes de suivi des traités, destiné à des représentants du Gouvernement et à diverses institutions de la société civile.
- Organisé des évaluations des besoins de la commission nationale des femmes, Komnas Perempuan, et de la commission de protection de l'enfance, avec la collaboration respective du Fonds des Nations Unies pour la population et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Associés à une étude sur la commission nationale des droits de l'homme, Komnas HAM, réalisée en 2007, ces travaux ont servi de point de départ à un projet de programme conjoint, destiné à soutenir les trois institutions.
- Commémoré le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme par une série d'activités, dont une table ronde d'experts sur les liens entre la pauvreté et les droits de l'homme, retransmise par la télévision et la radio nationales et la distribution dans tous les établissements pénitentiaires d'un dossier d'information sur le droit à la santé en milieu carcéral.
- Appuyé, en collaboration avec Komnas HAM et Komnas Perempuan, un processus de dialogue national visant à déterminer les conditions nécessaires à la mise en œuvre effective du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture en Indonésie.
- L'équipe de pays des Nations Unies a aidé le ministère de la Justice et des droits de l'homme à organiser un séminaire sur la traite des personnes.

Résultats

- Avec la participation de plusieurs institutions des Nations Unies, un programme provisoire d'appui aux trois institutions nationales de défense des droits fondamentaux en Indonésie a été élaboré. Ce programme conjoint vise à renforcer chaque institution et sa capacité à travailler en partenariat avec les autres intervenants pour améliorer le cadre national de protection. Le programme sera mis en œuvre sous réserve de l'approbation définitive de toutes les parties et dans la limite des fonds disponibles.
- Les séances de formation ont permis de consolider les connaissances des partenaires nationaux sur le suivi des recommandations des organes de traités, et celles des collègues des Nations Unies sur l'élaboration de programmes de lutte contre le VIH.
- Komnas HAM et Komnas Perempuan ont lancé un débat national sur le rôle de la société civile dans l'application du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture.
- Les organismes des Nations Unies, les fonctionnaires de l'Administration indonésienne, les représentants de la société civile et la population dans son ensemble ont été sensibilisés aux principes et à l'application concrète de la Déclaration universelle des droits de l'homme par une série de manifestations, organisées pour commémorer le 60^e anniversaire de la Déclaration.

Défis et enseignements

- Le travail du conseiller pour les droits de l'homme en Indonésie a montré combien il était utile de dialoguer avec les commissions spécialement chargées des droits de la femme et de l'enfant dans un pays, en plus des activités habituelles de collaboration avec la principale institution nationale.

Maldives

Le pays a poursuivi ses réformes démocratiques, en particulier en se dotant d'une nouvelle Constitution qui comportait des références à la quasi-totalité des droits fondamentaux reconnus par la communauté internationale. Le conseiller pour les droits de l'homme, affecté en juillet 2007, a continué ses activités d'aide à l'intégration des droits de l'homme dans le travail des Nations Unies à l'échelon national et offert des conseils et un concours aux autorités nationales qui sollicitaient une assistance spécifique sur des questions en rapport avec les droits de l'homme. Ce déploiement couronné de succès a pris fin en septembre 2008 ; un appui continuera néanmoins d'être dispensé depuis le siège de Genève.

Activités

Le HCDH a :

- Prodigué au Gouvernement des conseils relatifs à la création d'un comité des droits de l'homme au sein du ministère de l'Intérieur et à la rédaction de la version provisoire d'un document de base commun, qui servira à établir les rapports destinés aux organes de traités ; ce document de base a été communiqué à la Commission des droits de l'homme des Maldives, à des ONG et à des organismes des Nations Unies.
- Formulé, à l'intention de la commission nationale des droits de l'homme, des commentaires sur deux projets de loi relatifs aux élections et aux partis politiques, en traitant de l'exclusion de membres de la police et de l'armée.
- Formé des représentants du Gouvernement, de la commission nationale des droits de l'homme et de la société civile, en prévision de la participation des Maldives à l'examen périodique universel en 2010.
- Prêté son concours au Sous-Comité pour la prévention de la torture lors de sa visite officielle en décembre 2008.
- Mené, en collaboration avec Handicap International et le bureau du coordonnateur résident, une campagne de sensibilisation sur les droits de l'homme et l'invalidité.
- Organisé trois séances de formation sur les obligations internationales des Maldives en matière

de droits de l'homme, ainsi que sur le droit international et les organes de suivi des traités relatifs aux droits de l'homme, à l'intention des directeurs récemment désignés de la commission nationale des droits de l'homme.

- Assuré 14 séances de formation pour des ONG impliquées dans la défense des droits de l'homme.
- Achevé une évaluation du travail de programmation des Nations Unies, envisagé sous l'angle des droits, et élaboré un module spécifique de formation à la méthodologie de programmation fondée sur les droits, dont l'ensemble du personnel des Nations Unies présent aux Maldives a bénéficié.

Résultats

- La quasi-totalité des droits fondamentaux sont cités dans la Constitution, qui comprend notamment une clause de non-discrimination.
- La Commission nationale des droits de l'homme est mieux à même de traiter les problèmes de droits de l'homme, en dépit d'obstacles persistants à l'exécution de son mandat.
- La collaboration des institutions des Nations Unies, du Gouvernement, des institutions nationales et de la société civile sur les questions relatives aux droits de l'homme s'est intensifiée, ce qui est une conséquence directe du déploiement du conseiller.
- Les hauts fonctionnaires, ainsi que les représentants de la commission nationale des droits de l'homme, de la société civile et des institutions des Nations Unies ont une meilleure connaissance du droit international des droits de l'homme et des mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies.
- Le document de base commun a été achevé et étoffé et certaines recommandations essentielles du Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats ont été appliquées.
- La capacité de l'équipe de pays à intégrer les droits de l'homme dans les programmes des Nations Unies s'est renforcée, comme le montre l'augmentation du nombre de membres de l'équipe qui prennent des mesures pour remédier à des problèmes de droits de l'homme.

Défis et enseignements

- En dépit des nombreux appels lancés par le Gouvernement, les Nations Unies et des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales, l'Assemblée constituante n'a pas inclus la protection de la liberté d'expression dans la nouvelle Constitution et interdit l'accès à la citoyenneté aux non-musulmans. Ce développement montre combien il est difficile de désamorcer ce qui est perçu comme des tensions entre l'Islam et la laïcité.

Papouasie-Nouvelle Guinée

En janvier 2008, le HCDH a détaché un conseiller pour les droits de l'homme auprès de l'équipe des Nations Unies en Papouasie-Nouvelle-Guinée, avec l'appui du programme mondial Action 2. Le conseiller s'attache en premier lieu à faciliter l'intégration des principes relatifs aux droits de l'homme dans le travail de programmation des Nations Unies, à offrir des conseils et un appui technique pour aider à la mise en place d'une institution nationale des droits de l'homme et à favoriser une coopération accrue du Gouvernement, de la société civile et des institutions onusiennes avec les mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Offert des conseils et un appui technique au Gouvernement, dans son travail de mise en place d'une institution nationale des droits de l'homme, notamment en organisant des consultations multipartites, en rédigeant un document de réflexion et en organisant une visite d'étude de haut niveau auprès de la Commission néo-zélandaise des droits de l'homme.
- ▶ Prodigué des conseils et un soutien au Gouvernement pour l'aider à s'acquitter de ses obligations de présentation de rapports aux organes de suivi des traités, en facilitant notamment la préparation du document de base commun.
- ▶ Encouragé par ses interventions la ratification d'autres traités fondamentaux des Nations Unies sur les droits de l'homme.
- ▶ Dispensé une formation sur les droits de l'homme à des journalistes et des avocats, ainsi qu'une formation sur l'examen périodique universel et les procédures spéciales au Gouvernement, aux organismes des Nations Unies et à l'université.
- ▶ Prodigué à l'équipe de pays des Nations Unies des conseils sur l'intégration des droits de l'homme dans son travail et formé le personnel de l'ONU à l'approche de programmation fondée sur les droits de l'homme.

Résultats

- ▶ Le Gouvernement a adhéré au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi qu'au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels en juillet 2008.
- ▶ Des progrès ont été accomplis en direction de la création d'une institution nationale des droits de l'homme.

Défis et enseignements

- ▶ Le très faible nombre d'ONG reconnues menant une action de défense des droits de l'homme dans le pays et l'absence de service gouvernemental chargé de l'ensemble des affaires relatives aux droits de l'homme contrarient les efforts actuellement déployés pour établir une Commission nationale des droits de l'homme en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Sri Lanka

Le HCDH maintient un conseiller pour les droits de l'homme au sein de l'équipe des Nations Unies à Sri Lanka depuis juin 2004. Le conseiller est principalement chargé d'épauler le coordonnateur résident et les institutions des Nations Unies dans leurs efforts pour protéger les droits de l'homme et renforcer la capacité de protection des partenaires gouvernementaux, des institutions nationales et de la société civile.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Prêté un appui technique au ministère de la Gestion des catastrophes et des Droits de l'homme, conformément à un certain nombre d'engagements pris par Sri Lanka lors de sa participation à l'examen périodique universel en mai 2008, notamment l'engagement d'élaborer un plan national d'action pour les droits de l'homme.
- ▶ Adressé régulièrement des conseils et des recommandations sur d'importants problèmes de droits de l'homme au ministère de la Gestion des catastrophes et des Droits de l'homme.
- ▶ Apporté un appui technique à la Commission sri-lankaise des droits de l'homme dans le cadre d'un projet de six mois sur les jeunes détenus, financé par le HCDH.
- ▶ Appuyé la mission d'une délégation du Forum Asie-Pacifique, qui s'est rendue dans le pays afin d'élaborer, de concert avec la commission nationale des droits de l'homme et les autres acteurs concernés, une stratégie pour faire face à la décision du sous-comité des accréditations du Comité international de coordination des institutions nationales des droits de l'homme de rétrograder le statut de la commission nationale en 2007.
- ▶ Aidé, en étroite coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le Gouvernement à exécuter un projet financé au titre du programme mondial Action 2 et destiné à lancer l'élaboration d'un plan national d'action.
- ▶ Offert des conseils techniques et juridiques sur les droits des déplacés internes au Groupe interorganisations de protection des déplacés internes.

- ▶ Travaillé avec des collègues des Nations Unies et des institutions nationales au sein de « l'équipe spéciale de surveillance et de communication de l'information au titre de la résolution 1612 » et contribué à la rédaction d'un rapport sur le Sri Lanka à l'intention du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés.
- ▶ Assuré des formations sur le droit international des droits de l'homme, au profit de l'équipe de pays et d'autres parties prenantes.
- ▶ Rédigé, au titre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD), un programme commun pour les droits de l'homme, destiné à seconder le Gouvernement dans ses efforts pour élaborer un plan national d'action et appliquer la Résolution 1325 du Conseil de sécurité sur la participation des femmes aux processus de paix et aux activités s'y rapportant ; appuyé la commission des droits de l'homme ; et dispensé une formation sur les droits de l'homme à la police.

Résultats

- ▶ Engagement renouvelé entre la commission nationale des droits de l'homme, le HCDH et le Programme des Nations Unies pour le

développement. En 2009, cet engagement prendra la forme de projets coopératifs à petite échelle, menés par le Forum Asie-Pacifique sur la base des recommandations du Comité international de coordination des institutions nationales des droits de l'homme.

- ▶ Le programme commun des Nations Unies pour les droits de l'homme doit encore recevoir l'approbation définitive du Gouvernement. Il importe également de trouver des financements adéquats pour faciliter l'exécution des activités.

Défis et enseignements

- ▶ La présence limitée du HCDH à Sri Lanka ne permet pas de faire face adéquatement à la dégradation de la situation des droits de l'homme et de la situation humanitaire dans le pays. Si le Haut-Commissariat a recommencé à s'engager auprès de la Commission nationale des droits de l'homme, cette coopération a été contrariée par la décision du Conseil international de coordination des institutions nationales de protection et de promotion des droits de l'homme de rétrograder la Commission au rang d'institution nationale des droits de l'homme ne répondant pas totalement aux Principes de Paris.



Le HCDH sur le terrain : Europe, Amérique du Nord et Asie centrale



Type de présence	Localisation
Bureau autonome	<ul style="list-style-type: none"> Kosovo (Serbie)
Bureau régional	<ul style="list-style-type: none"> Asie centrale (Bichkek, République kirghize) Europe (Bruxelles, Belgique)*
Composantes droits de l'homme des missions de paix	<ul style="list-style-type: none"> Géorgie Kosovo (Serbie)
Conseillers pour les droits de l'homme auprès d'équipes de pays des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> Sud-Caucase (Géorgie, Azerbaïdjan et Arménie) République kirghize ex-République yougoslave de Macédoine République de Moldova Fédération de Russie Serbie

* Prévu pour 2009

Les 56 pays que compte la région Europe, Amérique du Nord et Asie centrale sont confrontés à des problèmes et des priorités en matière de droits de l'homme nombreux et variés. Les priorités du HCDH dans la région consistent notamment à lutter contre l'impunité liée aux violations des droits fondamentaux, à prévenir la torture et la violence à l'égard des femmes et à renforcer les institutions démocratiques telles que les appareils judiciaires et législatifs et les institutions nationales de défense des droits de l'homme. L'impact de la crise

économique et financière sur la situation des droits de l'homme dans la région reste à évaluer. L'une des préoccupations suscitées par cette crise est son effet sur les travailleurs migrants confrontés à une diminution du montant des devises à envoyer à leurs familles. La réaction des États possédant déjà de fortes populations de migrants et accueillant un grand nombre de nouveaux arrivants jouera un rôle essentiel. La hausse du chômage dans les pays les plus développés risque d'aggraver les tensions sociales, d'autant que de nombreux gouvernements mettent actuellement en place des politiques de plus en plus strictes en matière d'immigration et d'accès à l'emploi et aux prestations sociales. Ces politiques s'ajoutent aux mesures de lutte contre le terrorisme, que certains accusent parfois de viser injustement des populations spécifiques.

Au cours de l'année 2008, le HCDH a approuvé la création d'un nouveau bureau régional pour l'Europe implanté à Bruxelles. Ce bureau, qui devrait devenir opérationnel en 2009, permettra au HCDH de coopérer de façon plus systématique avec les institutions européennes et de dispenser des conseils et une assistance concernant les aspects des politiques et des programmes européens et nationaux liés aux droits de l'homme.

Le HCDH en Europe, en Amérique du Nord et en Asie centrale : exemples d'impact en 2008

Promotion de la ratification et de la mise en œuvre des instruments relatifs aux droits de l'homme :

- ▶ La **République kirghize** et le **Kazakhstan** ont ratifié le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture.
- ▶ La Convention relative aux droits des personnes handicapées et son Protocole facultatif ont été ratifiés par le **Turkménistan** et signés par la **République kirghize**.
- ▶ En **Géorgie**, l'assistance technique prodiguée par le HCDH a facilité la rédaction du Plan national d'action contre la torture et des changements législatifs nécessaires à la mise en place d'un mécanisme national de prévention.
- ▶ En **République kirghize**, un projet de loi sur le suivi public et indépendant des établissements carcéraux a été soumis au Parlement.
- ▶ La **République de Moldova** a élaboré un plan d'action national pour les droits de l'homme (2009-2012).

Aide à l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités :

- ▶ En **Azerbaïdjan**, l'assistance technique prodiguée par le HCDH a aidé les autorités à élaborer le rapport périodique destiné au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.
- ▶ En **ex-République yougoslave de Macédoine**, l'atelier de formation organisé avec le ministère des Affaires étrangères pour évaluer les suites données aux récentes recommandations des organes de suivi des traités et des procédures spéciales a débouché sur un plan d'action pour leur future mise en œuvre.
- ▶ Au **Kosovo (Serbie)**, le HCDH a veillé à ce que les informations fournies par les acteurs locaux soient transmises au Comité des droits économiques, sociaux et culturels.
- ▶ Au **Turkménistan**, l'assistance technique prodiguée par le biais d'un projet conjoint du HCDH et du Programme des Nations Unies pour le développement a permis au pays de remettre le document de base commun requis pour les rapports destinés aux organes de suivi des traités, ainsi que son premier rapport à l'intention du Comité des droits économiques, sociaux et culturels.

Renforcement des institutions nationales de défense des droits de l'homme :

- ▶ En **Géorgie**, le bureau de l'aide judiciaire a adopté une stratégie de planification et de gestion des campagnes de sensibilisation aux droits de l'homme avec l'aide du HCDH.
- ▶ Au **Kosovo (Serbie)**, le HCDH a veillé à ce que le recrutement du Médiateur se déroule de façon transparente.
- ▶ En **République kirghize**, le fonctionnement du bureau du Médiateur a été amélioré dans le domaine de la planification stratégique et de la gestion des plaintes.
- ▶ En **République de Moldova**, les formations et l'aide à la collecte de fonds ont permis de renforcer les capacités techniques et opérationnelles du Centre national pour les droits de l'homme.
- ▶ Dans la **Fédération de Russie**, le HCDH a dispensé une assistance technique au bureau du Commissaire aux droits de l'homme, qui a été revu et réaccrédité avec le statut A par le Comité international de coordination des institutions nationales des droits de l'homme.

Appui à l'éducation et à la formation dans le domaine des droits de l'homme :

- ▶ En **Géorgie**, la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) et le HCDH ont contribué à l'institutionnalisation de l'éducation aux droits de l'homme en soutenant le Centre non gouvernemental des droits de l'homme de Gali, le Centre des droits de l'homme de l'Université de Sukhumi et d'autres ONG locales.
- ▶ En **République kirghize**, des professeurs de lycée ont été formés à l'éducation aux droits de l'homme et un cours de trois mois sur les droits de l'homme a été dispensé aux étudiants en doctorat à l'Institut de l'OSCE de Bichkek.
- ▶ Au **Tadjikistan**, un soutien financier a été apporté au Centre d'information et de documentation sur les droits de l'homme et des enseignants ont été familiarisés avec les méthodes d'éducation dans ce domaine.
- ▶ Dans la **Fédération de Russie**, un cadre a été mis en place en coopération avec cinq grandes universités, en vue de créer un programme de mastère en droits de l'homme.

Lutte contre l'impunité :

- ▶ En **Géorgie**, la MONUG a enregistré plus de 500 plaintes individuelles au bureau d'accueil de Sukhumi, ce qui a entraîné des interventions à différents niveaux auprès des autorités *de facto* pour traiter des cas spécifiques de violations des droits de l'homme.
- ▶ Au **Monténégro**, la décision du Gouvernement d'assumer sa responsabilité en accédant aux revendications des familles de 83 Bosniaques disparus en 1992 met fin à l'une des principales violations du droit humanitaire restées en suspens depuis les guerres des années 1990.



Intégration des droits de l'homme aux politiques et aux programmes des Nations Unies :

- ▶ En **Azerbaïdjan**, en **Bosnie-Herzégovine**, en **Géorgie**, en **ex-République yougoslave de Macédoine** et en **Ouzbékistan**, les bilans du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) ont tenu compte de l'action en faveur des droits de l'homme et souligné le caractère intersectoriel de cette question.
- ▶ Grâce à l'apport du HCDH, des considérations liées aux droits de l'homme ont été intégrées à l'Appel éclair révisé pour la **Géorgie**.
- ▶ Au **Kosovo (Serbie)**, le cadre stratégique de l'équipe des Nations Unies pour 2009-2011, élaboré avec l'apport du HCDH, reflète les priorités de l'ONU en matière de droits de l'homme.
- ▶ Dans la **Fédération de Russie** et en **République kirghize**, les droits de l'homme ont été intégrés aux programmes des équipes de pays des Nations Unies grâce aux conseils et aux formations dispensés par le HCDH.
- ▶ En **Ukraine**, le bilan du PNUAD à mi-mandat, entrepris par l'équipe des Nations Unies dans le pays, a pris en compte les recommandations formulées dans l'examen périodique universel, conformément aux propositions du HCDH.

Bureaux autonomes

Kosovo (Serbie)

Date d'ouverture	1998
Effectif au 31 décembre 2008	7 pers.
Dépenses en 2008	826 127 dollars E.-U.

La situation au Kosovo est demeurée extrêmement incertaine après la déclaration d'indépendance du 17 février 2008. Les Nations Unies ont adopté une position neutre au sujet du statut de la province et de son accession à l'indépendance, et les mandats de plusieurs organisations internationales se chevauchent. Les principaux sujets de préoccupation en matière de droits de l'homme concernent la situation des minorités et notamment des communautés rom, ashkali et tzigane, l'impunité pour les violations passées, le droit au retour, la situation des déplacés internes de toutes ethnies et la protection des droits sociaux et économiques.

Le HCDH est présent au Kosovo depuis 1998. Le renforcement du bureau actuel, prévu dans le Plan de gestion stratégique 2006-2007, a été achevé en mai 2008. Les principales fonctions de ce bureau consistent à assurer le suivi et la protection des droits de l'homme, ainsi qu'à apporter une assistance technique aux institutions gouvernementales et à la société civile du Kosovo dans ce domaine. Le HCDH travaille également en étroite coopération avec les autres institutions de l'ONU présentes sur le terrain, la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et d'autres acteurs internationaux, afin de veiller à ce que les droits de l'homme soient pleinement intégrés à leurs programmes d'action respectifs.

Activités

Le bureau a :

- ▶ Appuyé et suivi le recrutement du Médiateur, en collaboration avec le Conseil de l'Europe, afin de veiller au respect des principes relatifs aux droits de l'homme.
- ▶ Dispensé aux ONG locales des informations et des formations sur l'élaboration des rapports parallèles destinés au Comité des droits économiques, sociaux et culturels.
- ▶ Formé 25 membres du Bureau d'aide juridique aux principes en matière de droits de l'homme.
- ▶ Entrepris diverses activités destinées à commémorer le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et notamment la distribution massive du texte de la Déclaration en albanais et en serbe.
- ▶ Appuyé l'action du Groupe consultatif sur les droits de l'homme en encourageant la MINUK à mettre suffisamment de ressources humaines à sa disposition, à convoquer sa première réunion et à apporter une réponse rapide à son premier avis consultatif. Le Haut-Commissariat a également aidé le Groupe dans d'autres domaines, tels que la diffusion de ses recommandations.
- ▶ Dispensé des conseils à l'équipe des Nations Unies au Kosovo et veillé à ce que son cadre stratégique pour 2009-2011, qui souligne les activités prévues pour les deux prochaines années, reflète les priorités en matière de droits de l'homme.
- ▶ Surveillé la situation des droits de l'homme au Kosovo et fourni les informations nécessaires aux procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme et aux organes de suivi des traités.
- ▶ Travaillé en étroite coopération avec le conseiller principal pour les droits de l'homme de la MINUK, lequel a également bénéficié des conseils du HCDH au sujet des nouveaux problèmes liés aux droits fondamentaux.



Défis et enseignements

- Le statut contesté du Kosovo a continué à poser des problèmes aux Nations Unies et aux autres organisations internationales présentes sur place. L'action du HCDH s'est fortement ressentie de ces incertitudes politiques, qui ont souvent fait perdre de vue les préoccupations liées aux droits de l'homme.

Kosovo : Dépenses en 2008

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	542 609
Consultants	-	-
Voyages officiels	-	21 800
Services contractuels	-	23 200
Dépenses générales de fonctionnement	-	59 276
Fournitures et achats	-	9 200
Séminaires, subventions et contributions	-	75 000
Sous-total	-	731 085
Coûts d'appui au programme	-	95 041
TOTAL	-	826 127

- En vue de la présentation, le 10 novembre, du rapport de la MINUK au Comité des droits économiques, sociaux et culturels, le HCDH a facilité la transmission des informations fournies par des acteurs locaux et des rapports parallèles établis par des ONG kosovares, tout en informant le Comité de la situation sur place.

Résultats

- Les représentants de la société civile, des autorités locales et des organisations internationales ont acquis une meilleure compréhension de la problématique des droits de l'homme grâce à des ateliers de formation et à des discussions régulières sur ce thème.
- Les acteurs locaux et internationaux concernés par les droits de l'homme se sont régulièrement rencontrés pour échanger des informations sur les problèmes actuels et à venir.
- Les acteurs locaux ont remis des rapports parallèles au Comité des droits économiques, sociaux et culturels.
- Le recrutement du Médiateur s'est effectué dans le cadre d'un processus transparent prenant en compte les principes internationaux nécessaires à de telles fonctions.
- Le Groupe consultatif sur les droits de l'homme a entamé ses travaux et a émis pour la première fois un avis sur le bien-fondé d'un dossier en novembre 2008.

Bureau régional

Bureau régional pour l'Asie centrale (Bichkek, République kirghize)

Date d'ouverture	2008
Effectif au 31 décembre 2008	6 pers.
Dépenses en 2008	566 223 dollars E.-U.

Un représentant régional du HCDH est en poste à Bichkek depuis 2006. En juin 2008, la République kirghize et le HCDH ont signé un accord en vue d'ouvrir un bureau régional dans cette même ville. Ce bureau couvre le Kazakhstan, la République kirghize, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Sa principale mission consiste à aider les gouvernements, les institutions nationales de défense des droits de l'homme, la société civile et les équipes de pays des Nations Unies dans la région à promouvoir et à protéger les droits fondamentaux. Ce bureau prête également son concours au conseiller pour les droits de l'homme détaché auprès de l'équipe des Nations Unies en République kirghize. Un nouveau conseiller sera affecté au Tadjikistan au début de l'année 2009.



La Haut-Commissaire adjointe signe l'accord relatif à l'ouverture d'un Bureau régional pour l'Asie centrale à Bichkek (Kirghizistan).

Dans la région de l'Asie centrale, les principaux sujets de préoccupation sont les lacunes dans l'État de droit, la torture, la répression des défenseurs des droits de l'homme, les atteintes à la liberté de rassemblement et d'expression, la pauvreté, la médiocrité des services de santé et d'éducation, les expulsions, les sans-abri, le mépris des droits des migrants, la traite des êtres humains, la faiblesse des institutions, la corruption et le non-respect des droits fondamentaux dans la lutte contre le terrorisme. Au cours de l'année 2008, les effets du dérèglement climatique sur les droits de l'homme sont devenus de plus en plus manifestes. Les souffrances engendrées par le froid en hiver et les pénuries d'eau en été feront peser un risque important sur la stabilité et la sécurité de la région, si les États et la communauté internationale ne coopèrent pas en vue d'élaborer des solutions durables aux problèmes de droits de l'homme qui en découlent. À cet égard, une évolution positive a été notée avec la ratification de nouvelles conventions de protection des droits de l'homme par plusieurs pays de la région.

Activités

Le bureau a :

- ▶ Commandé des études sur le droit à un logement convenable en République kirghize et au Kazakhstan et organisé une table ronde pour présenter les résultats de l'étude en République kirghize.
- ▶ Organisé avec des acteurs nationaux, au Kazakhstan et en République kirghize, des séminaires sur la mise en œuvre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et de son Protocole facultatif.
- ▶ Contribué à la rédaction d'un projet de loi sur le suivi public et indépendant des établissements carcéraux en République kirghize et envoyé un consultant auprès du Médiateur de ce pays, afin d'appuyer les réformes associées.
- ▶ Appuyé la visite de la Rapporteuse spéciale sur la violence à l'égard des femmes au Tadjikistan.
- ▶ Formé 25 professeurs de lycée à l'éducation aux droits de l'homme.
- ▶ Apporté un soutien financier au Centre d'information et de documentation sur les droits de l'homme au Tadjikistan.
- ▶ Participé à des conférences et à des ateliers au Tadjikistan et au Turkménistan pour promouvoir le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.
- ▶ Contribué, en coopération avec des membres de l'équipe de pays, à la rédaction du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement au Kazakhstan.
- ▶ Participé à la formation de personnel soignant pénitentiaire et d'employés du ministère de la Santé en Ouzbékistan, formation sur les questions liées à la torture organisée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

Résultats

- ▶ Ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture par la République kirghize et le Kazakhstan et ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et de son Protocole facultatif par le Turkménistan.
- ▶ Signature de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et de son Protocole facultatif par la République kirghize et création d'une coalition d'ONG pour plaider en faveur de sa ratification.
- ▶ Présentation au Parlement kirghize d'un projet de loi sur le suivi public et indépendant des établissements carcéraux, élaboré avec l'aide du HCDH.
- ▶ Élaboration par le Turkménistan du document de base commun pour les rapports destinés aux organes de suivi des traités ainsi que du premier rapport à l'intention du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, grâce à l'assistance technique prodiguée dans le cadre d'un projet conjoint du HCDH et du Programme des Nations Unies pour le développement.
- ▶ Attention accrue accordée au problème de la violence sexuelle et domestique au Tadjikistan, à la suite de la visite de la Rapporteuse spéciale sur la violence à l'égard des femmes.
- ▶ Amélioration du fonctionnement de l'Institution du Médiateur grâce aux conseils techniques dispensés par le HCDH concernant le traitement des plaintes et la planification stratégique.
- ▶ Prise en compte des questions liées aux droits de l'homme dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) au Kazakhstan.

Défis et enseignements

- ▶ Avant la visite de la Rapporteuse spéciale sur la violence à l'égard des femmes, le rôle de cette dernière était méconnu et mal compris par les représentants des ONG locales. C'est pourquoi le Bureau régional a financé la publication d'une brochure facile à lire, en kirghize et en russe, comprenant des informations sur le mandat de la Rapporteuse spéciale. Cette brochure comprenait également un modèle de formulaire de dépôt de plainte individuelle.
- ▶ La coopération avec les équipes de pays des Nations Unies dans la région est indispensable pour obtenir un impact tangible sur la situation des droits de l'homme dans les pays concernés.
- ▶ L'Ouzbékistan a informé le HCDH qu'il ne souhaitait pas être couvert par le Bureau régional pour l'Asie centrale, en dépit des efforts déployés par le Haut-Commissariat pour coopérer de manière constructive avec les autorités ouzbèkes.

Bureau régional pour l'Asie centrale : Dépenses en 2008

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	198 968	48 867
Consultants	1 800	24 680
Services contractuels	31 183	29 037
Contractual services	4 400	16 000
Dépenses générales de fonctionnement	36 680	10 419
Fournitures et achats	9 829	2 500
Séminaires, subventions et contributions	36 186	85 909
Sous-total	319 046	217 413
Coûts d'appui au programme	1 500	28 264
TOTAL	320 546	245 677

Appui aux missions de paix des Nations Unies

Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

L'affrontement armé d'août 2008 a eu un profond impact sur les conditions de sécurité qui règnent en Géorgie, y compris dans la haute vallée de Kodori, ainsi que sur les perspectives de résolution des conflits dans la région. Le HCDH a continué d'apporter son appui au Bureau pour les droits de l'homme en Abkhazie (Géorgie) (HROAG), implanté à Sukhumi

dans le cadre de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG). Dans un environnement politique et sécuritaire de plus en plus complexe, le bureau a continué à assurer le suivi et la protection des droits de l'homme et à en rapporter les violations.

Activités

Le bureau a :

- ▶ Mené plus de 60 visites dans des établissements carcéraux en vue d'interroger les détenus, de rencontrer le personnel pénitentiaire et de vérifier les registres d'inscription et les conditions de détention.
- ▶ Interrogé plus de 500 personnes ayant déposé des plaintes pour violation des droits de l'homme au bureau d'accueil du HROAG à Sukhumi et œuvré à différents niveaux auprès des autorités *de facto* pour traiter des dossiers spécifiques.
- ▶ Suivi les audiences des procès impliquant les droits de l'homme et l'impartialité de la justice, afin de veiller à leur bon déroulement.
- ▶ Effectué des patrouilles régulières dans le district de Gali et d'autres districts d'Abkhazie et reçu les plaintes individuelles pour violation des droits de l'homme au Siège de la MONUG à Gali.
- ▶ Entrepris trois visites dans la vallée de Kodori avant et après les affrontements militaires d'août 2008.
- ▶ Organisé la visite de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme en février 2008 et deux visites du Haut-Commissaire pour les minorités nationales de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ; facilité la mission d'évaluation post-conflit entreprise en Abkhazie, pendant une semaine, par le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme et le Haut-Commissaire pour les minorités nationales de l'OSCE ; contribué à plusieurs visites de délégations étrangères de haut niveau et organisé des séances d'information sur les droits de l'homme pour des organisations européennes et internationales, des représentants bilatéraux des gouvernements et des ambassades et la communauté des donateurs.
- ▶ Guidé et soutenu financièrement diverses activités de formation et d'éducation aux droits de l'homme entreprises par des ONG locales dans le cadre du projet Aider les communautés tous ensemble (ACT).
- ▶ Formé à la violence sexuelle et familiale des représentants de 25 ONG locales et des membres des instances policières et judiciaires *de facto* à travers toute l'Abkhazie (Géorgie).
- ▶ Aidé le Centre non gouvernemental des droits de l'homme de Gali à étendre ses activités de sensibilisation, d'assistance juridique et de conseil.
- ▶ Continué à soutenir le Centre des droits de l'homme de l'Université de Sukhumi et dispensé une



formation sur les médias aux journalistes abkhazes, en coopération avec l'OSCE.

- Appuyé des événements destinés à commémorer le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, tels que des projections, des débats et des discussions sur les questions liées aux droits de l'homme.

Résultats

- Le suivi, la documentation et le signalement des violations et des difficultés liées aux droits fondamentaux ont fourni aux détenteurs de ces droits comme aux observateurs internationaux une source d'information crédible sur la situation des droits de l'homme en Abkhazie, ainsi qu'une base pour chercher avec les autorités *de facto* comment répondre au mieux aux problèmes les plus urgents.
- Les efforts de formation et d'information ont contribué à sensibiliser aux principes des droits de l'homme l'ensemble de la population et des groupes spécifiques tels que les agents chargés *de facto* de l'application de la loi. Ainsi, les partenaires locaux du HCDH ont signalé l'usage de termes et de concepts de plus en plus élaborés dans les dépôts de plaintes liées aux droits de l'homme.

- La présence, à Gali, du Centre des droits de l'homme ainsi que d'agents internationaux spécialisés dans ce domaine a permis de sensibiliser la population locale aux problèmes de droits humains, en particulier vis-à-vis des groupes vulnérables pendant et après le conflit d'août 2008.
- Les réunions et les séances d'information régulièrement organisées ont amélioré la compréhension des questions liées aux droits de l'homme au sein de la société civile, des organisations internationales et de la communauté des donateurs, en particulier à la suite du conflit survenu en août.

Défis et enseignements

- La principale difficulté consistait à élaborer et à adopter une approche adéquate vis-à-vis d'un territoire non reconnu, à savoir l'Abkhazie en Géorgie. Le bureau pour les droits de l'homme a dû faire preuve de créativité pour appliquer les normes internationales en matière de droits de l'homme et obtenir de la part des autorités *de facto* un certain degré de respect de ces normes. La déclaration d'indépendance de l'Abkhazie en août 2008 et sa reconnaissance par la Fédération de Russie ont encore compliqué sa tâche.

Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK)

Le HCDH a continué à appuyer la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) par le biais d'un conseiller principal pour les droits de l'homme affecté en mai 2008. Ce poste a été temporairement rétabli avec la mission spécifique de centraliser les questions liées aux droits de l'homme au sein de la MINUK, afin de veiller à ce qu'elle s'acquitte de ses responsabilités dans ce domaine au cours de sa phase de transition et de reconfiguration.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Guidé et conseillé les autorités concernant la coopération du Kosovo avec le Comité des droits de l'homme, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, le Comité européen pour la prévention de la torture, le Comité consultatif de la Convention-cadre sur les minorités nationales et les autres organes de défense des droits de l'homme. En particulier, la MINUK a conclu son dialogue avec le Comité des droits de l'homme et veillé à ce que les membres du Bureau consultatif du Premier ministre sur la bonne gouvernance et les droits de l'homme participent en novembre 2008 à la 41^e session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels.
- ▶ Animé, en collaboration avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), une formation d'une demi-journée consacrée aux organes de suivi des traités et destinée aux hauts fonctionnaires impliqués dans l'établissement de rapports à l'intention de ces organes.
- ▶ Assuré une liaison régulière avec le Bureau consultatif du Premier ministre sur la bonne gouvernance et les droits de l'homme et le bureau du Médiateur du Kosovo, notamment par des réunions au cas par cas avec l'Agence pour l'égalité des sexes.
- ▶ Codirigé des réunions bimensuelles sur la coopération du Kosovo avec des mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme, tels que les procédures spéciales et les organes du Conseil de l'Europe.
- ▶ Contribué au rapport trimestriel du Secrétaire général sur le Kosovo.

Résultats

- ▶ Le HCDH a veillé à ce que les responsables gouvernementaux coopèrent avec le Comité des droits de l'homme, le Comité des droits

économiques, sociaux et culturels ainsi que les organes chargés des droits de l'homme au sein du Conseil de l'Europe, et les a encouragés à intégrer les résultats de cette coopération dans la politique gouvernementale.

- ▶ Le HCDH a amélioré la qualité des informations relatives aux dossiers soumis au Groupe consultatif sur les droits de l'homme par le biais de la MINUK.
- ▶ Les institutions gouvernementales en charge des droits de l'homme ont été renforcées, notamment en ce qui concerne l'exécution des obligations vis-à-vis des organes de suivi des traités.
- ▶ L'engagement et les compétences du gouvernement en matière de prévention de la torture ont été renforcés, après que le HCDH l'ait aidé à communiquer les informations requises par le Comité européen pour la prévention de la torture à la suite de sa visite de mars 2007 au Kosovo.
- ▶ La coordination entre les organisations internationales présentes au Kosovo s'est améliorée pour les questions touchant aux droits de l'homme.

Défis et enseignements

- ▶ La situation politique actuelle rend délicate la coopération entre le Kosovo et les organes onusiens de suivi des traités internationaux dont la Serbie est l'un des États parties. En 2008, la communication avec ces organes s'est effectuée par le biais de la MINUK. La poursuite de la collaboration avec les organes de suivi des traités est nécessaire pour renforcer la protection des droits de l'homme au Kosovo, mais elle dépendra, du moins à court terme, du maintien de la présence de la MINUK et de ses efforts de suivi.

Conseillers pour les droits de l'homme auprès des équipes de pays des Nations Unies

Sud-Caucase (Géorgie, Azerbaïdjan et Arménie)

Un conseiller principal pour les droits de l'homme en poste en Géorgie dispense des conseils aux équipes des Nations Unies déployées en Géorgie, en Azerbaïdjan et en Arménie. Deux spécialistes nationaux des droits de l'homme et deux assistants administratifs travaillant au sein des équipes de l'ONU en Géorgie et en Azerbaïdjan appuient le conseiller principal, dont le rôle consiste essentiellement à mettre en œuvre des projets de renforcement des capacités de défense des droits fondamentaux dans ces pays. Les priorités de ces projets ont été redéfinies à la suite des crises survenues en

Arménie et en Géorgie au cours de l'année 2008. En Arménie, des violences post-électorales ont éclaté les 1^{er} et 2 mars, faisant dix morts et de nombreux blessés et entraînant des allégations de détention arbitraire. En Géorgie, le conflit armé d'août 2008 a ajouté des problèmes liés à la sécurité, à la situation humanitaire et aux droits de l'homme aux inquiétudes existantes concernant l'indépendance du système judiciaire, l'état des établissements pénitentiaires, les conditions de vie des déplacés internes et les investigations sur les événements du 7 novembre 2007. En Azerbaïdjan, la liberté des médias, les droits de la femme, l'indépendance de la justice et les élections continuent à susciter des préoccupations.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Appuyé les mesures destinées à renforcer la protection contre la torture en Géorgie, en dispensant notamment une assistance technique pour l'élaboration du Plan d'action national 2008-2009 contre la torture et des changements législatifs nécessaires à l'instauration d'un mécanisme national de prévention en vertu du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture.
- ▶ Aidé le bureau de l'aide judiciaire géorgien à élaborer un cadre conceptuel pour la planification et la gestion des campagnes de sensibilisation aux droits de l'homme et mené des consultations locales sur les droits des personnes handicapées, afin de déterminer les besoins en matière d'assistance technique.
- ▶ Effectué une étude sur la politique migratoire de l'Azerbaïdjan, afin d'aider le Gouvernement à rendre son premier rapport au Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, qui sera examiné en avril 2009.
- ▶ Animé en Géorgie des séances de formation destinées à sensibiliser les bénéficiaires aux normes internationales en matière de droits de l'homme, avec pour thèmes le Manuel de formation des Nations Unies à l'intention du personnel pénitentiaire (pour 38 formateurs locaux), les normes internationales et régionales d'administration de la justice (pour 20 avocats de la défense de la région de la Kakheti), les normes internationales concernant la liberté d'expression (pour 46 professionnels des médias locaux) et les traités et mécanismes onusiens de défense des droits de l'homme (pour 15 élus et employés du Parlement géorgien).
- ▶ Animé en Azerbaïdjan trois tables rondes sur l'administration de la justice pour les mineurs à l'intention de juges, d'avocats, de procureurs, de membres du bureau du Médiateur et de représentants du Gouvernement ; des séminaires sur les principaux instruments internationaux de défense des droits de l'homme pour 160 représentants des autorités locales et de la société civile de quatre districts ; des ateliers consacrés aux mécanismes de dépôt de plaintes individuelles pour 25 membres de la société civile ; des ateliers sur l'examen périodique universel pour 70 représentants du Gouvernement, membres du bureau du Médiateur et employés des ONG ; ainsi que des formations sur les normes et les mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme pour 25 parlementaires et leurs assistants.
- ▶ Appuyé une meilleure application des traités et des recommandations des organes de suivi, en dispensant notamment une assistance technique au Gouvernement géorgien pour l'élaboration des changements législatifs à adopter suite à la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées ; publié un recueil des conclusions des organes de suivi des traités sur les rapports périodiques de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan dans leurs langues respectives ; organisé en Azerbaïdjan un atelier sur l'établissement des rapports et l'application des recommandations des organes de suivi en vertu de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, à l'intention d'une centaine de responsables de la coordination pour l'égalité des sexes au sein de différents ministères et représentants de la société civile.
- ▶ Contribué aux bilans annuels du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement en Azerbaïdjan et en Géorgie.
- ▶ À l'issue du conflit d'août 2008, aidé à la rédaction de l'Appel éclair pour la crise en Géorgie et contribué, dans le domaine des droits de l'homme, au rapport de la mission conjointe de la Banque mondiale, de l'Union européenne et des Nations Unies chargée d'évaluer les besoins post-conflit.
- ▶ À la suite de la crise survenue en Arménie en mars 2008, prodigué une assistance et des conseils au coordonnateur résident et à l'équipe de pays des Nations Unies concernant le suivi et l'analyse des événements par le Médiateur.

Résultats

- ▶ Les efforts déployés pendant un an par le HCDH pour mobiliser le soutien du Gouvernement ont débouché en janvier 2009 sur la ratification par l'Azerbaïdjan du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture.
- ▶ Le Plan d'action national 2008-2009 contre la torture adopté par la Géorgie reflète en grande partie les apports techniques du HCDH.
- ▶ Avec l'assistance du HCDH, le bureau de l'aide judiciaire géorgien a adopté une stratégie de planification et de gestion des campagnes de sensibilisation aux droits de l'homme.

- ▶ En Azerbaïdjan, les fonctionnaires et les représentants de la société civile ont été mieux à même d'élaborer le rapport périodique que le pays doit remettre au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.
- ▶ Les formations et l'assistance dispensées aux équipes de pays des Nations Unies dans la région leur ont permis de concevoir et d'exécuter leurs programmes selon une méthodologie axée sur les droits de l'homme, comme le reflètent les documents relatifs à ces programmes. Notamment, les bilans 2008 des Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement en Géorgie et en Azerbaïdjan ont tenu compte de l'action en faveur des droits de l'homme et souligné le caractère intersectoriel de cette question.
- ▶ Grâce à l'apport du HCDH, l'Appel éclair pour la crise en Géorgie et le rapport conjoint de la Banque mondiale, de l'Union européenne et des Nations Unies sur les besoins post-conflit contiennent d'importantes considérations liées aux droits de l'homme, ainsi qu'une proposition de projet du Haut-Commissariat.

Défis et enseignements

- ▶ Le conflit armé qui a éclaté en Géorgie en août 2008 et la déclaration d'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud ont engendré des difficultés majeures pour les représentants du HCDH sur le terrain dans le Sud-Caucase. Le conflit n'ayant concerné qu'une partie du pays, le Haut-Commissariat s'est ensuite retrouvé confronté à deux situations différentes : dans les zones touchées par le conflit, il a participé à l'évaluation des besoins urgents et à la coordination de l'assistance dispensée par l'équipe humanitaire des Nations Unies, tandis que dans le reste du pays, il a mis en œuvre les activités prévues par le plan d'action 2008.

République kirghize

En mars 2007, un conseiller pour les droits de l'homme a été affecté auprès de l'équipe des Nations Unies en République kirghize par le biais du programme Action 2, avec le cofinancement de l'équipe de pays. Ce spécialiste s'attache avant tout à dispenser aux membres de l'équipe de pays, aux représentants des autorités nationales et aux militants de la société civile des conseils sur l'application d'une méthodologie axée sur les droits de l'homme dans leur travail. Sur demande, le conseiller a également dispensé des formations aux équipes des Nations Unies intervenant dans d'autres pays.

Activités

Le conseiller a :

- ▶ Animé un atelier destiné à renforcer les capacités de sensibilisation des ONG œuvrant pour les droits des personnes handicapées.
- ▶ Organisé à Bichkek un séminaire sur la santé et les droits de l'homme pour le personnel des Nations Unies, les représentants des autorités nationales et les militants de la société civile.
- ▶ Évalué l'action du Médiateur kirghize pour élaborer un projet d'assistance technique commun aux Nations Unies et animé un atelier sur la planification stratégique et la gestion des plaintes pour les collaborateurs du Médiateur.
- ▶ Recruté un conseiller national pour les droits de l'homme chargé de coopérer avec le Médiateur kirghize de septembre 2008 à mars 2009.
- ▶ Assuré un cours de trois mois sur les droits de l'homme à l'Institut de l'OSCE à Bichkek, à l'intention d'étudiants en doctorat venus de toute l'Asie centrale.
- ▶ Animé quatre séances de formation sur les droits de l'homme et la méthodologie axée sur ces droits à l'intention des formateurs et du personnel chargé des programmes des Nations Unies dans la Fédération de Russie, au Kazakhstan et en République kirghize.

Résultats

- ▶ Le personnel des Nations Unies, les représentants des autorités nationales et la société civile ont appris à appliquer une méthodologie axée sur les droits de l'homme à leurs programmes, en particulier dans le domaine de la santé et de la réduction de la pauvreté.
- ▶ En République kirghize, le Médiateur a bénéficié de la coopération avec le HCDH et aidé à élaborer un programme de renforcement des capacités à mettre en œuvre au cours de l'année à venir.

Défis et enseignements

- ▶ Le conseiller pour les droits de l'homme a maximisé l'impact de son action grâce à sa coopération avec le bureau régional du HCDH nouvellement créé en Asie centrale.
- ▶ La formation à une méthodologie axée sur les droits de l'homme est plus susceptible d'être efficace si elle est appliquée à des secteurs de développement spécifiques et à de nouveaux programmes plutôt qu'à des programmes existants.

République de Moldova

La République de Moldova est confrontée à un certain nombre de difficultés dans l'application des lois et des politiques destinées à prévenir la violence contre les femmes et la traite des êtres humains, à lutter contre la corruption et à garantir une bonne administration de la justice. Divers problèmes, inspirant l'inquiétude, sont également apparus à l'approche des élections législatives de 2009. En juillet 2008, un conseiller pour les droits de l'homme a été affecté auprès de l'équipe des Nations Unies en République de Moldova par le biais du Programme Action 2, avec le cofinancement de l'équipe de pays. Sa mission a consisté en premier lieu à renforcer les capacités des Nations Unies et de l'État à promouvoir et à défendre les droits de l'homme, à encourager l'intégration des principes démocratiques et des droits fondamentaux et à employer une méthodologie axée sur ces droits pour la conception et l'exécution des programmes de l'ONU et de la société civile.

Activités

Le conseiller a :

- ▶ Animé une série de formations destinées à renforcer la capacité technique et opérationnelle de l'institution nationale de défense des droits, le Centre pour les droits de l'homme de la République de Moldova, et aidé à élaborer deux propositions de financement pour appuyer ce renforcement institutionnel.
- ▶ Contribué à l'élaboration du Plan national de promotion de l'égalité des sexes, du Plan national d'action pour les droits de l'homme et de propositions de mesures contre la traite des êtres humains.
- ▶ Conçu de la documentation et animé des formations sur la problématique des droits de l'homme en rapport avec le programme national de lutte contre le VIH/sida et la santé de la procréation et renforcé la capacité de médiation des juges, des procureurs et des avocats, en coopération avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida (ONUSIDA), le Fonds des Nations Unies pour la population, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la société civile.
- ▶ Aidé à concevoir plusieurs propositions de projets pour l'équipe de pays des Nations Unies, notamment un projet visant à éliminer la violence familiale au titre de l'initiative « Unis dans l'action », et des projets du PNUD consacrés au soutien électoral, à la promotion de la transparence et de la responsabilité au sein des autorités locales, à l'éducation aux droits de l'homme ainsi qu'au renforcement du Centre pour les droits de l'homme de la République de Moldova.
- ▶ Effectué des séances d'information sur les normes internationales en matière d'élections libres et équitables, de liberté d'expression et de discrimination fondée sur l'orientation sexuelle.



- ▶ Appuyé l'action de l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le sida en Europe de l'Est et en Asie centrale, ainsi que les travaux des Rapporteurs spéciaux sur la torture et la violence contre les femmes.

Résultats

- ▶ Le renforcement de la capacité du Gouvernement, de l'équipe de pays des Nations Unies, du Centre pour les droits de l'homme de la République de Moldova et de la société civile à concevoir et à mettre en œuvre des lois, des politiques et des programmes tenant compte des droits humains s'est traduit par l'élaboration du plan d'action national en faveur des droits de l'homme (2009-2012).
- ▶ La surveillance assurée par le HCDH a permis d'obtenir des informations fiables sur la situation des droits de l'homme et les difficultés à venir, qui ont servi de fondement à la prise de décisions, à la planification et à l'exécution de programmes par les partenaires des Nations Unies, le Gouvernement et la société civile.

Fédération de Russie

Après l'adoption du Cadre de coopération du HCDH avec la Fédération de Russie en août 2007, un conseiller principal pour les droits de l'homme a été affecté en mars 2008 auprès de l'équipe de pays des Nations Unies à Moscou. Inédit par la forme et le fond, ce cadre, qui constitue le fondement juridique des activités du HCDH, met l'accent sur trois domaines principaux : État de droit, égalité et tolérance, éducation et diffusion d'informations sur les droits de l'homme. Par ailleurs, le conseiller a encouragé l'application d'une méthodologie axée sur les droits de l'homme aux programmes des organismes des Nations Unies présents en Fédération de Russie.

Activités

Le conseiller a :

- ▶ Fourni aux acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux des orientations et des conseils techniques concernant la Convention relative aux droits des personnes handicapées, afin d'encourager la Russie à signer le texte et, à terme, à le ratifier.
- ▶ Dispensé des formations, à Moscou et à Genève, sur le système onusien et national de défense des droits de l'homme, à huit représentants des communautés autochtones de la Fédération de Russie, sous les auspices du Programme de bourses russophone du HCDH et en collaboration avec l'Université russe de l'amitié entre les peuples.

- ▶ Organisé à Moscou une table ronde consacrée à la création d'un programme de mastère en droits de l'homme, avec la participation du Secrétaire général du Centre interuniversitaire des droits de l'homme et de la démocratisation (Italie) et de représentants de grandes universités russes. Un groupe de travail a été créé afin d'accélérer le lancement d'un cours pilote d'ici au troisième trimestre 2009.
- ▶ Organisé un atelier international sur le rôle des industries extractives dans la protection des droits des peuples indigènes, en coopération avec l'Association russe des peuples autochtones du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient.
- ▶ Organisé une série d'événements commémorant le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.
- ▶ Dispensé une assistance technique au Commissariat aux droits de l'homme de la Fédération de Russie, afin que le Comité international de coordination des institutions nationales des droits de l'homme puisse examiner le statut de cette organisation et la réaccréditer en tant que membre à part entière.
- ▶ Animé des séances d'information et de formation sur la procédure d'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme, en prévision de l'examen de la Fédération de Russie en février 2009.

Résultats

- ▶ La mise en œuvre du Cadre de coopération a progressé dans le domaine des droits des peuples autochtones, de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et de la création d'un programme de mastère en droits de l'homme dans les principales universités moscovites.
- ▶ Grâce à la formation du personnel de l'ONU, les activités liées aux droits de l'homme ont été intégrées aux programmes de l'équipe des Nations Unies dans le pays.

Défis et enseignements

- ▶ Dans la Fédération de Russie, la principale difficulté réside dans la gestion des attentes. Une faible présence sur le terrain, dotée de ressources humaines et financières limitées, s'efforce d'atteindre des objectifs stratégiques dans un vaste pays. Bien que contraint, par la force des choses, de se concentrer sur la mise en œuvre du programme d'action défini conjointement dans le Cadre de coopération, le HCDH a également besoin d'assez de marge de manœuvre pour satisfaire des demandes ponctuelles importantes, exploiter les nouvelles possibilités de coopération qui se présentent et faciliter des activités qui ne sont pas strictement définies dans ce cadre.



Enfants jouant en Serbie.

Serbie

Depuis la fermeture de son bureau de Belgrade en 2007, le HCDH appuie le détachement d'un conseiller national pour les droits de l'homme auprès de l'équipe de pays des Nations Unies. Ce conseiller est chargé de renforcer l'interaction entre la Serbie et les organes onusiens de défense des droits de l'homme, d'améliorer le respect des normes internationales en la matière et d'intégrer les droits de l'homme aux évaluations et aux programmes de développement de l'ONU. L'année 2008 a été marquée par de violentes manifestations et par des attaques contre des Albanais de souche. Celles-ci ont fait suite à la déclaration d'indépendance prononcée en février par le Parlement du Kosovo, à l'arrestation de deux Serbes soupçonnés de crimes de guerre et à l'extradition, en août, de M. Radovan Karadžić vers le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

Activités

Le conseiller a :

- ▶ Organisé, en collaboration avec le ministre des Droits de l'homme et des Minorités, des tables rondes sur la mise en œuvre des recommandations effectuées en 2004 par le Comité des droits de l'homme et de celles formulées par la Représentante spéciale du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l'homme suite à sa visite en Serbie en septembre 2007.
- ▶ Assuré des séances d'information sur l'examen périodique universel pour la société civile, le bureau du Médiateur et l'équipe de pays des Nations Unies, avant l'examen de la Serbie en décembre 2008.
- ▶ Organisé deux manifestations publiques sur les suites données aux recommandations du Comité des droits de l'homme et de la Représentante spéciale du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l'homme.
- ▶ Animé une réunion sur la situation des défenseurs des droits humains, en vue de sensibiliser les acteurs concernés au système de procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme.
- ▶ Appuyé une coalition d'ONG ayant entrepris de rédiger un rapport parallèle sur l'application par la Serbie de la Convention des Nations Unies contre la torture.
- ▶ Coorganisé, avec la Commission européenne et l'équipe de pays des Nations Unies, des manifestations publiques destinées à commémorer le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à célébrer la journée des droits de l'homme sous le slogan « Cinq mesures pour combattre la discrimination en Serbie ».
- ▶ Aidé la Faculté de droit de l'Université de Belgrade à organiser une conférence internationale intitulée « La Déclaration universelle des droits de l'homme, 60 ans après ».
- ▶ Appuyé une étude conjointe des Nations Unies sur la situation des droits du peuple rom en République

de Serbie, qui a débouché sur un rapport intitulé « Concrétiser les droits des Roms ». Publié en anglais, en serbe et en langue rom, ce rapport a été distribué lors de la commémoration du 60^e anniversaire de la Déclaration universelle.

- ▶ Orienté ses partenaires des Nations Unies sur les questions liées aux droits de l'homme lors de l'élaboration du Plan-cadre 2010-14 pour l'aide au développement et contribué à un séminaire de formation sur l'application d'une méthodologie axée sur les droits de l'homme pour les hauts fonctionnaires de l'ONU.
- ▶ Effectué une présentation sur les normes des Nations Unies en matière de droit au logement lors d'une conférence sur les problèmes de logement des Roms en Europe du Sud-Est, organisée par le ministère des Droits de l'homme et des Minorités.

Résultats

- ▶ Les formations dispensées aux organisations de la société civile avant la participation de la Serbie au processus de l'examen périodique universel (EPU) ont contribué au dépôt de plusieurs contributions de grande qualité et de recommandations judicieuses de la part des ONG.
- ▶ Les tables rondes ont aidé à améliorer le dialogue entre le Gouvernement et la société civile sur un certain nombre de questions sensibles, telles que la protection des défenseurs des droits de l'homme et la réforme du système pénal.
- ▶ Grâce aux manifestations publiques sur les suites données aux recommandations des organes de défense des droits de l'homme, le Gouvernement s'est engagé à accepter la participation de la société civile au suivi de la mise en œuvre des recommandations des organes de traités, des procédures spéciales et de l'EPU.
- ▶ Des conclusions claires et pertinentes ont été formulées par le Comité contre la torture, grâce notamment au dépôt d'un solide rapport parallèle appuyé par le conseiller pour les droits de l'homme. Le rapport des Nations Unies, « Concrétiser les droits des Roms », a suscité un vif intérêt et est considéré comme le document le plus complet sur la situation des droits fondamentaux des Roms de Serbie.

Défis et enseignements

- ▶ La coopération avec le bureau du Médiateur serbe au sujet de son accréditation auprès du Comité international de coordination des institutions nationales des droits de l'homme a été retardée par son manque de personnel et de ressources. Les efforts déployés pour renforcer les capacités du Médiateur et faciliter ses préparatifs en vue de l'examen d'accréditation se poursuivront en 2009.

Ex-République yougoslave de Macédoine

Le HCDH a affecté un conseiller national pour les droits de l'homme auprès de l'équipe des Nations Unies en ex-République yougoslave de Macédoine. Ce poste a été créé en avril 2007, le HCDH ayant mis un terme à son programme de coopération technique à la fin de l'année 2006. Ce conseiller coopère avec les institutions des Nations Unies et les partenaires nationaux en vue de renforcer l'interaction avec les organes onusiens de défense des droits de l'homme, d'améliorer le respect des normes internationales en la matière et d'intégrer les droits de l'homme aux programmes de l'ONU.

Activités

Le conseiller a :

- ▶ Animé des séances d'information sur l'examen périodique universel pour les responsables gouvernementaux concernés, le bureau du Médiateur, la société civile et le personnel des Nations Unies en prévision de l'examen de l'ex-République yougoslave de Macédoine en mai 2009. Le HCDH a également aidé les représentants de la société civile à préparer leur contribution à l'examen et facilité des consultations entre le Gouvernement et la société civile au sujet du rapport d'État.
- ▶ Organisé un atelier de formation avec le ministère des Affaires étrangères, afin de transmettre sa méthodologie et d'évaluer les suites données aux récentes recommandations des procédures spéciales et des organes de suivi des traités relatifs aux droits de l'homme. Cet atelier a permis à un éventail d'acteurs d'évaluer les progrès réalisés et d'élaborer un plan d'action pour poursuivre la mise en œuvre.
- ▶ Encouragé l'adoption d'un processus transparent et participatif pour la conception d'un mécanisme national de prévention et offert une assistance technique afin de faciliter la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture.
- ▶ Organisé, en collaboration avec le bureau de l'Union européenne, des événements destinés à marquer le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et notamment un débat, un concours d'écriture et la projection d'une série de courts métrages sous-titrés commandés par le HCDH à cette occasion.
- ▶ Apporté sa contribution au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pendant la période 2010-2015.
- ▶ Indiqué au ministre de la Justice les meilleures pratiques en matière de définition légale du viol.

Résultats

- ▶ La société civile a pu participer au premier volet du bilan de la situation des droits de l'homme dans le cadre de l'examen périodique universel.
- ▶ En participant aux sessions de la Commission d'enquête parlementaire permanente sur les droits de l'homme, qui sont retransmises par les médias nationaux, le conseiller a contribué à sensibiliser les membres de la Commission et l'opinion publique aux mécanismes onusiens de défense des droits de l'homme.
- ▶ Les autorités gouvernementales concernées, le Médiateur et la société civile se sont familiarisés avec les caractéristiques et les critères du processus

de conception de mécanismes nationaux de prévention, dans le cadre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture.

Défis et enseignements

- ▶ Les retards et les changements de priorités gouvernementales survenus à la suite des élections législatives ont perturbé l'exécution des activités programmées.
- ▶ L'application d'une méthodologie axée sur les droits de l'homme à l'évaluation, à la conception et à l'exécution des programmes de développement est demeurée problématique et fera l'objet d'efforts renouvelés en 2009.



Un migrant prie après son arrivée aux Îles Canaries (juillet 2008).

Le HCDH sur le terrain : Amérique latine et Caraïbes



Type de présence	Localisation
Bureaux de pays	<ul style="list-style-type: none"> Bolivie Colombie Guatemala Mexique
Bureau régional	<ul style="list-style-type: none"> Amérique latine (Panama, avec un bureau de liaison à Santiago du Chili)
Composantes droits de l'homme des missions de paix	<ul style="list-style-type: none"> Haïti
Conseillers pour les droits de l'homme auprès d'équipes de pays des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> Équateur Guyana** Nicaragua

** Fermé en 2008

Le cadre juridique de protection des droits de l'homme en Amérique latine et dans les Caraïbes est relativement solide, du fait de l'existence de mécanismes établis de longue date et efficaces, comme la Commission interaméricaine des droits de l'homme et la Cour interaméricaine des droits de l'homme. La plupart des pays disposent de systèmes juridiques et d'institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme bien développés, et des organisations issues de la société civile sont actives dans toute la région. En 2008, des élections présidentielles ont été organisées en République dominicaine, au Paraguay et à Trinité-et-Tobago. L'Équateur s'est doté d'une nouvelle constitution par référendum et en Bolivie, le Parlement a approuvé un nouveau projet de constitution qui sera soumis à référendum en 2009. Le taux de ratification des traités de protection des droits de l'homme est assez élevé en Amérique latine, mais pas aux Caraïbes.

Les femmes sont de mieux en mieux représentées au sein des instances exécutives, législatives et judiciaires. Cependant, il faudra déployer des efforts considérables pour réduire les violences qui sont infligées aux femmes au Mexique, au Nicaragua et au Guatemala. Les femmes indigènes souffrent de nombreuses formes de discriminations et la violence familiale continue à poser un grave problème.

Les femmes sont de mieux en mieux représentées au sein des instances exécutives, législatives et judiciaires. Cependant, il faudra déployer des efforts considérables

pour réduire les violences qui sont infligées aux femmes au Mexique, au Nicaragua et au Guatemala. Les femmes indigènes souffrent de nombreuses formes de discriminations et la violence familiale continue à poser un grave problème.

En 2008, le HCDH disposait de bureaux de pays en Bolivie, en Colombie, au Guatemala et au Mexique, d'un bureau régional pour l'Amérique latine à Panama et d'un petit bureau de liaison à Santiago. Le Haut-Commissariat a continué à soutenir les conseillers pour les droits de l'homme déployés auprès des équipes des Nations Unies

Le HCDH en Amérique latine et dans les Caraïbes : exemples d'impact en 2008

Promotion de changements législatifs et politiques

- ▶ En **Bolivie**, 10 des 27 recommandations formulées par le HCDH ont été prises en compte dans la version finale de la nouvelle constitution et les conseils techniques offerts par le bureau ont contribué à l'adoption d'un plan d'action national pour les droits de l'homme.
- ▶ En **Colombie**, une approche fondée sur les droits de l'homme et un certain nombre d'activités ont été intégrées dans 22 plans municipaux de développement appliqués à titre expérimental, dans le cadre d'un projet du HCDH cofinancé par l'Union européenne.
- ▶ Au **Guatemala**, une loi sur le féminicide et d'autres formes de violences visant spécifiquement les femmes a été adoptée.

Appui à l'éducation et à la formation dans le domaine des droits de l'homme

- ▶ Au **Chili**, le HCDH a coparrainé un diplôme relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et le personnel du bureau a donné des cours sur les droits des femmes, les droits des peuples autochtones et le respect des procédures légales à l'Université du Chili.
- ▶ En **Colombie**, le HCDH a formé plus de 1 500 maires, employés des administrations locales, médiateurs municipaux et membres du personnel d'institutions nationales, ainsi que plus de 600 représentants d'ONG locales.
- ▶ En **Équateur**, le plan d'action relatif à la première phase du Programme mondial pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme a été exécuté avec succès.
- ▶ Le HCDH a travaillé avec des universités situées en **Argentine**, au **Brésil**, au **Chili**, au **Paraguay** et en **Uruguay** pour intégrer les droits de l'homme dans les programmes d'études.

Promotion de la ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme

- ▶ Le **Paraguay** a ratifié la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.
- ▶ L'**Argentine**, le **Brésil**, le **Chili**, le **Costa Rica**, l'**Équateur**, le **Honduras**, le **Paraguay** et le **Pérou** ont ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées.
- ▶ L'**Argentine**, le **Brésil**, le **Chili**, le **Costa Rica**, l'**Équateur**, le **Paraguay** et le **Pérou** ont ratifié le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées.
- ▶ L'**Argentine**, la **Bolivie**, le **Honduras** et le **Mexique** ont ratifié la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.
- ▶ Le **Chili** et le **Honduras** ont ratifié le Deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
- ▶ **Cuba** a signé le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Appui aux mécanismes de surveillance, d'enquête et de réparation concernant les violations des droits de l'homme

- ▶ Au **Chili**, une proposition relative à la création d'une institution nationale des droits de l'homme, intégrant les recommandations du HCDH, était en cours d'examen au Congrès.
- ▶ En **Colombie**, le travail du HCDH avec les autorités militaires, visant à donner suite à des affaires d'exécutions extrajudiciaires, a abouti à l'adoption de mesures visant à prévenir les crimes de cette nature, à enquêter à leur sujet et à les sanctionner.
- ▶ En **Uruguay**, les conseils techniques du HCDH ont été pris en compte dans une loi portant création d'une institution nationale des droits de l'homme.

opérant en Équateur et au Nicaragua, ainsi que la section chargée des droits de l'homme au sein de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH). Le HCDH a également facilité les travaux de l'Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Haïti, dont le mandat a été reconduit par le Conseil des droits de l'homme en juin 2007. La conseillère pour les droits de l'homme détachée au Guyana a achevé sa mission en avril 2008.

Bureaux de pays

Bolivie

Date d'ouverture	juillet 2007
Effectif au 31 décembre 2008	8 pers.
Dépenses en 2008	1 124 041 dollars E.-U.

Les tentatives du Gouvernement bolivien pour faire approuver un nouveau texte constitutionnel et les revendications autonomistes de certains départements ont fait apparaître de profondes fractures dans le pays en 2008. En dépit de quelques progrès dans le domaine des droits économiques sociaux et culturels, l'instabilité politique persistante et les violents affrontements qui ont opposé les groupes favorables au gouvernement et les groupes d'opposition ont eu des répercussions négatives sur les droits de l'homme. Les attitudes racistes et discriminatoires se sont multipliées, des défenseurs des droits de l'homme ont été victimes d'attaques, des populations autochtones ont été contraintes de travailler dans des conditions semblables à celles de l'esclavage, les droits politiques ont été rognés, des personnes ont été victimes de détentions arbitraires, les services de maintien de l'ordre ont fait un usage excessif de la force et les procédures légales n'ont pas toujours été respectées.



En raison de ces évolutions, le HCDH en Bolivie a accordé la priorité à la surveillance de la situation des droits de l'homme et à l'établissement de rapports à ce sujet. Le bureau a également offert une assistance technique à des institutions publiques et à des organisations de la société civile pour faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes de promotion et de protection des droits de l'homme.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Mené 41 missions d'observation, notamment lors des divers scrutins et élections organisés en 2008, et rédigé un rapport sur un massacre perpétré en septembre 2008 dans le département de Pando.
- ▶ Effectué une analyse des clauses qui traitaient des droits de l'homme dans le projet de Constitution et discuté de cette analyse avec le Gouvernement et d'autres parties prenantes.
- ▶ Offert des conseils techniques au Gouvernement pour faciliter la conception et l'élaboration du plan d'action national pour les droits de l'homme pendant la période 2009-2013.
- ▶ Observé attentivement la situation du peuple guarani maintenu en servitude dans la région du Chaco et transmis un rapport à ce sujet au Gouvernement et à d'autres intervenants.
- ▶ Examiné cinq projets de loi et prodigué des conseils relatifs à leur élaboration aux autorités compétentes ; ces textes concernaient le service militaire obligatoire, les réparations destinées aux victimes des violences commises lors des manifestations massives de septembre et d'octobre 2003, la politique de l'État en matière de lutte contre la torture et la création d'un mécanisme national de prévention, la justice autochtone, ainsi que la politique publique de lutte contre les discriminations et les sanctions pénales visant à les réprimer.
- ▶ Encouragé la ratification de cinq instruments internationaux de protection des droits de l'homme et fourni à des fonctionnaires des informations sur l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités.
- ▶ Animé quatre sessions de formation sur les mécanismes de protection des droits de l'homme, les techniques de surveillance et la préparation des rapports sur les incidents, à l'intention de défenseurs des droits de l'homme.
- ▶ Organisé une manifestation pour commémorer le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; à cette occasion, plus de 450 personnes appartenant à différents secteurs de la société ont lu la Déclaration en plus de 18 langues pendant 24 heures.

Résultats

- Dix des 27 recommandations formulées par le HCDH ont été intégrées à la version finale de la nouvelle constitution, qui sera soumise à référendum le 25 janvier 2008.
- Les conseils techniques du Haut-Commissariat ont été pris en compte dans la loi 3955, qui garantit des réparations aux victimes des atteintes aux droits de l'homme perpétrées en 2003, ainsi que dans un projet de loi contre les discriminations.
- Suite à l'action de sensibilisation menée par le HCDH et d'autres organisations, la Bolivie a adopté la loi 3935, approuvant la Convention pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.
- Avec l'aide du Haut-Commissariat, le Gouvernement s'est acquitté de ses obligations d'établissement de rapports au titre des traités internationaux, en soumettant les contributions écrites requises par le Comité des travailleurs migrants et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels ; la Bolivie s'est également conformée à ses obligations au titre de l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, signalant qu'elle allait prendre une mesure exceptionnelle en déclarant l'état de siège dans le département de Pando le 12 septembre 2008.
- Plusieurs recommandations adressées par le HCDH ont été prises en compte dans le plan d'action national pour les droits de l'homme.

Bolivie : Dépenses en 2008

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	721 164
Consultants	-	16 362
Voyages officiels	-	77 523
Services contractuels	-	29 741
Dépenses générales de fonctionnement	-	67 583
Fournitures et achats	-	37 100
Séminaires, subventions et contributions	-	45 254
Sous-total	-	994 727
Coûts d'appui au programme	-	129 314
TOTAL	-	1 124 041

Colombie

Date d'ouverture	1996
Effectif au 31 décembre 2008	80 pers.
Dépenses en 2008	7 656 672 dollars E.-U.

La Colombie a continué à subir les effets d'un conflit armé intérieur, qui pose un problème persistant dans le domaine des droits de l'homme, pour l'État et pour la population. Les groupes de guérilleros, les forces armées colombiennes, les groupes armés illégaux et les trafiquants de drogue ont continué à commettre des violations des droits de l'homme, tandis que certains problèmes structurels profonds, comme la répartition inéquitable des richesses, la discrimination et la stigmatisation des groupes vulnérables, l'impunité et les difficultés d'accès à la justice persistaient.

Par l'intermédiaire de ses bureaux de Bogotá, Medellín, Bucaramanga et Cali, complétés par une présence temporaire dans le département d'Arauca, le HCDH a observé la situation des droits de l'homme et le respect du droit humanitaire international à travers le pays et en a rendu compte, a offert des conseils et une assistance technique au Gouvernement et a œuvré à la promotion des droits de l'homme avec les organisations de la société civile et les autorités. Le mandat du HCDH a été reconduit jusqu'au 31 octobre 2010.

Activités

Le HCDH a :

- Mené 259 missions de surveillance, reçu 1 356 plaintes et donné suite à 1 351 de ces plaintes.
- Entrepris un examen approfondi des affaires d'exécutions extrajudiciaires dans toutes les divisions militaires et tenu des réunions de haut niveau avec le ministère de la Défense nationale pour discuter des causes premières du phénomène et prendre les mesures adéquates, en termes de prévention, d'enquête et de sanctions.
- Assuré, en coopération avec les organisations de la société civile compétentes, une surveillance et un suivi concernant la décision prise en 2008 par la Cour constitutionnelle, demandant au Gouvernement d'établir des plans pour prévenir les violences sexuelles et venir en aide aux femmes déplacées qui en avaient été victimes.
- Conçu et commencé à appliquer une stratégie destinée à soutenir l'indépendance de la Cour suprême de justice et à l'épauler dans ses efforts pour combattre l'impunité dans le cadre des enquêtes sur les liens présumés entre des membres du Congrès et des groupes paramilitaires.
- Mené diverses activités pour commémorer le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des



Une petite fille, photographiée lors d'une manifestation contre les enlèvements à Bogota (juillet 2008).

droits de l'homme, produisant et distribuant 20 000 exemplaires de la Déclaration, 1 500 exemplaires d'une version de la Déclaration conçue pour les enfants, 5 000 affiches et 3 000 exemplaires de *L'ABC des droits de l'homme*.

- ▶ Organisé, en collaboration avec le Médiateur chargé des droits de l'homme en Colombie, un atelier sur les droits de l'homme à l'intention de participants originaires de neuf pays d'Amérique latine.
- ▶ Appuyé l'élaboration d'un projet de plan d'action national pour l'éducation aux droits de l'homme en organisant des ateliers sur les droits de l'homme, afin de conseiller les médiateurs municipaux, les fonctionnaires de l'Administration et les dirigeants communautaires dans les centres de règlement des conflits, ainsi que les maires et les conseils municipaux.
- ▶ Entrepris des activités pour renforcer la capacité des institutions publiques à lutter contre les violations des droits de l'homme, élaborant notamment un guide sur les enquêtes relatives aux disparitions forcées ; une publication sur le droit des peuples autochtones à être consultés avant toute décision touchant leurs communautés, de manière à pouvoir donner leur accord librement et en connaissance de cause ; et un recueil de la jurisprudence internationale sur les exécutions extrajudiciaires.
- ▶ Offert une assistance technique au sujet de 24 plans de développement municipaux et de deux plans départementaux à Arauca et à Santander, en vue d'y intégrer les droits de l'homme.
- ▶ Continué à appuyer l'intégration des droits de l'homme dans le travail des organismes des Nations Unies, en étroite coordination avec le bureau du coordonnateur résident.
- ▶ Prodigué une aide technique lors de l'élaboration du projet de loi sur les réparations offertes aux victimes du conflit armé afin d'assurer la compatibilité du texte avec les normes internationales applicables.

La première mission de la Haut-Commissaire

La Haut-Commissaire aux droits de l'homme s'est rendue en Colombie et en Haïti en octobre et en novembre. Dans le cadre de cette mission, la première depuis sa prise de fonctions, la Haut-Commissaire a rencontré les Présidents des deux pays, des représentants des Gouvernements, ainsi que des membres du secteur des entreprises et de la société civile. La Haut-Commissaire a également observé l'action menée par le HCDH sur le terrain, dans le département d'Arauca en Colombie. En Haïti, elle a rendu visite à Kay Jistis (la « Maison de la justice »), une structure mise en place dans le cadre d'un projet communautaire mené à Cité Soleil, un quartier pauvre de Port-au-Prince.

Résultats

- ▶ Grâce au suivi d'affaires d'exécutions extrajudiciaires et à un travail de sensibilisation concernant la prévention des crimes de cette nature, le Gouvernement a pris la décision de renvoyer de l'armée trois généraux, quatre colonels et 20 officiers mêlés à des exécutions extrajudiciaires.
- ▶ Plus de 5 000 victimes ont participé au débat législatif sur le projet de loi destiné à apporter des réparations aux victimes ; à cette occasion, les normes internationales ont fait l'objet de discussions et la plupart des normes ont été acceptées par toutes les parties. Le vote de la loi a été fixé à 2009.
- ▶ Le projet de plan national pour l'éducation aux droits de l'homme a été finalisé et présenté au bureau du Vice-Président pour approbation. Le projet de plan constitue une base solide pour l'intégration des droits de l'homme dans l'enseignement.
- ▶ À l'issue du travail accompli sur les plans de développement municipaux et les droits de l'homme, 12 des 22 plans municipaux appliqués à titre expérimental ont intégré l'approche axée sur les droits de l'homme. Deux plans pilotes – concernant le département de Santander et la municipalité d'Ocaña (Santander) – ont été jugés remarquables par la Direction nationale de la planification.

Défis et enseignements

- ▶ Le développement des activités d'observation et de surveillance du bureau à travers le pays a, de manière tout à fait déterminante, garanti l'accès à des informations exactes, en particulier dans les zones où les effets du conflit armé sont les plus graves. En raison des résultats positifs obtenus par la présence non permanente à Arauca, le HCDH envisage de déployer une autre présence non permanente à Barranquilla afin de gérer la côte atlantique, où la situation des droits de l'homme est complexe.

Colombie : Dépenses en 2008		
	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	5 423 186
Consultants	-	-
Voyages officiels	-	353 328
Services contractuels	-	55 770
Dépenses générales de fonctionnement	-	739 339
Fournitures et achats	-	184 666
Séminaires, subventions et contributions	-	-
Sous-total	-	6 756 289
Coûts d'appui au programme	-	900 383
TOTAL	-	7 656 672

Guatemala

Date d'ouverture	2005
Effectif au 31 décembre 2008	27 pers.
Dépenses en 2008	3 879 737 dollars E.-U.

Le Guatemala se classe en mauvaise position sur l'échelle du développement humain : la répartition des revenus y est très inégalitaire et la violence augmente, tout comme l'insécurité des personnes. La criminalité liée au trafic de drogue représente une menace croissante pour la stabilité politique. Le nouveau Président, M. Alvaro Colom, qui a pris ses fonctions le 14 janvier 2008, a déclaré que la sécurité sociale et personnelle des Guatémaltèques, garantie par un État de droit au fonctionnement démocratique, figurerait au nombre des priorités de son mandat, d'une durée de quatre ans. La Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG), appuyée par les Nations Unies, a officiellement entamé ses travaux en janvier 2008.

Créé en 2005 pour une durée de trois ans, le mandat du HCDH au Guatemala a été reconduit pour trois années supplémentaires en septembre 2008. Au titre de son mandat, le HCDH est chargé de surveiller la situation des droits de l'homme dans le pays et d'offrir des services de conseil et d'assistance technique aux institutions publiques, afin de faciliter la mise en œuvre des recommandations de la Haut-Commissaire et des mécanismes de défense des droits de l'homme.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Établi et publié un récapitulatif des recommandations des organes de suivi des traités concernant le Guatemala ; la publication été présentée à plus d'un millier de personnes, issues de 30 institutions publiques, notamment du Congrès, de la magistrature, du bureau du Médiateur chargé des droits de l'homme, de l'équipe de pays des Nations Unies et d'organisations de la société civile.
- ▶ Animé huit séances de formation, consacrées à l'examen périodique universel, aux traités internationaux de défense des droits de l'homme ainsi qu'à la rédaction des rapports et des communications individuelles destinés aux organes de suivi des traités, à l'intention de quarante membres de la Commission présidentielle pour les droits de l'homme.
- ▶ Formé 350 membres de la police civile nationale à des questions de droits de l'homme en rapport avec leur travail, notamment l'usage de la force et des armes à feu, la torture, les enquêtes policières, la non-discrimination et les droits de la femme ; formé 30 membres de la Direction du renseignement civil à diverses questions, telles que la collecte



Des lycéens guatémaltèques jouent une pièce lors de la commémoration de la journée des droits de l'homme (décembre 2008).

d'informations et l'ingérence arbitraire dans la vie privée, les codes déontologiques et les questions de droits de l'homme en rapport avec le travail de renseignement dans les sphères publique et privée ; dispensé une formation des formateurs à 18 fonctionnaires du secteur de la justice et aidé les services de formation des institutions judiciaires à adopter une méthodologie commune pour la formation aux droits de l'homme.

- ▶ Organisé, dans le cadre du 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, une série d'événements publics, dont une émission destinée à promouvoir une meilleure connaissance des droits de l'homme, diffusée à la télévision nationale, à la radio, sur des supports en plein air et au travers de réseaux sociaux fonctionnant sur internet pendant 12 semaines ; lancé le site web www.declare.org, présentant la Déclaration universelle et des outils interactifs pour mettre en page des documents, publier des microvidéos, des photographies et des blogs inspirés par la Déclaration ; et aidé l'Institut centraméricain d'études pour la démocratie sociale à organiser un festival artistique centré sur les droits de l'homme, auquel 1 800 jeunes issus de 70 municipalités ont participé.

Résultats

- ▶ Du fait de l'action de sensibilisation du HCDH, le Congrès a ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées en septembre 2008. Par la suite, le Conseil national pour l'attention aux personnes handicapées et le Médiateur chargé des droits de l'homme ont adopté une stratégie pour mieux faire connaître la Convention aux membres du Congrès et pour les sensibiliser à son importance.
- ▶ Suite aux conseils techniques dispensés par le HCDH, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), le Congrès a adopté la loi contre les féminicides et les autres formes de violence à l'encontre des femmes le 9 avril 2008. Le texte est entré en vigueur le 15 mai 2008.
- ▶ Un programme de formation technique et de renforcement des institutions, axé sur l'autonomisation de la société civile et notamment des peuples autochtones par le droit, débutera à l'Université Rafael Landívar en 2009. Ce programme fait suite à un séminaire sur les procès stratégiques et les centres d'aide juridique, organisé par le HCDH à Guatemala en avril 2008.

- L'approche fondée sur les droits de l'homme a été intégrée au processus d'élaboration du bilan commun de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.
- Le bureau a facilité le dialogue entre l'entreprise privée Cementos Progreso, des communautés autochtones de San Juan Sacatepequez et le Gouvernement, en vue de trouver une solution pacifique au conflit engendré par la construction d'une cimenterie et de définir d'un commun accord des stratégies pour gérer le développement futur.

Défis et enseignements

- L'impunité et l'insécurité physique, qui ne donnent aucun signe de diminution, ainsi que le faible niveau de développement humain, continuent de poser des problèmes alarmants au Guatemala. Seule une étroite coordination entre le HCDH, l'équipe des Nations Unies dans le pays et la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala permettra de progresser.

Guatemala : Dépenses en 2008		
	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	2 164 980
Consultants	-	243 998
Voyages officiels	-	109 849
Services contractuels	-	298 699
Dépenses générales de fonctionnement	-	321 700
Fournitures et achats	-	62 287
Séminaires, subventions et contributions	-	231 883
Sous-total	-	3 433 396
Coûts d'appui au programme	-	446 341
TOTAL	-	3 879 737

Mexique

Date d'ouverture	2002
Effectif au 31 décembre 2008	21 pers.
Dépenses en 2008	1 586 913 dollars E.-U.

Au Mexique, l'année 2008 a été marquée par une grande violence et une forte insécurité publique : 5 376 meurtres avec violences liés au grand banditisme ont été commis, contre 2 621 en 2007. Le Gouvernement a continué à impliquer l'armée dans des opérations de maintien de l'ordre. Les femmes, les peuples autochtones, les migrants et les personnes handicapées figuraient parmi les groupes les plus exposés à des violations des droits

fondamentaux, notamment à la discrimination et aux inégalités sociales et économiques. Au nombre des problèmes qui se sont posés dans le domaine des droits de l'homme, citons les agressions contre des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme, la violence faite aux femmes et les extorsions de fonds et les enlèvements dont ont été victimes les migrants. L'impunité était toujours l'un des principaux obstacles à l'amélioration de la situation des droits de l'homme dans le pays.

En février 2008, la Haut-Commissaire et le Gouvernement ont conclu un nouvel accord, prolongeant la présence et les activités du HCDH au Mexique jusqu'en 2012. Dans le cadre de ce mandat, le HCDH est chargé d'offrir des services de conseil et de coopération technique aux autorités fédérales et locales, ainsi qu'aux organisations de la société civile, et d'observer la situation des droits de l'homme dans le pays. Grâce à son rôle d'observateur impartial, le bureau encourage fréquemment le dialogue entre les autorités et les organisations issues de la société civile.

Activités

Le HCDH a :

- Aidé, par des conseils et un appui, le Gouvernement fédéral à élaborer son programme national en faveur des droits de l'homme pour la période 2008-2012 et à y donner suite.
- Travaillé, dans le cadre de processus fortement participatifs, avec les autorités, des organisations de la société civile, des universitaires et des institutions des droits de l'homme au niveau local afin de réaliser conjointement des diagnostics de la situation et d'établir les plans d'action correspondants.
- Entrepris de recenser et de décrire méthodiquement les expériences, les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'élaboration de plans d'action pour les droits de l'homme, dans les États et au niveau fédéral.
- Mené des activités pour promouvoir les droits des femmes, notamment des ateliers sur la description des affaires de violations des droits fondamentaux, envisagées sous l'angle sexospécifique ; un atelier sur les mécanismes internationaux de promotion et de défense des droits des femmes à Mexico ; un atelier sur les méthodes d'enseignement du droit qui tiennent compte des différences entre les sexes, à l'intention de professeurs de droit ; et l'organisation d'une formation diplômante sur les droits des femmes, destinée aux juristes.
- Tenu des consultations avec des représentants du Gouvernement fédéral, de la Commission nationale des droits de l'homme, de l'Institut national de la statistique, d'établissements universitaires et d'organisations de la société civile afin de promouvoir le cadre conceptuel concernant les

indicateurs relatifs aux droits de l'homme, adopté par les organes de suivi des traités.

- ▶ Publié, diffusé et suivi au sein du Congrès fédéral une proposition visant à réformer et à améliorer le cadre de protection des droits de l'homme créé par la Constitution mexicaine, au titre d'un effort conjointement mené avec des experts et des organisations de défense des droits de l'homme.
- ▶ Organisé des discussions et des ateliers préparatoires auprès d'organisations de la société civile, d'institutions des droits de l'homme et du ministère des Affaires étrangères afin de faciliter la préparation des documents destinés à l'examen périodique universel du Mexique, prévu pour février 2009.
- ▶ Apporté un soutien technique au Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants et au Sous-Comité pour la prévention de la torture, notamment en fournissant des données et des informations de base et en organisant des réunions avec des intervenants clés.
- ▶ Prodigué régulièrement des conseils à la Cour suprême sur d'importantes questions en rapport avec les droits de l'homme.
- ▶ Commémoré le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, notamment en organisant un concours de courts-métrages, un festival international de cinéma consacré aux droits de l'homme et une exposition itinérante d'affiches illustrant les 30 articles de la Déclaration.

Résultats

- ▶ Avec l'appui du HCDH, le plan d'action à court terme pour les droits de l'homme à Mexico en 2009 a été adopté. Le Haut-Commissariat continue à soutenir l'élaboration du programme à moyen et à long terme. Si le processus entamé dans l'État de Guerrero, touché par un conflit, n'a pu être mené à terme avant la fin de l'année 2008, il a permis de poser des bases solides pour dialogue entre les diverses parties, ce qui est aussi important que le programme même.
- ▶ La Cour suprême de justice a publié des décisions qui ont eu une incidence importante sur les droits de l'homme et qui portaient en partie la trace de l'assistance technique prodiguée par le bureau sur des questions de droits de l'homme et de jurisprudence.
- ▶ Après que le HCDH ait prodigué des conseils sur l'utilisation des mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme à des particuliers et à des organisations, 14 plaintes individuelles au sujet de violations des droits de l'homme ont été adressées à un certain nombre de détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales.
- ▶ Le travail du HCDH sur les indicateurs relatifs aux droits de l'homme a abouti à un résultat important :

l'Institut national de la statistique s'est engagé à utiliser les indicateurs en observant le cadre conceptuel sur les indicateurs en matière de droits de l'homme mis au point par le HCDH pour surveiller le respect du droit à jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible.

Défis et enseignements

- ▶ En dépit de la ratification de traités et du rôle important que le Mexique joue au niveau international et multilatéral, la dimension des droits de l'homme n'est pas suffisamment intégrée à l'action du Gouvernement. La société civile doit prendre une part plus importante dans cet effort.
- ▶ Dans certains secteurs de l'Administration, à l'échelon fédéral ou des États, les droits de l'homme sont considérés comme un obstacle au traitement du problème de l'insécurité et de la criminalité organisée. Pour le HCDH, l'un des principaux défis consistera, en 2009, à aider le Gouvernement à adopter une approche intégrée, fondée sur les droits de l'homme, dans ses efforts pour assurer la sécurité publique et notamment dans sa lutte contre la criminalité organisée.

Mexique : Dépenses en 2008

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	837 126
Consultants	-	324 842
Voyages officiels	-	19 965
Services contractuels	-	28 629
Dépenses générales de fonctionnement	-	119 813
Fournitures et achats	-	45 601
Séminaires, subventions et contributions	-	28 372
Sous-total	-	1 404 348
Coûts d'appui au programme	-	182 565
TOTAL	-	1 586 913

Bureau régional

Bureau régional pour l'Amérique latine (Panama, avec un bureau de liaison à Santiago du Chili)

Date d'ouverture	August 2007
Effectif au 31 décembre 2008	4 pers. à Panama et 3 pers. à Santiago du Chili
Dépenses en 2008	989 432 dollars E.-U.

L'Amérique latine compte un grand nombre de pays caractérisés par des régimes démocratiques relativement stables et des cadres juridiques et institutionnels solides. Cependant, bon nombre de gens vivent dans la pauvreté et sont victimes de discrimination et de violence sociale. En particulier, la discrimination à l'encontre des populations autochtones et des personnes d'ascendance africaine pose toujours de graves problèmes en matière de droits de l'homme, notamment l'absence de reconnaissance et de délimitation des terres et territoires leur appartenant et la non-distribution de titres de propriété.

Le bureau du HCDH pour l'Amérique latine coopère avec les pays de la région pour renforcer la capacité de promotion et de protection des droits de l'homme des gouvernements nationaux, des institutions nationales des droits de l'homme et des organisations de la société civile dans quatre domaines prioritaires : l'impunité, la discrimination à l'encontre des peuples autochtones et des personnes d'ascendance africaine, la pauvreté et l'inégalité, ainsi que l'insécurité et la violence. Le bureau régional prête également son concours aux équipes de pays des Nations Unies pour faciliter l'intégration d'une approche fondée sur les droits de l'homme dans le travail de programmation.

Activités

Le HCDH a :

- Organisé, en collaboration avec six bureaux régionaux des Nations Unies, un séminaire régional consacré à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones à Lima. Des représentants de gouvernements, d'institutions nationales et de peuples autochtones, provenant de dix pays d'Amérique latine, y ont assisté.
- Appuyé, en coopération avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), une consultation sous-régionale sur la sécurité des citoyens et les droits de l'homme organisée par la Commission interaméricaine des droits de l'homme ; l'objet de cette réunion était d'adresser des recommandations



Homme participant à une manifestation à Panama.

aux États membres pour les aider à améliorer la sécurité des citoyens au moyen de politiques efficaces, axées sur le respect des droits.

- Organisé un colloque judiciaire régional, au cours duquel des juges originaires d'Argentine, de Colombie, du Guatemala, de l'Équateur, du Mexique, du Pérou, du Salvador et de la République dominicaine ont débattu des moyens d'appliquer la jurisprudence et les normes internationales relatives aux droits de l'homme à l'échelon national.
- Dispensé aux Gouvernements chilien et uruguayen des conseils sur la création d'institutions nationales des droits de l'homme conformes aux Principes de Paris et offert un appui technique au Bureau du Médiateur chargé des droits de l'homme au Panama.
- Prodigué des conseils techniques sur l'élaboration d'un programme de protection des témoins au Gouvernement argentin et sur des questions en rapport avec les migrations au Gouvernement panaméen.
- Entrepris des activités pour aider les gouvernements à s'acquitter de leurs obligations vis-à-vis des organes de suivi des traités, notamment des conseils techniques aux Gouvernements d'Haïti, du Panama et du Suriname ; une aide à la préparation des rapports parallèles destinés aux organes de suivi des traités, prodiguée à la société civile au Pérou et au Panama ; et un atelier régional sur le suivi des recommandations des organes de traités, à l'intention d'intervenants nationaux et internationaux.
- Animé des ateliers et dispensé des conseils techniques sur la prise en compte systématique des droits de l'homme dans les programmes de développement, au profit des équipes des Nations Unies opérant au Brésil, en Équateur, au Panama et en Uruguay.
- Encouragé l'intégration des droits de l'homme dans les programmes universitaires en organisant un stage de formation des formateurs à l'intention des universités associées au sein du Groupe de Montevideo (Argentine, Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay) et assuré des conférences sur la problématique des droits de l'homme pour divers programmes de l'Université du Chili.

- Lancé un bulletin électronique trimestriel afin de fournir des informations sur les mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme aux acteurs concernés dans la région.

Résultats

- Le 24 décembre, le Président de l'Uruguay a promulgué la loi portant création d'une institution nationale des droits de l'homme.
- La proposition relative à la création d'une institution nationale des droits de l'homme au Chili a intégré les recommandations du HCDH, visant à garantir le respect des Principes de Paris.
- Suite à l'action de sensibilisation menée par le Haut-Commissariat, l'Assemblée nationale panaméenne a voté la loi 298, afin de définir les conditions dans lesquelles les réfugiés et les demandeurs d'asile pouvaient solliciter le statut de résident permanent.
- Haïti et le Panama ont soumis leurs rapports sur l'application de la Convention relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Défis et enseignements

Suite à la fusion du centre régional des Nations Unies et de la présence régionale du HCDH à Panama, la collaboration avec l'équipe des directeurs régionaux en Amérique latine s'est avérée très utile pour multiplier les effets de l'action du Haut-Commissariat.

Bureau régional pour l'Amérique latine : Dépenses en 2008		
	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	505 422	182 156
Consultants	6 289	-
Voyages officiels	20 698	32 989
Services contractuels	-	1 566
Dépenses générales de fonctionnement	65 120	47 467
Fournitures et achats	13 710	3 325
Séminaires, subventions et contributions	26 100	44 084
Sous-total	637 339	311 586
Coûts d'appui au programme	-	40 506
TOTAL	637 339	352 093

Comprend les dépenses du bureau de liaison de Santiago, Chili.

Appui aux missions de paix des Nations Unies

Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH)

Bien que des améliorations relatives de la situation sécuritaire aient été observées à la fin de l'année 2008, la réduction des enlèvements, des vols à main armée et des troubles civils exigera un engagement incessant des partenaires nationaux et internationaux. À la suite d'une série d'émeutes contre la vie chère et du vote d'une motion de censure par le Sénat, le Gouvernement multipartite a été contraint de démissionner en avril 2008 et Haïti a été privé de gouvernement pendant plus de quatre mois. Pendant cette période, les efforts d'élaboration d'un plan national de réduction de la pauvreté et de réforme des institutions du secteur de la police et de la justice sont demeurés au point mort.

La Section chargée des droits de l'homme au sein de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) est déployée dans huit départements à travers le pays et mène des activités d'observation, de publication de rapports et de formation. Le HCDH soutient l'action de la section en offrant une aide en matière de recrutement, ainsi que des conseils et une assistance technique pour les questions en rapport avec les droits de l'homme.

Activités

La section a :

- Mené des activités régulières de surveillance et d'investigation, afin de recenser les violations des droits civils et politiques, en accordant une attention particulière aux institutions des secteurs de la justice et de la police.
- Organisé des séances de formation sur les droits et la protection des mineurs ayant enfreint la loi, le respect des droits de l'homme dans les activités de maintien de l'ordre, les droits des détenus et l'utilisation des registres de détention à l'intention de plus d'un millier de policiers, et participé à des activités de formation auprès de 90 magistrats de l'École nationale de la magistrature.
- Lancé un programme d'aide juridique par l'intermédiaire de l'Association du barreau de Mirebalais, employant 15 avocats pour travailler sur les affaires de détention illégale et d'autres atteintes aux droits fondamentaux. L'objet de ce programme est d'offrir une représentation judiciaire aux clients et d'exercer des pressions sur le système de justice pénale et l'Association du barreau afin d'accroître la transparence, d'accélérer les démarches administratives et la procédure, et d'améliorer le respect des normes

relatives aux droits de l'homme. Le programme a été étendu à Jacmel à la fin de l'année 2008.

- ▶ Participé aux efforts déployés par le groupe de travail des Nations Unies sur l'État de droit pour sensibiliser le Gouvernement haïtien et la communauté internationale aux problèmes de détention préventive et de surpopulation des prisons.
- ▶ Appuyé la rédaction de la version définitive du projet de loi d'habilitation pour l'Office de la protection du citoyen, qui a été soumis au Gouvernement à la fin de l'année 2008.
- ▶ Organisé des activités de formation sur la problématique générale et les mécanismes régionaux et internationaux de protection des droits de l'homme auprès de 516 membres d'ONG intervenant dans ce domaine.
- ▶ Offert une formation et des contributions techniques pour aider la Plate-forme nationale sur la violence contre les femmes à finaliser le Formulaire national de collecte de données, première étape en vue de l'établissement d'un système national, harmonisé, de collecte d'informations pour signaler les violences commises à l'encontre des femmes.
- ▶ Coopéré avec des institutions onusiennes et d'autres organisations internationales après les ouragans du mois de septembre, aidant à vérifier les informations pour protéger les déplacés internes et réduire l'incidence de la violence sexuelle.
- ▶ Mené une campagne de deux mois sur le droit à l'eau potable en partenariat avec la Cellule nationale chargée de l'eau et de l'assainissement au sein du ministère des Travaux publics, l'UNICEF et le Programme des Nations Unies pour le développement. La campagne a abouti à la production d'un film promotionnel sur le droit à l'eau en Haïti.
- ▶ Lancé une campagne de sensibilisation pour encourager Haïti à ratifier le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Résultats

- ▶ À la suite de la campagne de sensibilisation conjointement menée par la Section des droits de l'homme et l'Inspection générale de la police nationale haïtienne, le nombre de plaintes dénonçant des mauvais traitements et des abus commis par des membres de la Brigade d'intervention motorisée a diminué.
- ▶ Une diminution dans le nombre de détentions provisoires a été observée à Mirebalais après que 68 personnes placées en détention illégale et/ou provisoire aient bénéficié d'une représentation judiciaire gratuite, au travers du programme d'aide juridique exécuté par la Section des droits de l'homme.
- ▶ La Plate-forme nationale sur la violence contre les femmes, qui réunit des représentants des pouvoirs publics, de la société civile et des institutions

internationales, a approuvé un accord de partage des informations entre les ONG de défense des femmes et le Gouvernement, à l'issue de quatre années de discussions sur la confidentialité et le droit de propriété ; ce résultat est imputable aux activités d'assistance technique et de rétablissement de la confiance conjointement menées par la Section des droits de l'homme et le Groupe chargé de l'égalité des sexes au sein de la MINUSTAH.

- ▶ La Campagne sur le droit à l'eau a fait prendre conscience de la nécessité de disposer d'un cadre législatif moderne pour réglementer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Le Parlement a adopté le projet de loi présenté par les membres de la Campagne en janvier 2009 et la Section a été invitée à participer à la Conférence des Nations Unies sur l'eau, qui doit se réunir en 2009 à Istanbul.

Défis et enseignements

- ▶ Dans un pays où 78 pour cent de la population vit avec l'équivalent de moins de deux dollars E.-U. par jour, la pauvreté demeure le défi le plus complexe et le plus redoutable. La pauvreté est tout à la fois la cause et le résultat de l'insécurité, de l'instabilité politique et sociale, du manque de sécurité alimentaire, du faible niveau d'instruction et de la dégradation du milieu naturel. Pour accroître au maximum l'impact des efforts de sensibilisation, il importera de les mener en coordination avec des initiatives plus vastes d'aide au développement.

Conseillers pour les droits de l'homme auprès des équipes de pays des Nations Unies

Équateur

L'un des événements marquants de l'année 2008 a été l'approbation d'une nouvelle Constitution, dans laquelle figurent quelques-unes des garanties les plus solides de la région en matière de droits de l'homme. La nouvelle Constitution prévoit d'importantes réformes institutionnelles, notamment la création d'une Cour nationale de justice, d'une Cour constitutionnelle et d'une Division de la transparence et du contrôle citoyen, un nouvel organe gouvernemental qui sera dirigé par le Conseil pour la participation des citoyens et le contrôle des activités gouvernementales et comptera au nombre de ses membres le Médiateur, le Contrôleur général et des directeurs. Par l'entremise du conseiller pour les droits de l'homme, le HCDH encourage le Gouvernement à mieux respecter ses obligations en matière de droits de l'homme, appuie la participation de

la société civile aux processus décisionnels qui ont une incidence sur les droits de l'homme et coopère avec l'équipe des Nations Unies dans le pays afin d'intégrer une approche soucieuse des droits de l'homme dans le travail de programmation.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Offert des conseils techniques sur les droits des peuples autochtones, l'approche fondée sur les droits de l'homme, l'élaboration d'un système judiciaire respectueux des droits de l'homme et les juges de paix à l'Assemblée constituante.
- ▶ Prodigé des conseils sur le processus de l'examen périodique universel au Gouvernement, à la société civile et à l'équipe de pays des Nations Unies, et coopéré avec un éventail d'acteurs pour suivre et appliquer les recommandations formulées lors de l'examen de l'Équateur.
- ▶ Dispensé, à la requête du ministère de la Justice et des Droits de l'homme, des conseils sur la mise au point d'une méthodologie d'évaluation du Plan national pour les droits de l'homme et sur l'élaboration de nouvelles lois relatives au secteur de la justice.
- ▶ Formé 100 policiers, 100 militaires et 150 journalistes aux droits de l'homme.
- ▶ Assumé un rôle directeur au sein de l'équipe de pays pour assurer l'intégration d'une approche fondée sur les droits de l'homme dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.
- ▶ Fourni une assistance technique, par l'intermédiaire d'un consultant spécialisé détaché auprès du ministère de l'Éducation, afin de faciliter l'élaboration de la méthodologie nécessaire pour établir un « état des lieux » concernant l'éducation en matière de droits de l'homme, conformément au plan d'action relatif à la première phase du Programme mondial pour l'éducation dans ce domaine.
- ▶ Commémoré le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme par un concours national de journalisme, la production d'une vidéo commémorative, une participation à quatre festivals de musique pour jeunes et à plusieurs séminaires internationaux consacrés aux droits de l'homme, la publication d'un ouvrage sur les droits de l'homme et l'administration de la justice, le parrainage d'un festival de cinéma sur les droits de l'homme et la traduction de la Déclaration universelle dans les 12 langues autochtones parlées en Équateur..

Résultats

- ▶ Ample participation au processus de l'examen périodique universel, tant au sein du Gouvernement que des milieux non gouvernementaux.

- ▶ Meilleure connaissance des obligations en matière de droits de l'homme au sein de l'armée et de la police, grâce aux activités de formation menées par le conseiller. Le nombre de plaintes relatives à des violations des droits fondamentaux devrait donc diminuer au cours du prochain exercice biennal.
- ▶ Les activités de sensibilisation, de formation et de conseil technique assurées par le spécialiste du HCDH ont amélioré la compréhension de l'approche fondée sur les droits de l'homme au sein de l'équipe de pays des Nations Unies et du Secrétariat national de la planification ; de ce fait, les deux entités se sont engagées à adopter cette approche dans tous les processus de planification pertinents.

Défis et enseignements

- ▶ Il est toujours très difficile d'assurer la participation effective des citoyens aux processus décisionnels portant sur des problèmes de droits de l'homme. La création de la Division de la transparence et du contrôle citoyen permettra, espère-t-on, de relever ce défi.

Nicaragua

Les problèmes pressants qui se posent au Nicaragua dans le domaine des droits de l'homme ont trait aux droits économiques et sociaux, en particulier pour la population autochtone et d'ascendance africaine vivant dans les régions autonomes de la côte atlantique ; citons également les discriminations persistantes dont les femmes sont victimes dans les sphères politique, sociale et économique, ainsi que l'impunité généralisée dont bénéficient les auteurs de violences sexistes. Déployé en novembre 2007, le conseiller s'est attaché à promouvoir le respect des normes relatives aux droits de l'homme, à favoriser le dialogue sur les droits de l'homme entre les acteurs de l'État et la société civile et à encourager les partenaires des Nations Unies à adopter une approche fondée sur les droits de l'homme.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Organisé plusieurs activités en collaboration avec des acteurs onusiens, internationaux et nationaux pour observer la semaine des droits de la femme (3-7 mars), notamment des expositions avec projection de vidéos, des pièces de théâtre, des conférences de presse et divers ateliers, dont un atelier destiné à encourager un ample dialogue entre le Gouvernement et la société civile.
- ▶ Organisé une série d'activités de recherche sur l'éducation aux droits de l'homme dans les universités, regroupées sous le titre « Les droits de l'homme au Nicaragua soixante ans après la Déclaration universelle : le point de vue des universités ».

- ▶ Animé dix ateliers et séminaires publics sur les droits de l'homme à l'intention d'éducateurs, notamment un forum sur la discrimination et les droits des peuples autochtones, organisé avec la Bluefields and Indian Caribbean University sur la côte caraïbe. En outre, 12 ateliers sur les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ont été assurés à l'intention d'organes gouvernementaux, de l'institution nationale des droits de l'homme, d'autres institutions publiques et de plusieurs organisations locales.
- ▶ Organisé, en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères et l'Association pour la prévention de la torture, et avec la participation d'un membre du Sous-Comité pour la prévention de la torture, un séminaire international sur la ratification et la mise en œuvre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture.
- ▶ Organisé, en collaboration avec le bureau national du Médiateur pour les droits de l'homme et le ministère des Affaires étrangères, une réunion régionale destinée à promouvoir l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et la ratification de son Protocole facultatif. Des délégués d'institutions nationales et d'ONG travaillant dans des pays d'Amérique centrale ont pu ainsi se faire part de leurs expériences respectives.
- ▶ Animé trois ateliers de formation interne sur les droits des migrants, les droits des peuples autochtones et les droits de l'enfant, à l'intention du personnel des Nations Unies.

Résultats

- ▶ À l'issue d'activités de promotion et de sensibilisation, le Gouvernement du Nicaragua a achevé la plupart des rapports en souffrance attendus par des organes de suivi des traités, ratifié le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture, ainsi que le Deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et officiellement annoncé son intention de ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées.
- ▶ À la suite du travail mené par le conseiller pour intégrer une approche fondée sur les droits dans l'action de l'équipe de pays des Nations Unies, les organismes onusiens ont renforcé la dimension des droits de l'homme dans leurs programmes. Par exemple, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) lancera un projet sur les conditions de vie dans les prisons en 2009 ; en outre, des travaux en rapport avec la Déclaration



Un enfant court le long d'une fresque qui dit « Éradiquer la faim et la pauvreté », lors d'une manifestation organisée à Managua pour célébrer la journée internationale des droits de l'homme (décembre)

des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones seront inclus dans le programme du PNUD pour la côte caraïbe.

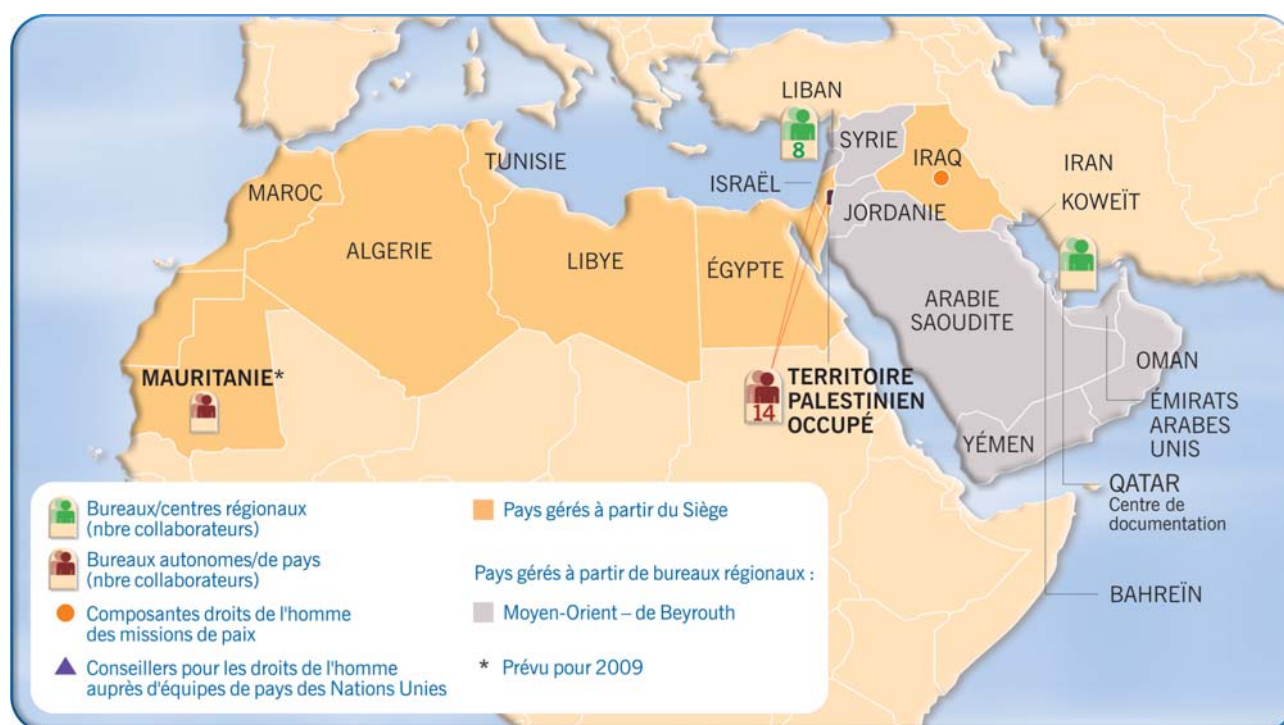
Défis et enseignements

- ▶ Le Nicaragua a soumis la plupart des rapports en souffrance attendus par des organes de suivi des traités et a commencé à recevoir les premières observations finales ; de ce fait, pour le HCDH, le prochain grand défi consistera à intégrer une approche fondée sur les droits de l'homme dans les politiques publiques et les plans de développement nationaux, de manière à garantir le respect des obligations vis-à-vis des organes de traités et la mise en œuvre systématique de leurs recommandations.

Surmonter les obstacles

Lors de la fête des droits de l'homme organisée dans la principale zone piétonne de Managua pour commémorer le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des milliers de gens ont reçu des informations sur les droits de l'homme et les programmes exécutés par le système des Nations Unies au Nicaragua. Pendant la fête, une jeune fille de seize ans, originaire des zones rurales de l'intérieur du pays, qui n'avait jamais été déclarée à l'état-civil et ne possédait aucun document d'identité, a été informée de son droit de détenir des papiers et de la possibilité d'accomplir les formalités nécessaires par le biais d'un projet promu par les Nations Unies. Elle s'est immédiatement inscrite au programme et a entrepris les démarches. Cet épisode montre combien il est important de promouvoir les droits de l'homme dans un pays comme le Nicaragua, où le manque d'accès à des informations sur les droits et les devoirs est souvent un obstacle à la réalisation des droits de l'homme.

Le HCDH sur le terrain : Moyen-Orient et Afrique du Nord



Type de présence	Localisation
Bureaux de pays	<ul style="list-style-type: none"> Territoire palestinien occupé Mauritanie*
Bureaux et centres régionaux	<ul style="list-style-type: none"> Middle East (Beirut, Lebanon) Centre de formation et de documentation sur les droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe (Qatar)
Composantes droits de l'homme des missions de paix des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> Iraq

* Prévu pour 2009

Les droits de l'homme sont mal protégés dans de nombreux pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Les conflits et l'instabilité politique ont eu de graves répercussions sur la situation des droits de l'homme et la situation humanitaire en Iraq, en Israël et dans le territoire palestinien occupé, ainsi qu'au Liban et au Yémen, où les tensions ont persisté et les affrontements se sont poursuivis pendant une partie de l'année. Les défaillances des institutions et, dans certains pays, l'absence d'État de droit, favorisent les atteintes aux droits civils et politiques, notamment sous forme de détentions arbitraires, de tortures, de restrictions à la liberté d'expression, d'association et de réunion, et à l'occasion, de mesures répressives à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme. Les réfugiés, les

enfants, les apatrides et les travailleurs migrants, en particulier les employés de maison, figurent parmi les groupes les plus exposés aux violations des droits fondamentaux ; dans le même temps, les femmes sont toujours en butte à la discrimination et à la violence.

En 2008, quelques améliorations ont été observées concernant la participation des femmes et des groupes minoritaires aux processus politiques, la délivrance de papiers aux apatrides et l'adoption de lois conformes aux normes internationales en matière de droits de l'homme. Un certain nombre de pays se sont soumis à l'examen périodique universel ; le succès de ce processus se mesurera à l'aune de leur détermination à intégrer les recommandations au cours des prochaines années.

Le HCDH dispose d'un bureau autonome dans le territoire palestinien occupé et d'un bureau régional pour le Moyen-Orient à Beyrouth. Le Haut-Commissariat a par ailleurs mené des négociations avec le Gouvernement mauritanien pour implanter un bureau de pays et avec le Gouvernement du Qatar pour créer un centre de documentation et de formation sur les droits de l'homme ; les deux structures devraient ouvrir leurs portes en 2009. Le HCDH prévoit également de se doter d'un bureau régional pour l'Afrique du Nord. Un groupe composé de neuf fonctionnaires internationaux et de

Le HCDH au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : exemples d'impact en 2008

Promotion de changements législatifs et politiques :

- ▶ En **Iraq**, à la suite des conseils prodigués par le HCDH, une loi portant création d'une institution nationale des droits de l'homme, qui sera dénommée Haute Commission des droits de l'homme en Iraq, a été promulguée.
- ▶ Au **Liban**, sept des dix recommandations du HCDH ont été prises en compte dans la version définitive du contrat de travail unifié adopté par le Comité directeur pour les employées de maison migrantes.

Appui à l'éducation et à la formation dans le domaine des droits de l'homme :

- ▶ Dans le **territoire palestinien occupé**, le HCDH s'est attaché, en étroite collaboration avec le ministère de l'Éducation et l'Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNWRA), à organiser des formations pour des enseignants et des chefs d'établissements de toute la Cisjordanie et à faciliter la création d'un Comité pour l'éducation aux droits de l'homme. Le personnel de la Commission indépendante des droits de l'homme a également bénéficié d'une formation et est aujourd'hui mieux en mesure de concevoir et d'assurer des programmes d'éducation aux droits de l'homme.

Promotion de la ratification des traités et de l'établissement de rapports :

- ▶ L'**Iraq** a ratifié la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.
- ▶ L'**Algérie** a lancé le processus de ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, ainsi que de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, et levé sa réserve à l'article 9.2 de la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Intégration des droits de l'homme dans les politiques et les programmes du système des Nations Unies :

- ▶ Au **Liban**, le HCDH a travaillé avec ses partenaires onusiens pour élaborer des indicateurs de résultats relatifs aux droits de l'homme dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement du Liban 2009-2014.
- ▶ Les coordonnateurs résidents en poste à **Bahreïn** et au **Yémen** ont répondu favorablement aux propositions du HCDH concernant la prise en compte systématique des droits de l'homme.
- ▶ Au **Nord-Liban**, le HCDH a assuré la direction du Groupe de travail sur la protection, ce qui a soutenu les efforts d'intégration des droits de l'homme. Les interventions du Groupe dans un certain nombre d'affaires de violations des droits ont aidé à clarifier la situation de détenus et contribué à apaiser les tensions aux postes de contrôle.

trois collaborateurs administratifs s'occupe de la région depuis le siège, surveillant les situations préoccupantes, établissant des notes de synthèse et dispensant un appui administratif et fonctionnel aux présences sur le terrain.

Bureau autonome

Territoire palestinien occupé

Date d'ouverture	Gaza : 1996 ; Ramallah : 2000
Effectif au 31 décembre 2008	14 pers.
Dépenses en 2008	1 832 164 dollars E.-U.

En 2008, la crise des droits de l'homme s'est aggravée dans le territoire palestinien occupé : l'année a été marquée par une vague d'arrestations arbitraires, de détentions et d'exécutions extrajudiciaires suscitées par des désaccords entre les deux factions palestiniennes qui dominent la vie politique, le Hamas et le Fatah. Les

Forces de défense israéliennes ont lancé deux grandes opérations militaires à Gaza, l'opération « Hiver chaud » en février et l'opération « Plomb durci » en décembre, lesquelles ont fait des centaines de victimes civiles. Le 15 juin 2008, un accord de cessez-le-feu a été déclaré entre le Hamas et d'autres organisations palestiniennes extrémistes d'une part, le Gouvernement israélien d'autre part. Si le cessez-le-feu a dans l'ensemble tenu au cours des quatre premiers mois, il a semblé vaciller en novembre et en décembre, deux mois marqués par la reprise des opérations militaires d'Israël à Gaza et les tirs de roquette des activistes palestiniens contre des villes israéliennes. La tension a atteint son paroxysme lors de l'opération « Plomb durci » : le 27 décembre 2008, Israël a déclenché des bombardements aériens intensifs sur la bande de Gaza, qui se sont transformés en une guerre totale, menée au sol et dans les airs ; cette guerre a fait des centaines de morts et des milliers de blessés, principalement dans le camp palestinien mais également du côté israélien, la majorité des victimes étant des civils.

Du fait des conditions de grande instabilité, en particulier dans la bande de Gaza, le HCDH a dû faire preuve d'une grande souplesse dans l'exécution de son plan de travail,

réorientant sa stratégie pour répondre aux besoins et aux priorités qui se faisaient jour et procédant aux ajustements nécessaires pour garantir la sécurité de son personnel. L'interaction avec les autorités du Hamas à Gaza étant limitée, le Haut-Commissariat s'est principalement consacré à des projets de renforcement des capacités, mis en œuvre avec des ONG et des partenaires des Nations Unies. En Cisjordanie, le HCDH s'est avant tout attaché à renforcer la capacité de protection des droits de l'homme des institutions palestiniennes et de la société civile, à coordonner les activités du module interorganisations de protection et à garantir, par le biais d'une coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies, la prise en compte de la dimension des droits de l'homme dans le travail de ses partenaires onusiens. Le HCDH préside maintenant le module de protection à la fois dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

Activités

Le bureau a :

- ▶ Organisé sept ateliers d'une journée sur l'examen périodique universel, à l'intention de l'institution nationale des droits de l'homme, d'organisations de la société civile et de l'équipe de pays des Nations Unies.
 - ▶ Mené un certain nombre d'activités conjointes avec la Commission indépendante des droits de l'homme, seule institution nationale de défense des droits dans le territoire palestinien occupé, dispensant notamment à 144 élèves de l'École palestinienne des sciences de la sécurité et à 62 élèves de l'École de police une formation sur la justice des mineurs et les droits des prisonniers ; le bureau a également participé à 38 stages et ateliers de formation sur
- diverses questions en rapport avec les droits de l'homme, organisés par la Commission et des ONG palestiniennes.
 - ▶ Entrepris des activités destinées à améliorer la connaissance et la compréhension des droits des femmes, formant 35 femmes issues d'organisations locales, organisant une journée d'information pour 30 défenseurs des droits fondamentaux à l'occasion de la Journée internationale de la femme, animant un stage de formation des formateurs auprès de 24 défenseurs palestiniens des droits des femmes, et créant un DVD éducatif intitulé « Des femmes qui peuvent changer les choses » pour montrer la situation des femmes à Gaza, par rapport aux droits consacrés par la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW).
 - ▶ Cœuvré à l'amélioration de l'administration de la justice en dispensant à 15 procureurs palestiniens une formation sur la prévention du crime et la justice pénale en relation avec les mineurs et les femmes ; en organisant des séances d'information sur les droits des détenus ; en assurant une formation sur les mécanismes onusiens de prévention de la torture auprès de 16 défenseurs des droits de l'homme membres de la coalition « United against Torture », basée à Ramallah ; en présentant un article lors de la première Conférence palestinienne contre la peine de mort ; en dispensant à 22 avocates et procureures une formation sur le droit international des droits de l'homme, les droits des détenus, l'égalité entre les sexes et la CEDAW, en partenariat avec le Centre de conseil et de recherche juridique pour les femmes.

Jeux d'enfants après un bombardement aérien, au nord de la bande de Gaza.





Dégâts provoqués par des tirs de roquette dans la ville israélienne de Sderot.

- ▶ Mené des activités de sensibilisation aux droits des personnes handicapées ; le bureau a notamment formé 35 représentants d'organisations intervenant auprès des handicapés et des femmes, en partenariat avec la Société palestinienne de secours médical, organisé des événements pour sensibiliser l'opinion publique et assuré, en partenariat avec le Centre palestinien des droits de l'homme et le Réseau palestinien d'ONG, une conférence d'une journée qui a attiré des représentants d'organisations menant une action auprès des handicapés, des membres d'organisations de défense des droits de l'homme et des personnels du secteur public.
- ▶ Commémoré le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme en produisant un certain nombre de publications et en organisant, en Cisjordanie et à Gaza, des séminaires qui ont donné au HCDH, aux universités palestiniennes et aux ONG nationales et internationales l'occasion de se faire part de leurs expériences et d'échanger des informations.
- ▶ Présidé le groupe de travail du module interorganisations de protection, qui réunit des organismes onusiens spécialistes de l'aide humanitaire, des droits de l'homme et du développement, des ONG et d'autres organisations internationales ; le groupe de travail a débattu de la coordination des interventions de protection dans le cadre de l'Appel global pour le territoire palestinien occupé et de l'Appel éclair pour la situation d'urgence à Gaza.
- ▶ Facilité les visites de détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales et de la mission d'enquête de haut niveau à Beit Hanoun, dépêchée par le Conseil des droits de l'homme, et assuré des formations sur l'utilisation des procédures spéciales et le dépôt de plaintes relatives aux droits de l'homme.
- ▶ Formé 66 enseignants et chefs d'établissement cisjordanien en collaboration avec le ministère de l'Éducation et aidé l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNWRA) à mettre sur pied un Comité local d'éducation aux droits de l'homme.
- ▶ Établi, à l'intention du Conseil des droits de l'homme et de l'Assemblée générale, une série de rapports sur la situation générale des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé et sur des questions thématiques telles que les droits religieux et culturels et les colonies.

Résultats

- ▶ Les efforts particuliers déployés pour former un groupe de base, composé de défenseurs des droits de l'homme qualifiés, ainsi que des instructeurs professionnels, ont donné aux acteurs de la société civile les moyens de coopérer avec le système des Nations Unies pour les droits de l'homme et de continuer à renforcer les capacités des associations locales de défense des droits. Le grand nombre de rapports soumis au Conseil des droits de l'homme lors de l'examen périodique universel d'Israël en 2008 en témoigne.
- ▶ La population a une meilleure connaissance des droits fondamentaux en général et des droits des femmes et des personnes handicapées en particulier, en raison des nombreuses activités de formation et de sensibilisation entreprises.
- ▶ Le bureau a veillé à ce que les institutions onusiennes et les ONG concernées apportent une réponse coordonnée aux problèmes de droits de l'homme qui se posaient dans le territoire palestinien occupé.
- ▶ L'équipe de pays des Nations Unies a davantage eu recours à l'approche fondée sur les droits de l'homme.
- ▶ Le ministère de l'Éducation est mieux à même d'assurer une éducation aux droits de l'homme dans les cycles primaire et secondaire.
- ▶ Des documents rendant fidèlement compte de la situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé ont été publiés.

Défis et enseignements

- ▶ L'absence d'autorité reconnue par la communauté internationale à Gaza a posé un grave problème, le HCDH étant privé d'un partenaire essentiel avec lequel mener des activités d'assistance technique. Les restrictions limitant les mouvements du personnel national ont également entravé l'action du Haut-Commissariat.
- ▶ L'un des enseignements de l'année 2008 est qu'il est nécessaire de planifier le travail avec une certaine flexibilité, en raison de l'instabilité ambiante. Du fait de la multiplicité des obstacles politiques et des problèmes de sécurité, l'action du HCDH dans le territoire palestinien occupé a été davantage orientée sur la société civile que sur les institutions gouvernementales.

Territoire palestinien occupé : Dépenses en 2008		
	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	1 183 868
Consultants	-	79 975
Voyages officiels	-	18 111
Services contractuels	-	29 616
Dépenses générales de fonctionnement	-	91 050
Fournitures et achats	-	184 423
Séminaires, subventions et contributions	-	34 340
Sous-total	-	1 621 384
Coûts d'appui au programme	-	210 780
TOTAL	-	1 832 164

Bureau régional

Bureau régional pour le Moyen-Orient (Beyrouth)

Date d'ouverture	2002
Effectif au 31 décembre 2008	8 pers.
Dépenses en 2008	1 378 297 dollars E.-U.

En 2008, la dynamique politique à l'œuvre dans la région a engendré de multiples défis. La crise politique qui sévit au Liban depuis longtemps et les violents conflits qui troublent l'Iraq, Israël, le territoire palestinien occupé et le Yémen ont eu des répercussions dans toute la région et compliqué les efforts de protection et de promotion des droits de l'homme. Bien que des élections aient eu lieu dans certains pays, le manque de représentativité des institutions politiques et publiques affaiblit toujours la démocratie. La question de l'égalité hommes-femmes continue d'inspirer de vives inquiétudes, tout comme la situation des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme, des réfugiés, des apatrides et des travailleurs migrants.

Le bureau régional du HCDH, implanté à Beyrouth, s'occupe de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Émirats arabes unis, de la Jordanie, du Koweït, du Liban, d'Oman, du Qatar, de la République arabe syrienne et du Yémen. En 2008, le bureau a mené l'essentiel de ses activités au Liban afin de parer aux événements survenus dans ce pays.



Enfants au Liban.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Coopéré avec le Gouvernement libanais et le Programme des Nations Unies pour le développement afin de préparer un plan national d'action pour les droits de l'homme au Liban.
- ▶ Œuvré avec des organismes des Nations Unies à l'intégration des droits de l'homme dans leur travail de programmation et de développement.
- ▶ Dirigé le Groupe de travail sur les droits de l'homme en collaboration avec le bureau du coordonnateur résident, afin de définir le résultat à atteindre en matière de droits de l'homme dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement du Liban (PNUAD) relatif à la période 2009-2014.
- ▶ Conseillé le Bureau du Coordonnateur spécial pour le Liban afin de garantir l'intégration des droits de l'homme dans les travaux du Bureau.
- ▶ Continué à présider le Groupe de travail sur la protection au Nord-Liban, mis en place pour traiter les problèmes de droits de l'homme suscités par le conflit armé qui a éclaté dans le camp de réfugiés de Nahr el-Bared en 2007.
- ▶ Dispensé au Gouvernement, en coordination avec l'Organisation internationale du travail et la société civile, des conseils sur des textes de loi visant à réglementer le statut des employés de maison migrants et à protéger leurs droits.
- ▶ Entamé des discussions avec le Département des droits de l'homme du Bureau des Forces de sécurité intérieure du Liban, nouvellement créé, afin de lui prêter son concours.
- ▶ Organisé, en collaboration avec l'Organisation internationale du travail, un séminaire sur la liberté d'expression, d'association et de réunion au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, à l'intention de 30 experts représentant les défenseurs des droits de l'homme, les milieux syndicaux et les professionnels des médias algériens, bahreïnien, égyptien, irakien, jordanien, libanais, marocain, omanais, qatarien, tunisien et yéménite.
- ▶ Assuré, en coopération avec l'Association du barreau de Beyrouth, un programme de formation centré sur les obligations du Liban en matière d'établissement de rapports, à l'intention de 50 avocats libanais.
- ▶ Dispensé, en collaboration avec le Rapporteur spécial sur la torture, une formation sur le système

Formation judiciaire

Un groupe de diplômés de la faculté de droit d'Abou Dhabi a pris part à un stage intensif sur les normes et les mécanismes de protection des droits de l'homme au siège du HCDH à Genève avant d'intégrer le système judiciaire de son pays. Le personnel du Haut-Commissariat a communiqué aux participants des informations sur un vaste éventail de sujets, tels que les traités internationaux en matière de droits de l'homme, les travaux du Conseil des droits de l'homme et les moyens de garantir le respect des droits de l'homme dans le cadre de la lutte antiterroriste. Ce cours était destiné à renforcer les capacités du système judiciaire des Émirats arabes unis. Le HCDH a offert d'aider les Émirats à intégrer les droits de l'homme dans le programme de l'Institut judiciaire et d'assurer des formations permanentes auprès des magistrats en exercice.

onusien de défense des droits de l'homme, dans le cadre d'un programme régional de formation organisé par l'Institut Raoul Wallenberg et l'organisation jordanienne Adalah à Amman.

- ▶ En coopération avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), dirigé deux sessions de formation pour les ONG et des associations politiques à Bahreïn, sur l'approche fondée sur les droits de l'homme et les mécanismes de protection des droits de l'homme.

Résultats

- ▶ Les coordonnateurs résidents en poste au Yémen et à Bahreïn ont répondu favorablement à la proposition du HCDH, concernant l'intégration des droits de l'homme dans leur travail de programmation et de développement.
- ▶ Les efforts déployés par le HCDH pour faire face à la crise de Nahr El-Bared, notamment en dirigeant le Groupe de travail sur la protection, ont abouti à des interventions dans un certain nombre d'affaires de violations des droits de l'homme ; ces interventions ont contribué à apaiser les tensions aux postes de contrôle et clarifié la situation des personnes détenues.
- ▶ Sept des neuf suggestions émises par le Haut-Commissariat ont été prises en compte dans la version finale du contrat unifié adopté par le Comité directeur pour les employées de maison migrantes et des discussions sur la rédaction d'une nouvelle loi ont été entamées.
- ▶ Une série de recommandations et un programme de mise en œuvre ont été adoptés lors du séminaire sur la liberté d'expression, d'association et de réunion conjointement organisé par le HCDH et l'Organisation internationale du travail.
- ▶ Deux des cinq indicateurs de résultat approuvés dans le Plan-cadre des Nations Unies pour le développement du Liban (PNUAD) portent sur les droits, des indicateurs de résultats spécifiques étant prévus pour les droits de l'homme et l'égalité entre les sexes.

Défis et enseignements

- ▶ Au premier semestre 2008, l'exécution des activités planifiées a été retardée par la grande instabilité politique. En particulier, le conflit qui a opposé des groupes politiques rivaux et les violences qui ont éclaté au Liban en mai 2008 ont nui au travail du bureau, car le personnel n'était pas en mesure de se déplacer librement dans le pays.

Bureau régional pour le Moyen-Orient : Dépenses en 2008

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	813 615
Consultants	-	795
Voyages officiels	-	126 300
Services contractuels	-	2 400
Dépenses générales de fonctionnement	-	121 215
Fournitures et achats	-	23 861
Séminaires, subventions et contributions	-	131 545
Sous-total	-	1 219 731
Coûts d'appui au programme	-	158 565
TOTAL	-	1 378 297

Appui aux missions de paix des Nations Unies

Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq

Le HCDH appuie l'action de la composante droits de l'homme de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) en aidant à l'exécution des activités et en offrant des orientations, ainsi que des conseils d'expert, sur des questions précises. Les spécialistes des droits de l'homme de la MANUI, en poste à Bagdad, Erbil (Iraq) et Amman (Jordanie), observent la situation des droits de l'homme, enquêtent sur les violations commises par toutes les parties au conflit et mènent des activités de renforcement des capacités auprès des institutions et de la société civile irakiennes. Si la violence générale a sensiblement diminué par rapport aux deux années précédentes, en 2008, les attentats de grande ampleur, frappant sans distinction civils et forces gouvernementales, se sont poursuivis au nord-ouest et dans le centre du pays. Si quelques réfugiés ont regagné leur foyer en Iraq, environ 4,7 millions de leurs compatriotes sont toujours déplacés. Dans la région du Kurdistan et dans le sud, la protection des femmes continue d'inspirer la plus vive inquiétude, des meurtres étant commis et des actes d'auto-immolation signalés.

Activités

- ▶ En collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, le bureau des droits de l'homme a organisé un séminaire à l'intention du Gouvernement régional du Kurdistan, de magistrats et de procureurs pour

traiter de la protection des droits de l'homme dans la justice pénale, en particulier dans le cadre de la lutte antiterroriste, et du rôle assumé par les magistrats à cet égard. Un séminaire sur les droits de l'homme et la lutte antiterroriste a été organisé à Bagdad, en présence de 80 hauts fonctionnaires et fonctionnaires de rang intermédiaire du Cabinet du Premier ministre et des ministères de l'Intérieur, de la Justice et de la Défense, ainsi que de membres de la Force multinationale en Iraq.

- ▶ Le bureau a mené un certain nombre d'activités de renforcement des capacités dans le domaine de la justice transitionnelle en partenariat avec le Centre international pour la justice transitionnelle, basé à New York, et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets ; citons notamment deux formations sur les réparations, à l'intention d'ONG, de journalistes, de fonctionnaires et d'autres acteurs, ainsi qu'une formation sur la problématique de la justice transitionnelle destinée à des journalistes et des ONG nationales.
- ▶ Le personnel des services chargés des droits de l'homme au sein des ministères de l'Intérieur et de la Défense a bénéficié d'une formation sur le droit international des droits de l'homme et sur le droit international humanitaire.
- ▶ Le bureau a facilité la participation de 22 militants issus d'ONG défendant les droits des femmes, de journalistes et de fonctionnaires de l'Administration travaillant à la protection et à la promotion des droits des femmes à une conférence sur la protection des femmes contre les crimes d'honneur.
- ▶ Une série d'activités ont été organisées pour commémorer le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; différents supports, tels que des affiches en arabe et en kurde

et un calendrier présentant les articles de la Déclaration, ont notamment été réalisés.

Résultats

- ▶ Les deux rapports publics présentés par la MANUI en 2008 ont fourni les seules évaluations complètes de la situation des droits de l'homme en Iraq.
- ▶ Grâce à l'action de sensibilisation et au concours de la MANUI et du HCDH, l'Iraq a ratifié la Convention contre la torture en août 2008.
- ▶ À l'issue de longues années d'engagement de la MANUI et du HCDH, la loi portant création d'une institution nationale des droits de l'homme, dénommée Haute Commission des droits de l'homme en Iraq, a été promulguée à la fin de l'année 2008. Le bureau attachera une attention particulière à la mise en place de la Commission en 2009.

Défis et enseignements

- ▶ En dépit des améliorations récemment observées, les problèmes de sécurité ont continué à entraver le travail des spécialistes des droits de l'homme de la MANUI, limitant leurs mouvements, leur accès à l'information et leur capacité à entreprendre des activités de sensibilisation et de promotion effective des droits de l'homme à travers le pays. Le bureau des droits de l'homme de la mission a continué à mener ses activités à partir de deux villes irakiennes, Bagdad et Erbil, les occasions de se rendre sans danger dans d'autres régions du pays étant rares et les possibilités de faire venir les spécialistes nécessaires, de se concerter plus régulièrement avec les homologues et d'assurer des formations à l'intérieur du pays, étant très restreintes.



Enfants jouant à Bagdad.

Intervention rapide et appui aux missions de paix

Opérant dans un environnement instable, le HCDH doit être en mesure de réagir avec rapidité et efficacité à d'éventuelles dégradations de la situation des droits de l'homme et à d'autres besoins imprévus en assurant une planification en temps utile, en mettant en place des procédures harmonisées et en se dotant de ressources humaines et matérielles adéquates, susceptibles d'être déployées dans les plus brefs délais. À cet effet, le Haut-Commissariat gère une équipe de réserve, composée de spécialistes expérimentés des droits de l'homme, qui peuvent être déployés rapidement pour mener des missions d'établissement des faits ou d'enquête, et veille à ce que l'appui logistique et les équipements adéquats soient en place pour soutenir ces missions. Les missions d'intervention rapide sont, selon les cas, lancées directement par le Haut-Commissaire, créées au titre d'un mandat confié au HCDH par le Conseil des droits de l'homme ou ses procédures spéciales, ou organisées suite à des requêtes des équipes de pays ou des missions de paix des Nations Unies.

Au sein du Haut-Commissariat, les activités en rapport avec les interventions rapides sont coordonnées par le Groupe d'intervention rapide et d'appui aux missions de paix, qui prête également son concours aux composantes droits de l'homme des missions de paix, en contribuant à l'évaluation et à la planification des missions, au recrutement et à la formation des personnels, ainsi qu'à l'élaboration des politiques destinées à faciliter l'intégration des droits de l'homme dans le travail des missions. Le groupe coordonne en outre l'engagement du HCDH dans les crises humanitaires, fournissant un appui opérationnel et technique aux activités d'intervention humanitaire. Enfin, il entretient des relations avec l'ensemble de la communauté humanitaire au sein du Comité permanent interorganisations (CPI) et d'autres forums afin de contribuer aux discussions interinstitutionnelles sur les interventions d'urgence.

Activités

Le groupe a :

- ▶ Dépêché 16 missions d'intervention rapide – huit en Afrique, trois dans le Caucase, deux en Asie, une au Moyen-Orient et une en Amérique latine – (voir

encadré au verso) et organisé plusieurs bilans post-missions, afin d'en dégager les enseignements.

- ▶ Conseillé les responsables des composantes droits de l'homme des missions de paix sur différentes questions et participé à la planification et à la conception des missions pour veiller à ce que les droits de l'homme soient dûment intégrés dans les objectifs et les structures des missions.
- ▶ Apporté aux composantes droits de l'homme des missions de paix une aide en matière de recrutement, d'initiation et de formation, notamment en choisissant 11 responsables de composantes, en sélectionnant des candidats pour 70 postes de spécialistes des droits de l'homme à pourvoir dans des opérations de paix, en examinant les candidatures de 130 personnes souhaitant s'engager comme volontaires pour les droits de l'homme dans des opérations de paix et en mettant en place de nouveaux mécanismes de présélection afin d'améliorer la qualité des candidats aux postes de spécialistes des droits de l'homme dans les missions de paix avant de les intégrer au fichier.
- ▶ Coopéré avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques afin d'élaborer des politiques, de préparer des missions d'évaluation conjointes et de mettre au point des approches coordonnées pour l'action en faveur des droits de l'homme.
- ▶ Mené à bien la phase d'essai de la base de données expérimentale sur les affaires relatives aux droits de l'homme, indispensable pour recenser de manière systématique et harmonisée les violations des droits de l'homme et pour produire des statistiques et des rapports analytiques.
- ▶ Dispensé aux présences sur le terrain des conseils techniques relatifs à l'intégration des droits de l'homme dans les processus humanitaires, car le HCDH était appelé à assurer la direction des modules de protection sur le terrain en Afghanistan, au Tchad, en Iraq, dans le territoire palestinien occupé, en Géorgie, en Indonésie, au Népal, au Nord-Liban et au Timor-Leste.
- ▶ Géré le Fonds de réserve du HCDH, un fonds fiduciaire spécialement destiné aux activités d'intervention rapide, qui a permis de fournir un appui financier adéquat aux déploiements organisés au Kenya, à Bangkok (pour la crise au Myanmar),



Une femme et un enfant reçoivent des rations de secours après le passage d'un ouragan en Haïti.

en Somalie et en Bolivie. Le fonds a également servi à moderniser un stock d'équipements réservés aux missions d'intervention rapide, finançant notamment l'achat de deux véhicules de réserve.

Résultats

- ▶ À l'issue des recommandations formulées par la mission d'établissement des faits dépêchée au Kenya, une Commission nationale d'enquête sur les violences post-électorales a été constituée et a publié un rapport le 16 octobre 2008. Par la suite, le Gouvernement a accepté de créer un tribunal spécial doté d'une composante internationale afin d'engager des poursuites contre les auteurs de crimes commis pendant la crise.
- ▶ Le rapport de la Mission de haut niveau chargée d'établir les faits survenus à Beit Hanoun a servi de point de départ à la résolution S-3/1 du Conseil des droits de l'homme, qui recommandait aux membres de la mission de s'exprimer sur les conclusions du rapport devant l'Assemblée générale et priait le Secrétaire général de rendre compte au Conseil de la mise en œuvre des recommandations formulées dans le rapport.
- ▶ Les recommandations adressées à l'issue de la mission en Bolivie, concernant le renforcement du système national de protection des droits de l'homme, ont été reprises par le bureau de pays du HCDH, qui veille à leur mise en œuvre avec les autorités nationales.
- ▶ Plusieurs recommandations émises par la mission en Somalie ont été intégrées au plan de travail du

Missions d'intervention rapide en 2008

- Bangkok, 1er janvier-25 mars 2008, pour seconder le Rapporteur spécial sur le Myanmar.
- Tchad, 7-10 janvier, pour aider la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT) à rédiger son cadre de budgétisation axé sur les résultats.
- Géorgie, 8-16 janvier 2008, pour prêter main-forte à l'équipe de pays des Nations Unies pendant les élections nationales.
- Kenya, 6-27 février 2008, pour enquêter sur les violences post-électorales.
- Arménie, 14-19 mars 2008, pour appuyer l'équipe de pays des Nations Unies dans un contexte de violences post-électorales.
- Tchad, 15-23 avril, dans le cadre d'une mission technique interorganisations organisée pour fournir des conseils opérationnels à la MINURCAT.
- Mission d'établissement des faits de haut niveau à Beit-Hanoun, bande de Gaza, 26-30 mai 2008, conformément à la résolution S-3/1 adoptée par le Conseil des droits de l'homme en 2006.
- Bolivie, 26 mai-30 juin 2008, pour appuyer le bureau du HCDH dans le pays lors des élections et des référendums organisés à l'échelon local.
- Somalie, 19 juillet-2 août 2008, pour réaliser une évaluation préliminaire de la situation des droits de l'homme.
- Géorgie, 18 août-2 septembre 2008, pour soutenir le conseiller hors classe pour les droits de l'homme à la suite de la crise dans la région.
- Fédération de Russie et Géorgie (Ossétie du Sud), 17-20 septembre 2008, dans le cadre d'une mission d'évaluation interorganisations entreprise en Ossétie du Sud à la suite du conflit.
- Guinée-Bissau, 14-23 octobre, au sein d'une mission d'évaluation interorganisations sur la réforme du secteur de la sécurité.
- République centrafricaine, 25-31 octobre, dans le cadre d'une mission interorganisations de consolidation de la paix, afin de définir une approche onusienne intégrée pour la consolidation de la paix en République centrafricaine.
- Afrique du Sud, 19-31 octobre 2008, lors d'une mission d'inspection dirigée par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme.
- Népal, 1er-16 décembre, pour aider le bureau du HCDH dans le pays à mener une restructuration interne.
- Afrique du Sud, 18 décembre-20 mars 2008, pour aider le Bureau régional, implanté en Afrique du Sud, à traiter des problèmes de droits de l'homme au Zimbabwe.

groupe chargé des droits de l'homme au sein du Bureau des services d'appui aux projets en Somalie.

- Le rapport de la mission interorganisations d'évaluation de la situation humanitaire en Ossétie du Sud a contribué à la révision de l'Appel éclair, qui comprend à présent un projet spécifique de protection des droits de l'homme.
- Le cadre de budgétisation axée sur les résultats élaboré à l'intention de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT) a permis de déployer des spécialistes des droits de l'homme dans tous les bureaux extérieurs de la MINURCAT en leur assurant un appui logistique adéquat et de garantir le respect des droits des personnes arrêtées ou détenues par la police tchadienne formée par les Nations Unies.
- Les droits de l'homme ont été intégrés aux activités du système judiciaire et du système pénitentiaire, ainsi que dans celles des unités de police de la MINURCAT après que le HCDH ait coopéré à la planification des missions avec le Département des opérations de maintien de la paix.
- Le HCDH a été en mesure de contribuer plus efficacement aux travaux du Comité permanent interorganisations et à d'autres processus visant à réformer l'action humanitaire de l'ONU, veillant ainsi à ce que les praticiens saisissent mieux l'importance des principes relatifs aux droits de l'homme pour les opérations humanitaires.
- Le taux de vacance des postes s'est réduit dans certaines missions de paix, grâce à l'appui offert pour le recrutement et la formation. Ainsi, en 2008, il n'y a eu aucune vacance de poste au sein de la composante droits de l'homme de la mission de paix en Afghanistan.

Défis et enseignements

- Compte tenu du nombre d'informations utiles obtenues lors des réunions destinées à faire le bilan des interventions rapides menées en 2008, le HCDH entend organiser à l'avenir des réunions analogues après chaque déploiement rapide. En 2009, l'une des difficultés consistera à veiller à ce que les principaux enseignements tirés des nouvelles opérations soient systématiquement pris en compte.
- L'intégration des droits de l'homme dans les opérations de maintien de la paix peut servir, de manière tout à fait essentielle, de point de départ à l'action du HCDH dans les situations de conflit et de

sortie de conflit. Comme la plupart des spécialistes des droits de l'homme déployés sur le terrain travaillent au sein de missions de maintien de la paix, le Haut-Commissariat doit fixer des priorités, en tenant compte de ses ressources limitées, pour assurer un système adéquat de soutien aux composantes des droits de l'homme. Par ailleurs, le HCDH est géographiquement éloigné de ses deux principaux partenaires, à savoir le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques ; un engagement stratégique sera donc indispensable pour préserver une approche fondée sur les droits de l'homme dans les opérations de maintien de la paix.

- Si l'on veut que le HCDH joue le rôle qui lui incombe dans les activités de préparation et de réponse aux crises humanitaires, y compris en dirigeant les modules de protection sur le terrain, il est indispensable de renforcer, en interne, les compétences et les connaissances dans ce domaine.

Financement des activités d'intervention rapide

Souhaitant disposer d'une source de financement immédiat pour ses activités d'intervention rapide, le HCDH a créé un Fonds de réserve en 2006. Il s'agit d'un fonds « à roulement permanent », qui peut être utilisé dans les plus brefs délais pour financer le déploiement de personnels et régler d'autres frais associés aux activités d'intervention rapide, et reconstitué dès que des donateurs désireux de financer ces dépenses ont été identifiés. En 2008, l'Arabie saoudite, la Fondation MacArthur, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède ont offert des contributions au Fonds, qui s'élève à présent à 1,1 million de dollars E.-U.

En 2008, le Fonds a été utilisé pour financer les activités d'intervention rapide suivantes :

- mission d'appui en situation de crise du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, octobre 2007-mars 2008 ;
- mission d'établissement des faits au Kenya, février 2008 ;
- mission d'observation des élections et des référendums en Bolivie, mai-juillet 2008 ;
- mission d'évaluation de la situation des droits de l'homme en Somalie, juillet-août 2008.
- The human rights assessment mission to Somalia, July to August 2008.

Appui aux institutions nationales des droits de l'homme

La mise en place d'institutions nationales des droits de l'homme conformes aux Principes concernant le statut des institutions nationales (Principes de Paris), ou leur renforcement, est l'un des objectifs prioritaires du HCDH. Les institutions nationales qui satisfont aux Principes de Paris sont considérées par beaucoup comme des éléments fondamentaux des systèmes nationaux de protection des droits de l'homme et sont des partenaires essentiels, en raison du rôle qu'elles jouent dans la mise en œuvre des normes internationales relatives aux droits de l'homme. Les initiatives dans ce domaine sont menées par le Groupe des institutions nationales, qui dépend de la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique.

Activités

Le groupe a :

- ▶ Prodigué des conseils sur des projets de loi ou des lois concernant des institutions nationales des droits de l'homme au Libéria, au Lesotho, au Cambodge, au Bangladesh, au Pakistan, à Palau, au Tadjikistan, en Lituanie, à Bahreïn et en Iraq.
- ▶ Offert une assistance technique pour renforcer les institutions nationales des droits de l'homme en Ouganda, à Maurice, en Éthiopie, au Népal, à Sri Lanka, en Malaisie, au Timor-Leste, au Kirghizistan et en Mauritanie. Dans la plupart des cas, cette assistance a été dispensée en étroite coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement et des réseaux régionaux d'institutions nationales tels que le Forum Asie-Pacifique.
- ▶ Servi de secrétariat au Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, organisant des sessions en avril à Genève et à Nairobi en novembre.
- ▶ Appuyé les travaux du sous-comité d'accréditation du Comité international de coordination, lequel a examiné 30 demandes émanant d'institutions nationales des droits de l'homme. Le sous-comité a formulé des recommandations, avertissant notamment cinq institutions que leur statut risquait d'être revu à la baisse si elles n'appliquaient pas les recommandations dans un certain délai.

- ▶ Coorganisé la neuvième conférence internationale sur les institutions nationales des droits de l'homme à Nairobi en octobre 2008, sur le thème « les institutions nationales des droits de l'homme et l'administration de la justice ».
- ▶ Appuyé un rôle accru des institutions nationales lors des sessions du Conseil des droits de l'homme, ainsi que dans les travaux des organes de suivi des traités et des procédures spéciales du Conseil, en diffusant des informations, en facilitant leur participation à ces réunions, en traitant les documents soumis pour distribution pendant les sessions, et en prêtant son concours au représentant du Comité international de coordination à Genève, qui peut prendre la parole au nom des institutions accréditées avec le statut A.
- ▶ Élaboré, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement et les institutions nationales de l'Afrique du Sud, du Danemark et de l'Ouganda, un guide pratique sur les institutions nationales des droits de l'homme destiné aux équipes de pays des Nations Unies, qui doit être lancé d'ici juin 2009.
- ▶ Élaboré, de concert avec l'Association pour la prévention de la torture et le Forum Asie-Pacifique, un guide opérationnel sur la prévention de la torture pour les institutions nationales des droits de l'homme.
- ▶ Organisé, en coopération avec l'ONG Droits et Démocratie, l'Organisation internationale de la Francophonie et le Secrétariat du Commonwealth, des ateliers sur l'examen périodique universel à l'intention d'institutions nationales des droits de l'homme à Genève, Kuala Lumpur et Nairobi.

Résultats

- ▶ Au Libéria, au Lesotho, au Cambodge, au Bangladesh, au Pakistan, à Palau, au Tadjikistan, en Lituanie, à Bahreïn et en Iraq, l'assistance technique apportée par le Haut-Commissariat a contribué à la rédaction de lois ou de propositions législatives relatives aux institutions nationales des droits de l'homme qui amélioreraient le respect des Principes de Paris.
- ▶ En Ouganda, à Maurice, en Éthiopie, au Népal, à Sri Lanka, en Malaisie, au Timor-Leste, au Kirghizistan et en Mauritanie, le HCDH a renforcé les capacités des institutions nationales des droits de l'homme concernant l'établissement des rapports destinés aux

organes de suivi des traités, le contrôle de la police, la gestion des plaintes, le signalement, la coopération avec la société civile et les activités d'enquête et de surveillance.

- ▶ Deux collaborateurs d'institutions nationales des droits de l'homme ont été déployés auprès du Haut-Commissariat dans le cadre du programme de bourses de celui-ci ; le HCDH a ainsi pu tirer parti de l'expérience et des connaissances fonctionnelles des boursiers, qui apporteront en retour des capacités renforcées à leurs institutions.
- ▶ Le projet pluriannuel « Artisans du changement : renforcer la capacité des institutions nationales de défense des droits de l'homme grâce à la formation à distance et à la formation au niveau régional », qui s'est achevé en 2007, a fait l'objet d'une évaluation indépendante en 2008 ; il en est ressorti que le projet avait dépassé ses objectifs. Un élément clé du projet, un programme de formation à distance, a été plébiscité par les participants.

Défis et enseignements

- ▶ La coopération entre les institutions nationales des droits de l'homme, les présences du HCDH sur le terrain, les ONG et l'ensemble du système des Nations Unies est indispensable au renforcement de l'État de droit, ainsi qu'à la promotion et à la protection des droits de l'homme à l'échelon national.
- ▶ Les institutions nationales des droits de l'homme risquent de perdre leurs capacités et leur crédibilité si l'on constate qu'elles ne s'attaquent pas aux problèmes fondamentaux dans le domaine des droits de l'homme ou si elles n'entretiennent pas de relations de travail avec les ONG, ce qui porte atteinte à leur crédibilité dans leur pays, ainsi qu'au niveau régional et international.

Le Comité international de coordination des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme

Le Comité international de coordination

Lors d'une conférence internationale organisée en 1993 à Tunis, les institutions nationales des droits de l'homme ont créé le Comité international de coordination afin de mieux coordonner leurs activités et de faciliter l'échange d'informations, ainsi que la diffusion des pratiques optimales. En 2008, le Comité a été constitué en personne morale de droit suisse et doté d'un Bureau formé de 16 membres votants représentant les quatre régions du monde, à savoir l'Afrique, les Amériques, la région Asie-Pacifique, et l'Europe. Le Comité est présidé par la Commission canadienne des droits de l'homme, la vice-présidence étant assurée par la Commission nationale des droits de l'homme de la République de Corée.

Le Sous-Comité d'accréditation

Le Sous-Comité d'accréditation est chargé de revoir et d'analyser les requêtes d'accréditation et de formuler des recommandations à l'intention du Bureau du Comité international de coordination, concernant la conformité des demandeurs aux Principes de Paris. Le Sous-Comité est composé de

quatre institutions nationales accréditées avec le statut A, représentant les quatre groupes régionaux. Les membres du Sous-Comité sont nommés par les groupes régionaux pour un mandat de trois ans renouvelable. Le HCDH participe aux travaux du Sous-Comité en qualité d'observateur permanent et en tant que secrétariat du Comité de coordination. En décembre 2008, 64 institutions nationales étaient accréditées avec le « statut A », signifiant qu'elles étaient certifiées conformes aux Principes de Paris.

La procédure d'accréditation

1. Les institutions nationales des droits de l'homme qui sollicitent leur accréditation au titre des Principes de Paris doivent adresser une demande au Comité international de coordination en fournissant les documents suivants : copie du texte de loi portant création de l'institution, description succincte de son organigramme, précisant le nombre d'effectifs et le montant du budget annuel, exemplaire de son rapport annuel le plus récent et déclaration détaillée montrant comment l'institution satisfait aux Principes de Paris.

2. Le Sous-Comité d'accréditation du Comité international de coordination, secondé par le HCDH, examine la demande et publie une recommandation. L'institution nationale candidate dispose alors de 28 jours pour contester cette recommandation ; à l'expiration de ce délai, le Comité international de coordination entreprend d'adopter officiellement la recommandation.
3. Toutes les institutions nationales des droits de l'homme dotées du statut A font l'objet de procédures périodiques de réaccréditation, l'intervalle entre deux procédures ne pouvant excéder cinq ans.

Les avantages du statut A

Les institutions nationales des droits de l'homme accréditées avec le statut A sont autorisées à prendre la parole lors des sessions du Conseil des droits de l'homme et des sessions des organes de suivi des traités. Lors de ces réunions, les institutions peuvent choisir des places séparées de celles occupées par leur gouvernement, soumettre des documents portant une cote distincte en vue de leur traitement et s'exprimer sur tout point de l'ordre du jour.



Fonds humanitaires



Fonds humanitaires

OHCHR acts as the secretariat to three humanitarian trust funds : the Voluntary Fund for Victims of Torture, the Voluntary Trust Fund on Contemporary Forms of Slavery, and the Voluntary Fund for Indigenous Populations. Each fund was established by a resolution of the General Assembly with the purpose of making funds available to support individuals, organizations and activities to advance specific human rights. Le HCDH assure des services de secrétariat auprès de trois fonds d'affectation spéciale à vocation humanitaire : le Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture, le Fonds de contributions volontaires pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage et le Fonds de contributions volontaires pour les peuples autochtones. Chaque fonds, créé en application d'une résolution de l'Assemblée générale, a pour but d'apporter un soutien financier à des organisations, des individus et des activités afin de faire progresser des questions spécifiques liées aux droits de l'homme. Chaque fonds est géré par un Conseil d'administration qui distribue les sommes sous forme de subventions, conformément au mandat du fonds. En 2008, 48 États membres et quelques donateurs privés ont versé des contributions à ces trois fonds, pour un montant total de 12,7 millions de dollars E.-U., en progression de 10 pour cent par rapport à 2007. Each fund is governed by a Board of Trustees that distributes monies through grants, in accordance with its mandate. In 2008, 48 Member States and a handful of private donors made contributions to these three funds totalling \$12.7 million, an increase of 10 per cent on 2007.

Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture

Créé en 1981 par la résolution 36/151 de l'Assemblée générale, le Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture aide à atténuer les effets physiques et psychologiques de la torture sur les individus qui en ont été victimes et sur les membres de leur famille. Le Fonds accorde des subventions aux organisations qui offrent un accompagnement psychologique, une assistance médicale et sociale, ainsi qu'un soutien financier et juridique. Il finance également des programmes de formation, des séminaires et des conférences, pour permettre aux professionnels de la santé, aux travailleurs sociaux et aux juristes de se faire part de leurs expériences respectives et d'élaborer de nouvelles stratégies pour répondre aux besoins des

victimes. Le Conseil d'administration, composé de cinq experts, est chargé de conseiller le Secrétaire général quant à l'emploi des fonds. Le Conseil se réunit deux fois par an pour fixer les priorités, examiner le fonctionnement du Fonds et prendre des décisions sur l'allocation des subventions. En 2008, le Fonds a reçu environ 11,5 millions de dollars E.-U. de 42 donateurs (dont 41 États membres).

Activités

- ▶ Plus de 250 demandes de subventions, pour un montant approximatif de 14 millions de dollars E.-U., ont été examinées et évaluées.
- ▶ Les nouvelles demandes ont fait l'objet d'une présélection, durant laquelle les antécédents, la mission et les résultats des organisations candidates ont été vérifiés ; la recevabilité des projets a également été évaluée.
- ▶ Des subventions d'un montant approximatif de 8,5 millions de dollars E.-U. ont été accordées à 234 projets, pour financer des activités d'assistance directe à des victimes de la torture et à des membres de leur famille.
- ▶ Les projets financés ont été contrôlés, notamment par des visites sur le terrain destinées à en évaluer l'exécution, entreprises en Afrique du Sud, en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en Bolivie, au Cameroun, au Chili, en République démocratique du Congo, aux États-Unis d'Amérique, au Kirghizistan, au Liban, au Libéria, au Mexique, dans les territoires palestiniens occupés, en Serbie, au Soudan, en Suisse, au Tadjikistan, au Tchad, en Turquie, en Uruguay et au Venezuela.

Résultats

- ▶ Les subventions accordées par le Conseil en 2008 ont apporté une aide directe à des victimes de la torture dans plus de 70 pays, situés en Afrique, aux Amériques, en Asie et en Europe.
- ▶ Le HCDH a mené à terme la première phase d'un processus visant à passer d'un système où les demandes de subvention sont présentées sur des supports papier à un système électronique, qui permettra de traiter plus efficacement les demandes et de produire plus aisément et plus rapidement des données chiffrées et d'autres informations. Pour la première fois, les formulaires de demande de subventions pour l'année 2009 ont été sollicités et reçus en ligne.



- Le Conseil d'administration a approuvé le principe du financement pluriannuel pour certaines organisations, qui ont pleinement satisfait aux conditions d'attribution des subventions précédentes, sont relativement petites, dépendent du Fonds et ont des relations bien établies avec celui-ci. Ce mode de financement sera mis à l'essai sur une période de trois ans, à compter de 2009.

Défis et enseignements

- Un certain nombre d'organisations implantées dans des pays moins développés sur le plan technique ont eu des difficultés à accéder au nouveau système de dépôt de demandes en ligne et à l'utiliser. Il a donc été nécessaire d'accepter un nombre limité de demandes sur papier pour les satisfaire.

Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage

Le Fonds de contributions volontaires pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage a été créé en 1991, en vertu de la résolution 46/122 de l'Assemblée générale. Le Fonds accorde une assistance financière aux ONG locales qui viennent en aide aux victimes des formes contemporaines d'esclavage. Les formes d'esclavage les plus fréquemment traitées sont la servitude domestique, le travail servile pour dettes, la traite des femmes et des enfants, le travail des enfants et le mariage forcé. L'utilité particulière du Fonds tient à ce qu'il peut fournir aux victimes des formes contemporaines d'esclavage une aide

concrète, portant notamment sur le logement, l'accompagnement psychosocial, l'alimentation, les soins médicaux et les sources de revenus durables. Le Fonds est administré par le Secrétaire général, sur avis d'un Conseil d'administration composé de cinq membres. En 2008, le Fonds a reçu 882 017 dollars E.-U., versés par 22 donateurs (dont 19 États membres).

Activités

- De nouveaux candidats potentiels, originaires de pays ayant jusqu'à présent reçu peu d'appui du Fonds, ont été identifiés.
- Au total, 181 demandes de subventions, représentant environ 2,5 millions de dollars E.-U. et provenant de 48 pays, ont été examinées et évaluées.
- Des subventions d'un montant total de 733 109 dollars E.-U., destinées à financer des projets d'assistance à des victimes de formes contemporaines d'esclavage, ont été approuvées.
- Une coordination a été assurée avec les présences du HCDH sur le terrain et le Programme des Nations Unies pour le développement afin de veiller à la bonne exécution des projets.
- Une mission sur le terrain a été entreprise en Inde afin de présélectionner et de contrôler 13 bénéficiaires actuels ou potentiels de subventions.
- Un certain nombre de recommandations formulées par le Bureau des services de contrôle interne lors de son évaluation du Fonds en 2006/2007 ont été mises en œuvre : ainsi, les efforts de collecte de fonds ont été intensifiés ; le Fonds a adopté une démarche plus dynamique pour identifier des candidats potentiels, en établissant un répertoire des ONG qui s'occupent des formes contemporaines d'esclavage et en communiquant à ces organisations des informations

sur son action ; un système de gestion des subventions a été mis au point ; le cycle d'octroi des aides financières aux projets a été revu ; de nouvelles politiques et directives ont été élaborées et des outils développés pour évaluer les résultats obtenus par les bénéficiaires ; une politique de présélection plus complète a été mise en place ; enfin, la coordination avec d'autres activités du HCDH et les bureaux extérieurs du PNUD a été améliorée.

Résultats

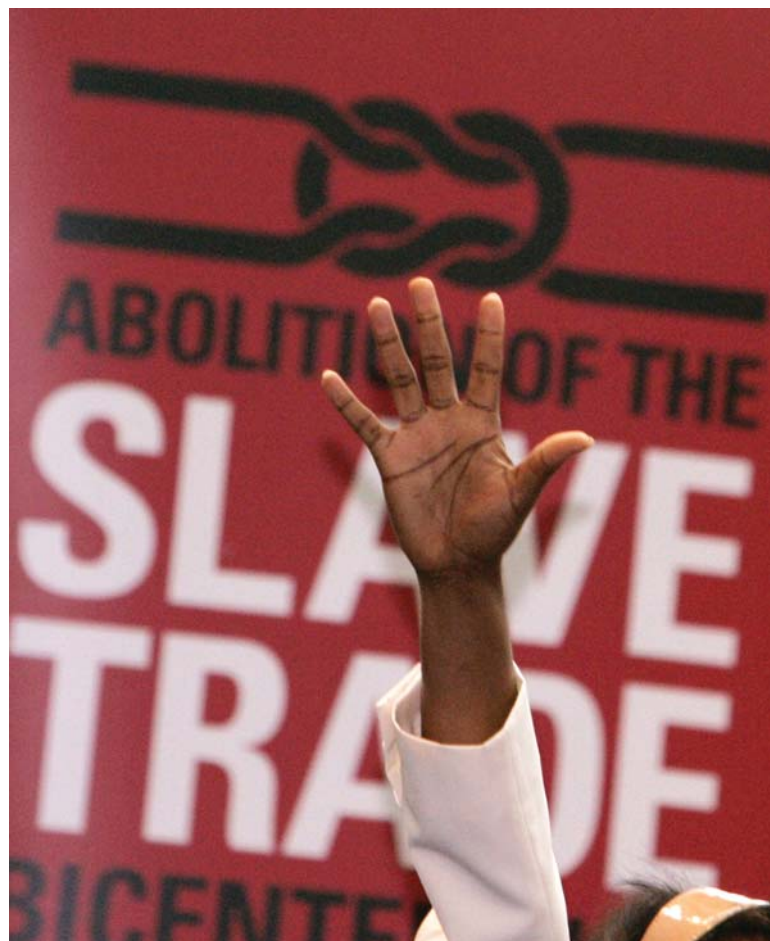
- Les subventions accordées ont directement aidé des victimes de formes contemporaines d'esclavage dans 45 pays situés en Afrique, dans les Amériques, en Asie et en Europe. Le nombre de demandes de subventions adressées au Fonds en 2008 a augmenté de 40 pour cent par rapport à 2007 et la répartition géographique des projets financés a été plus équilibrée.
- Le nombre de subventions accordées a augmenté de 120 pour cent entre 2007 et 2008.
- Le Fonds a financé des projets qui s'attaquent aux causes profondes de l'esclavage et privilégié les activités qui favorisent la réinsertion des victimes.

La Déclaration sur les droits des peuples autochtones

En avril, un millier de représentants de peuples autochtones, originaires de toutes les régions du monde, se sont réunis au sein de l'Instance permanente sur les questions autochtones au siège de l'ONU pour débattre de l'impact des changements climatiques sur les communautés autochtones, entre autres questions. C'était la première session de l'Instance depuis l'adoption de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones ; la Déclaration a été adoptée par des chefs d'État du monde entier en septembre 2007, à l'issue de deux décennies de négociations entre les États membres et les communautés autochtones. L'Instance permanente est devenue un lieu de réunion pour débattre des problèmes de droits de l'homme auxquels les peuples autochtones sont confrontés.

Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les peuples autochtones

Le Fonds de contributions volontaires pour les peuples autochtones a été créé en 1985 en application de la résolution 40/131 de l'Assemblée générale, afin de donner aux peuples autochtones la possibilité de soulever, à l'échelle internationale, les questions qui préoccupent leurs communautés et de contribuer à l'élaboration de normes internationales et de lois



nationales visant à protéger leurs droits. Le Fonds est administré par le Secrétaire général, avec l'appui consultatif d'un Conseil d'administration composé de cinq membres. Le Conseil se réunit annuellement pour fixer les priorités, examiner le fonctionnement du Fonds et approuver les subventions, destinées à financer les déplacements des représentants des peuples autochtones à travers le monde. En 2008, le Fonds a reçu 233 268 dollars E.-U. de 13 États membres.

Activités

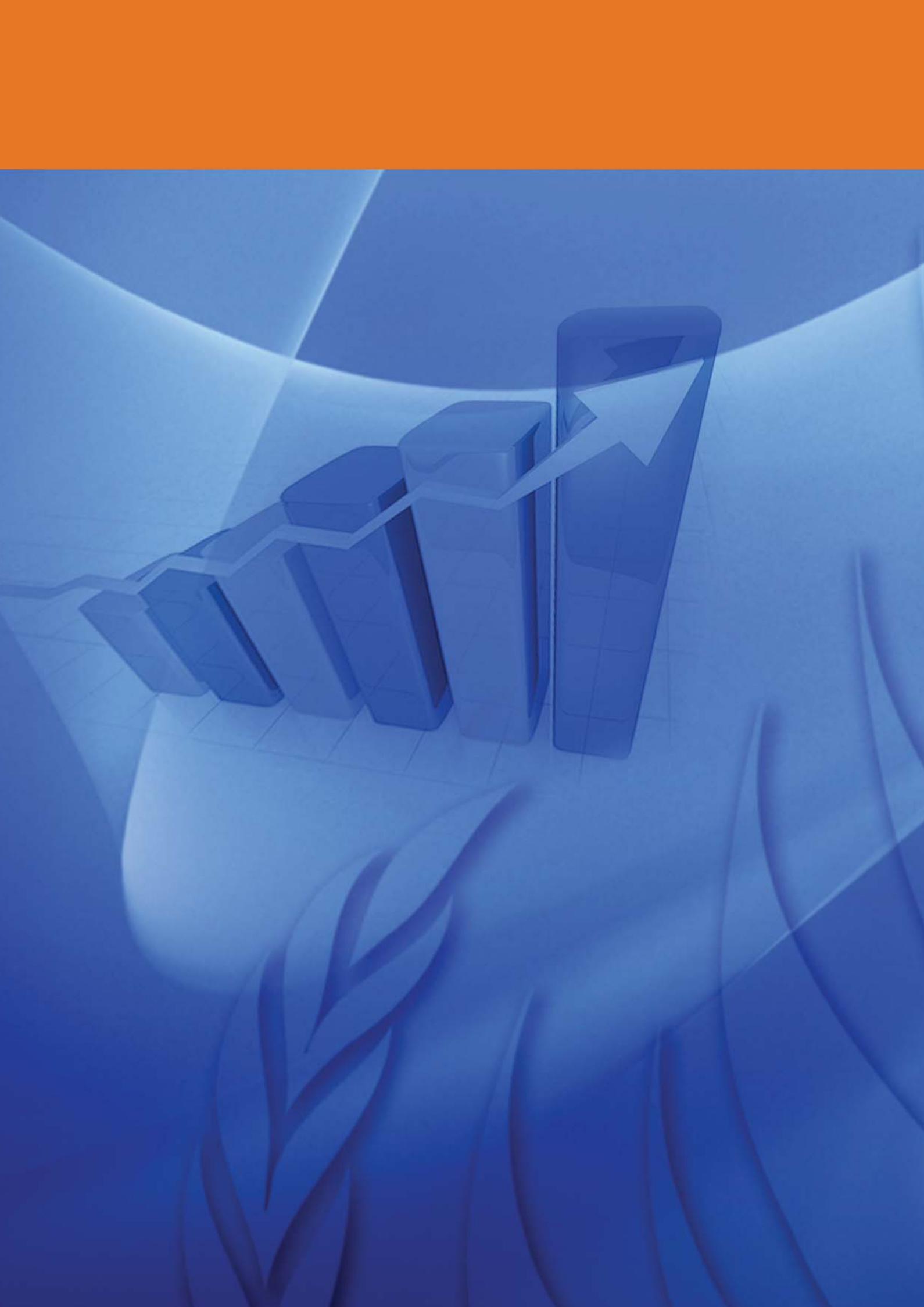
- Des candidats originaires de régions ayant jusqu'alors reçu peu d'appui du Fonds ont été invités à soumettre des demandes de subventions.
- 457 demandes provenant de divers pays, sollicitant environ 1,2 million de dollars E.-U., ont été examinées.
- 156 subventions, pour un montant total de 557 792 dollars E.-U., ont été accordées au titre des indemnités de déplacement, afin de permettre à des représentants de communautés et d'organisations autochtones d'assister à la septième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones et à la première session du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones.
- Des procédures supplémentaires de contrôle de la présence des bénéficiaires ont été élaborées et des mécanismes de suivi mis en place afin de veiller à ce que leur participation ait un effet positif sur leurs communautés.

Résultats

- ▶ Suite aux efforts déployés pour accroître la diversité géographique des candidatures, un nombre plus élevé de demandes sont parvenues de régions qui avaient jusqu'alors reçu moins d'appui du Fonds.
- ▶ Après avoir participé aux sessions de l'Instance permanente et du Mécanisme d'experts, des représentants des peuples autochtones ont fait état de changements positifs dans leurs communautés, indiquant notamment que le dialogue avec les représentants des pouvoirs publics s'était intensifié, qu'ils avaient davantage d'assurance pour défendre les intérêts de leurs communautés, que leurs préoccupations bénéficiaient d'une visibilité et d'une reconnaissance accrues, que les partenariats noués avec d'autres peuples autochtones avaient procuré une plus grande force et qu'ils avaient établi des contacts avec des représentants des donateurs.
- ▶ Des représentants ayant précédemment reçu des subventions ont informé le HCDH de l'exécution d'un vaste éventail d'activités à leur retour dans leur communauté, dont des activités de formation aux droits de l'homme, un atelier sur la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, une consultation sur les suites à donner aux recommandations adressées par les détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales et des campagnes de sensibilisation à la radio et à la télévision.

Appui offert par les Fonds humanitaires : quelques exemples

- | | | |
|--|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Une représentante du peuple Ma'ohi, qui vit en Polynésie française, a bénéficié d'une aide pour se rendre à la septième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones. Mme Mareva Neti de Montluc était la première Ma'ohi originaire de Tahiti à assister à une session de l'Instance permanente et a présenté une déclaration pour faire part des préoccupations de sa communauté quant à l'impact des essais nucléaires sur l'environnement et sur la santé des communautés autochtones de la région (Frais de déplacement et frais annexes financés par le Fonds de contributions volontaires pour les peuples autochtones). • Un projet exécuté dans la province du Sud-Kivu (République démocratique du Congo) a apporté une aide globale à des victimes de la torture et à des membres de leur famille et facilité leur réinsertion sociale. Une aide financière spéciale est également accordée pour régler les frais de | <p>transport des avocats et des victimes car l'accès aux établissements judiciaires est limité dans la région (projet financé par le Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture).</p> <ul style="list-style-type: none"> • À Aceh, à Djakarta et en Papouasie (Indonésie), un projet a fourni des services psychosociaux à des victimes de la torture dans les zones de conflit d'Aceh et de Papouasie, notamment des services de sensibilisation et une assistance psychopédagogique (projet financé par le Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture). • Un projet, conjointement exécuté avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, a apporté un soutien psychologique à des centaines de Colombiens réfugiés au Venezuela et au Salvador afin de favoriser leur intégration dans les communautés locales. Les bénéficiaires sont des victimes de tortures commises à la fois par des guérilleros et par | <p>des groupes paramilitaires, qui se réfugient dans des pays limitrophes, ainsi que les membres de leur famille (projet financé par le Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture).</p> <ul style="list-style-type: none"> • En Iran, un nouveau refuge a offert un hébergement, des soins médicaux, des vivres, une éducation, une assistance psychologique, des conseils et une protection à des enfants et à des femmes victimes de la prostitution forcée et des mariages forcés. Parmi les bénéficiaires se trouve Leila, une jeune fille qui a été mariée de force à neuf ans, puis vendue comme prostituée par ses parents et par son mari, et enfin condamnée à mort à l'âge de dix-neuf ans par un juge iranien, qui l'a déclarée coupable d'inceste parce qu'elle avait été violée par ses demi-frères (projet financé par le Fonds de contributions volontaires pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage). |
|--|--|---|



Etats financiers

de l'exercice clos le 31 décembre 2008



État des recettes et des dépenses

Activités du Haut-Commissariat aux droits de l'homme

Cet état indique le montant total des fonds disponibles en 2008, y compris les nouvelles contributions et les reports de l'année précédente, le montant total des dépenses encourues en 2008 et le solde total au 31 décembre 2008

	Fonds extrabudgétaires	Budget ordinaire	Total
RÉCAPITULATIF *			
Solde d'ouverture ¹	81 060 151	-	81 060 151
Ajustements ²	4 586 175	-	4 586 175
Recettes provenant des contributions / Allocations de crédits ³	119 894 253	54 485 800	174 380 053
Autres fonds disponibles ⁴	4 873 639	-	4 873 639
Total fonds disponibles ⁵	210 414 218	54 485 800	264 900 018
Dépenses ⁶	103 044 194	55 233 963	158 278 157
Solde de clôture ⁷	107 370 024	(748 163)	106 621 861

Notes :

- 1) Correspond au solde de clôture déclaré pour les activités décrites dans le Rapport 2007 sur les activités et les résultats.
- 2) Comprend les ajustements relatifs aux dépenses, économies, transferts et remboursements de la période antérieure.
- 3) Les fonds extrabudgétaires comprennent toutes les contributions reçues dans les comptes de l'ONUG en 2008. Le montant du budget ordinaire correspond à l'allocation accordée au HCDH pour 2008.
- 4) Dont le produit des intérêts et autres recettes diverses.
- 5) = (1) + (2) + (3) + (4).
- 6) Dont les décaissements et engagements non liquidés au 31 décembre 2008.
- 7) Le montant extrabudgétaire correspond à tous les fonds détenus par l'ONUG au 31 décembre 2008, dont les réserves en liquide pour les frais de fonctionnement s'élevant à 13,7 millions de dollars E.U. et des réserves pour allocations égales à 1,4 million de dollars E.U., lesquelles n'étaient pas disponibles pour des activités en 2008.

* Tous les montants sont sujets à audit.

État des recettes et des dépenses extrabudgétaires en 2008

Activités du Haut-Commissariat aux droits de l'homme par fonds d'affectation spéciale

Cet état indique le montant total des fonds disponibles en 2008, y compris les nouvelles contributions et les reports de l'année précédente, le montant total des dépenses encourues en 2008 et le solde total au 31 décembre 2008

	FCV pour les victimes de la torture	FCV pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage	FCV pour les populations autochtones	Fonds d'affectation spéciale pour l'examen périodique universel	Fonds d'affectation spéciale pour la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	FCV pour les services consultatifs et l'assistance technique en matière de droits de l'homme	Fonds d'affectation spéciale pour l'éducation aux droits de l'homme au Cambodge	Fonds d'affectation spéciale à l'appui des activités du HCDH	Montant total des fonds d'affectation spéciale du HCDH
RÉCAPITULATIF*									
Solde d'ouverture ¹	15 859 165	534 006	1 407 891	0	759 067	8 729 209	2 131 730	51 639 083	81 060 151
Ajustements ²	10 076	15 870	72 941	375 359	250 000	2 187 482	302 726	1 371 721	4 586 175
Recettes provenant des contributions ³	11 552 536	882 017	233 268	899 206	393 728	13 844 212	150 000	91 939 286	119 894 253
Autres fonds disponibles ⁴	460 606	35 915	53 295	21 628	30 189	920 529	120 496	3 230 981	4 873 639
Total des fonds disponibles ⁵	27 882 383	1 467 808	1 767 395	1 296 193	1 432 984	25 681 432	2 704 952	148 181 071	210 414 218
Dépenses ⁶	9 938 516	51 929	696 190	5 013	492 888	13 573 336	975 930	77 310 392	103 044 194
Solde de clôture ⁷	17 943 867	1 415 879	1 071 205	1 291 180	940 096	12 108 096	1 729 022	70 870 679	107 370 024

Notes :

- 1) Correspond au solde de clôture déclaré pour les activités décrites dans le Rapport 2007 sur les activités et les résultats.
- 2) Comprend les ajustements relatifs aux dépenses, économies, transferts et remboursements de la période antérieure.
- 3) Comprend toutes les contributions reçues et enregistrées dans les comptes de l'ONUG en 2008.
- 4) Dont le produit des intérêts et autres recettes diverses.
- 5) = (1) + (2) + (3) + (4).
- 6) Dont les décaissements et engagements non liquidés au 31 décembre 2008.
- 7) Le montant extrabudgétaire correspond à tous les fonds détenus par l'ONUG au 31 décembre 2008, dont les réserves en liquide pour les frais de fonctionnement s'élevant à 13,7 millions de dollars E.U. et des réserves pour allocations égales à 1,4 million de dollars E.U., lesquelles n'étaient pas disponibles pour des activités en 2008.

* Tous les montants sont sujets à audit.

Dépenses par programme au titre du budget ordinaire en 2008

	Crédits alloués en 2008 (milliers de dollars E.U.)	Dépenses en 2008 (milliers de dollars E.U.)
Siège		
Direction exécutive et gestion	6 219.6	6 287.7
Organes de direction	5 415.2	5 518.8
Programme de travail		
Sous-programme 1 : Division de la recherche et du droit au développement	8 653.9	8 820.7
Sous-programme 2 : Division des traités relatifs aux droits de l'homme	8 991.3	10 897.4
Sous-programme 3 : Field Operations and Technical Cooperation Division	8 601.2	9 031.4
Sous-programme 4 : Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique	5 456.8	5 008.6
Total programme de travail - Siège	31 703.2	33 758.1
Services d'appui aux programmes et de gestion	5 037.9	5 095.9
Sous-total Siège	48 375.9	50 660.5
Appui aux présences sur le terrain		
Subprogramme 3 : Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique */	4 538.8	3 461.8
Programme ordinaire de coopération technique (chap. 22) Services consultatifs coopération technique et activités sur le terrain	1 571.1	1 111.7
Sous-total Appui aux présences sur le terrain	6 109.9	4 573.5
TOTAL	54 485.80	55 234.0

*/comprend le Cambodge, le Cameroun, Panama, Dakar et Bichkek

Recettes et dépenses extrabudgétaires en 2008

Récapitulatif général (milliers de dollars E.-U.)

Programmes du HCDH	Besoins révisés 2008-2009	Recettes en 2008	Recettes en 2008	Besoins prévisionnels 2009
SIÈGE				
Direction exécutive et gestion (DEG)				
DEG New York et Genève	14 553.4	6 789.6	7 654.5	6 898.9
Sous-total	14 553.4	6 789.6	7 654.5	6 898.9
Programme de travail (sous-prog. 1 à 4)				
Sous-programme 1 - Intégration des droits de l'homme, recherche et droit au développement				
État de droit, égalité et lutte contre la discrimination	7 577.9	3 594.6	3 242.0	4 335.9
<i>Lutte contre la discrimination</i>	1 533.8	407.8	725.6	808.2
<i>Peuples autochtones et minorités</i>	1 987.8	755.2	896.0	1 091.8
<i>Groupe des droits des femmes et de l'égalité des sexes</i>	1 235.0	1 709.2	394.2	840.8
<i>État de droit et démocratie</i>	2 821.2	722.5	1 226.2	1 595.1
Fonds d'affectation spéciale pour la Conférence d'examen de Durban	2 492.9	673.9	492.9	2 000.0
Développement et questions économiques, sociales et culturelles	9 808.0	4 153.6	4 124.5	5 683.5
<i>OMD et approche fondée sur les droits de l'homme</i>	1 512.5	722.3	724.5	788.0
<i>VIH et sida</i>	653.1	245.4	328.3	324.8
<i>Questions économiques et sociales</i>	1 031.9	496.2	284.0	747.9
<i>Droit au développement</i>	1 011.7	293.3	401.8	609.8
<i>Méthodologie, éducation et formation</i>	4 620.7	1 877.4	2 016.9	2 603.8
<i>Traite des êtres humains</i>	477.3	186.5	187.1	290.2
<i>Personnes handicapées</i>	500.9	332.5	181.9	319.0
Coordination et gestion	1 527.1	(165.6)	722.8	804.3
Sous-total	21 405.9	8 256.5	8 582.2	12 823.7
Sous-programme 2 - Appui aux organes et organismes de défense des droits de l'homme				
Service des traités relatifs aux droits de l'homme	7 558.7	2 879.7	2 914.8	4 643.9
Service du Conseil des droits de l'homme	1 110.4	109.0	235.9	874.5
Webcast Conseil des droits de l'homme et EPU	513.5	376.9	287.0	226.6
Fonds d'affectation spéciale pour l'EPU	255.0	1 296.2	5.0	250.0
Sous-total	9 437.6	4 661.8	3 442.7	5 994.9
Sous-programme 3 - Services consultatifs, coopération technique et opérations sur le terrain				
Bureau du Directeur	4 424.6	886.3	1 653.4	2 771.3
<i>Groupe d'intervention rapide et d'appui aux missions de paix</i>	3 132.8	1 281.7	1 392.3	1 740.5
<i>Coordination et gestion</i>	1 291.8	(395.4)	261.0	1 030.8
Service AAPME*	8 044.7	2 708.1	3 806.8	4 238.0
<i>Afrique</i>	3 147.3	1 141.4	1 474.6	1 672.7
<i>Asie et Pacifique</i>	3 071.0	902.6	1 491.1	1 579.8
<i>Moyen-Orient et Afrique du Nord</i>	1 826.4	664.1	841.0	985.4
Service LACENACANI**	6 262.5	2 822.5	3 072.1	3 190.4
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>	1 106.8	480.3	588.6	518.3
<i>Europe Amérique du Nord et Asie centrale</i>	2 651.6	897.6	1 246.9	1 404.7
<i>Institutions nationales</i>	2 504.1	1 444.5	1 236.6	1 267.5
Programme commun mondial ACTION 2	1 342.6	432.0	790.5	552.2
Sous-total	20 074.5	6 848.8	9 322.7	10 751.8
Sous-programme 4 - Appui aux procédures thématiques d'établissement des faits relatifs aux droits de l'homme				
Service des procédures spéciales	8 452.5	3 426.8	4 074.3	4 378.2
Sous-total	8 452.5	3 426.8	4 074.3	4 378.2
Total Programme de travail (sous-prog. 1 à 4)	59 370.6	23 193.9	25 421.9	33 948.7
Appui aux programmes				
Services d'appui aux programmes et services de gestion	9 851.6	5 612.1	6 304.2	3 547.4
Sous-total	9 851.6	5 612.1	6 304.2	3 547.4
TOTAL SIÈGE	83 775.6	35 595.7	39 380.7	44 395.0

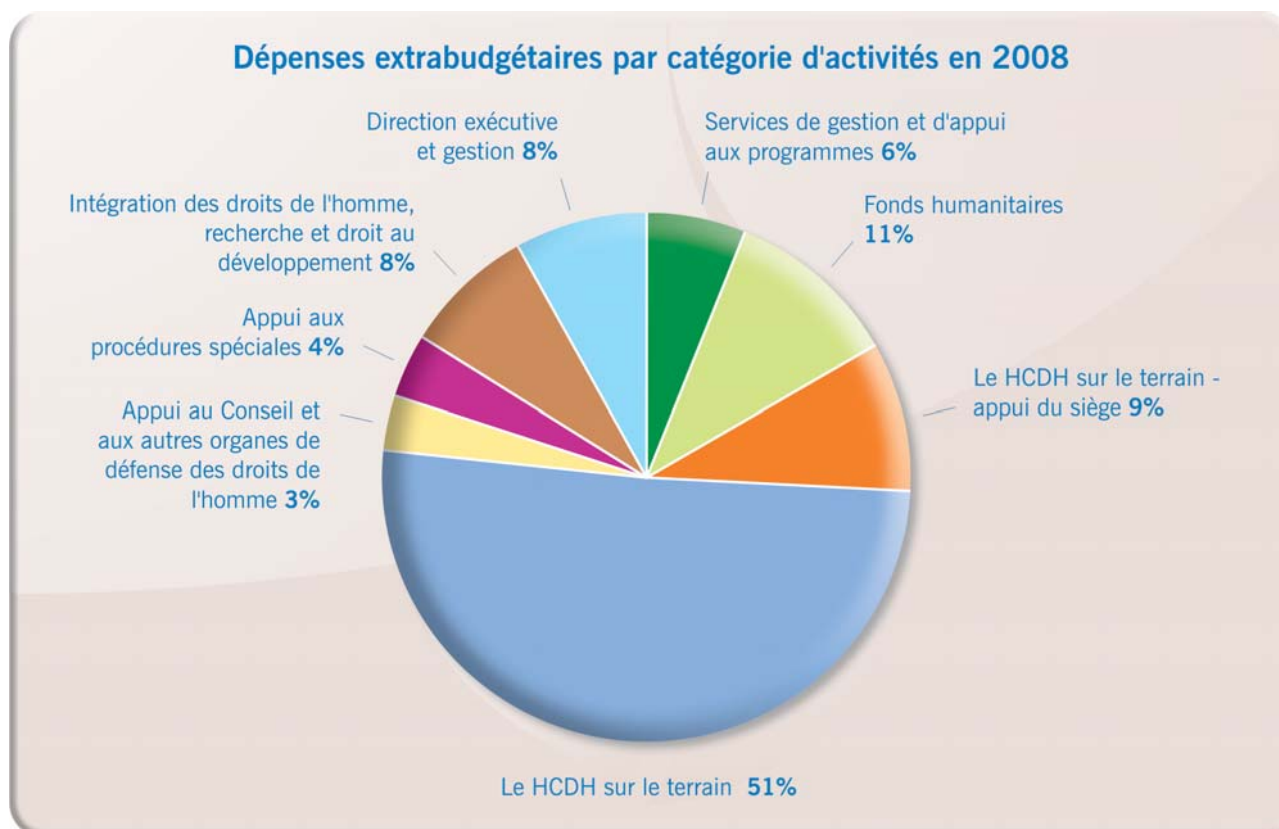
Programmes du HCDH	Besoins révisés 2008-2009	Recettes en 2008	Recettes en 2008	Besoins prévisionnels 2009
PRÉSENCES SUR LE TERRAIN				
AFRIQUE				
Angola - Bureau de pays (fermé)	1 356.7	2 141.9	1 356.7	0.0
Bureau régional pour l'Afrique australe - Pretoria	1 390.5	621.2	568.6	821.9
Bureau régional pour l'Afrique de l'Est - Addis-Abeba	2 081.9	833.2	1 010.2	1 071.7
Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest - Dakar	447.6	157.5	217.3	230.3
Burundi - Appui à la mission de paix	2 787.2	927.5	1 399.8	1 387.4
Centre pour l'Afrique centrale - Yaoundé	734.4	298.7	358.0	376.4
Côte d'Ivoire - Appui à la mission de paix	299.2	301.9	130.5	168.7
Érythrée/Éthiopie - Appui à la mission de paix	75.9	302.7	75.9	0.0
Guinée - Conseiller pour les droits de l'homme	829.6	441.0	408.4	421.2
Kenya - Conseiller pour les droits de l'homme (nouveau)	837.0	394.5	359.2	477.9
Libéria - Appui à la mission de paix	124.4	106.5	54.3	70.1
Niger - Conseiller pour les droits de l'homme (nouveau)	183.5	0.0	0.0	183.5
Ouganda - Bureau de pays	6 782.3	1 907.2	3 407.3	3 374.9
République démocratique du Congo - Appui à la mission de paix	2 929.5	1 694.7	1 892.3	1 037.2
Rwanda - Conseiller pour les droits de l'homme	368.5	94.8	98.2	270.2
Sierra Leone - Appui à la mission de paix	790.4	633.7	364.4	426.0
Somalie - Appui à la mission de paix	378.0	209.3	142.8	235.2
Soudan - Appui à la mission de paix	2 072.8	1 769.5	1 646.1	426.7
Togo - Bureau de pays	2 658.2	1 793.0	1 267.7	1 390.5
Sub-total Afrique	27 127.4	14 628.6	14 757.5	12 369.9
ASIE et PACIFIQUE				
Afghanistan - Appui à la mission de paix	1 526.1	1 269.4	764.6	761.5
Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est - Bangkok	2 267.6	1 041.4	1 147.1	1 120.5
Bureau régional pour le Pacifique - Suva	1 615.5	519.9	772.2	843.3
Cambodge - Bureau de pays	2 149.0	270.5	975.9	1 173.0
Indonésie - Conseiller pour les droits de l'homme	430.0	179.6	114.7	315.3
Népal - Bureau de pays	18 931.6	6 194.1	10 931.8	7 999.8
Pakistan - Conseiller pour les droits de l'homme	534.6	267.5	233.4	301.2
Papouasie-Nouvelle-Guinée - Conseiller pour les droits de l'homme (nouveau)	469.3	0.0	0.0	469.3
Sri Lanka - Conseiller pour les droits de l'homme	569.2	774.1	113.4	455.8
Timor-Leste - Appui à la mission de paix	1 098.0	751.3	418.8	679.2
Sous-total Asie et Pacifique	29 590.8	11 267.8	15 472.0	14 118.8
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES				
Bolivie - Bureau de pays	2 796.4	1 180.0	1 124.0	1 672.4
Bureau régional pour l'Amérique centrale - Panama	80.3	20.0	12.6	67.7
Bureau régional pour l'Amérique latine - Chili	836.2	548.8	339.5	496.7
Colombie - Bureau de pays	15 958.4	9 563.2	7 656.7	8 301.7
Équateur - Conseiller pour les droits de l'homme	857.5	428.2	401.6	455.9
Guatemala - Bureau de pays	8 562.0	3 713.3	3 879.7	4 682.2
Guyana - Conseiller pour les droits de l'homme	147.3	164.7	147.3	0.0
Haïti - Appui à la mission de paix	531.5	391.1	318.0	213.5
Mexique - Bureau de pays	3 351.4	1 733.4	1 586.9	1 764.5
Nicaragua - Conseiller pour les droits de l'homme (nouveau)	358.3	159.0	129.2	229.2
Sous-total Amérique latine et Caraïbes	33 479.5	17 901.6	15 595.7	17 883.8
EUROPE, AMÉRIQUE DU NORD ET ASIE CENTRALE				
Bureau régional pour l'Asie centrale - Bichkek	909.7	56.7	245.7	664.0
Bureau régional pour l'Europe - Bruxelles (nouveau)	641.5	0.0	0.0	641.5
Fédération de Russie - Conseiller pour les droits de l'homme	1 681.1	948.1	633.0	1 048.1
Géorgie - Conseiller pour les droits de l'homme	1 573.4	719.5	751.0	822.4
Kosovo - Bureau de pays	1 687.1	1 245.4	826.1	861.0
Moldova - Conseiller pour les droits de l'homme (nouveau)	107.9	0.0	0.0	107.9
Sous-total Europe, Amérique du Nord et Asie centrale	6 600.7	2 969.8	2 455.8	4 144.9



Programmes du HCDH	Besoins révisés 2008-2009	Recettes en 2008	Recettes en 2008	Besoins prévisionnels 2009
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD				
Bahreïn - Conseiller pour les droits de l'homme (nouveau)	246.3	0.0	0.0	246.3
Bureau régional pour le Moyen-Orient - Beyrouth	2 693.7	1 445.4	1 378.3	1 315.4
Centre pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe - Qatar (nouveau)	633.0	0.0	0.0	633.0
Mauritanie - Bureau de pays (nouveau)	811.7	0.0	0.0	811.7
Territoire palestinien occupé - Bureau de pays	3 843.8	1 873.3	1 832.2	2 011.6
Sous-total Moyen-Orient et Afrique du Nord	8 228.6	3 318.6	3 210.5	5 018.1
TOTAL PRÉSENCES SUR LE TERRAINS	105 027.0	50 086.4	51 491.4	53 535.6
TOTAL SIÈGE ET PRÉSENCES SUR LE TERRAIN	188 802.6	85 682.1	90 872.0	97 930.5
FONDS HUMANITAIRES				
Fonds pour les victimes de la torture	21 918.8	12 013.1	9 938.5	11 980.3
Fonds pour les populations autochtones	1 463.7	286.6	696.2	767.5
Fonds pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage	1 266.7	917.9	51.9	1 214.8
TOTAL FONDS HUMANITAIRES	24 649.1	13 217.6	10 686.6	13 962.5
TOTAL GÉNÉRAL HCDH	214 937.2	124 767.9	103 044.2	111 893.0

*AAPME : Afrique, Asie et Pacifique, Moyen-Orient et Afrique du Nord

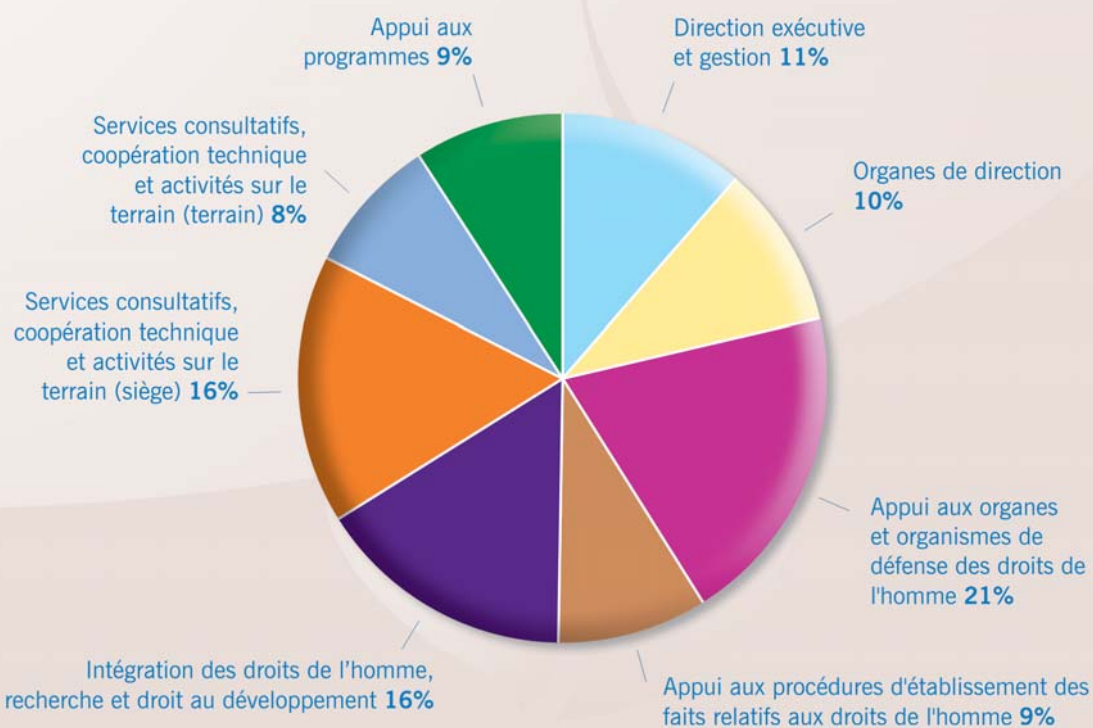
**LACENACANI : Amérique latine et Caraïbes, Europe, Amérique du Nord et Asie centrale, Institutions nationales



Recettes et dépenses extrabudgétaires entre 2000 et 2008



Dépenses au titre du budget ordinaire par catégories d'activités en 2008





Financement et profil des donateurs



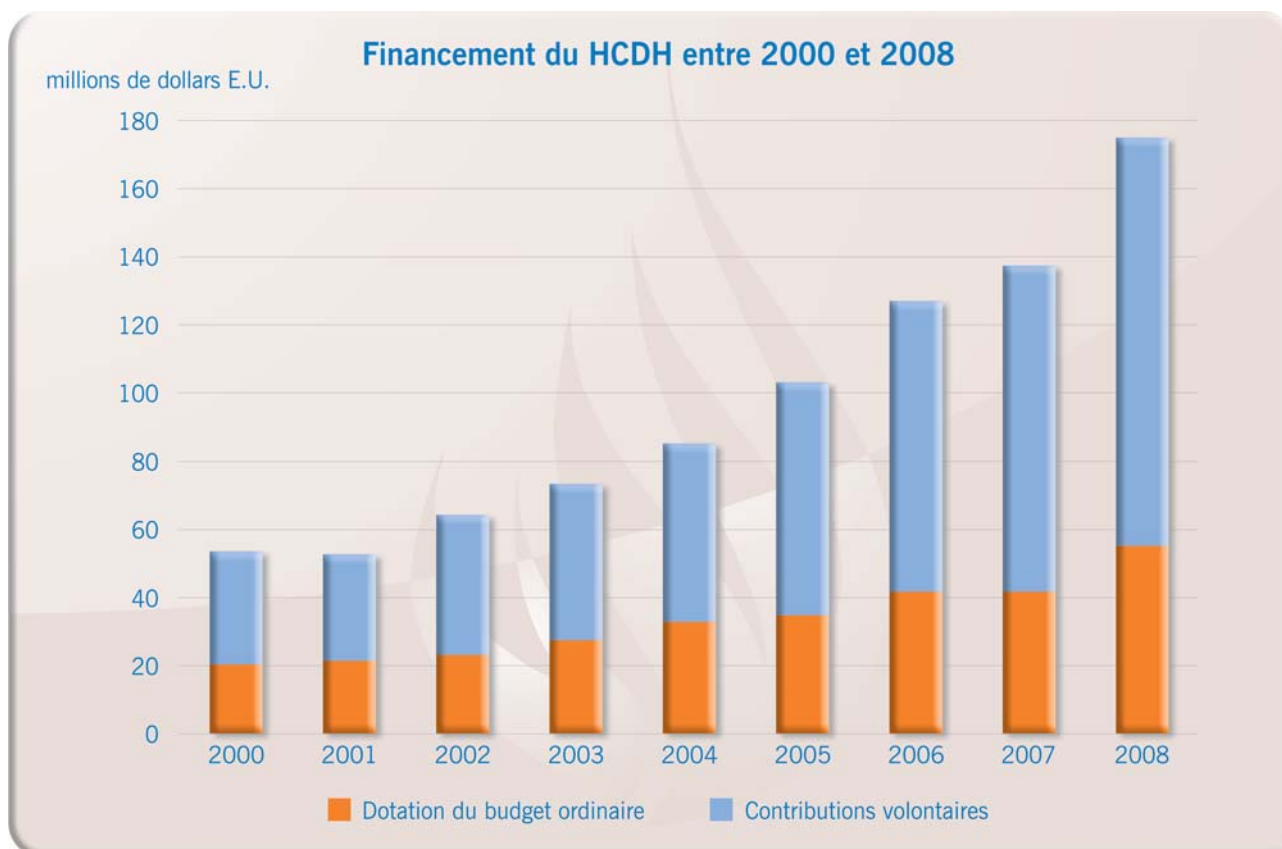
Financement

Contexte

Un tiers environ des besoins financiers du HCDH à travers le monde sont couverts par le budget ordinaire de l'ONU. Le budget ordinaire, qui est soumis à l'approbation de l'Assemblée générale tous les deux ans, est financé par les contributions des États membres, la quote-part de chaque État étant calculée au moyen d'une formule qui tient compte de son produit intérieur brut. La part du budget ordinaire affectée au HCDH est en augmentation constante depuis 2005, date à laquelle les chefs d'État réunis au Sommet mondial se sont engagés à doubler le budget du Haut-Commissariat en cinq ans. Pour l'exercice biennal en cours, portant sur la période 2008-2009, un montant de 115,3 millions de dollars E.-U. a été alloué au HCDH, contre 83,4 millions en 2006-2007 et 67,6 millions en 2004-2005. Cette tendance à la hausse du budget régulier accordé à l'action pour les droits de l'homme est très appréciée ; cependant, même après ces récentes augmentations, la part du budget ordinaire global de l'ONU consacrée aux droits de l'homme

demeure très faible puisqu'elle représente en fait à peine 2,8 pour cent du budget total pour 2008-2009.

Les deux tiers restants des besoins du HCDH sont financés par les contributions volontaires des États membres et d'autres donateurs. Ces dernières années ont été marquées par une forte progression du montant des contributions volontaires, qui sont passées de 52,5 millions de dollars E.-U. en 2004 à 119,9 millions en 2008 – soit une augmentation de quelque 130 pour cent en quatre ans. Cette augmentation a été déterminante car elle a permis de financer la croissance et la réforme récentes du Haut-Commissariat : une grande partie des ressources supplémentaires ont été orientées vers l'action sur le terrain, qui est presque totalement financée par des contributions volontaires. Qui plus est, en 2008, pour la première fois, plus de la moitié des contributions reçues par le Haut-Commissariat n'ont pas été liées : autrement dit, ces fonds ont été versés pour soutenir la mise en œuvre globale du Plan d'action stratégique, sans aucune restriction limitant leur emploi à des activités particulières. La recherche de nouveaux donateurs, hors des rangs des bailleurs de fonds traditionnels, a également progressé.



Relations extérieures et liaison avec les donateurs

La stratégie actuelle du Haut-Commissariat en matière de relations extérieures et de liaison avec les donateurs a été élaborée en 2007, à l'issue d'une évaluation des besoins et des problèmes relatifs à la mobilisation de ressources. La stratégie insiste sur l'intensification de l'effort du HCDH dans le domaine des relations extérieures, condition préalable et nécessaire à la réalisation de ses objectifs en matière de mobilisation des ressources. La stratégie fait également le constat que des relations étroites avec les États membres, fondées sur leur parfaite compréhension de l'action de l'organisation et sur leur confiance totale dans la direction assurée par la Haut-Commissaire, ainsi que dans la capacité du HCDH de parvenir aux réalisations escomptées, sont indispensables au succès des activités de mobilisation de fonds.

La Section des relations extérieures et de la liaison avec les donateurs est responsable au premier chef de la mise en œuvre de cette stratégie ;

la liaison avec les interlocuteurs extérieurs occupe une place importante dans son travail puisque la section soutient et conseille la Haut-Commissaire et son Adjointe dans leurs efforts de sensibilisation des donateurs actuels et potentiels, contacte des États membres et dialogue avec eux pour rallier leur appui au programme du HCDH, diffuse des informations sur les activités et les réalisations récentes et répond aux demandes d'information sur tous les aspects de l'action du Haut-Commissariat.

La section organise régulièrement des séances d'information à l'intention des États membres afin de les instruire des dernières évolutions, organise des consultations officielles avec les grands donateurs et entretient des relations suivies avec les représentants des États membres à Genève et à New York, dans les capitales et sur le terrain. Les membres de la section sollicitent des contributions, négocient des accords de financement et font régulièrement

rapport sur les résultats du travail du HCDH et sur l'emploi des fonds. La section est également chargée de produire le présent rapport annuel sur les activités et les résultats, qui est à la fois le premier document d'information publique du HCDH et le principal instrument pour rendre compte de l'action du Haut-Commissariat aux donateurs.

En 2008, la section s'est avant tout attachée à améliorer ses prestations auprès des donateurs existants, tout en les encourageant à intensifier leur soutien et à accroître la part de leur contribution non liée à un usage précis. À l'approche du 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, un effort particulier a été déployé pour élargir l'éventail des bailleurs de fonds : la section a noué des relations avec un plus grand nombre de donateurs potentiels, notamment avec des États membres qui n'avaient jamais versé de contributions ou qui ne l'avaient que rarement fait par le passé.

Qui finance le HCDH ?

Le tableau ci-après répertorie tous les donateurs qui ont versé des contributions en 2008. Comme au cours des années précédentes, les contributions volontaires proviennent en très grande majorité des États membres, qui ont fourni 106,7 millions de dollars E.-U., ou 89 pour

cent de l'ensemble des contributions. Les organisations internationales, dont la Commission européenne et certaines organisations partenaires de l'ONU, ont apporté 12,5 millions de dollars E.-U., ou 10,4 pour cent du total, la part restante, égale à 0,7 million ou à 0,6 pour cent, étant fournie par d'autres donateurs (principalement des fondations privées).



Contributions volontaires en 2008

Montant total des contributions volontaires en 2008
(y compris les contributions aux fonds humanitaires)

Donateur	dollars E.-U.	Donateur	dollars E.-U.
1 États-Unis d'Amérique	15 300 058	48 Saint-Marin	40 431
2 Pays-Bas	11 646 972	49 Philippines	35 859
3 Espagne	10 673 854	50 Monaco	34 927
4 Commission européenne	10 462 070	51 Andorre	32 039
5 Norvège	9 002 541	52 Lettonie	32 000
6 Suède	8 687 174	53 Qatar	30 000
7 Royaume-Uni	7 087 518	54 Émirates arabes unis	29 977
8 Canada	6 452 292	55 Croatie	28 000
9 Irlande	6 074 130	56 Thaïlande	27 752
10 Allemagne	4 367 405	57 Uruguay	25 000
11 Danemark	4 232 505	58 Kazakhstan	25 000
12 Finlande	3 441 350	59 Islande	24 588
13 France	2 836 865	60 République tchèque	22 804
14 Suisse	2 634 654	61 Indonésie	20 000
15 Italie	2 379 520	62 Bahreïn	20 000
16 Fédération de Russie	2 000 000	63 Chine	19 985
17 Nouvelle-Zélande	1 926 051	64 Guatemala	17 811
18 Belgique	1 842 939	65 Argentine	17 000
19 Australie	1 089 305	66 Azerbaïdjan	15 000
20 Japon	890 200	67 Costa Rica	14 167
21 FNUAP ¹	815 333	68 Bulgarie	11 000
22 PNUD ²	679 091	69 Algérie	10 000
23 Fondation MacArthur	600 000	70 Israël	10 000
24 Autriche	543 833	71 Maldives	10 000
25 Maroc	535 997	72 Oman	10 000
26 Luxembourg	371 940	73 Slovaquie	9 569
27 Corée, Rép. de	350 000	74 Cameroun	9 483
28 OIF ³	306 907	75 Colombie	7 432
29 Brésil	260 000	76 Saint-Siège	6 000
30 Grèce	178 827	77 UNESCO ⁶	6 000
31 Turquie	171 000	78 Serbie	5 000
32 UNRWA ⁴	158 344	79 Viet Nam	5 000
33 Arabie saoudite	150 000	80 Honduras	4 976
34 Mexique	141 500	81 Haïti	4 902
35 Droits & Démocratie	129 757	82 Pakistan	4 815
36 Liechtenstein	110 048	83 Nicaragua	4 000
37 Ouzbékistan	99 972	84 Cuba	2 294
38 Pologne	99 379	85 Monténégro	2 187
39 Portugal	80 000	86 Macédoine, ex-République yougoslave de	2 000
40 Hongrie	74 405	87 Maurice	1 841
41 Slovaquie	70 000	88 Autorité palestinienne	1 745
42 Afrique du Sud	56 994	89 Panama	1 500
43 Inde	50 000	90 Arménie	1 096
44 Estonie	49 697	91 Moldova	1 000
45 UNIFEM ⁵	45 000	92 Malte	985
46 Chili	43 000	93 Afghanistan	982
47 Chypre	40 707		
Autres donateurs individuels			8 971
			Total 119 894 253

¹ UN Population Fund.² UN Development Programme.³ Organisation Internationale de la Francophonie.⁴ Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.⁵ Fonds de développement des Nations Unies pour la femme.⁶ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Source : Système intégré de gestion (SIG).

Contributions volontaires des 20 principaux donateurs à l'action du HCDH en 2008 (à l'exception des contributions aux fonds humanitaires)



Contributions volontaires des 20 principaux donateurs en 2008 (y compris les contributions aux fonds humanitaires)

(y compris les contributions aux fonds humanitaires)



Contributions volontaires des 20 premiers donateurs en 2008, rapportées au nombre d'habitants*

(y compris les contributions aux fonds humanitaires)



*Sources : contributions volontaires des donateurs (États membres) au HCDH en 2008 et données démographiques de la Banque mondiale en 2007.

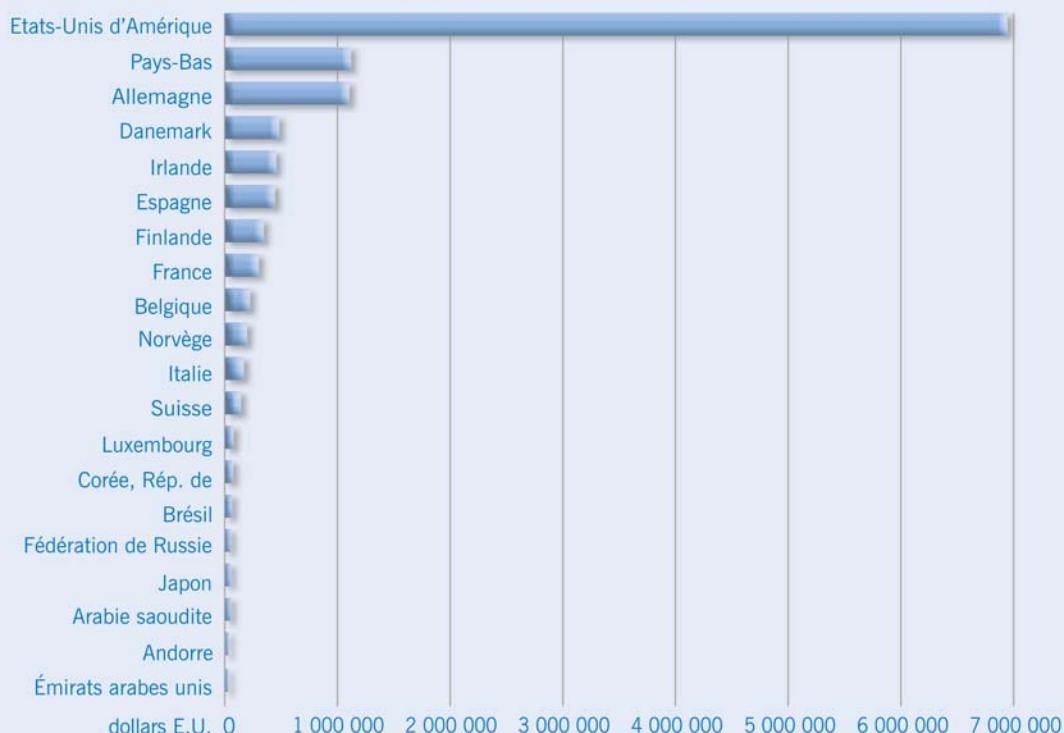
Contributions aux Fonds humanitaires

En 2008, les contributions aux trois fonds humanitaires administrés par le HCDH se sont élevées à 12,7 millions de dollars E.-U., ce qui représente une hausse de 10 pour cent par rapport à l'année 2007. Ces trois fonds sont le Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture, le Fonds de contributions volontaires pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage et le Fonds de contributions volontaires pour les peuples autochtones. Les financements recueillis par ces fonds sont redistribués sous forme de subventions à des individus, ainsi qu'à des ONG, et ne servent pas à appuyer l'action plus ample menée par le HCDH.

Le plus important de ces trois fonds, en termes de contributions et de dépenses, a été le Fonds pour les victimes de la torture, qui a reçu des contributions d'une valeur de 11,5 millions de dollars E.-U. et enregistré des dépenses d'un montant de 9,9 millions de dollars. Les contributions versées au Fonds pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage se sont élevées à 880 000 dollars et ses dépenses à 51 900 dollars. Le Fonds pour les peuples autochtones a reçu des contributions à hauteur de 233 000 dollars E.-U. et enregistré 696 200 dollars de dépenses.

Au total, 48 États membres et une poignée de donateurs privés ont versé des contributions aux trois fonds en 2008 (contre 44 États membres et quelques donateurs privés en 2007). Par ordre d'importance, les cinq premiers donateurs ont été les États-Unis (dont les contributions se sont élevées à 6,9 millions de dollars), les Pays-Bas (1,1 million de dollars), l'Allemagne (1,1 million de dollars), le Danemark (482 000 dollars) et l'Irlande (454 000 dollars).

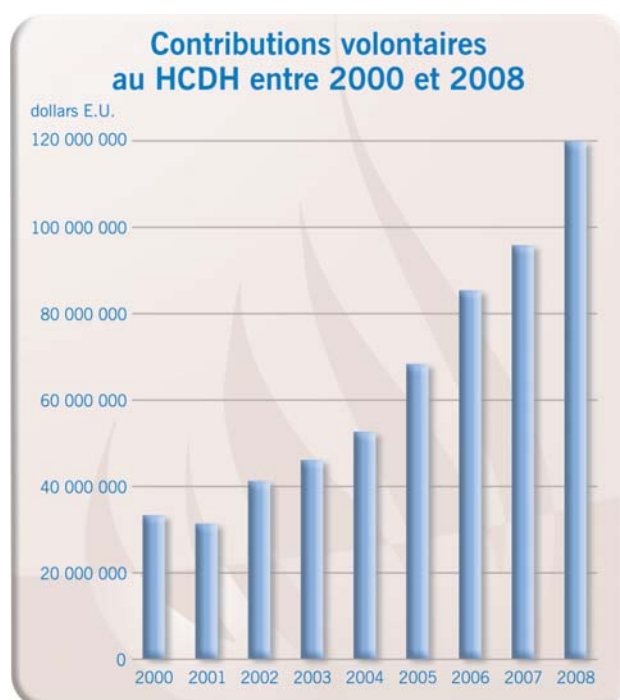
Contributions volontaires des 20 principaux donateurs aux fonds humanitaires en 2008



Évolution du financement

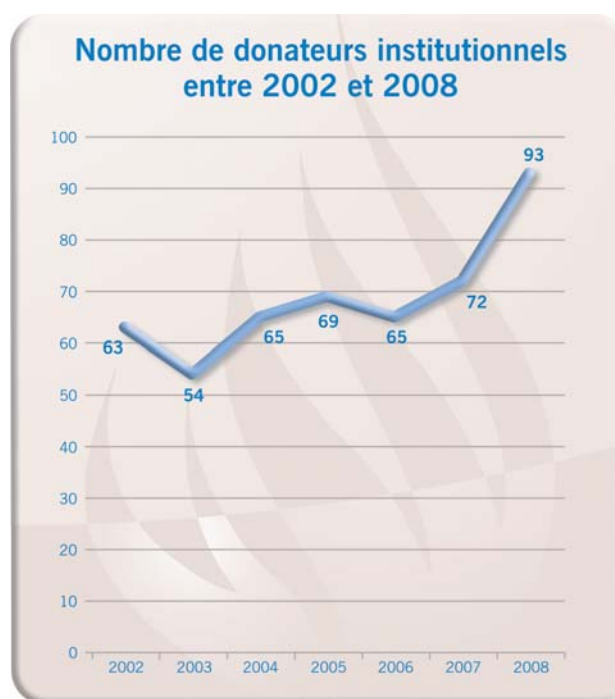
Montant des contributions

Le montant des contributions des donateurs n'a cessé de croître au cours des sept dernières années pour atteindre près de 120 millions de dollars E.-U. en 2008, année marquée par la plus forte augmentation observée d'une année sur l'autre – plus de 24 millions de dollars, soit une hausse de 25,3 pour cent. S'il est vrai qu'entre un tiers et la moitié des augmentations annuelles observées entre le début de l'année 2003 et la fin du premier semestre 2008 étaient dues au déclin régulier du dollar américain, on a néanmoins enregistré une hausse réelle et soutenue du montant de base des contributions, calculé dans la devise des donateurs.

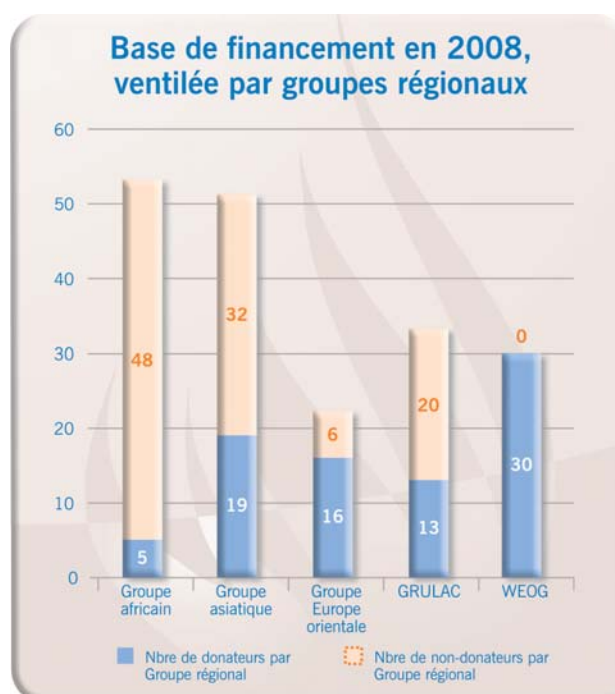


Nombre de donateurs

L'année 2008 a été marquée par un élargissement encourageant de la base de financement du Haut-Commissariat, le nombre d'États donateurs augmentant sensiblement. Globalement, le nombre de donateurs institutionnels (gouvernements, organisations internationales et autres) est passé de 72 à 93. Quarante-trois États membres (19 de plus qu'en 2007) et sept organisations internationales (trois de plus qu'en 2007) ont versé des fonds. Le nombre d'États membres offrant une contribution volontaire a augmenté à l'issue d'un effort concerté, déployé une année durant pour appeler tous les États qui n'avaient jamais, ou rarement, rejoint les rangs des donateurs par le passé, à verser une contribution en 2008 afin de manifester leur attachement aux idéaux consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme (voir encadré p. 193).



Si les pays occidentaux continuent d'apporter la plus grande partie des contributions, le recrutement de nouveaux donateurs, n'appartenant pas à la communauté des donateurs internationaux traditionnels, a permis de diversifier la base de financement. Sur les 83 États membres ayant versé une contribution en 2008, 30 (un tiers environ) étaient membres du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, 19 membres du Groupe asiatique, 16 membres du Groupe des États d'Europe orientale, 13 membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes et cinq membres du Groupe africain.



Affectation des fonds

La tendance à l'augmentation de la proportion de fonds non liés dans les contributions des donateurs s'est confirmée en 2008, puisque 64,6 millions de dollars E.-U. ont été alloués sans affectation particulière (contre 40,9 millions en 2006). La part de fonds non réservés à un usage précis dans le montant total des contributions n'a cessé de croître au cours des dernières années – passant de 20 pour cent en 2004, à 26 pour cent en 2005, 37 pour cent en 2006, 43 pour cent en 2007 et 54 pour cent en 2008.

Cette augmentation des contributions non liées fait suite à des appels répétés de la Haut-Commissaire, invitant les donateurs à accroître la part des leurs fonds non réservés à un usage précis. Ce mode de financement donne en effet au HCDH plus de flexibilité et d'autonomie pour décider de l'allocation des ressources. En 2008, les membres de la Section des relations extérieures et de la liaison avec les donateurs ont tiré parti de toutes les occasions qui se présentaient de plaider en faveur d'une augmentation des contributions non liées ; ils sont ainsi parvenus à convaincre 65 donateurs (25 de plus qu'en 2007) à fournir une partie au moins de leur aide sans l'assortir de conditions particulières et un certain nombre de grands donateurs à accroître la proportion de fonds non liés dans leur contribution (notamment l'Australie, le Brésil, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande,

l'Irlande, le Maroc, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède).

Versements en temps utile

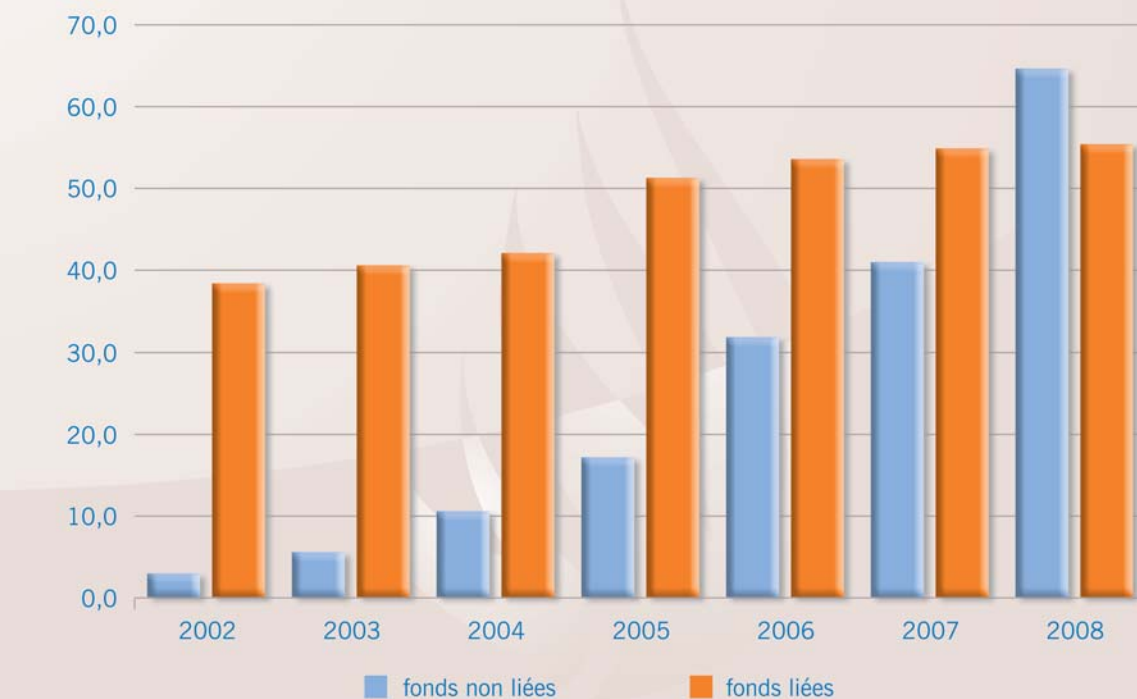
En 2008, la moitié des contributions ont été annoncées et réglées au premier semestre, conformément à l'objectif fixé. Des versements en temps utile, une part plus importante de fonds non affectés et un solde initial appréciable, résultant du report de l'année précédente, ont libéré le Haut-Commissariat des contraintes de trésorerie en 2008, ce qui lui a permis d'allouer plus rapidement des ressources à des projets et à des bureaux extérieurs et lui a donné plus de latitude et de souplesse pour réajuster les activités planifiées en fonction de l'évolution des besoins.

Prévisibilité

Le financement a gagné en prévisibilité du fait de la conclusion de nouveaux accords pluriannuels avec l'Allemagne, la Belgique, le Canada et la Suède. Le HCDH a désormais des accords de financement pluriannuels avec 11 donateurs, à savoir huit États membres (Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse), deux organisations internationales (la Commission européenne et l'Organisation internationale de la Francophonie) et un donateur privé (la Fondation MacArthur).

Contributions liées / Contributions non liées : 2002-2008

millions de dollars E.U.




Contributions volontaires non liées en 2008




Donateur	fonds non liés (dollars E.-U.)	pourcentage par rapport à la contribution totale du donateur
1 Pays-Bas	10 526 972	90.4%
2 Espagne	8 180 593	76.6%
3 États-Unis d'Amérique	6 943, 00	45.4%
4 Commission européenne	5 247 813	50.2%
5 Canada	5 096 840	79.0%
6 Royaume-Uni	4 980 080	70.3%
7 Suède	3 896 874	44.9%
8 Norvège	3 353 057	37.2%
9 Danemark	2 752 319	65.0%
10 France	2 420 575	85.3%
11 Irlande	2 420 575	39.9%
12 Nouvelle-Zélande	1 923 077	99.8%
13 Finlande	1 723 684	50.1%
14 Belgique	1 116 071	60.6%
15 Italie	737 463	31.0%
16 Australie	621 670	57.1%
17 Maroc	510 000	95.1%
18 Fédération de Russie	500 000	25.0%
19 Brésil	200 000	76.9%
20 Luxembourg	160 350	43.1%
21 Turquie	150 000	87.7%
22 Grèce	143 062	80.0%
23 Mexique	100 000	70.7%
24 Ouzbékistan	99 972	100.0%
25 Pologne	99 379	100.0%
26 Portugal	80 000	100.0%
27 Arabie saoudite	50 000	33.3%
28 Liechtenstein	47 847	43.5%
29 Hongrie	44 643	60.0%
30 Chypre	32 808	80.6%
31 Lettonie	32 000	100.0%
32 Qatar	30 000	100.0%
33 Philippines	29 982	83.6%
34 Chili	28 000	65.1%
35 Kazakhstan	25 000	100.0%
36 Thaïlande	25 000	90.1%
37 Uruguay	25 000	100.0%
38 Monaco	23 263	66.6%
39 Croatie	22 000	78.6%
40 Afrique du Sud	20 642	36.2%
41 Bahreïn	20 000	100.0%
42 Indonésie	20 000	100.0%
43 Estonie	19 879	40.0%
44 Costa Rica	14 167	100.0%
45 Guatemala	11 811	66.3%
46 Azerbaïdjan	10 000	66.7%
47 Oman	10 000	100.0%
48 Slovaquie	9 569	100.0%
49 Cameroun	9 483	100.0%
50 Bulgarie	8 000	72.7%
51 Argentine	7 000	41.2%
52 République tchèque	6 516	28.6%
53 Maldives	5 000	50.0%
54 Viet Nam	5 000	100.0%
55 Honduras	4 976	100.0%
56 Haïti	4 902	100.0%
57 Pakistan	4 815	100.0%
58 Nicaragua	4 000	100.0%
59 Saint-Siège	2 500	41.7%
60 Serbie	2 500	50.0%
61 Cuba	2 294	100.0%
62 Monténégro	2 187	100.0%
63 Maurice	1 841	100.0%
64 Arménie	1 096	100.0%
65 Afghanistan	982	100.0%
Autres donateurs individuels	49	0.6%
Total	64 608 478	53.9%

Source : Système intégré de gestion (SIG).

Contributions volontaires supérieures à 100 000 dollars E.-U., par donateur, en 2008

La ventilation des fonds dans le tableau tient compte des affectations choisies par les donateurs (suivant les principales rubriques du PGS).











	États-Unis d'Amérique	Pays-Bas	Espagne	Commis- sion européenne	Norvège	Suède	Royame- Uni	Canada	Irlande	Allemagne	Danemark	Finlande	
													
Contributions non liées	6 943 300	10 526 972	8 180 593	5 247 813	3 353 057	3 896 874	4 980 080	5 096 840	2 420 575	0	2 752 319	1 723 684	
Direction exécutive et gestion New York et Genève	0	0	0	1 698 113	0	0	0	245 005	226 929	0	0	0	
<i>Sous-programme 1 : Intégration des droits de l'homme, recherche et droit au développement</i>	0	0	336 927	985 336	225 420	0	99 010	0	605 144	473 186	0	0	
<i>Sous-programme 2 : Appui aux organes et organismes de défense des droits de l'homme</i>	0	0	195 418	0	394 477	0	19 960	0	529 501	157 729	0	0	
<i>Sous-programme 3 : Services consultatifs, coopération technique et opérations sur le terrain</i>	0	0	0	102 283	197 239	0	19 960	0	302 572	157 729	0	77 761	
<i>Sous-programme 4 : Appui aux procédures thématiques d'établissement des faits concernant les droits de l'homme</i>	0	0	168 464	559 272	197 239	0	0	0	453 858	157 729	0	0	
Appui aux programmes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Présences sur le terrain	1 413 458	0	1 347 709	1 869 251	4 437 868	4 790 300	1 968 508	1 110 447	1 081 695	2 316 933	998 043	1 296 204	
<i>Toutes régions</i>	1 413 458	0	0	0	0	0	0	0	1 059 002	1 577 288	0	261 275	
<i>Afrique</i>	0	0	67 385	1 251 984	1 282 050	401 200	39 920	0	0	0	0	0	
<i>Asie et Pacifique</i>	0	0	134 771	0	1 084 813	482 400	1 928 588	600 763	22 693	0	998 043	1 034 929	
<i>Moyen-Orient et Afrique du Nord</i>	0	0	269 542	0	197 238	0	0	0	0	0	0	0	
<i>Europe, Amérique du Nord et Asie centrale</i>	0	0	0	0	690 335	0	0	0	0	0	0	0	
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>	0	0	876 011	617 267	1 183 432	3 906 700	0	509 684	0	739 645	0	0	
Fonds humanitaires	6 943 300	1 120 000	444 744	0	197 239	0	0	0	453 858	1 104 101	482 142	343 702	
Total des contributions par donateur	15 300 058	11 646 972	10 673 854	10 462 070	9 002 541	8 687 174	7 087 518	6 452 292	6 074 130	4 367 405	4 232 505	3 441 350	

	France	Suisse	Italie	Fédération de Russie	Nouvelle-Zélande	Belgique	Australie	Japon	FNUAP	PNUD	Fondation MacArthur	Autriche	Maroc
													
	2 420 575	0	737 463	500 000	1 923 077	1 116 071	621 670	0	0	0	0	0	510 000
	77 882	0	0	50 000	0	0	0	0	0	0	0	23 328	0
	0	179 908	221 239	600 000	2 974	0	0	90 200	0	0	0	0	21 997
	0	142 857	221 239	450 000	0	0	0	100 000	0	0	0	157 729	0
	0	0	221 239	0	0	57 225	177 620	0	0	679 091	500 000	0	0
	35 836	418	73 746	50 000	0	446 429	0	100 000	0	0	0	78 864	0
	0	0	0	0	0	0	0	100 000	0	0	0	0	0
	0	2 168 612	737 463	300 000	0	0	266 430	450 000	815 333	0	100 000	283 912	0
	0	1 315 789	737 463	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	138 787	0	0	0	0	0	0	815 333	0	0	283 912	0
	0	523 560	0	0	0	0	266 430	450 000	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	300 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	190 476	0	0	0	0	0	0	0	0	100 000	0	0
	302 572	142 857	167 131	50 000	0	223 215	23 585	50 000	0	0	0	0	4 000
	2 836 865	2 634 654	2 379 520	2 000 000	1 926 051	1 842 939	1 089 305	890 200	815 333	679 091	600 000	543 833	535 997



Contributions volontaires supérieures à 100 000 dollars E.-U., par donateur, en 2008

La ventilation des fonds dans le tableau tient compte des affectations choisies par les donateurs (suivant les principales rubriques du PGS).

	Luxembourg 	Corée, Rép. de 	Organisation internationale de la Francophonie 	Brésil 	Grèce 	Turquie 	UNRWA 	Arabie saoudite 	Mexique 	Droits et Démocratie 	Liechtenstein 
Contributions non liées	160 350	0	0	200 000	143 062	150 000	0	50 000	100 000	0	47 847
Direction exécutive et gestion New York et Genève	0	0	0	0	0	0	0	0	0	45 415	0
<i>Sous-programme 1 : Intégration des droits de l'homme, recherche et droit au développement</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 785	0
<i>Sous-programme 2 : Appui aux organes et organismes de défense des droits de l'homme</i>	0	0	0	0	0	0	0	25 000	0	0	19 139
<i>Sous-programme 3 : Services consultatifs, coopération technique et opérations sur le terrain</i>	62 893	0	0	0	0	0	0	25 000	0	76 557	0
<i>Sous-programme 4 : Appui aux procédures thématiques d'établissement des faits concernant les droits de l'homme</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	20 000	0	0
Appui aux programmes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Présences sur le terrain	72 886	280 000	306 907	0	7 153	0	158 344	0	0	0	19 139
<i>Toutes régions</i>	0	280 000	0	0	7 153	0	0	0	0	0	19 139
<i>Afrique</i>	72 886	0	295 838	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Asie et Pacifique</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Moyen-Orient et Afrique du Nord</i>	0	0	0	0	0	0	158 344	0	0	0	0
<i>Europe, Amérique du Nord et Asie centrale</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>	0	0	11 069	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds humanitaires	75 811	70 000	0	60 000	28 612	21 000	0	50 000	21 500	0	23 923
Total des contributions par donateur	371 940	350 000	306 907	260 000	178 827	171 000	158 344	150 000	141 500	129 757	110 048

Appel spécial à l'occasion du 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme

Lors de la journée internationale des droits de l'homme, le 10 décembre 2007, un an avant le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Haut-Commissaire de l'époque, Louise Arbour, a lancé une campagne de collecte de fonds d'une année afin d'encourager le plus grand nombre d'États possible à manifester leur soutien à la Déclaration en offrant une contribution financière au HCDH, en fonction de leurs moyens. Une attention particulière a été accordée aux États membres qui n'avaient jamais versé de contributions ou ne

l'avaient que rarement fait par le passé. Cependant, les donateurs réguliers ont également été invités à participer en offrant une contribution supplémentaire exceptionnelle, à titre de soutien.

L'initiative a permis de recueillir environ 1, 2 millions de dollars de contributions supplémentaires, émanant à la fois de nouveaux donateurs et de donateurs traditionnels. Plus important encore, elle a contribué à la plus forte augmentation de la base de financement jamais observée d'une année sur l'autre, le nombre d'États

donateurs passant de 64 à 83. Neuf de ces États ont ainsi versé leur première contribution au HCDH. Et une poignée de pays ont, pour la première fois, offert une contribution volontaire à l'ONU.

En 2009, le Haut-Commissariat entend nouer un dialogue avec tous les États membres qui ont offert leur première contribution en 2008, ou avec ceux qui ont réintégré les rangs des donateurs après une absence d'un an ou plus, pour les inciter à renouveler leur appui en 2009 et à contribuer régulièrement à l'action du HCDH à l'avenir.

Contributions volontaires en réponse à l'appel universel lancé par le HCDH en 2008

Les nouveaux donateurs sont indiqués en caractères gras

Donateur	dollars E.-U.	Donateur	dollars E.-U.
1 Afghanistan	1,000	19 Kazakhstan	25,000
2 Arabie saoudite	100,000	20 Luxembourg	62,893
3 Argentine	7,000	21 Maldives	5,000
4 Australie	88,810	22 Maroc	5,000
5 Bahreïn	5,000	23 Maurice	1,841
6 Brésil	200,000	24 Monténégro	2,187
7 Bulgarie	2,000	25 Norvège	197,239
8 Cameroun	9,964	26 Oman	10,000
9 Chili	8,000	27 Ouzbékistan	99,972
10 Chine	19,985	28 Philippines	29,982
11 Chypre	32,808	29 Qatar	30,000
12 Cuba	2,294	30 Saint-Siège	2,500
13 Espagne	29,283	31 Serbie	5,000
14 Finlande	12,953	32 Slovaquie	9,569
15 France	77,882	33 Thaïlande	5,000
16 Haïti	4,902	34 Turquie	50,000
17 Honduras	4,976	35 Viet Nam	5,000
18 Indonésie	20,000		

Total 1 173 039

Financement au titre du budget ordinaire et contributions volontaires

La part des dépenses financées par le budget ordinaire de l'ONU a légèrement augmenté, passant de 33,5 pour cent en 2007 à 34,9 pour cent en 2008, alors que la proportion de dépenses financées par des contributions volontaires passait de 66,5 à 65,1 pour cent. Ce léger rééquilibrage en faveur du financement au titre du budget ordinaire est dû au fait que la part du budget ordinaire affectée au HCDH pour l'exercice 2008-2009 a augmenté par rapport à l'exercice biennal précédent.

Perspectives en 2009 et au cours des années suivantes

La dégradation spectaculaire de la conjoncture économique et les fluctuations des taux de change observées au dernier trimestre 2008 et au cours des premiers mois de l'année 2009 ont créé des conditions fort peu propices à la collecte de fonds. La crise économique mondiale a fait sombrer tous les grands bailleurs de fonds du HCDH dans la récession ou les en a dangereusement rapprochés et exerce des ponctions de plus en plus fortes sur le budget des États. Le

ralentissement actuel devrait avoir des répercussions sur le montant des budgets de coopération et des contributions volontaires destinés aux organismes multilatéraux en 2009 et au cours des années suivantes. Dans ces conditions, il semble de plus en plus probable que le montant réel des contributions – mesuré dans la devise des donateurs – cessera d'augmenter ou même chutera légèrement en 2009, voire en 2010, avant que la croissance ne reprenne.

Les taux de change auront également un impact important sur le montant des contributions en 2009. Entre la fin du premier semestre 2008 et la fin du mois de mars 2009, les devises des principaux donateurs ont en moyenne perdu 32 pour cent face au dollar E.-U. À moins d'une inversion soudaine et immédiate de la tendance sur les marchés des changes, les contributions de ces donateurs en 2009, qu'elles aient diminué ou non en termes réels, verront leur valeur en dollars baisser considérablement par rapport à 2008.

L'un ou l'autre de ces facteurs suffirait à limiter les possibilités d'augmentation ultérieure des financements. Associés les uns aux autres, ils pourraient provoquer une baisse importante des contributions. La crise économique met en danger les moyens d'existence et les droits de centaines de millions de personnes, qui

Le Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique

Le Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme a été créé par le Secrétaire général en 1987, en application de la résolution 1987/83 de l'ex-Commission des droits de l'homme. Le Fonds fournit des ressources pour appuyer les efforts nationaux visant à créer un cadre solide de protection des droits. L'appui dispensé est destiné à promouvoir et à mettre en place des cadres juridiques solides, des institutions nationales des droits de l'homme efficaces, un système judiciaire indépendant, une société civile dynamique et des sociétés qui cherchent à promouvoir les droits et les responsabilités. Depuis 1993, un Conseil d'administration offre des conseils administratifs et opérationnels au Fonds. Le Conseil se réunit deux fois par an pour faire le point sur les programmes qu'il appuie, débattre de procédures, de méthodologies et de questions

thématiques, examiner des affaires financières, administratives ou en rapport avec la collecte de fonds et instruire les États membres des progrès et des réalisations. Les 28^e et 29^e sessions du Conseil ont respectivement eu lieu du 19 au 22 mai et du 17 au 20 novembre 2008. En 2008, les nouvelles contributions reçues par le fonds se sont élevées à 13 844 212 dollars E.-U. (dont 13 690 712 dollars versés par des États membres et 153 500 dollars provenant de donateurs du secteur privé). Ces sommes ont servi à financer les activités de coopération technique du HCDH (dont bon nombre sont répertoriées dans les chapitres précédents, décrivant le travail du Haut-Commissariat région par région) dans les 25 pays ou territoires suivants : Bolivie, Équateur, Guyana, Haïti, Mexique, Nicaragua, Palestine, province du Kosovo, Géorgie, Fédération de Russie, Afghanistan, Indonésie,

Pakistan, Sri Lanka, Timor-Leste, Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Guinée, Kenya, Ouganda, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Togo. Les activités exécutées au moyen du Fonds ont abouti, dans les pays, à des efforts destinés à transposer les normes internationales relatives aux droits de l'homme dans les lois, les politiques et les pratiques nationales, à la mise en place de capacités nationales plus durables pour veiller au respect de ces normes, au renforcement de l'administration de la justice, à une volonté plus marquée d'élaborer des programmes d'éducation aux droits de l'homme, à la création d'institutions nationales des droits de l'homme réactives, au déploiement de conseillers pour les droits de l'homme auprès des équipes de pays des Nations Unies et à la mise au point de plans d'action nationaux pour promouvoir et protéger les droits de l'homme.

sont parmi les plus vulnérables et les plus pauvres au monde ; en conséquence, l'ONU ne pourrait choisir pire moment pour réduire son travail dans le domaine des droits de l'homme. Dans un tel contexte, le HCDH appellera tous les États membres et l'ensemble de la communauté des bailleurs de fonds à mettre à sa disposition des ressources suffisantes pour lui permettre de poursuivre son action avec le même élan.

Jeunes experts associés

En 2008, le HCDH comptait 39 jeunes experts associés, bénéficiant de l'appui financier des États suivants : Allemagne, Autriche, République de Corée, Danemark, Espagne, Finlande, France, Italie, Liechtenstein, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse (cf. tableau ci-dessous). L'Italie et les Pays-Bas ont été les seuls pays à financer des postes d'experts associés pour des non-ressortissants.

État parrain	Nbre de jeunes experts associés	Nbre de non-ressortissants
Allemagne	2	
Autriche	1	
Corée, République de	1	
Danemark	2	
Espagne	7	
Finlande	2	
France	5	
Italie	3	1
Liechtenstein	1	
Norvège	2	
Pays-Bas	1	1
Suède	3	
Suisse	7	
	37	2
TOTAL	39	

Pour nous aider

Le HCDH accepte les contributions des États membres, des organisations intergouvernementales, des fondations, des associations bénévoles, des ONG et des particuliers. Si vous souhaitez faire un don, au nom de l'organisation que vous représentez ou à titre personnel, veuillez contacter le Service des relations extérieures et de la liaison avec les donateurs à Genève. Tél : +41 22 917 96 55. Fax : +41 22 917 90 04. E-mail : DexRel@ohchr.org.

Profil donateurs

Gouvernements



Afghanistan

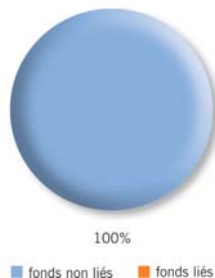
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 982

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 982

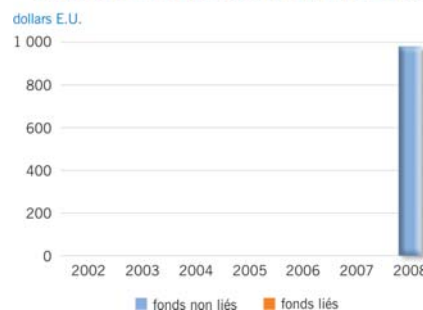
Classement du donateur : 93/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 81/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Afrique du Sud

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 56 994

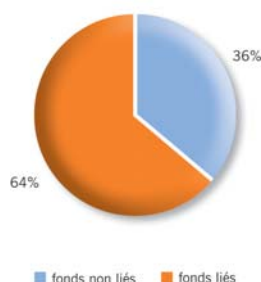
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 57 105 (CHF)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 20 642

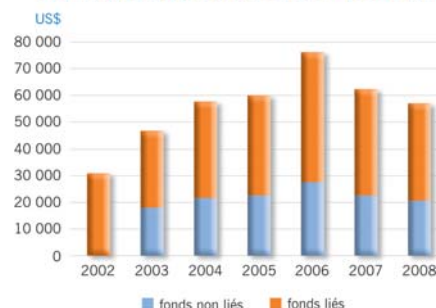
Classement du donateur : 42/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 61/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Algérie

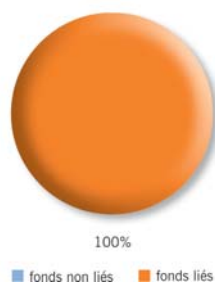
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 10 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

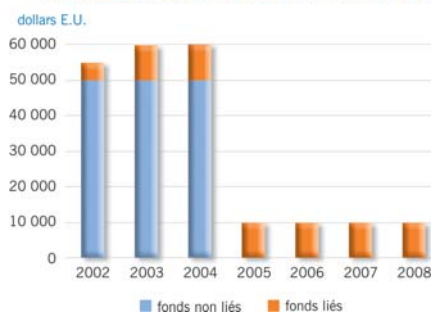
Classement du donateur : 69/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 73/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Allemagne

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 4 367 405

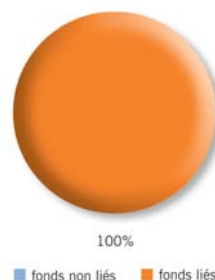
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 2 800 000 (EUR)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

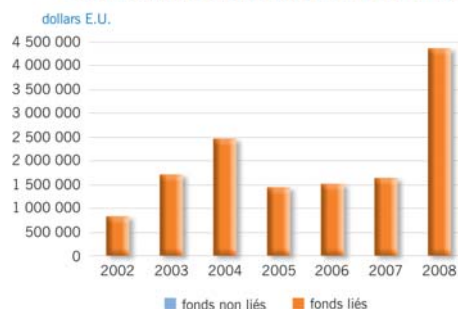
Classement du donateur : 10/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 20/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008





Andorre

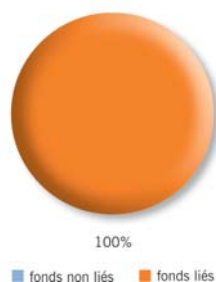
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 32 039

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

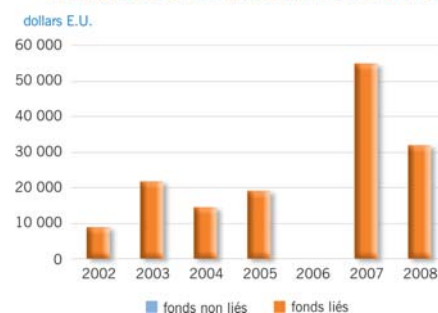
Classement du donateur : 51/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 11/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Arabie Saoudite

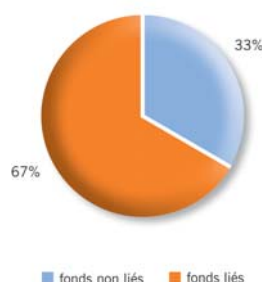
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 150 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 50 000

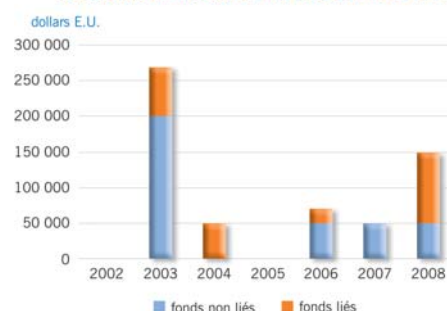
Classement du donateur : 33/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 42/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Argentine

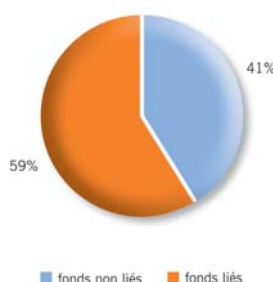
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 17 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 7 000

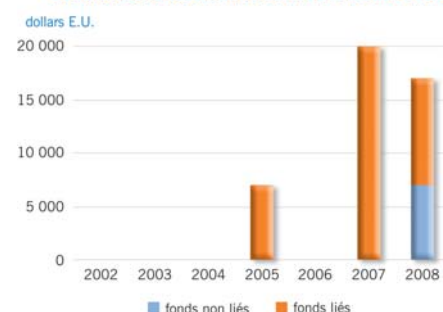
Classement du donateur : 65/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 70/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Arménie

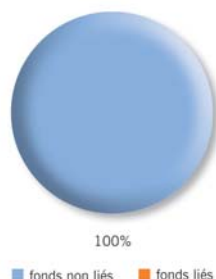
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 1 096

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 1 096

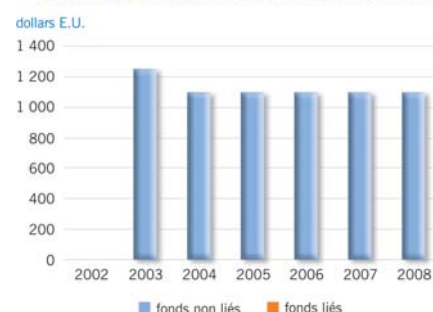
Classement du donateur : 90/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 72/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008





Australie

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 1 089 305

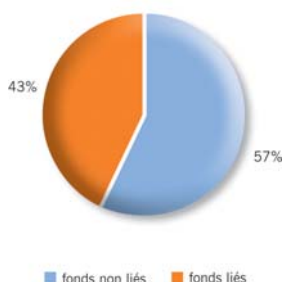
Total voluntary contribution in currency of donation : 1 225 000 (AUD)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 621 670

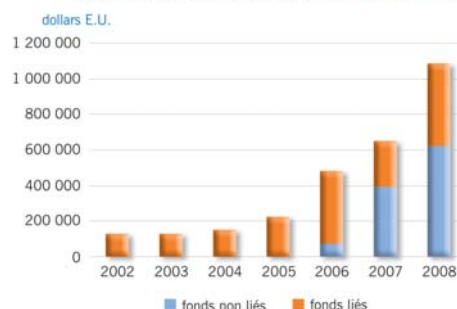
Classement du donateur : 19/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 21/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Autorité Palestinienne

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 1 745

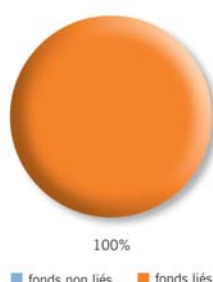
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 2 000 (CHF)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

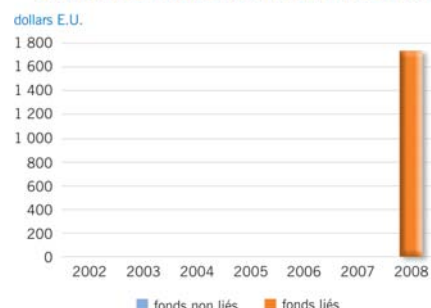
Classement du donateur : 88/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : n/a

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Autriche

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 543 833

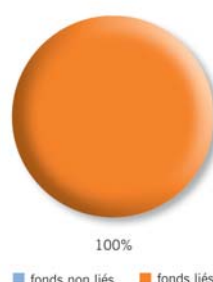
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 345 000 (EUR)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

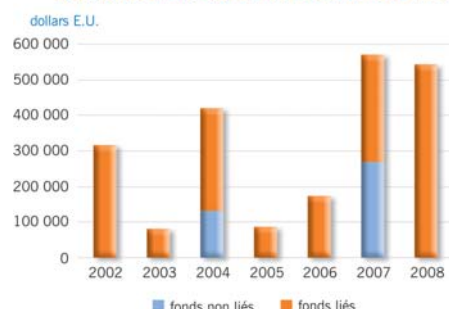
Classement du donateur : 24/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 19/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Azerbaïdjan

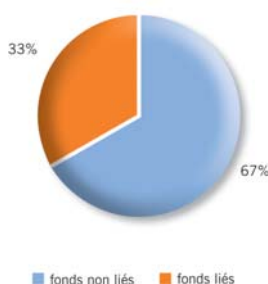
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 15 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 10 000

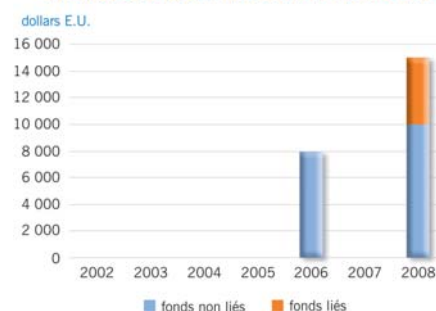
Classement du donateur : 66/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 53/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008





Bahreïn

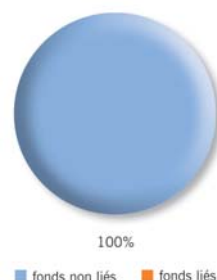
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 20 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 20 000

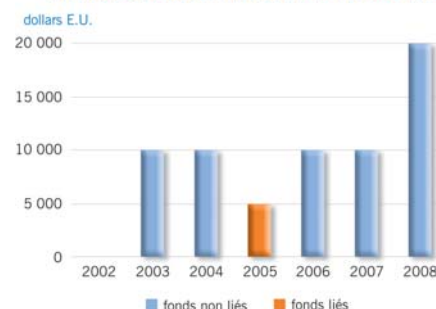
Classement du donateur : 62/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 30/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Belgique

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 1 842 939

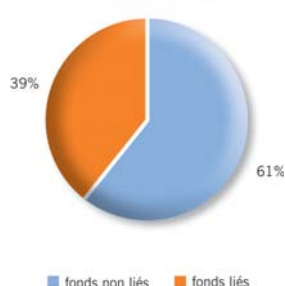
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 1 240 000 (EUR)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 1 116 071

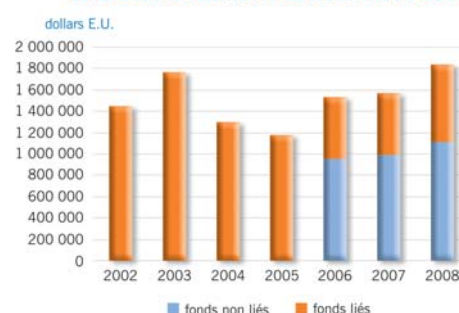
Classement du donateur : 18/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 16/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Brésil

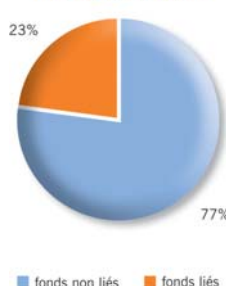
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 260 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 200 000

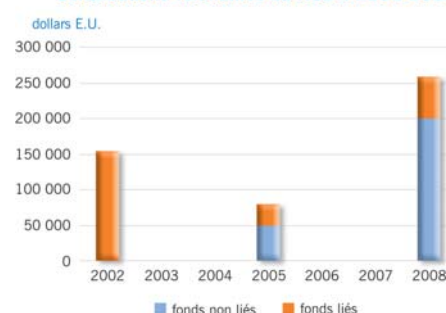
Classement du donateur : 29/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 58/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Bulgarie

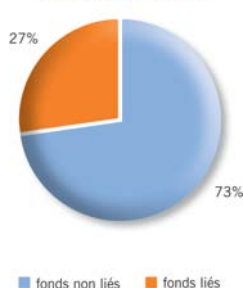
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 11 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 8 000

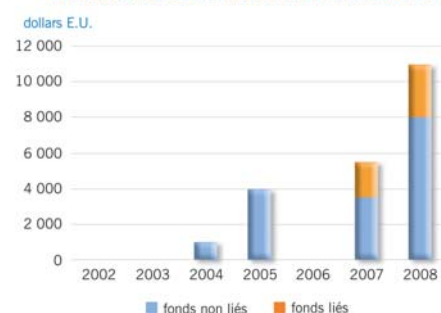
Classement du donateur : 68/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 56/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008





Cameroun

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 9 483

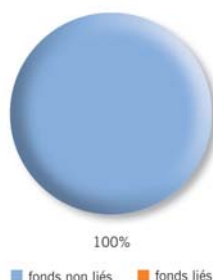
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 10 810 (CHF)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 9 483

Classement du donateur : 74/93

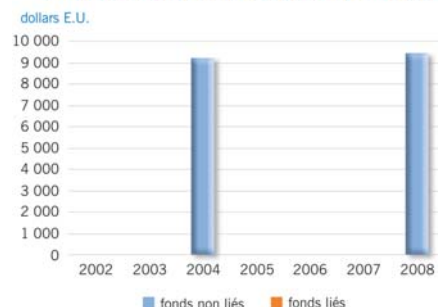
Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 66/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



■ fonds non liés ■ fonds liés

Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Canada

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 6 452 292

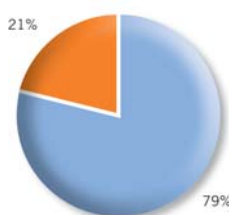
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 6 350 000 (CAD)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 5 096 840

Classement du donateur : 8/93

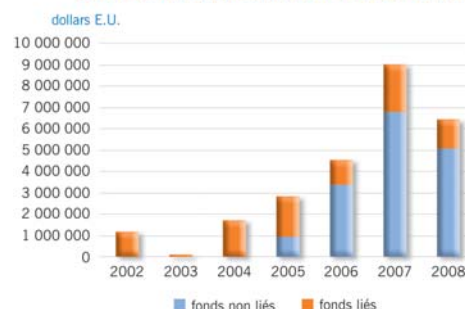
Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 15/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



■ fonds non liés ■ fonds liés

Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Chili

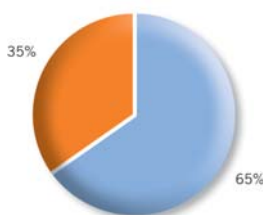
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 43 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 28 000

Classement du donateur : 46/93

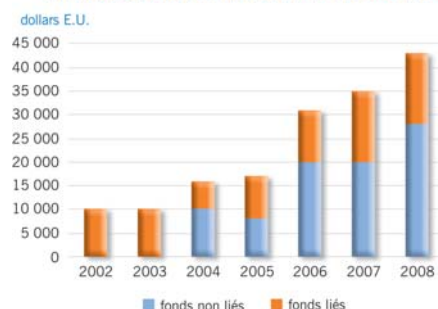
Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 48/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



■ fonds non liés ■ fonds liés

Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Chine

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 19 985

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

Classement du donateur : 63/93

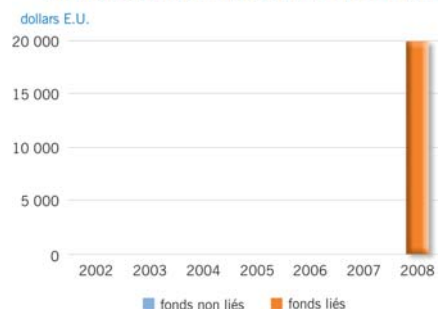
Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 82/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



■ fonds non liés ■ fonds liés

Contributions volontaires au HCDH 2002-2008





Chypre

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 40 707

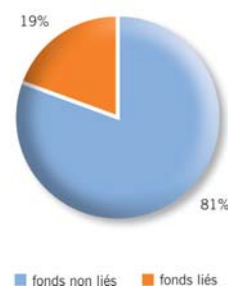
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 40 047 (CHF) + 3 600 (USD)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 32 808

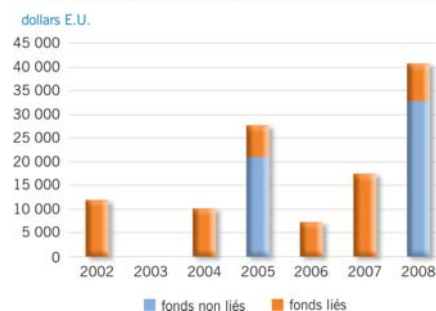
Classement du donateur : 47/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 22/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Colombie

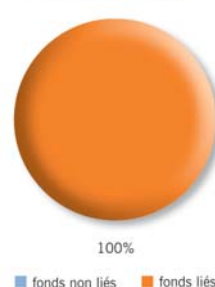
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 7 432

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

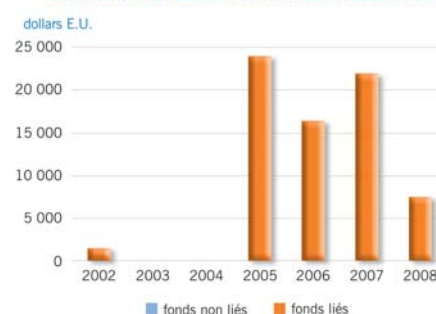
Classement du donateur : 75/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 76/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Costa Rica

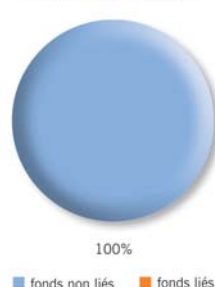
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 14 167

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 14 167

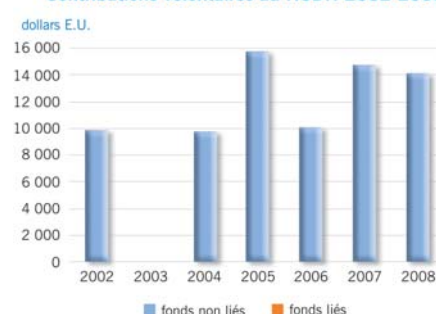
Classement du donateur : 67/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 46/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Croatie

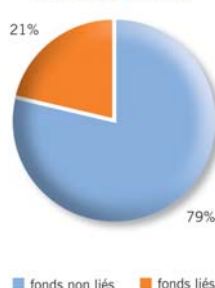
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 28 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 22 000

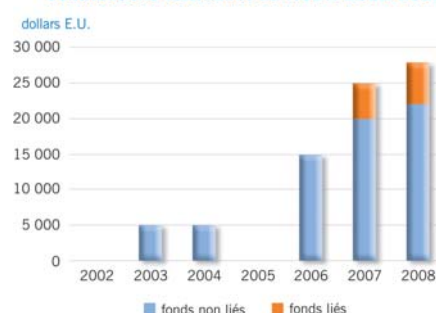
Classement du donateur : 55/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 41/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008





Cuba

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 2 294

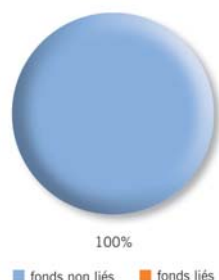
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 2 500 (CHF)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 2 294

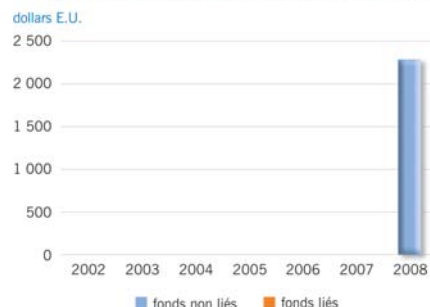
Classement du donateur : 84/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 75/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Danemark

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 4 232 505

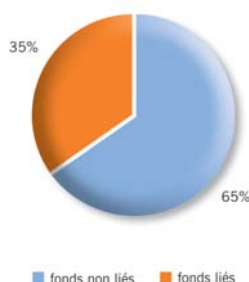
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 20 400 000 (DKK)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 2 752 319

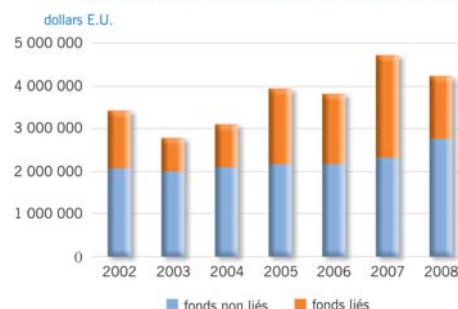
Classement du donateur : 11/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 7/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Émirates Arabes Unis

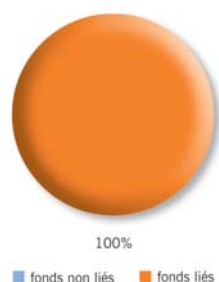
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 29 977

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

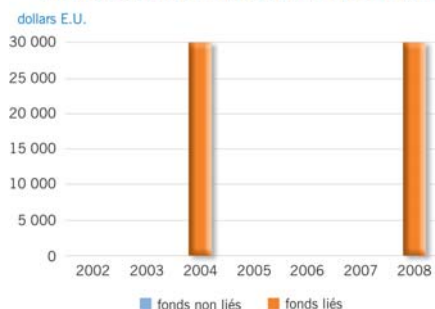
Classement du donateur : 54/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 40/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Espagne

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 10 673 854

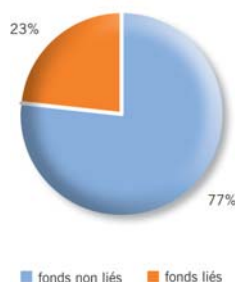
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 7 920 000 (EUR)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 8 180 593

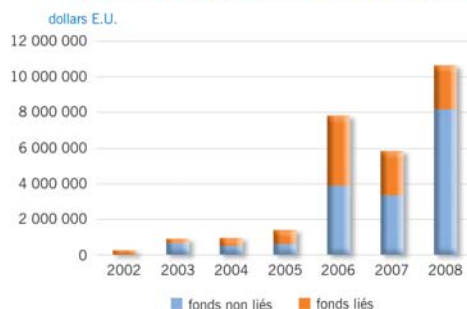
Classement du donateur : 3/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 14/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008





Estonie

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 49 697

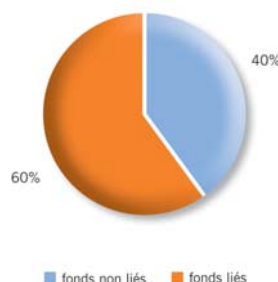
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 500 000 (EEK)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 19 879

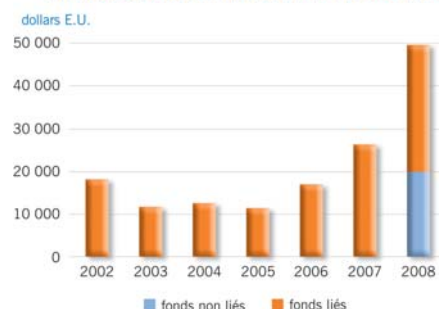
Classement du donateur : 44/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 26/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



États-Unis d'Amérique

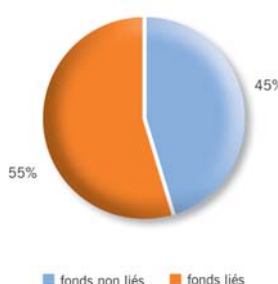
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 15 300 058

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 6 943 300

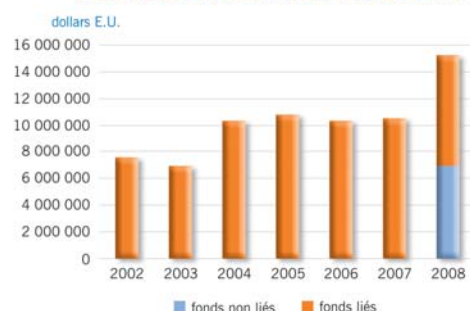
Classement du donateur : 1/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 23/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Fédération de Russie

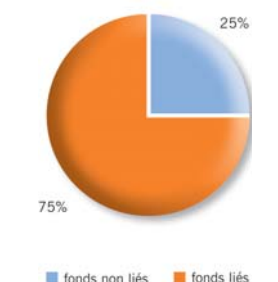
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 2 000 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 500 000

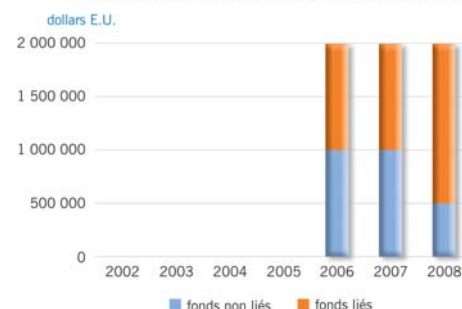
Classement du donateur : 16/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 33/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Finlande

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 3 441 350

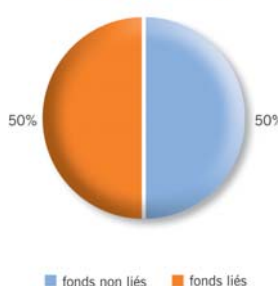
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 2 349 000 (EUR)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 1 723 684

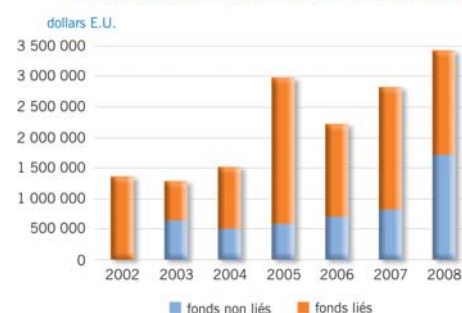
Classement du donateur : 12/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 10/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008





France

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 2 836 865

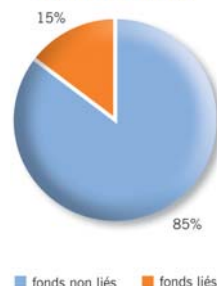
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 1 850 000 (EUR)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 2 420 575

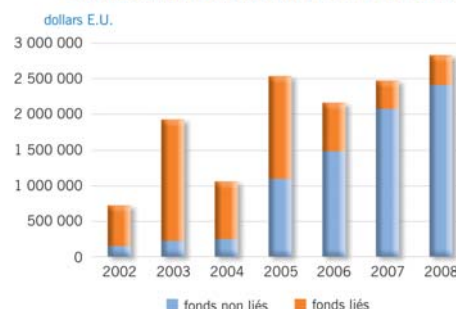
Classement du donateur : 13/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 24/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Grèce

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 178 827

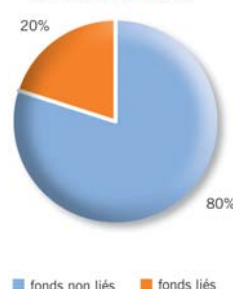
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 125 000 (EUR)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 143 062

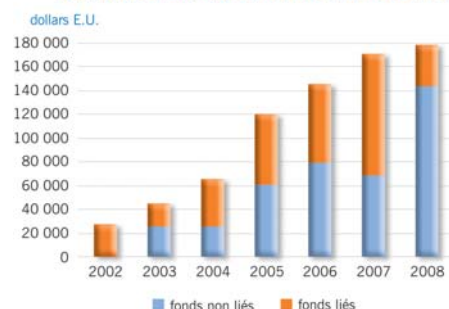
Classement du donateur : 30/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 32/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Guatemala

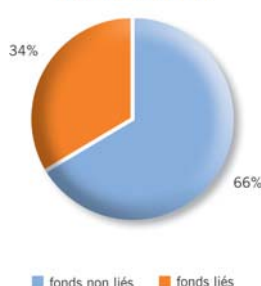
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 17 811

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 11 811

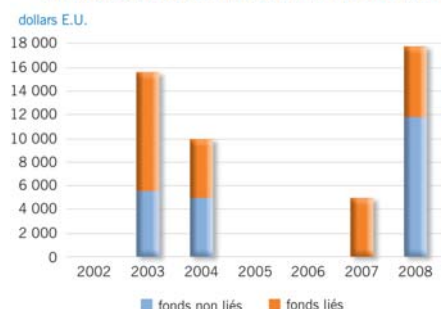
Classement du donateur : 64/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 60/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Haiti

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 4 902

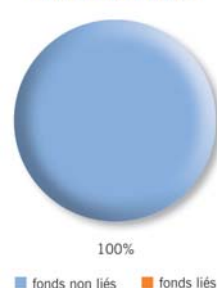
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 5 000 (CHF)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 4 902

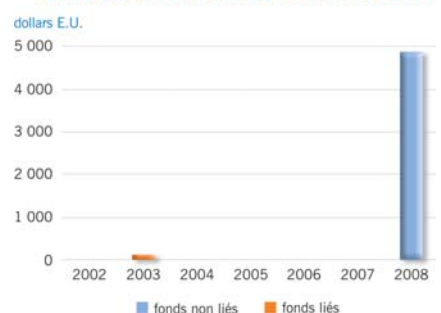
Classement du donateur : 81/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 67/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008





Honduras

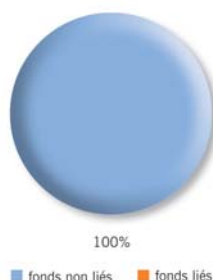
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 4 976

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 4 976

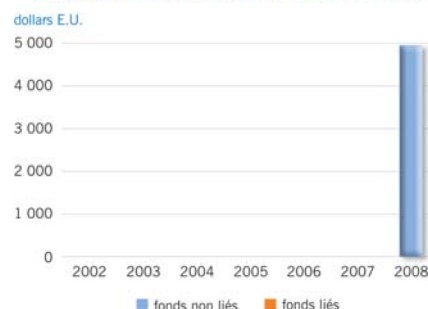
Classement du donateur : 80/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 64/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Hongrie

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 74 405

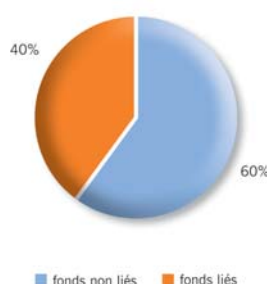
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 50 000 (EUR)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 44 643

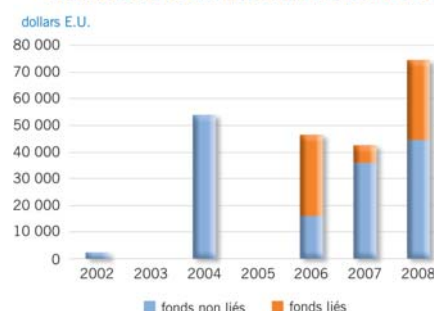
Classement du donateur : 40/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 37/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Inde

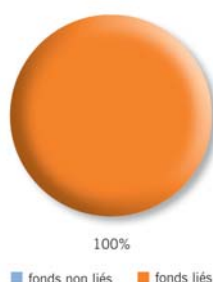
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 50 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

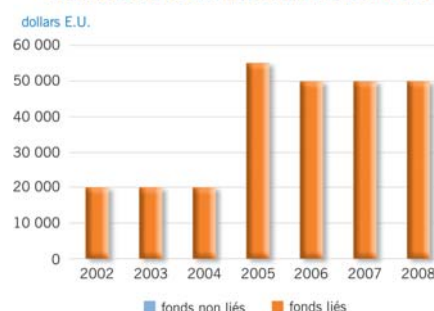
Classement du donateur : 43/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 79/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Indonésie

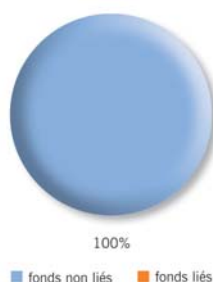
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 20 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 20 000

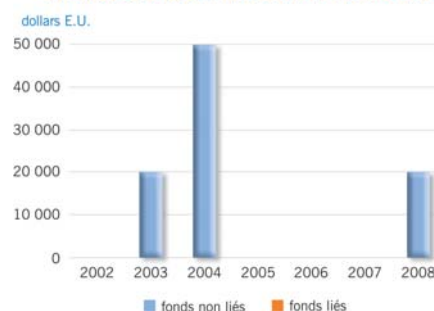
Classement du donateur : 61/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 77/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008





Irlande

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 6 074 130

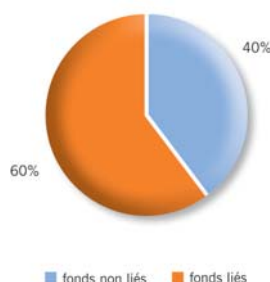
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 4 015 000 (EUR)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 2 420 575

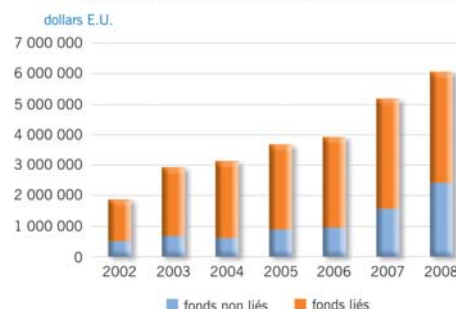
Classement du donateur : 9/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 3/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Islande

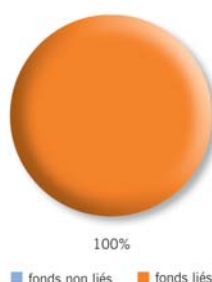
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 24 588

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

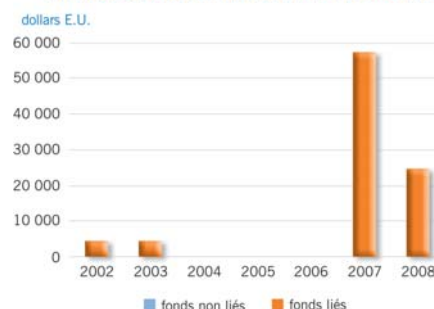
Classement du donateur : 59/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 18/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Israël

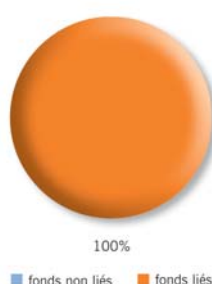
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 10 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

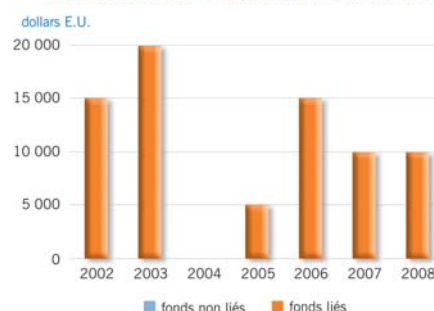
Classement du donateur : 70/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 57/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Italie

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 2 379 520

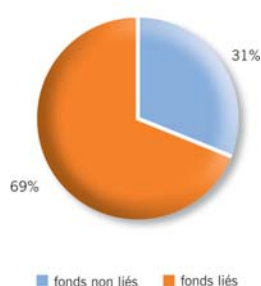
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 1 620 000 (EUR)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 737 463

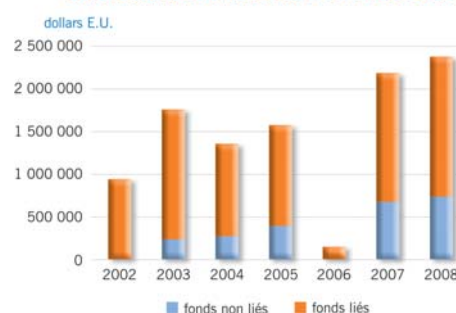
Classement du donateur : 15/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 25/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008





Japon

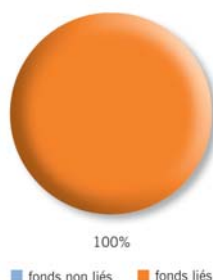
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 890 200

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

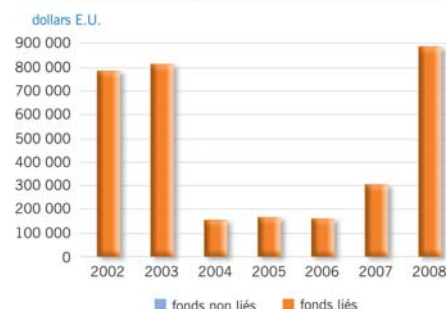
Classement du donateur : 20/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 39/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Kazakhstan

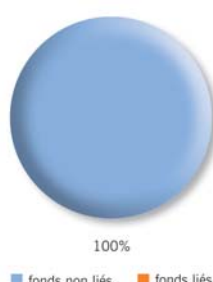
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 25 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 25 000

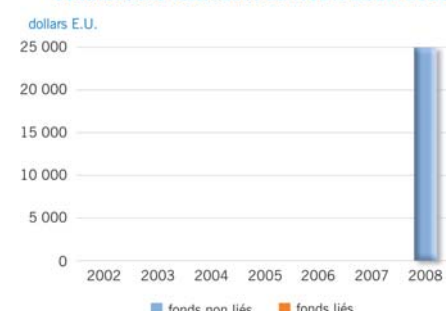
Classement du donateur : 58/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 54/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Lettonie

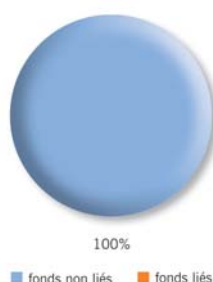
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 32 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 32 000

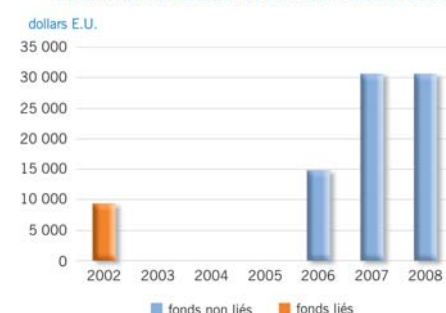
Classement du donateur : 52/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 34/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Liechtenstein

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 110 048

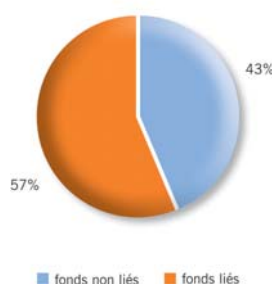
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 115 000 (CHF)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 47 847

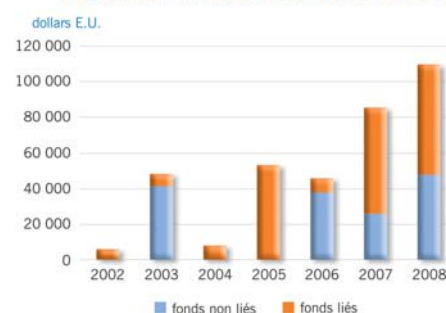
Classement du donateur : 36/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 1/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008





Luxembourg

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 371 940

Contribution volontaire totale dans la devise de versement :

250 000 (EUR)

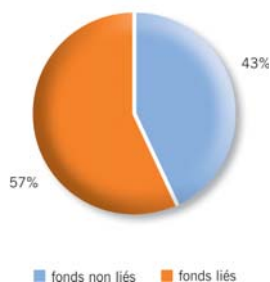
Contribution non liée, en dollars E.-U. :

160 350

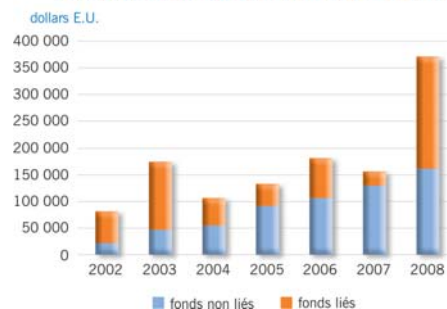
Classement du donateur : 26/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 8/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Ex-République yougoslave de Macédoine

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 2 000

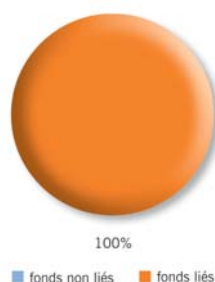
Contribution non liée, en dollars E.-U. :

0

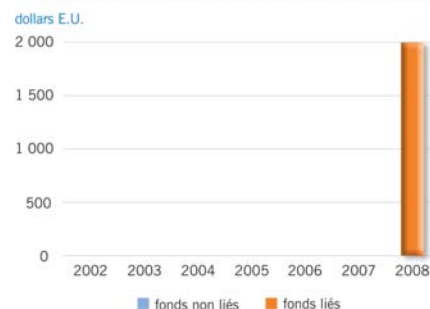
Classement du donateur : 86/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 62/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Maldives

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 10 000

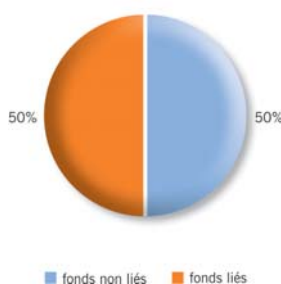
Contribution non liée, en dollars E.-U. :

5 000

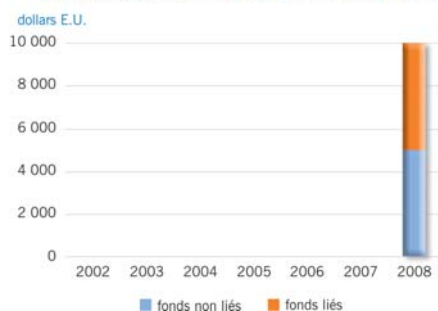
Classement du donateur : 71/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 29/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Malte

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 985

Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 675 (EUR)

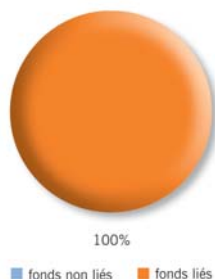
Contribution non liée, en dollars E.-U. :

0

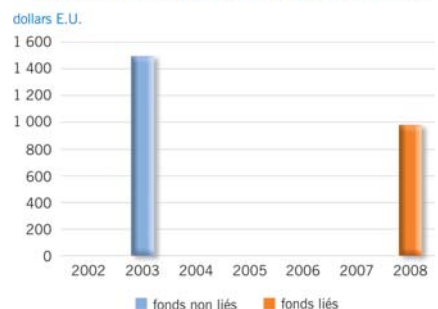
Classement du donateur : 92/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 49/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008





Maroc

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 535 997

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 510 000

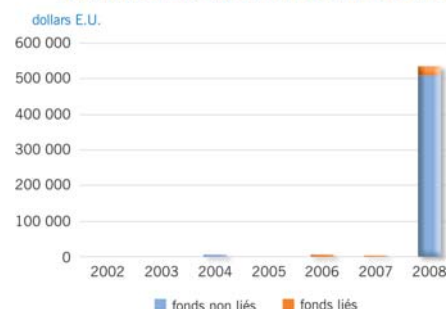
Classement du donateur : 25/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 31/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Maurice

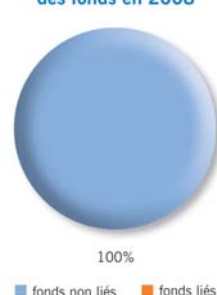
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 1 841

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 1 841

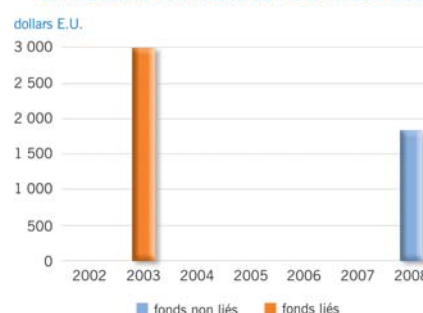
Classement du donateur : 87/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 55/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Mexique

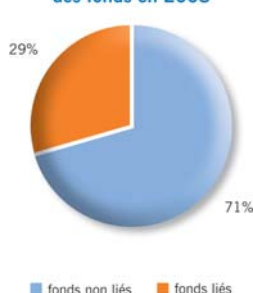
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 141 500

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 100 000

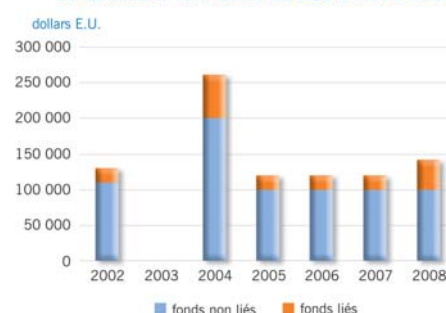
Classement du donateur : 34/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 59/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Monaco

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 34 927

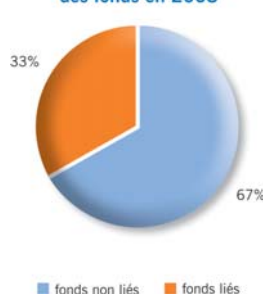
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 7 500 (EUR) + 23 263 (USD)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 23 263

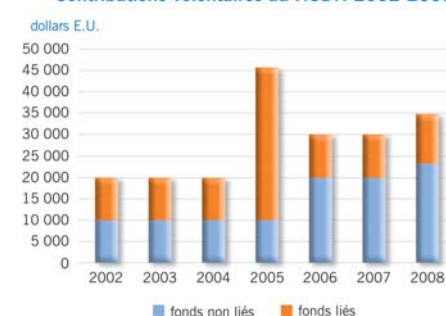
Classement du donateur : 50/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 5/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008





Monténégro

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 2 187

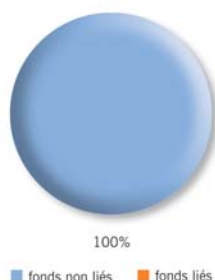
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 1 500 (EUR)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 2 187

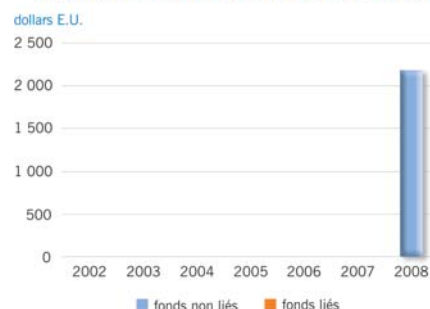
Classement du donateur : 85/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 45/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Nicaragua

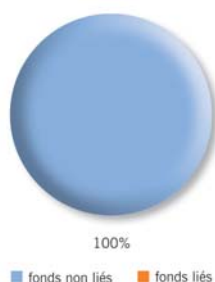
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 4 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 4 000

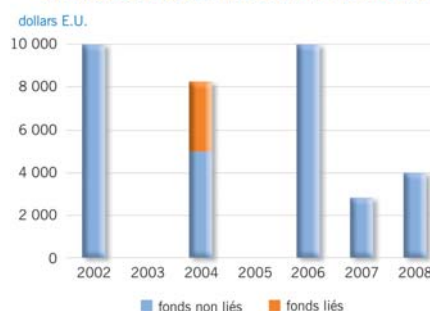
Classement du donateur : 83/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 63/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Norvège

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 9 002 541

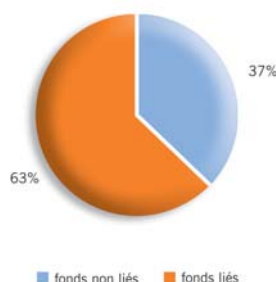
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 45 700 000 (NOK)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 3 353 057

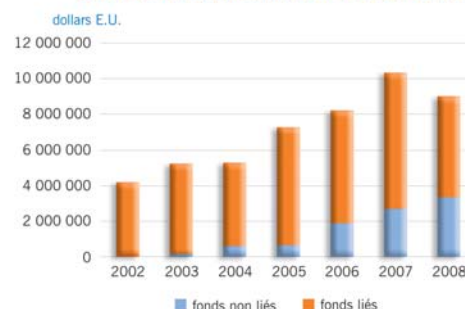
Classement du donateur : 5/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 2/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Nouvelle-Zélande

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 1 926 051

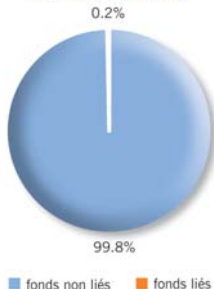
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 2 504 000 (NZD)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 1 923 077

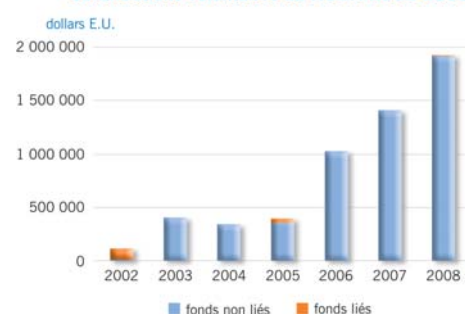
Classement du donateur : 17/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 12/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008





Oman

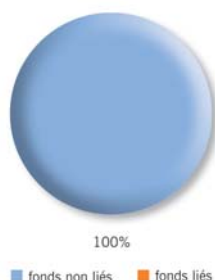
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 10 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 10 000

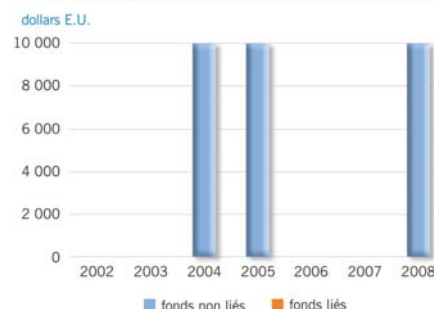
Classement du donateur : 72/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 43/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Ouzbékistan

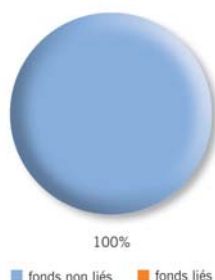
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 99 972

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 99 972

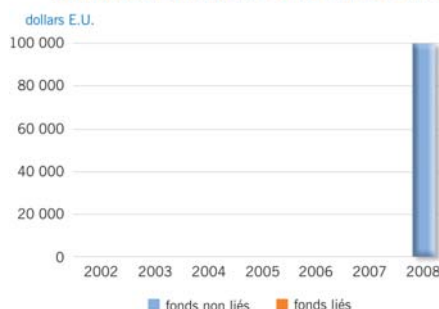
Classement du donateur : 37/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 44/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Pakistan

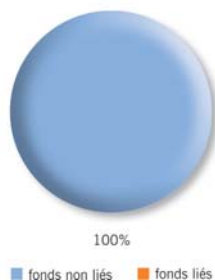
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 4 815

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 4 815

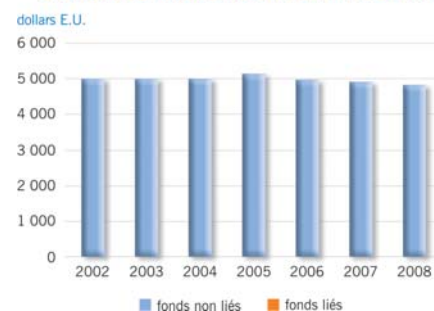
Classement du donateur : 82/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 80/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Panama

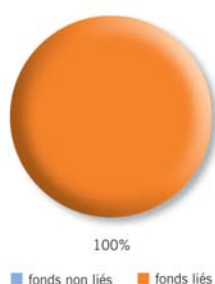
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 1 500

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

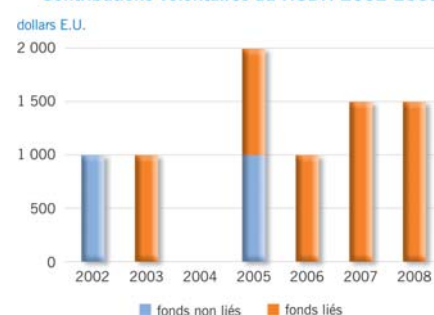
Classement du donateur : 89/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 68/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008





Pays-Bas

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 11 646 972

Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 7 500 000 (EUR) + 1 200 000 (USD)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 10 526 972

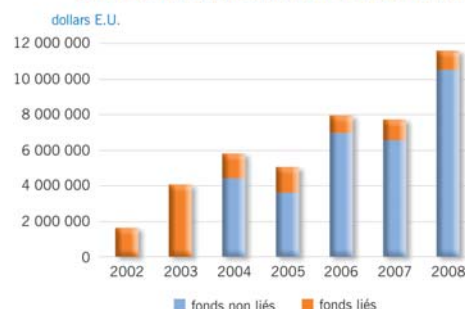
Classement du donateur : 2/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 9/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Philippines

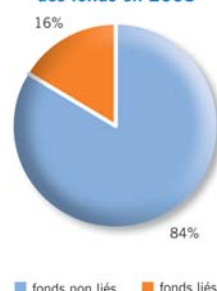
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 35 859

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 29 982

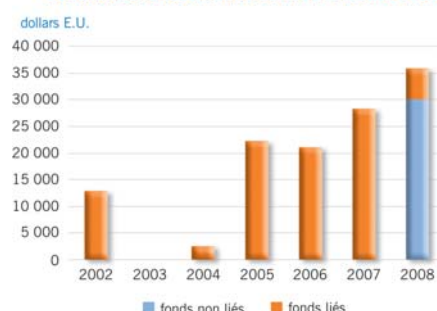
Classement du donateur : 49/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 71/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Pologne

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 99 379

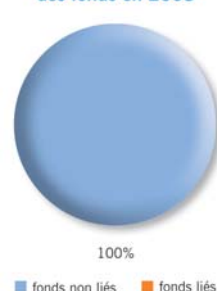
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 113 888 (CHF)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 99 379

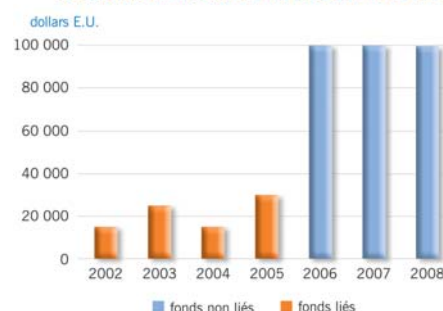
Classement du donateur : 38/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 47/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Portugal

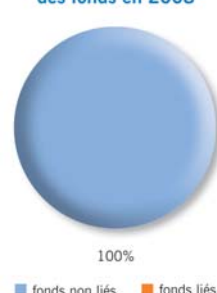
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 80 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 80 000

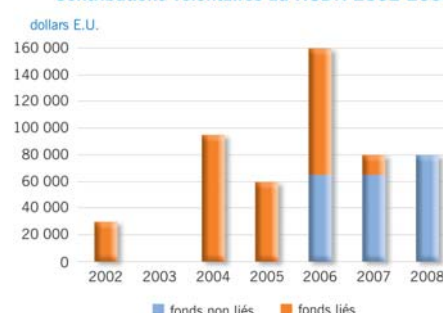
Classement du donateur : 39/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 35/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008





Qatar

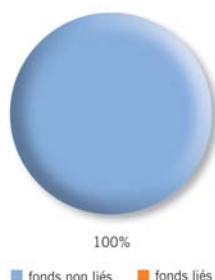
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 30 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 30 000

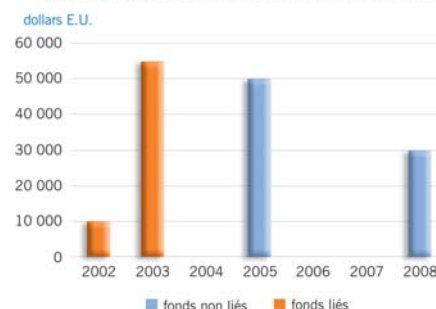
Classement du donateur : 53/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 27/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Republique de Corée

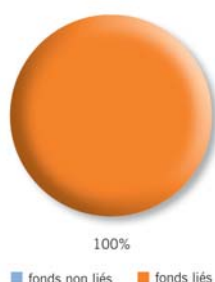
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 350 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

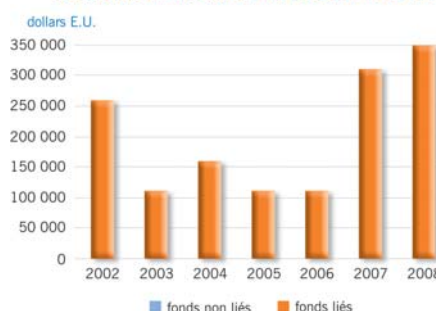
Classement du donateur : 27/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 38/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



République de Moldova

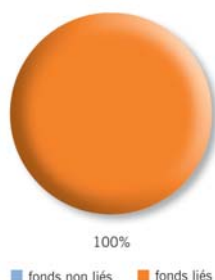
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 1 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

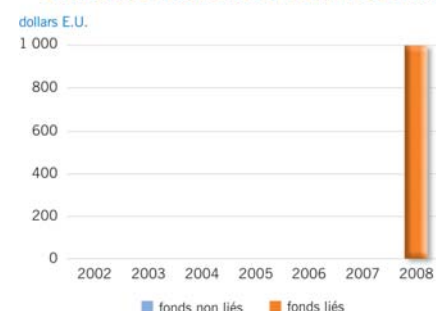
Classement du donateur : 91/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 74/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



République Tchèque

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 22 804

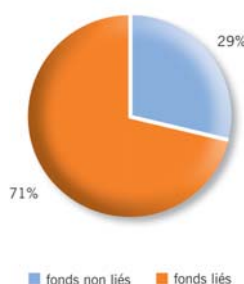
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 24 811 (CHF)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 6 516

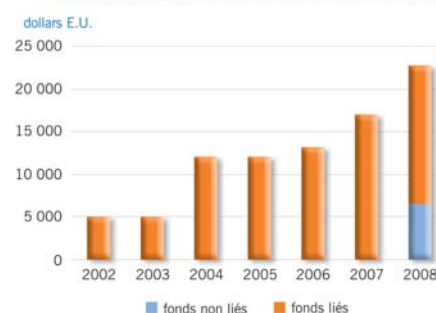
Classement du donateur : 60/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 51/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008





Royaume-Uni

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 7 087 518

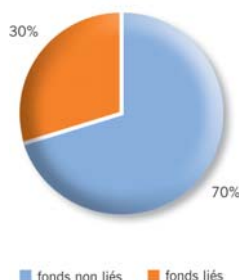
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 3 560 000 (GBP)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 4 980 080

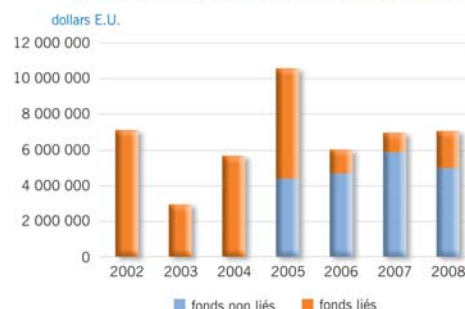
Classement du donateur : 7/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 17/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Saint-Marin

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 40 431

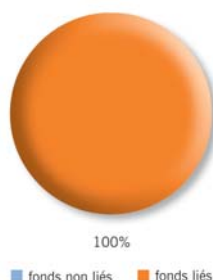
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 30 000 (EUR)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

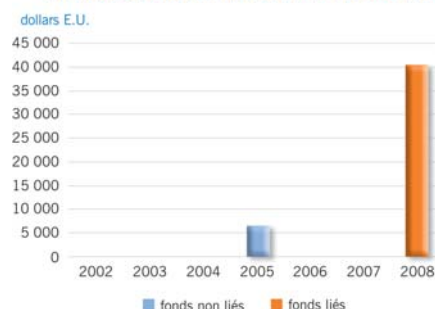
Classement du donateur : 48/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 4/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Saint-Siège

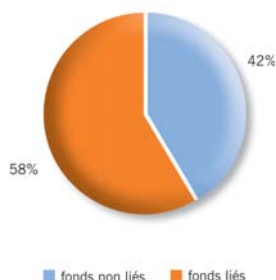
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 6 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 2 500

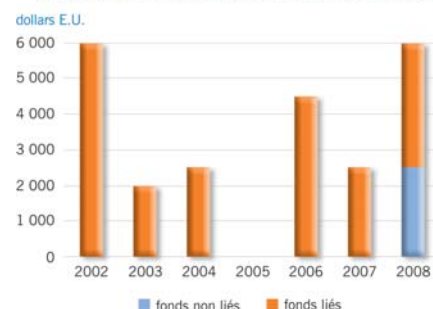
Classement du donateur : 76/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : n/a

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Serbie

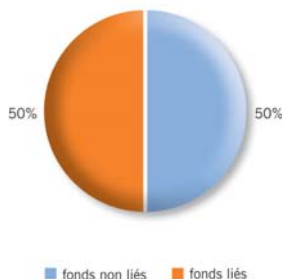
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 5 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 2 500

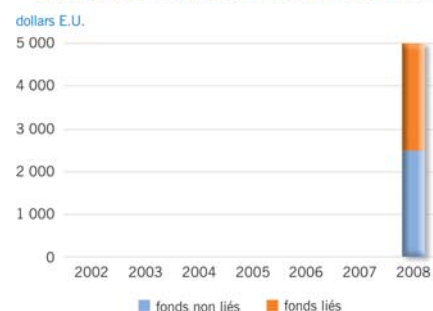
Classement du donateur : 78/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 65/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008





Slovaquie

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 9 569

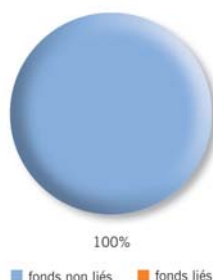
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 10 000 (CHF)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 9 569

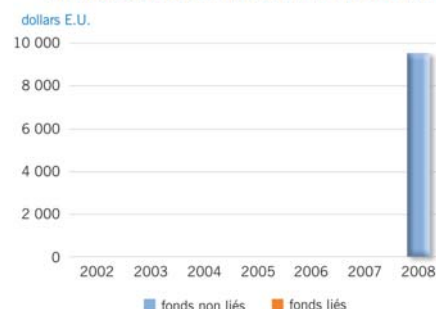
Classement du donateur : 73/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 52/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Slovénie

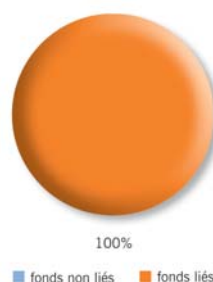
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 70 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

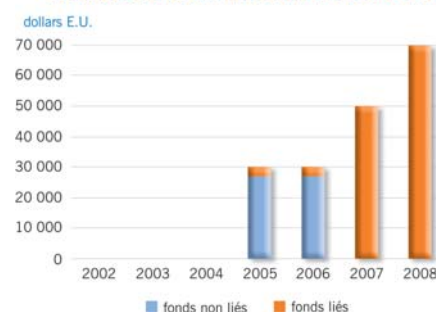
Classement du donateur : 41/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 28/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Suède

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 8 687 174

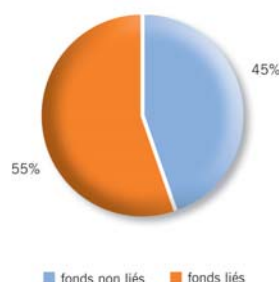
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 52 500 000 (SEK)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 3 896 874

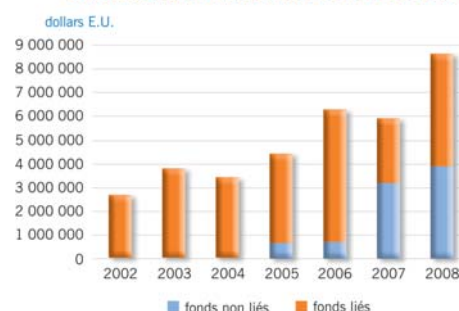
Classement du donateur : 6/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 6/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Suisse

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 2 634 654

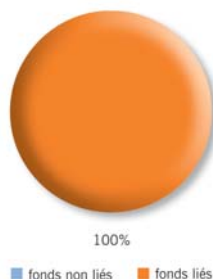
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 2 882 900 (CHF) + 65 000 (USD)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

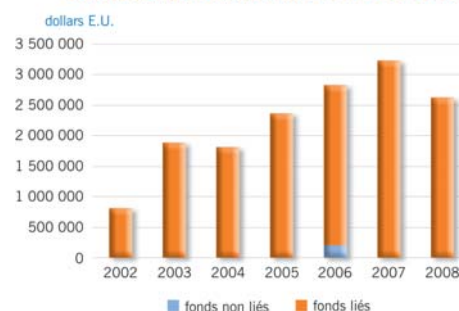
Classement du donateur : 14/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 13/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008





Thaïlande

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 27 752

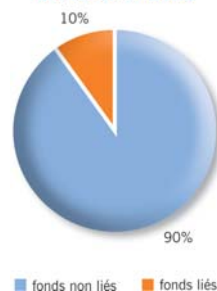
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 3 000 (CHF) + 25 000 (USD)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 25 000

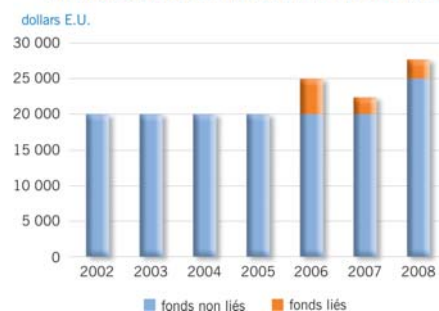
Classement du donateur : 56/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 69/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Turquie

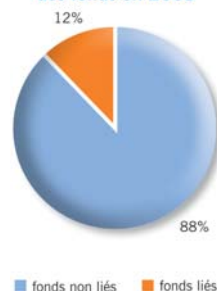
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 171 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 150 000

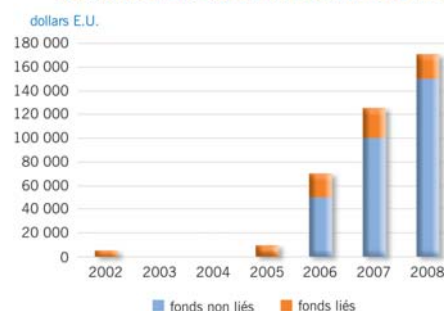
Classement du donateur : 31/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 50/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Uruguay

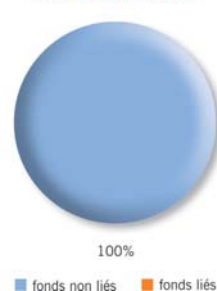
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 25 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 25 000

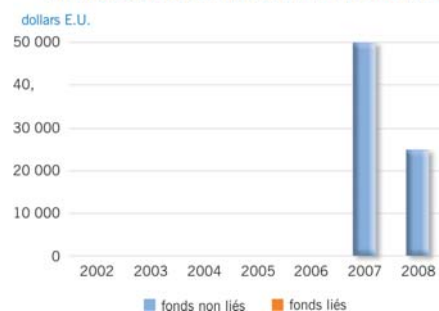
Classement du donateur : 57/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 36/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Viet nam

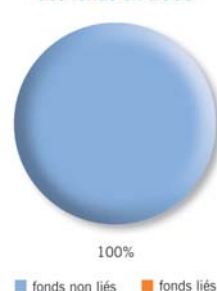
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 5 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 5 000

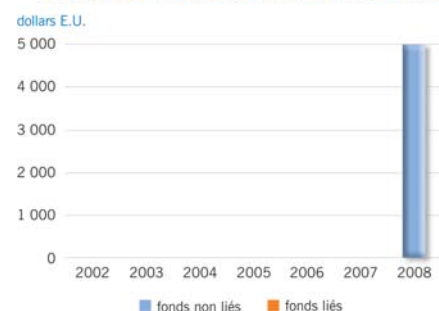
Classement du donateur : 79/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : 78/82

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Organisations intergouvernementales



Commission Européenne

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 10 462 070

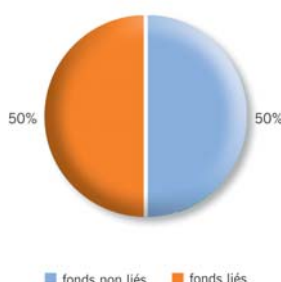
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 6 911 967 (EUR)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 5 247 813

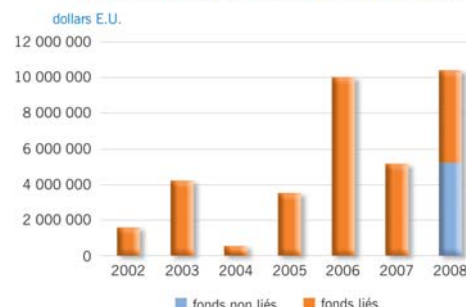
Classement du donateur : 4/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : n/a

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme

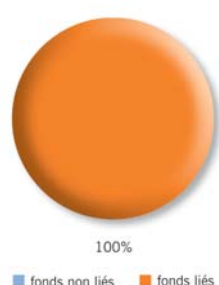
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 45 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

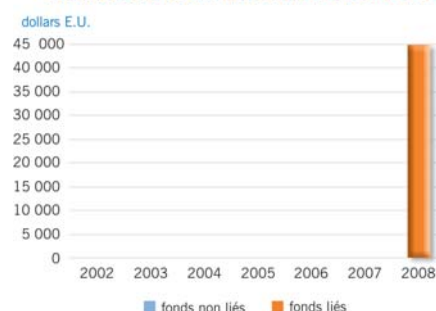
Classement du donateur : 45/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : n/a

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Fonds des Nations Unies pour la Population

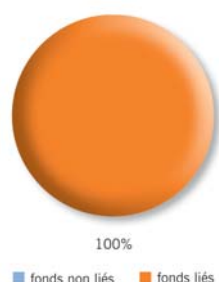
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 815 333

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

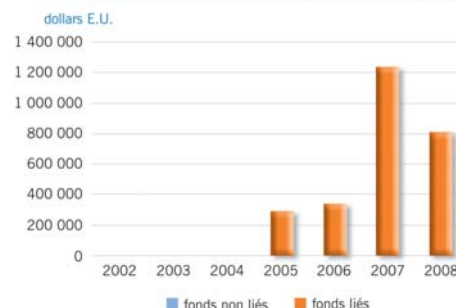
Classement du donateur : 21/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : n/a

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-orient

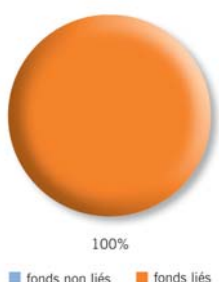
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 158 344

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

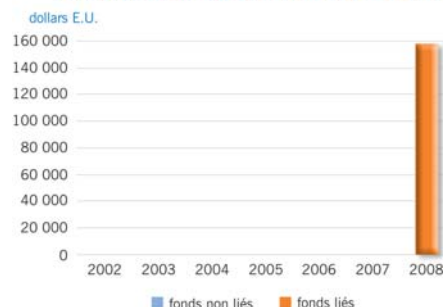
Classement du donateur : 32/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : n/a

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008





Organisation Internationale de la Francophonie

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 306 907

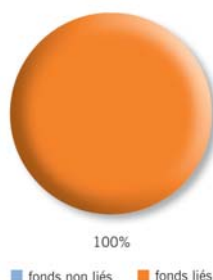
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 248 254 (EUR)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

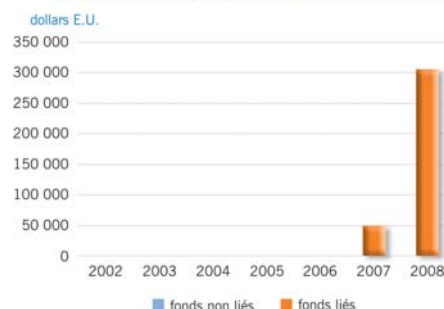
Classement du donateur : 28/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : n/a

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Programme des Nations Unies pour le Développement

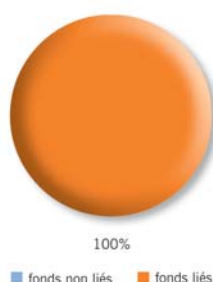
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 679 091

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

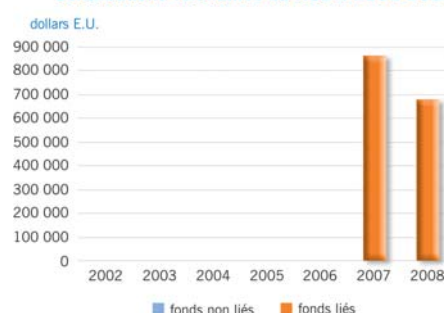
Classement du donateur : 22/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : n/a

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

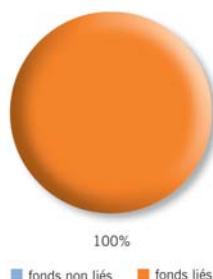
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 6 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

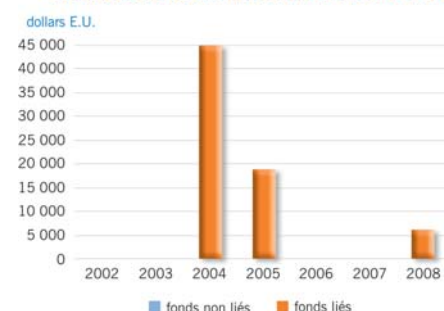
Classement du donateur : 77/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : n/a

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Donateurs privés



Droits et Démocratie

Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 129 757

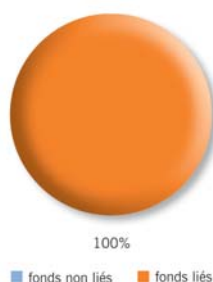
Contribution volontaire totale dans la devise de versement : 144 000 (CAD)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

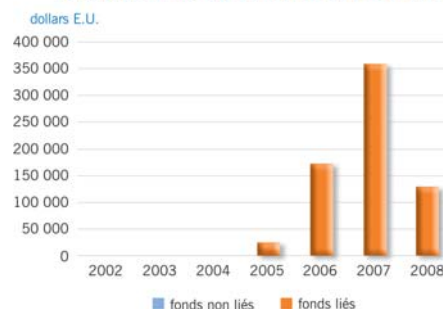
Classement du donateur : 35/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : n/a

Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



Fondation MacArthur

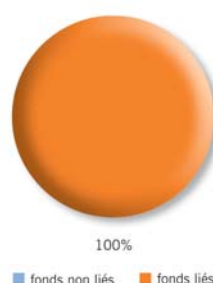
Contribution volontaire totale en 2008 , en dollars E.-U. : 600 000

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 0

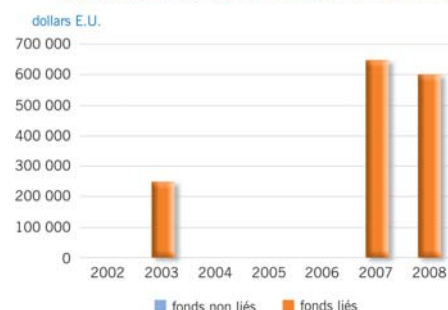
Classement du donateur : 23/93

Classement du donateur, compte tenu du nombre d'habitants : n/a

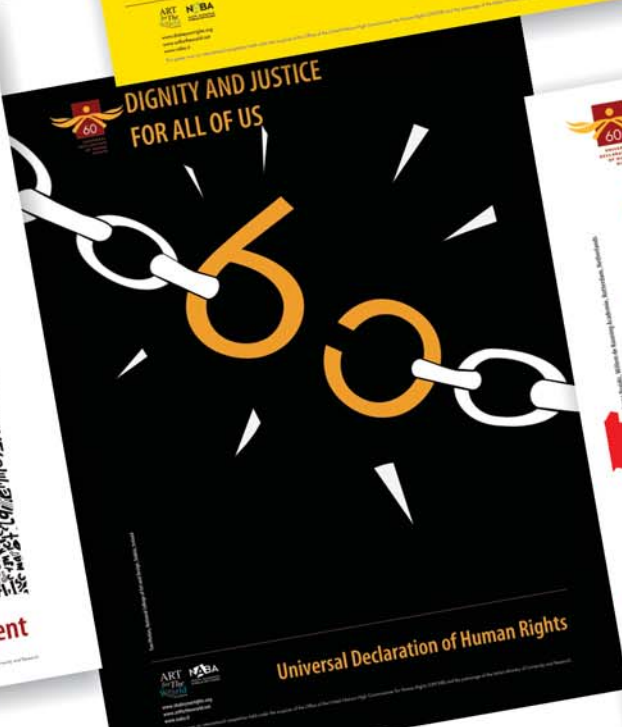
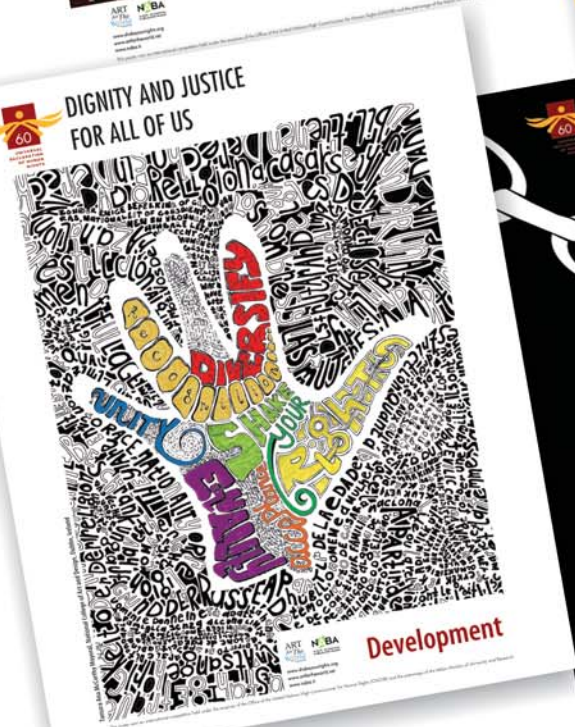
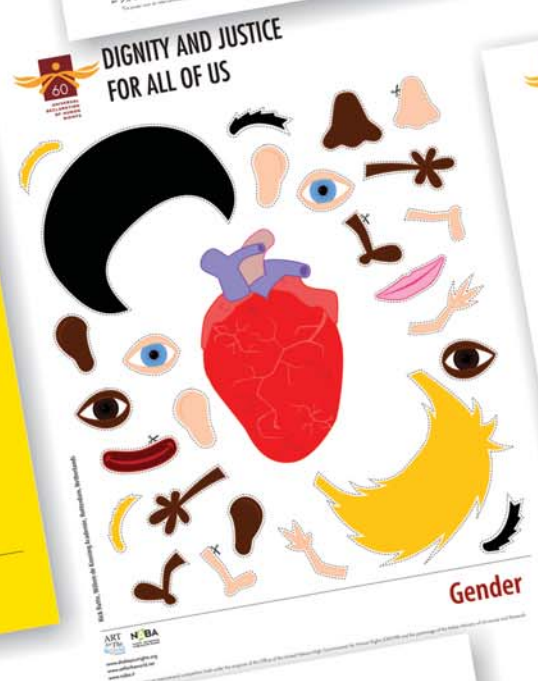
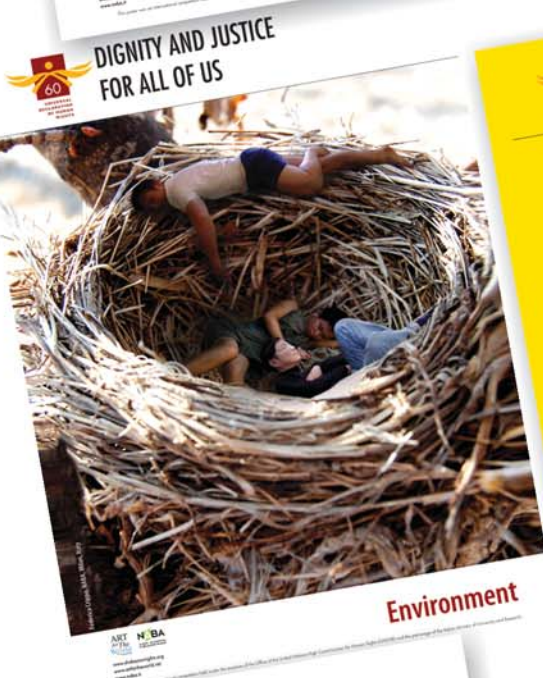
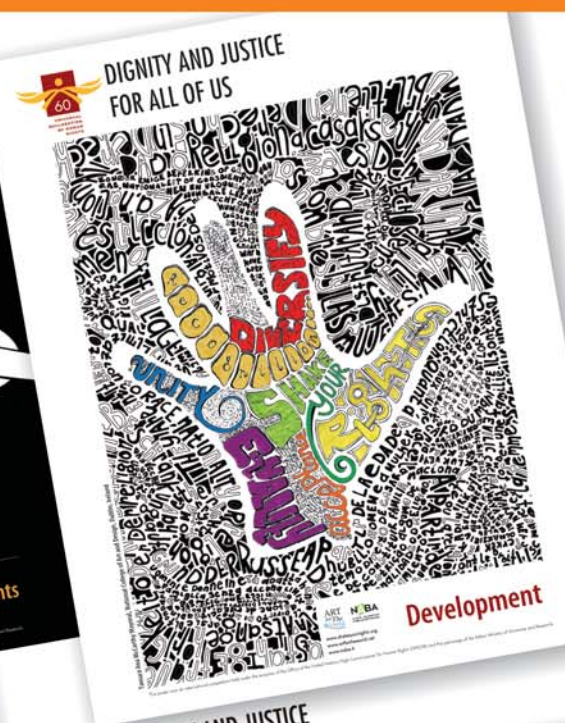
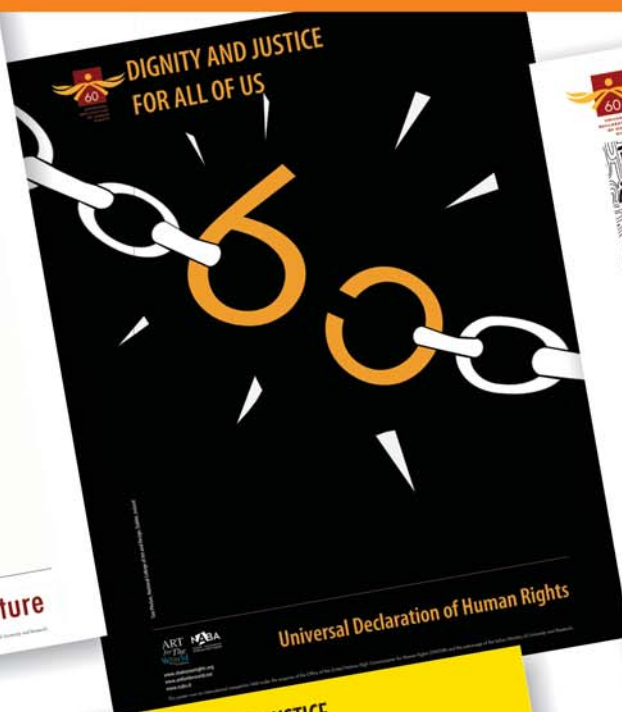
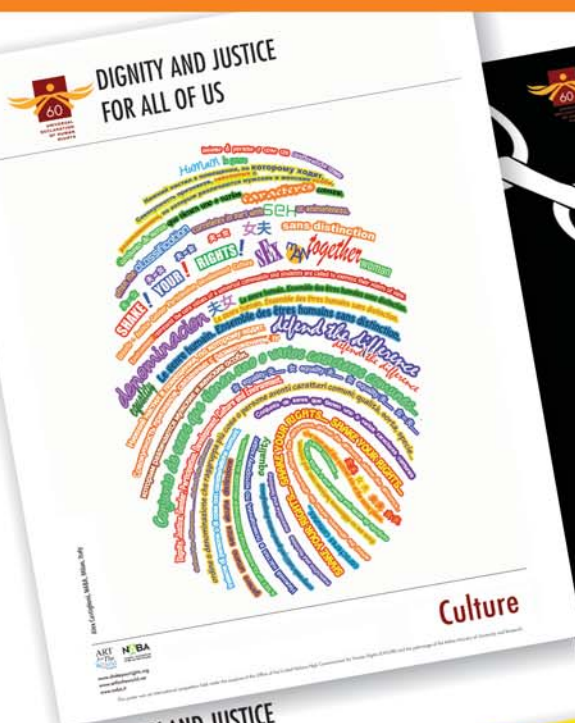
Pourcentage d'affectation des fonds en 2008



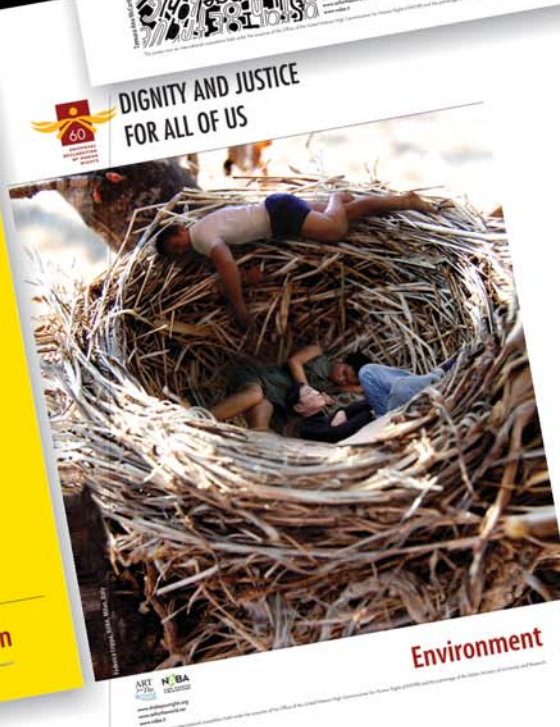
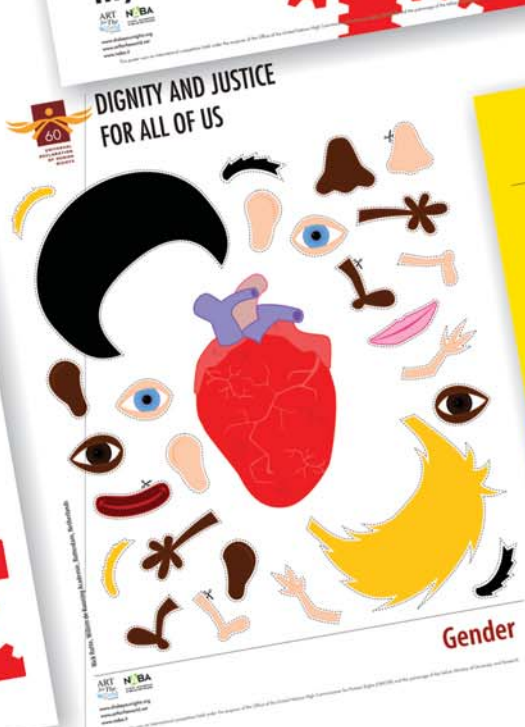
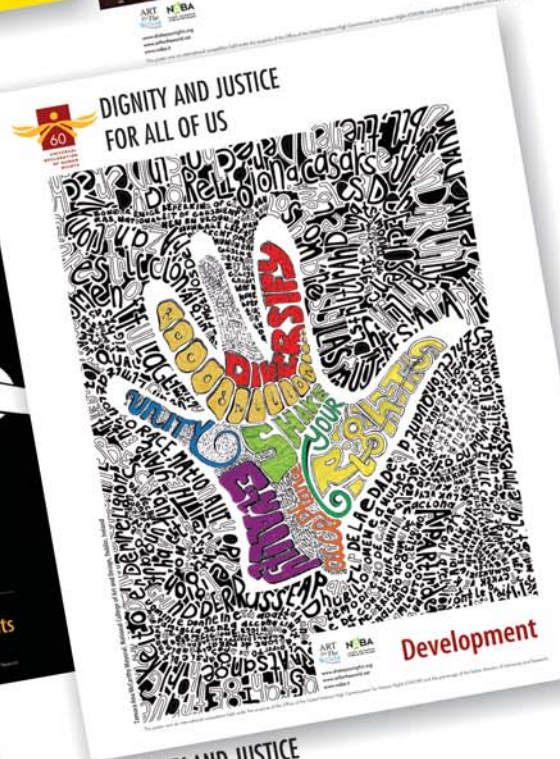
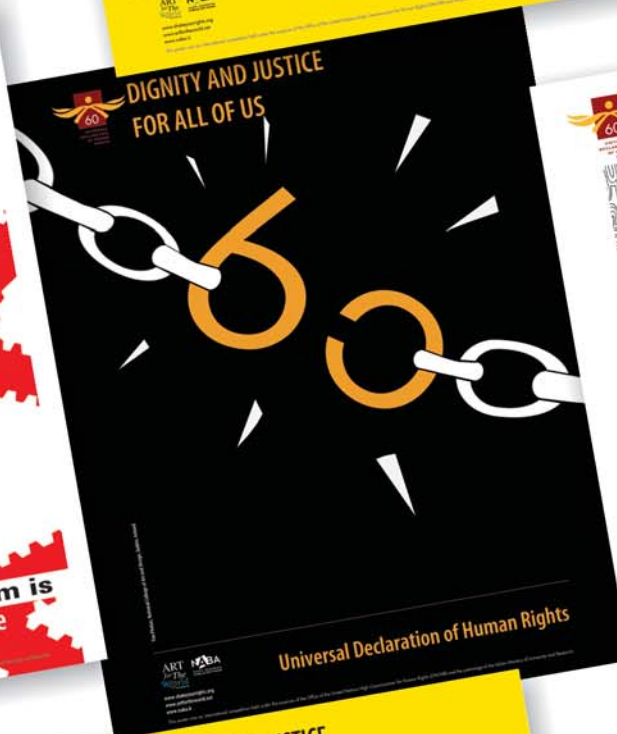
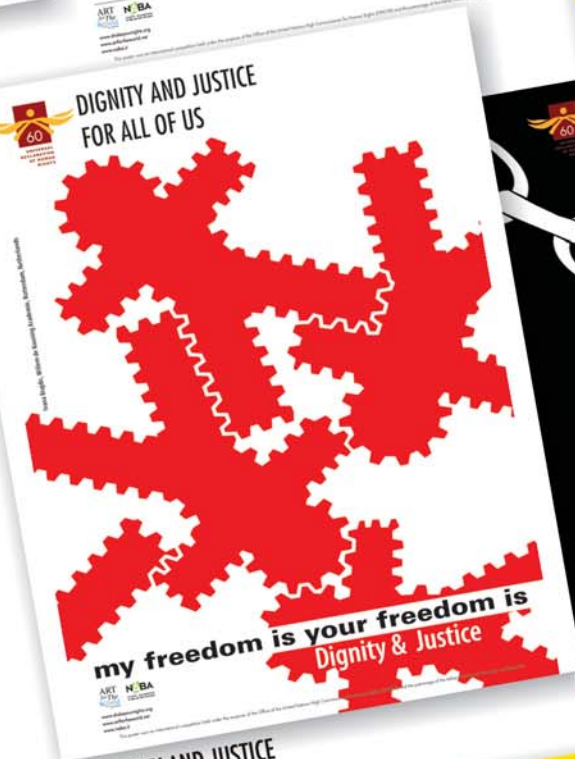
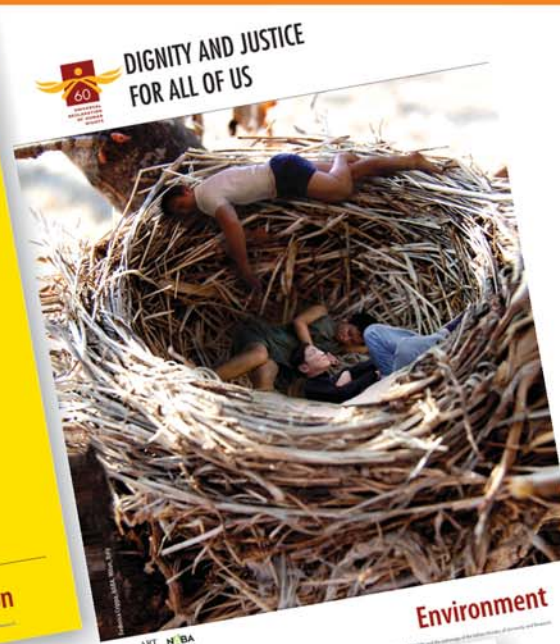
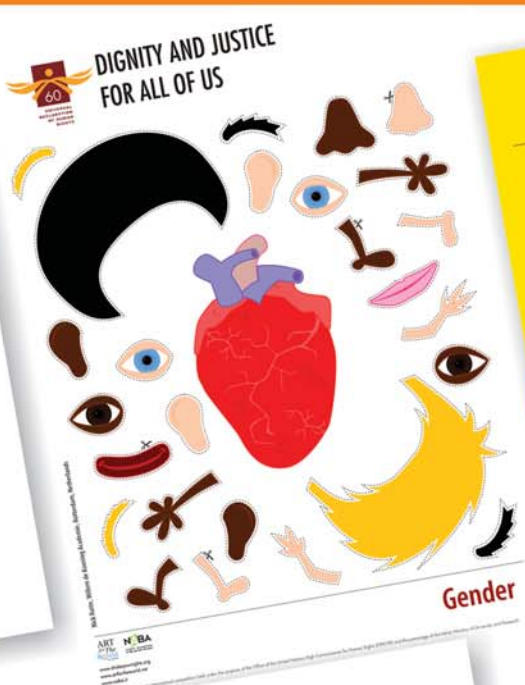
Contributions volontaires au HCDH 2002-2008



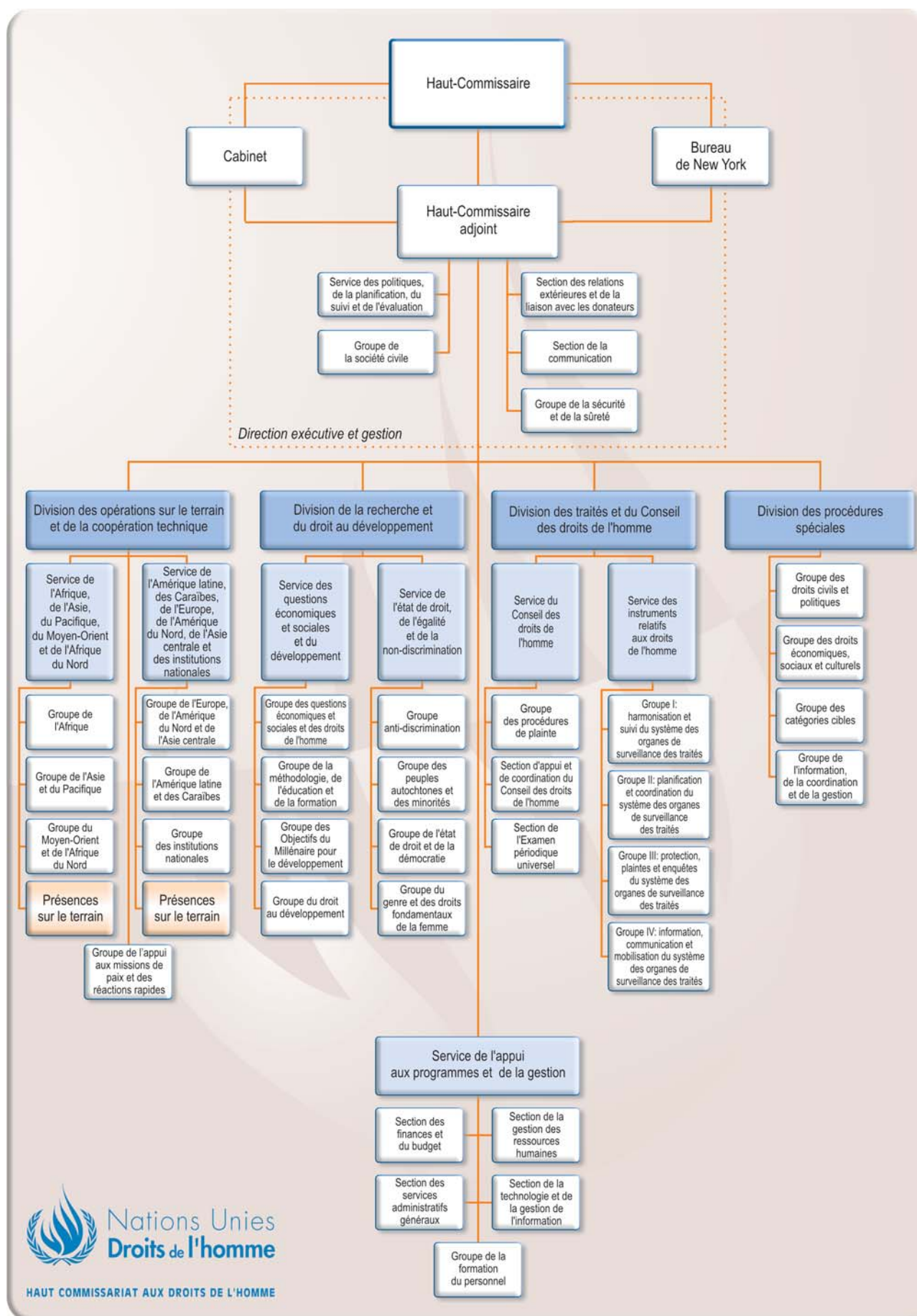
Sélection d'affiches utilisées lors de la campagne "Shake your Rights" célébrant le 60 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH). Plus de 200 étudiants originaires de plus de 20 pays ont participé à un concours présidé par l'ONG "Art for the World" et la "Nouvelle école des beaux-arts" de Milan, avec le soutien du HCDH et du ministère italien pour l'université et la recherche. Les dessins ont été inspirés par six thèmes inhérents à la DUDH, à savoir : la culture, le développement, la dignité, la justice, l'environnement, l'égalité des sexes et la participation.



Annexes



Organigramme



Résultats attendus en 2008-2009 – Progrès en 2008, mesurés à l'aune des indicateurs clés*

Résultats attendus	Indicateurs au niveau mondial
1. Conformité accrue des institutions nationales, des lois et des programmes avec les normes relatives aux droits de l'homme.	1.1. Nombre d'institutions nationales par type de statut, selon le classement établi par le Comité international de coordination des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme.
2. Collaboration accrue des gouvernements avec les organes et mécanismes de défense des droits de l'homme de l'ONU (organes de suivi des traités, procédures spéciales, Conseil des droits de l'homme/examen périodique universel) et respect plus scrupuleux de leurs recommandations.	2.1. Nombre de pays ayant adressé des invitations permanentes aux procédures spéciales
	2.2. Nombre de pays qui ont répondu favorablement à la plupart ou à la totalité des demandes de visites soumises par les procédures spéciales.
	2.3. Pourcentage de communications des procédures spéciales auxquelles les gouvernements ont répondu (totalement ou sur les points essentiels).
3. Augmentation du nombre de ratifications des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et réexamen des réserves.	3.1. Nombre de nouvelles ratifications de traités internationaux relatifs aux droits de l'homme.
	3.2. Nombre de pays ayant ratifié un ou plusieurs traités internationaux.
	3.3. Nombre de pays ayant ratifié un Pacte ou les deux (Pacte international relatif aux droits civils et politiques et Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels).
	3.4. Nombre de pays ayant levé une ou plusieurs réserves à un traité international
4. Mécanismes de justice et d'établissement des responsabilités mis en place et fonctionnant conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, chargés de surveiller le respect des droits civils et politiques, ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels, d'enquêter sur les violations et d'y remédier.	4.1. Nombre de pays auprès desquels le HCDH s'est engagé et qui se sont dotés de mécanismes efficaces, conformes aux normes internationales, pour surveiller le respect des droits de l'homme, enquêter sur les violations de ces droits et y remédier.
5. Augmentation du nombre de mesures prises pour améliorer l'accès des groupes marginalisés et victimes de discriminations, en particulier les femmes, à la justice et aux services essentiels, et pour leur permettre de participer aux processus d'élaboration des politiques publiques, décisionnels et de surveillance.	5.1. Nombre de pays auprès desquels le HCDH s'est engagé et qui ont pris des mesures pour permettre la participation des groupes marginalisés et victimes de discriminations, en particulier des femmes, aux processus d'élaboration des politiques publiques, décisionnels et de surveillance.
	5.2. Nombre de pays auprès desquels le Haut Commissariat s'est engagé, et qui ont introduit des mesures visant à améliorer l'accès des groupes marginalisés et discriminés, notamment les femmes, à la justice et les services de base.

Ce tableau, dressé à partir du cadre de résultats attendus et d'indicateurs présenté dans le Plan de gestion stratégique (PGS) de la Haut-Commissaire pour l'exercice biennal 2008-2009 (cf. page 26), fournit des informations préliminaires sur les progrès accomplis au niveau mondial pendant la première année de l'exercice. Des informations plus détaillées sur l'impact de notre action au niveau régional et national sont présentées au fil des pages de ce rapport, notamment dans le chapitre consacré à notre travail sur le terrain. Il convient de remarquer que le HCDH a entrepris de mettre progressivement en œuvre un système de suivi de la performance. Dans cette optique, les indicateurs proposés dans le PGS 2008-2009 ont fait l'objet d'un examen approfondi en 2008 et certains ajustements ont été apportés, tant au cadre qu'aux arrangements de collecte des données. Le tableau ci-dessus rend compte des résultats obtenus en utilisant la plupart, mais non la totalité, des indicateurs proposés dans le PGS. Quelques indicateurs supplémentaires seront introduits en 2009 et en 2010, date à laquelle tous les éléments nécessaires à un système complet de suivi de la performance seront en place.

Progrès en 2008, mesurés à l'aune des indicateurs

- À la fin de l'année 2008, 64 institutions nationales des droits de l'homme avaient le statut A (contre 60 en 2007), 13 le statut B (contre 12 en 2007) et 8 le statut C (même nombre en 2007). Une institution a perdu le statut A.
- La rigueur et la reconnaissance de la procédure d'accréditation menée par le Comité international de coordination a augmenté au cours des deux dernières années. Le processus est plus transparente et participative, en prenant en compte l'apport de la société civile et autres.
- 63 pays ont adressé des invitations permanentes à des procédures spéciales en 2008, contre 59 en 2007.
- 49 pays ont reçu des demandes de visites de la part de détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales et 32 ont répondu favorablement à la totalité ou à la plupart de ces requêtes.
- Les Gouvernements ont répondu à 34 pour cent des communications adressées par des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales en 2008, contre 32 pour cent en 2007.
- 100 ratifications ont été recensées en 2008, contre 63 en 2007.
- 64 pays ont ratifié un ou plusieurs traités en 2008, un nombre identique à celui observé en 2007.
- 5 pays ont ratifié au moins un Pacte (dont 2 pays ayant ratifié les deux) en 2008, contre 2 pays en 2007. Un pays a ratifié le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ; 5 pays ont ratifié le deuxième Protocole facultatif.
- 14 pays ont levé une ou plusieurs réserves.
- Afrique : 13 (Burundi, Djibouti, Kenya, Libéria, Maurice, Niger, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Togo, Zambie)
- Asie-Pacifique : 6 (Afghanistan, Bangladesh, Indonésie, Népal, Îles Salomon, Timor-Leste)
- Europe, Amérique du Nord et Asie centrale : 2 (Géorgie, ex-République yougoslave de Macédoine)
- Amérique latine et Caraïbes : 12 (Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Équateur, Guatemala, Haïti, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay)
- Afrique : 7 (République du Congo, Éthiopie, Guinée-Bissau, Maurice, Ouganda, Rwanda, Sierra Leone).
- Asie-Pacifique : 5 (Afghanistan, Cambodge, Indonésie, Népal, Timor-Leste).
- Europe, Amérique du Nord et Asie centrale : 3 (Fédération de Russie, Serbie, Tadjikistan).
- Amérique latine et Caraïbes : 6 (Bolivie, Brésil, Colombie, Guatemala, Mexique, Panama).
- Moyen-Orient et Afrique du Nord : 2 (Émirats arabes unis, Iraq).
- Afrique : 5 (Cameroun, Comores, République du Congo, Guinée-Bissau, Maurice).
- Asie-Pacifique : 8 (Afghanistan, Australie, Cambodge, Népal, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon).
- Europe, Amérique du Nord et Asie centrale : 3 (ex-République yougoslave de Macédoine, Kirghizistan, Tadjikistan).
- Amérique latine et Caraïbes : 4 (Bolivie, Guatemala, Mexique, Panama).
- Moyen-Orient et Afrique du Nord : 2 (Égypte, Liban).



Résultats attendus	Indicateurs au niveau mondial
6. Augmentation du nombre et de la diversité des détenteurs de droits ainsi que des institutions nationales des droits de l'homme et des acteurs de la société civile intervenant en leur faveur qui ont recours aux mécanismes et organes de défense des droits de l'homme de l'ONU (organes de suivi des traités, procédures spéciales, Conseil des droits de l'homme/examen périodique universel).	6.1. Nombre total de documents traitant de sujets de fond soumis à des organes de défense des droits de l'homme.
7. Communauté internationale de plus en plus sensible, attentive et réactive aux problèmes et aux situations critiques en matière de droits de l'homme.	7.1. Nombre de mesures concrètes prises par des organismes inter-gouvernementaux onusiens/régionaux pour remédier à des situations critiques et à des problèmes de droits de l'homme en rapport avec l'action du HCDH.
8. Meilleure intégration des normes et principes relatifs aux droits de l'homme, dont le droit au développement, dans les politiques et programmes du système des Nations Unies en rapport avec le développement, l'action humanitaire, la paix et la sécurité, et les questions économiques et sociales.	8.1. Nombre et proportion de projets et programmes communs de pays appliquant les recommandations des organes de suivi des traités, des procédures spéciales et du Conseil des droits de l'homme, ainsi que les directives du HCDH. 8.2. Nombre de documents d'orientation des organismes du système des Nations Unies et de discours clés de responsables d'organismes/de départements de l'ONU intégrant les normes et les principes relatifs aux droits de l'homme avec l'appui du HCDH.
9. Cohérence et unité accrues des mécanismes et des organes de défense des droits de l'homme des Nations Unies.	9.1. Pourcentage de recommandations des organes de suivi des traités et des procédures spéciales reprises par le Conseil des droits de l'homme dans le cadre de l'examen périodique universel. 9.2. Nombre et proportion de pays qui ont soumis des documents de base communs lors de leur cycle le plus récent de présentation de documents. 9.3. Nombre et pourcentage de pays ayant soumis des documents de base communs conformes aux directives. 9.4. Progrès réalisés depuis l'an dernier dans la coordination des travaux des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales, tels qu'évalués par les détenteurs de mandats. 9.5. Progrès réalisés depuis l'an dernier dans l'harmonisation des travaux des organes de suivi des traités, tels qu'évalués par les présidents de ces organes.

Progrès en 2008, mesurés à l'aune des indicateurs

- Nombre total de documents soumis : 5 676.
- Les organes de suivi des traités ont reçu et examiné 461 documents adressés par des organisations de la société civile et 7 documents présentés par des institutions nationales, ainsi que 156 pétitions individuelles admissibles, sur un total de 9 000 communications reçues.
- Lors des sessions ordinaires du Conseil des droits de l'homme, les ONG dotées d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social ont soumis 200 documents, les institutions nationales en présentant 11. En outre, 3 270 communications ont été reçues au titre du mécanisme spécial de dépôt de plaintes en 2008 : 91 ont été soumises par des organisations de la société civile, les 3 169 communications restantes étant adressées par des particuliers, le plus souvent sous la forme de communications en masse.
- Dans le cadre de l'examen périodique universel, les organisations de la société civile ont présenté 654 documents et les institutions nationales des droits de l'homme, 16.
- 8 débats thématiques, discussions et tables ronde, organisés dans le cadre du Conseil des droits de l'homme pour traiter des sujets suivants : l'intégration d'une perspective sexo-spécifique, les objectifs volontaires en matière de droits de l'homme, les personnes disparues, le dialogue interculturel dans le domaine des droits de l'homme, les droits des femmes, notamment en ce qui concerne la violence faite aux femmes et la mortalité maternelle, l'entrée en vigueur de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, le projet de directives des Nations Unies concernant le recours à d'autres formes de prise en charge des enfants et les conditions de cette prise en charge.
- 3 sessions extraordinaires du Conseil des droits de l'homme, consacrées aux violations des droits de l'homme résultant des incursions militaires israéliennes dans le territoire palestinien occupé, à la situation des droits de l'homme à l'est de la République démocratique du Congo et au droit à l'alimentation (première session thématique extraordinaire du Conseil).
- Le Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide a adopté le Programme d'action d'Accra, qui vise à faire en sorte que les politiques d'aide et de développement des donateurs respectent les engagements internationaux pris par ces derniers dans le domaine des droits de l'homme.
- La Cellule internationale de réflexion sur les restrictions aux voyages liées au VIH a publié des recommandations concernant la surveillance des problèmes de droits de l'homme suscités par les restrictions à l'entrée, au séjour et à la résidence motivées par le statut sérologique.
- Pour encourager la prise en compte des droits de l'homme, les représentants du HCDH ont pris la parole à l'occasion d'autres réunions organisées par des organes intergouvernementaux pour traiter du dérèglement climatique (comme la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Poznan et la Conférence de l'Organisation internationale pour les migrations sur les changements climatiques et les migrations) et la crise alimentaire (discours de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme et du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation lors de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire dans le monde, organisée par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, et allocution du Rapporteur spécial sur la crise alimentaire mondiale devant le Conseil économique et social réuni en session extraordinaire).
- Des équipes des Nations Unies ont inclus des références aux recommandations pertinentes des mécanismes et des organes de défense des droits de l'homme dans les bilans communs de pays/Plans-cadres pour l'aide au développement de 7 pays. En outre, les présences du HCDH sur le terrain ont participé, lorsque c'était nécessaire, à l'intégration des droits de l'homme dans le travail des équipes de pays et des organismes des Nations Unies.
- 10 documents de politique générale, exposés de position et directives de première importance, intégrant les préoccupations relatives aux droits de l'homme, ont été adoptés par d'autres institutions de l'ONU et des organisations multilatérales d'aide au développement.
- Environ 30 pour cent des recommandations ont été citées par des observateurs et des membres du Conseil des droits de l'homme dans le cadre de l'examen périodique universel.
- 5 pays ont soumis des documents de base communs en 2008, contre 4 en 2007.
- 4 des 5 documents de base soumis étaient conformes aux directives, selon les organes de suivi des traités.
- Une version révisée du Manuel des procédures spéciales et une procédure consultative interne pour l'examen des pratiques et des méthodes de travail ont été adoptées lors de la réunion annuelle du Comité de coordination.
- Les procédures spéciales ont publié 177 communiqués de presse, dont 25 communiqués communs émanant de deux détenteurs de mandat ou plus ; en 2007, 154 communiqués de presse, dont 59 communiqués communs, avaient été publiés.
- 3 organes de suivi des traités ont adopté des directives ciblées, qui complètent les directives relatives au document de base commun. Les États parties qui ont soumis un document de base commun pourront ainsi préparer plus aisément des rapports sur l'application de traités spécifiques.
- En 2008, deux réunions inter-comités des organes de suivi des traités ont été organisées. À ces occasions, un consensus a été dégagé sur les priorités en matière d'harmonisation et sur la création d'un groupe de travail sur le suivi des traités, tels qu'évalués par les présidents de ces organes.

Crédits

Document établi par : la Section des relations extérieures et de la liaison avec les donateurs du Haut-Commissariat aux droits de l'homme

Conception et mise en page par : CIF OIT

Imprimé par : CIF OIT

Photographies : Rosinski pour Amnesty International France (couverture), UN Photo/Pierre Virot (p. 5), UN Photo/Jean-Marc Ferre (p. 8), OHCHR/Nepal (p. 10), OHCHR (p. 11), UN Photo/Martine Perret (pp. 14-15), OHCHR (p. 19), UN Photo/Eskinder Debebe (p. 21), UN Photo/Jean-Marc Ferre (pp. 25/27), OHCHR (pp. 33-35), UN Photo/Christopher Herwig (p. 40), AP Photo/Thomas Kienzle (p. 41), UN Photo/Paulo Filgueiras (p. 42), Reuters/Pawan Kumar (p. 44), AP Photo/George Nikitin (p. 45), UN Photo/Eskinder Debebe (p. 47), IRIN/Manoocher Deghati (p. 49), AFP Photo/Raveendran (p. 49), Reuters/Philippe Wojazer (p. 51), UN Photo/Christopher Herwig (p. 51), AP Photo/Channi Anand (pp. 52), UN Photo/Tim McKulka (p. 53), OHCHR (p. 55), OHCHR/Uganda (p. 56), OCHA/Manoocher Deghati (p. 58), Reuters/Ho New (p. 59), UN Photo/Eskinder Debebe (p. 61), OHCHR/Thailand (p. 63), OHCHR (p. 69), UN Photo/Marie Frechon (p. 72), IRIN/Tugela Ridley (p. 78), IRIN/Manoocher Deghati (p. 80), OHCHR/Uganda (p. 81), UNICEF/Pierre Holtz (p. 90), UN Photo/Marie Frechon (p. 92), IRIN/Manoocher Deghati (p. 95), UN Photo/Sarah Hunter (p. 98), UN Photo/Tim McKulka (p. 99), IRIN/Manoocher Deghati (p. 102), AFP Photo/Tang Chhin Sothy (p. 106), UN Photo/Mukunda Bogati (p. 109), OHCHR/Nepal (p. 110), UNHCR/R. Arnold (pp. 115-116), UN Photo/Martine Perret (p. 118), UN Photo/Tilak Pokharel (p. 123), OSCE/Hasan Sopa (p. 127), OHCHR/Central Asia (p. 128), OSCE/German Avagyan (p. 130), OSCE/Anatolie Poiata (p. 134), OSCE (p. 136), Reuters/Borja Suarez (p. 138), Reuters/David Mercado (p. 141), AP Photo/Fernando Vergara (p. 143), OHCHR/Guatemala (p. 145), AP Photo/Arnulfo Franco (p. 148), AP Photo/Esteban Felix (p. 152), AP Photo/Bernat Armangue (p. 155), AP Photo/Dan Balilty (p. 156), IRIN/Hugh Macleod (p. 158), AP Photo/Hadi Mizban (p. 160), UN Photo/Logan Abassi (p. 162), WHIB/P. Virot (pp. 166-167), Reuters/Rafael Marchante (p. 169), AP Photo/Lefteris Pitarakis (p. 170), UN Photo/Joao Araujo Pinto (p. 183).

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent aucune prise de position de la part du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

2008 RAPPORT ACTIVITÉS ET RÉSULTATS
Haut Commissariat aux droits de l'homme

Palais des Nations
CH 1211 Genève 10 – Suisse
Téléphone: +41.22.917 90 00
Télécopie : +41.22.917 90 08
www.ohchr.org



HAUT COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME



Dignité et justice pour nous tous